

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FOURQUET-BAVEREZ
« NOUS VIVONS L'ABOUTISSEMENT
DE 40 ANNÉES DE DÉCLIN
DE LA FRANCE » **PAGES 18 ET 19**

MUSIQUE
MIKA : « LA RENCONTRE
AVEC LE MONDE DE L'OPÉRA
A CHANGÉ MA VIE » **PAGE 32**



LÉGISLATIVES

À Marseille et à Lyon, la dissolution accélère la recomposition
PAGE 5

CONFLIT

Comment l'Ukraine s'est libérée du blocus russe en mer Noire
PAGE 6

PROCHE-ORIENT

Le camp de Jénine sous les coups de boutoir de Tsahal
PAGE 7

VIOLENCES

Viol antisémite : ce que l'on sait du profil des mineurs incarcérés
PAGE 8

RELIGION

L'irrésistible dynamique des évangéliques en France
PAGE 9

MÉDIAS

Droits télé : « Le football français vit-il au-dessus de ses moyens ? »
PAGE 28

CHAMPS LIBRES

• Pierre de Coubertin, ce Français mal aimé par les siens
• La chronique de Mathieu Bock-Côté
• La tribune de Catherine Van Offelen
PAGES 16 ET 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi :
Viol d'une adolescente à Courbevoie : faut-il revoir l'excuse de minorité pour les crimes ?

OUI 91% NON 9%
VOTANTS : 121 397

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Législatives : êtes-vous inquiet pour votre épargne ?

FABRIEN CLAIREFOND-FRED DUGIT/
PHOTOFQ/LE PARISIEN/MAXPPP

Les barons du macronisme se rebellent contre le président

Sidérés par la dissolution surprise, les héritiers d'Emmanuel Macron prennent tour à tour leurs distances avec le chef de l'État dans l'espoir de figurer dans la course à sa succession.

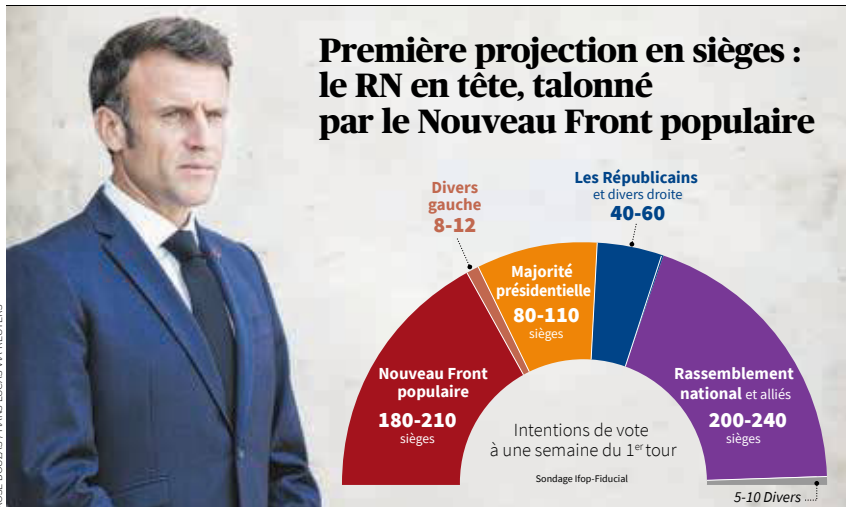
Après la sidération, l'émancipation. D'abord sonnés par la décision d'Emmanuel Macron, qui a tenté un coup de poker au soir des européennes, les ténors de la majorité ont mis une semaine à relever le gant. Désigné chef de

campagne des législatives, Gabriel Attal a touché du doigt sur le terrain le rejet suscité par le locataire de l'Élysée. Idem pour les numéros deux et trois de son gouvernement, Bruno Le Maire (Économie) et Gérard

Darmanin (Intérieur), qui ont multiplié les pas de côté. En cause, les projections pessimistes des sondages, qui promettent un revers électoral d'ampleur pour la majorité sortante. Déjà affaibli depuis les législatives de 2022, le

président de la République semble désormais pris en tenaille entre, d'un côté, « l'alliance » d'une partie de la droite LR avec le RN, et, de l'autre, l'union des gauches, sous la bannière du Nouveau Front populaire.

→ **SANS MAJORITÉ ABSOLUE, LE RN EN TÊTE MAIS TALONNÉ PAR LA GAUCHE, SELON LA PROJECTION DE L'IFOP**
→ **CLARIFICATION VOULUE, CONFUSION ET DÉCOMPOSITION SUBIES, PAR GUILLAUME TABARD**
PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



La dernière vague du sondage Ifop-Fiducial pour *Le Figaro* annonce l'affrontement à venir entre deux blocs, où le camp Macron pourrait devenir spectateur d'un duel entre le Rassemblement national et l'union des gauches. **PAGE 2**

Taxes, impôts, ISF : l'inquiétude grandit chez les épargnants

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le spectre d'une chute des marchés et d'un retour des hausses d'impôts hante les épargnants. Banquiers, assureurs et conseillers en gestion de patrimoine sont assaillis d'appels de ménages soucieux de sécuriser leur patrimoine. Si le programme du RN, très instable, les inquiète, celui du Nouveau Front populaire les terrifie. Celui-ci prévoit une explosion des prélèvements pour financer des dépenses publiques massives.
PAGES 22 ET 23

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Déraison et sentiments

C'était un chef déraisonnable... Depuis le soir du 9 juin, ministres et députés de la majorité se répètent sur tous les tons, et dans des formes autrement plus directes, cette terrible vérité. Emmanuel Macron, en une décision, a dissous le crédit politique et économique de son camp. Il a effacé le sentiment de supériorité qui caractérise trop souvent les vainqueurs de 2017. Il a offert à ses adversaires les conditions inespérées d'une victoire prématurée. Groggy, Gabriel Attal, Édouard Philippe, Bruno Le Maire ont d'abord décidé de repousser leur rancune au-delà du 7 juillet pour ne pas compromettre un peu plus un scrutin qui s'annonce périlleux. Désormais, ils parlent haut et mènent leurs propres flottilles avec l'espoir d'échapper au naufrage. Le vernis craque et laisse voir l'impensable : un premier ministre qui demande à son président de rester à l'écart, un ancien premier ministre qui accuse celui qui l'a nommé d'avoir « tué la majorité », un ministre de l'Économie qui s'en prend aux « cloportes » (entendre les conseillers) qui entourent le prince, un ministre de second rang qui s'interroge publiquement sur « l'usure » du chef de l'État. Une armée en déroute qui s'accroche aux « extrêmes »

comme à des planches de salut. Ultime espérance : que la férocité collectiviste du Nouveau Front populaire et l'amateurisme étatiste du Rassemblement national réveillent l'indulgence des électeurs. Las ! La double frontière partisane sur laquelle parie l'actuelle majorité n'est pas moins fragile que celle que défend Jordan Bardella.

C'était écrit. Une proposition politique fondée sur la seule répulsion tient aussi longtemps que durent les émotions. Nous payons aujourd'hui les conséquences d'un débat réduit depuis des années à un perpétuel entre-deux-tours entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen (avec Jean-Luc Mélenchon en embuscade). Même s'il profitait d'un sursaut miraculeux dans les deux semaines, le bloc central ne pourrait pas faire l'économie d'une profonde réflexion sur les sujets qui aujourd'hui le désagrègent : l'immigration, l'écologie punitive, la dépense, l'autorité, l'école. Les prétendants à la succession d'Emmanuel Macron ont trop souvent pensé que l'alternance ne pouvait se faire que dans un camp, le leur, celui de la raison. Les voilés comptables de la décision la plus déraisonnable de la V^e République. ■

Une armée en déroute

Une armée en déroute



dinh van
PARIS

Collection Menottes dinh van



Gabriel Attal, Bruno Le Maire, Édouard Philippe...

Loris Boichot et Louis Hausalter

Accusé d'organiser le sabotage de son dispositif, en ayant dissous l'Assemblée, le chef de l'État voit les signes d'émancipation



Bruno Le Maire et Édouard Philippe, le 29 mars au Havre. RAPHAËL LAFARGUE/ABACA

Emmanuel Macron reconnaît-il les siens? Les siens reconnaissent-ils Emmanuel Macron? Accusé d'avoir dissous l'Assemblée nationale contre son camp, le chef de l'État voit ses soutiens de premier plan multiplier leurs prises de distance. Autour de lui, le paysage se craquelle sous la pression d'alliés pris de court, contraints de revoir leurs plans et conscients de l'impopularité du chef de l'État. Dès le lendemain de

son annonce, son allié historique, le centriste François Bayrou, a assumé vouloir « démacroniser » la campagne pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

L'ancien premier ministre Édouard Philippe a estimé, jeudi sur TF1, que son ex-champion avait « tué la majorité présidentielle », ce qui le conduit aujourd'hui à vouloir « créer une nouvelle majorité parlementaire », « sur des bases nouvelles ». Le même jour, le numéro 2 du gouvernement Bruno

Le Maire a dénoncé le rôle de certains conseillers élyséens, qualifiés de « cloportes » dont « il est très difficile de se débarrasser » dans les « palais de la République ».

Dans la même veine, nombre de parlementaires et de cadres macronistes décrivent une relation brisée avec le chef de l'État. En particulier les amis d'Édouard Philippe, de plus en plus désireux de marquer leur différence. Emmanuel Macron, « ce n'est pas mon chef. Mon chef, c'est Édouard Philippe »,

déclare le président sortant des députés Horizons, Laurent Marcangeli, convaincu que la décision présidentielle « crée un fait nouveau ». « Je ne sais pas s'il est lâché par les siens, mais lui, a lâché les siens », affirme la vice-présidente philippiste de l'Assemblée, Naïma Moutchou, tout en relevant que « la marque Macron ne fonctionne plus » sur le terrain.

Ces signes d'émancipation font planer un risque, une fois l'Hémicycle recomposé : l'apparition de députés

autonomes à l'Assemblée nationale, sans discipline vis-à-vis du gouvernement. Même si le président de la République retrouve une assise suffisante dans l'Hémicycle, « il sera en cohabitation avec sa propre majorité », juge un conseiller gouvernemental.

À l'Élysée, les conseillers d'Emmanuel Macron se réfèrent au récent sondage Harris Interactive, selon lequel deux Français sur trois trouvent que la dissolution est une bonne décision. Une manière de contrecarrer les pro-

Sans majorité absolue, le RN en tête mais talonné par la gauche, selon la pro

John Timsit

À quoi ressemblera l'Assemblée au lendemain du second tour des législatives? La question agite les états-majors politiques à environ une semaine du premier tour du scrutin, qui se tiendra le 30 juin prochain. Toutes les formations sont sur le pont, avec pour objectif de décrocher le plus grand nombre de députés pour former une majorité absolue. Si les deux blocs d'opposition espèrent chacun imposer une cohabitation, et donc un nouveau premier ministre, au président de la République, la prochaine législature pourrait bien se révéler ingouvernable. C'est ce qui ressort de la dernière vague du sondage Ifop-

« Pour l'instant, le jeu reste ouvert pour savoir qui arrivera en tête en nombre d'élus »

François Kraus

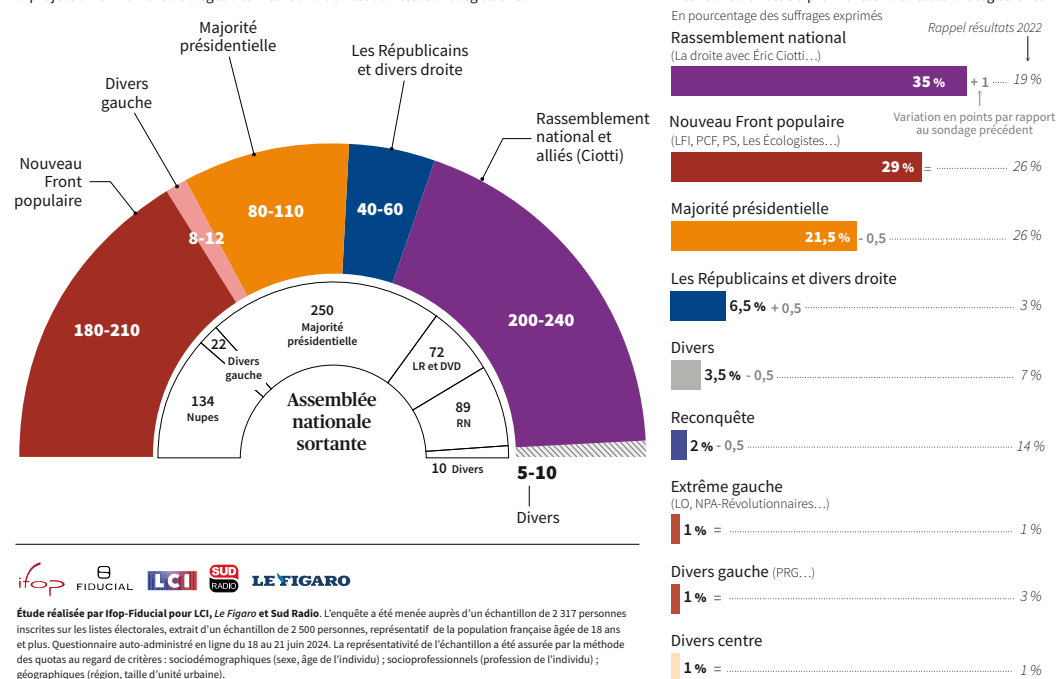
Directeur du département politique et actualités de Ifop

Fiducial pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio, publiée ce vendredi, qui fournit de premières projections en sièges, sur la base des intentions de vote au niveau national. « Pour l'instant, le jeu reste ouvert pour savoir qui arrivera en tête en nombre d'élus. Ça dessine une perspective de gouvernement à la belge, avec un exécutif purement technique pendant trois ans », explique François Kraus, directeur du département politique et actualités de Ifop.

Créditée de 35 % (+1) des voix, « l'union des droites », portée par le

Un hémicycle éclaté, dominé par le Rassemblement national et la gauche

La projection en nombre de sièges des intentions de vote aux élections législatives



Emmanuel Macron lâché par les siens

se multiplier autour de lui avant les législatives des 30 juin et 7 juillet prochains.

pos acides tenus dans le camp présidentiel. « *Tout ce qui est excessif est insignifiant, balaie-t-on dans l'entourage du chef de l'État. Nous sommes dans un moment grave où la parole est redonnée au peuple. C'est un moment de responsabilité qui implique que l'on parle d'abord du fond, des programmes et de nos propositions. Et que tous les responsables de la majorité soient au service de cela et des candidats.* »

Sonné par la dissolution et contraint de repartir en campagne comme chef de file de la majorité sortante, Gabriel Attal lui-même s'émancipe d'Emmanuel Macron. « *Le 9 janvier, le président de la République m'a nommé. Le 30 juin, j'aimerais que les Français me choisissent* », a déclaré le premier ministre, jeudi devant la presse. Il a ajouté : « *C'est la première fois depuis plus de vingt-cinq ans que les Français vont choisir un premier ministre.* »

« Le 9 janvier, le président de la République m'a nommé. Le 30 juin, j'aimerais que les Français me choisissent »

Gabriel Attal

Le chef du gouvernement a relayé son message vendredi, à Marseille, où il est venu soutenir la secrétaire d'État sortante Sabrina Agrest-Roubache (Ville et Citoyenneté), candidate à sa réélection dans les Bouches-du-Rhône. Sur place, il a continué de porter la riposte contre le RN et le Nouveau Front populaire, « *deux blocs extrêmes qui s'alimentent l'un l'autre, parce qu'ils carburant tous sur les divisions entre les Français, sur la stigmatisation d'une partie des Français* ». Deux programmes économiques aux allures de « *broyeuses à classes moyennes* », a-t-il ajouté.

Plus tard, à Avignon, Gabriel Attal s'est livré à un vif échange avec l'In-soumis Raphaël Arnault, 29 ans, fiché S, qu'il a taxé d'« *extrémiste* ». Une tentative de remonter la pente dans les sondages, où son camp (21,5 % des intentions de vote) reste derrière l'union des gauches (29 %) et le RN (35 %), se-

lon la dernière vague de l'enquête Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*. Autre signe d'affranchissement, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a prévenu vendredi dans *Le Parisien* : « *Je ne retournerai sans doute pas au gouvernement. Il faut ouvrir une nouvelle page et réfléchir à la suite.* »

Pour ce fameux « *après* », une énigme « *nouvelle méthode* » est d'ores et

déjà esquissée par plusieurs figures de la majorité. « *Évidemment qu'il y aura un avant et un après* », a admis jeudi Gabriel Attal devant la presse, en évoquant « *la pratique du pouvoir* » et « *l'équilibre des institutions* ». Comme à chaque crise, l'observation est partagée à l'Élysée. « *Le rôle du président sera différent* », dit-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Mais pas for-

cément au sens où ses troupes l'entendent, elles qui entendent quasiment déjà cette figure autrefois adulée : « *Il l'a dit, il est le seul responsable politique qui n'a aucune échéance en 2027. Par définition, il n'est donc pas dans la construction de ce qui va se passer en 2027, mais sur les trois ans à venir pour les Français.* » Si possible sans cohabitation, pour lui et pour ses troupes. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Clarification voulue, confusion et décomposition subies

Emmanuel Macron se félicitait d'imposer une « *clarification* » du paysage politique. À une semaine du scrutin, c'est à la fois la confusion et la décomposition qui menacent de s'imposer au chef de l'État. Confusion à l'Assemblée nationale et décomposition de son propre camp.

Rien de plus fragile qu'une projection nationale pour un scrutin uninominal à deux tours dans 577 circonscriptions où la donne ne sera pas uniforme. Beaucoup dépendra des configurations de second tour - peu ou beaucoup de triangulaires - et des reports de voix - que l'on ne pourra pas déduire des seules consignes d'états-majors démontés. Mais sur la base des calculs de l'Ifop, révélés par *Le Figaro*, il n'y aurait pas de majorité absolue à l'Assemblée. Et, plus grave encore, pas de coalition majoritaire possible. Il manquerait 50 à 90 sièges au RN. Même un ralliement complet d'un groupe LR sauvant les meubles n'y suffirait pas. Quant à la gauche, il lui en manquerait 80 à 110, et on voit mal une alliance viable allant des amis de Jean-Luc Mélenchon à ceux d'Édouard Philippe. Enfin, pour la majorité sortante, son espoir d'une grande coalition autour d'elle associant LR d'un côté et des sociaux-démocrates se détachant finalement du Nouveau Front populaire de l'autre côté se heurterait à l'évidence arithmétique. Où seraient les 180 à 210 députés dont le renfort lui serait indispensable pour se maintenir au pouvoir ? « *Évidemment, on n'aura pas la même puissance de négociation si on revient à 80 ou à 160* », confie un conseiller du président, n'osant croire à la fourchette basse estimée par les sondages. Sans élan substantiel en une semaine, dans un sens ou dans l'autre, la « *clarification* » crânement garantie par Emmanuel Macron se traduira par un blocage complet. Alors qu'une autre dissolution ne sera pas possible avant un an, ce sera un « *crash test* » inédit et périlleux pour une Ve République qui, de l'alternance à la majorité relative en passant par la cohabitation, a pourtant franchi tant d'épreuves avec succès.

Mais l'effet boomerang de la dissolution pourrait ne pas s'arrêter à ce blocage. Avant d'espérer un élargissement de sa majorité, le chef de l'État doit déjà conjurer son rétrécissement. Or, sans même attendre le verdict du 7 juillet, l'heure est aux règlements de comptes et au chacun pour soi. Qu'un ancien premier ministre, Édouard Philippe, accuse Emmanuel Macron d'avoir « *tué la majorité présidentielle* » va au-delà du constat ; le choix des mots n'est pas neutre. Que le numéro deux du gouvernement, Bruno Le Maire, traite les conseillers du président de « *cloportes* » en dit long sur une rancœur accumulée au fil des ans. Que le numéro trois de ce même gouvernement, Gérald Darmanin, annonce la date de son départ montre que les calendriers personnels font fi de toute consigne présidentielle. Que le premier ministre, Gabriel Attal, demande, après avoir été « *nommé* » par le chef de l'État, à être « *choisi* » par les Français confirme que, sacrifié avant d'avoir pu fêter ses six mois à Matignon, le benjamin des chefs de gouvernement ne veut plus rien devoir à un président qui l'a humilié. Sans parler de la fureur des députés envoyés au casse-pipe, et de l'indépendance à venir de ceux qui sauveront leur siège.

En fait, Emmanuel Macron n'a pas uniquement dissous l'Assemblée, il a dissous le macronisme. Ceux qui tenteront de reconstruire une force politique centrale le feront sans lui. Peut-être contre lui. C'est à partir du 8 juillet que le chef de l'État mesurera concrètement ce que signifie ne pas pouvoir se représenter. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD

DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



ISTITUTUM - Banque Transatlantique - RCS Paris 302 695 637

POUR INVESTIR DANS CE QUI COMPTE LE PLUS : DEMAIN.

CRÉER DES PONTS VERS DES MODÈLES RESPONSABLES. INVESTISSEMENT DURABLE, PHILANTHROPIE, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE, BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, DONNE DU SENS À VOTRE ARGENT.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

jection de l'Ifop

Rassemblement national et confortée par les « *ciottistes* », récolterait entre 200 et 240 députés (dont 10 à 20 pour le patron contesté des Républicains). Soit presque le triple de sa performance aux dernières législatives de 2022, lorsque le parti à la flamme avait à lui seul recueilli près de 90 députés. Grosse ombre au tableau : le « *camp national* » ne disposerait, même dans la fourchette

« Si la défaite claire et nette de la majorité se dessine, elle reste aussi dans une situation très incertaine dans les territoires où elle est en position de force au premier tour »

François Kraus

haute, que d'une majorité relative, loin des 289 élus requis pour avoir les mains libres. Que fera le RN à cette hypothèse était connerie ? Il y a quatre jours, le président du parti, Jordan Bardella, avait affirmé sur France 2 qu'il « *refuserait d'être nommé s'il était en capacité de l'être et qu'il n'avait pas de majorité absolue* ». Signe de sa solidité électorale, l'alliance gagne des parts de marché dans les segments où le RN était déjà puissant : les ouvriers (57 %, +1), les chômeurs (48 %, +5), ainsi que les non-diplômés (46 %, +2).

Rassemblée depuis deux semaines sous la bannière du Nouveau Front populaire, la gauche arrive six points derrière en intentions de vote, à 29 %. Un score qui lui permettrait d'obtenir entre 180 et 210 sièges au Palais Bourbon.

Et d'être, dans l'estimation la plus élevée, à touche-touche avec le RN. Une première estimation à laquelle il faut ajouter les 8 à 12 élus accordés à l'étiquette « *divers gauche* ». Signe des tensions qui traversent la gauche, la coalition ne fait pas le plein dans tous les mouvements qui la composent : si elle capte la quasi-totalité des voix mélenchonistes (92 %), elle ne convainc pas autant chez les socialistes (69 %, -2) et les écologistes (78 %, +2).

Le premier ministre, Gabriel Attal, a beau multiplier les interventions médiatiques depuis l'annonce surprise de la dissolution par Emmanuel Macron, le camp présidentiel reste en troisième position. Et s'érode légèrement à 21,5 % (-0,5) des suffrages. Handicapé par une majorité relative depuis 2022, le bloc central verrait son contingent

se réduire de 250 élus à un étage compris entre 80 et 110 députés. Un reflux majeur. « *On est en bonne voie vers la dissolution du macronisme, qui pourrait se réduire aux zones privilégiées, anciennement juppistes ou de la démocratie chrétienne* », souligne François Kraus. Si la défaite claire et nette de la majorité se dessine, elle reste aussi dans une situation très incertaine dans les territoires où elle est en position de force au premier tour. » Pis, la stréte de choix des électeurs Ensemble n'est que de 74 %, sous la moyenne estimée à 81 %.

Loin du podium, Les Républicains, eux, résistent malgré les secousses causées par l'alliance qu'Éric Ciotti a scellée envers et contre tous avec le RN. Jaugée à 6,5 % (-0,5) des voix, la droite, qui avait jusqu'à présent 62 députés, pourrait conserver entre 40 et

60 sièges. Point négatif : elle ne fait pas le plein auprès de sa base. Et ne conserverait qu'un tiers des anciens électeurs de Valérie Pécresse de la présidentielle de 2022 (34 %, +2), et à peine la moitié de ceux de François-Xavier Bellamy des dernières européennes (46 %, +3). Lesquels se reportent vers le camp présidentiel (35 %) et le parti de Jordan Bardella (12 %).

Quant au parti d'Éric Zemmour, Reconquête, qui a imploré après les européennes, il continue de s'enfoncer à 1,5 % (-0,5) et ne décrocherait aucun élu.

Dernier enseignement, la participation qui reste stable vendredi à 64 %. Les jeunes de 18 à 24 ans (53 %), les ouvriers (55 %, +3), et les Franciliens sont les moins mobilisés parmi les personnes interrogées. ■

Loris Boichot

Prise de court par la dissolution, la députée Renaissance veut garder sa circonscription pour rempiler au perchoir.

La pharmacie, le magasin de prêt-à-porter, le fleuriste, le traiteur japonais... Tracts en main, Yaël Braun-Pivet descend la rue commerçante du Vésinet, commune huppée de 15 000 habitants des Yvelines. Ce jeudi 20 juin, le gérant de l'épicerie fine ne reconnaît pas à première vue la députée sortante, une maninière sous son blazer, sneakers blanches aux pieds. « J'étais la première présidente de l'Assemblée », lui dit-elle, cinq soutiens et élus derrière elle. « Ah, mais oui ! », se reprend-il. « Quand je dis la première, c'est la première ! », insiste-t-elle dans un sourire. Obligée de parler de sa fonction à l'imparfait depuis qu'Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée nationale, le 9 juin.

Au coin de la rue, au milieu des grands crus, un autre caviste lui dit sa stupeur : « Pour quoi cette idée de dissolution ? Beaucoup disent que c'est une grosse bêtise... » Yaël Braun-Pivet n'essaie pas de défendre l'arbitrage présidentiel, qui la contraint de repartir en campagne pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains. « Je sais, je l'ai dit sur les plateaux télé, je suis d'accord avec vous. Les gens ne comprennent pas le sens de cette décision, ni sa rapidité et son timing. Maintenant, c'est fait, il faut y aller. Je repars, je remobilise. » Un client vient justement d'entrer. Elle lui tend la main, mais il la refuse : « Ça ne m'intéresse pas, votre politique ! » L'échange s'arrête là.

Sur ses terres franciliennes, Yaël Braun-Pivet joue, à 53 ans, son avenir politique. Elle parle sur son « équation personnelle ». « J'ai gagné en notoriété, les gens m'ont vue sur mon perchoir », observe-t-elle, dans ce territoire plutôt favorable. L'une des 38 circonscriptions sur 577 où le camp présidentiel est arrivé en tête (21,18 % des voix) aux européennes. Elle affronte cette année celui qu'elle avait battu en 2017 : le tonitruant Jacques Myard, maire (LR) de Maisons-Laffitte, qui espère tenir sa revanche contre elle, avec le soutien du Rassemblement national (RN) et d'Éric Ciotti. Député pendant vingt-cinq ans, avant sa défaite, il ambitionne de « chasser du pouvoir tous les macronistes », dont sa concurrente, « une présidente sortante, à sortir ».

Yaël Braun-Pivet a hésité avant de se représenter. Tout arrêter ? Tourner la page de la politique, qu'elle a rejointe en 2016 derrière Emmanuel Macron ? Elle a sondé son mari, Vianney Pivet, et ses cinq enfants. « Ils ont voté à l'unanimité pour que je reparte au combat », assure-



L'ancienne présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, en campagne pour les législatives, jeudi, au Vésinet (Yvelines).
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Présidente d'une Assemblée dissoute, Braun-Pivet joue sa survie politique

t-elle. Après la dissolution, elle reconnaît qu'il lui a fallu vingt-quatre heures pour « digérer cette nouvelle difficile ».

La « présidente » était à l'Élysée le 9 juin au soir, quand Emmanuel Macron a annoncé sa décision aux responsables de sa majorité. À sa demande, tous deux en ont discuté, en aparté. Elle a tenté de le dissuader, lui a rappelé les dizaines de textes adoptés en deux ans, lui a proposé de travailler à bâtir une coalition. En vain. Elle, qui se réjouissait de rester à l'abri de l'instabilité des remaniements ministériels, a buté sur la seule décision qui pouvait la faire chuter.

Devant l'église du Vésinet, jeudi, l'un de ses soutiens, le retraité Emmanuel Plassard, ancien directeur du théâtre, se montre compatissant : « L'arrêt brutal, alors qu'il y avait plein de projets, ça devait être dur... » À l'exception d'une « permanence citoyenne » et du Parlement des enfants, reçus le 17 juin, tous les événements ont été annulés. Y compris le week-end portes ouvertes prévu les 22 et 23 juin. « Typiquement, ça, c'est les boules... répond-elle à son interlocuteur. Ça fait deux ans que j'ai engagé l'ouverture de l'Assemblée, les citoyens l'attendent, c'est une politique qui marchait bien. C'est la vie. »

« En une minute, tout s'arrête », raconte-t-elle. La veille de la dissolution, elle participait à l'Élysée au dîner donné en l'honneur du président américain, Joe Biden. L'avant-veille, elle recevait Volodymyr Zelensky. Sous le choc, elle a dû vider son bureau et licencier ses collaborateurs. Le prestigieux hôtel de Lassay n'est plus habité jusqu'au 18 juillet, date fixée pour l'élection de son nouveau locataire.

Soutien de Gérard Larcher

Jusqu'à cette échec, Yaël Braun-Pivet gère les affaires courantes en lien avec les questeurs - chargés des finances de l'institution -, dont fait partie Éric Ciotti. Ces derniers jours, au nom de l'Assemblée, elle a par exemple porté plainte pour usurpation de fonction contre l'ex-député macroniste Joachim Son-Forêt, interpellé samedi 15 juin à Paris après un refus d'obtempérer sous l'influence de la cocaine.

Pendant cette rude période, elle a pu compter sur le soutien du président LR du Sénat, Gérard Larcher. À la table d'un café, elle s'esbaudit devant une série de photos : « Elles sont bien, hein ? » On la voit avec son homologue, en surplomb de la Seine, dans la ville proche de Mon-

tesson, le 31 mai. Quelques jours avant la dissolution, il y a une éternité. Homme fort des Yvelines, département dont ils sont tous les deux élus, Gérard Larcher s'est assuré qu'aucun candidat Les Républicains ne serait investi face à elle. « Son soutien compte pour moi », glisse-t-elle, pleine du souvenir de leur marche contre l'antisémitisme, le 12 novembre.

Pour le reste, sa campagne ressemble fort à celle des autres candidats de son camp. Elle défend un « bloc central, responsable, raisonnable » face au Rassemblement national d'un côté et au Nouveau Front populaire dominé par les Insoumis de l'autre côté. Le premier est accusé de « dresser les gens les uns contre les autres », le second d'« ouvrir toutes les frontières ». Une manière de couler ses mots dans ceux d'Emmanuel Macron, qui a fustigé un projet « immigrationniste ».

Sur son chemin, Yaël Braun-Pivet s'arrête un instant au bar. Elle jure de revenir « pour fêter la victoire ». « Je compte sur vous », lance-t-elle. « Il faut ! », lui répond le tenancier, qui lui promet de voter pour elle. Sur sa profession de foi, elle promet de « dire (ses) désaccords sans langue de bois », ce qu'elle assure avoir fait ces derniers

mois, en défendant la proportionnelle et une surtaxation des superprofits.

Si elle est réélue et que la majorité actuelle est reconduite, elle briguera à nouveau le perchoir pour « poursuivre son travail de « dialogue », malgré ses mauvaises relations avec les Insoumis. Si elle finit simple députée d'opposition, elle promet « évidemment » de siéger avec assiduité, tout en veillant à préserver le « dépassement » gauche-droite, l'une de ses idées fixes. Son cauchemar : laisser la présidence de l'Assemblée nationale à son vice-président Sébastien Chenu ou, moins attendu, à Marine Le Pen, dont elle parie qu'elle réclamera le perchoir en cas de majorité nationaliste - l'intéressée affirme au contraire vouloir rester présidente du groupe RN.

Devant la gare RER, Yaël Braun-Pivet tombe sur Anne Wallet, une septuagénaire. À la tête d'une association pro-euthanasie, elle s'inquiète de l'avenir de la loi sur la fin de vie, disparue dans le fracas de la dissolution. « On aurait dû voter le texte avant-hier, mais on a éteint la lumière de l'Assemblée », lui répond la candidate, en formulant une promesse bien incertaine : « On repartira et on le votera, ce texte. » ■

« La Fièvre », cette série qui a intoxiqué Macron et ses conseillers



DÉCRYPTAGE
Louis Hausalter

La référence s'est glissée jusque dans une allocution qui restera dans l'histoire politique française. Lors de sa prise de parole télévisée, dans laquelle il a annoncé la dissolution surprise de l'Assemblée nationale au soir des européennes, Emmanuel Macron a pointé « une fièvre qui s'est emparée ces dernières années du débat public et parlementaire dans notre pays ». Les initiés auront saisi le clin d'œil à la série télévisée *La Fièvre*, sortie en mars sur Canal+.

Trois jours plus tard, dans une conférence de presse, le président de la République récidivait en appelant à sa rescousse « beaucoup de nos compatriotes et de responsables politiques qui ne se reconnaissent pas dans la fièvre extrême ». Il n'est pas le seul dans son camp à manier la référence. Lorsqu'elle a débattu avec Jordan Bardella sur BFMTV début mai, la tête de liste macroniste Valérie Hayer - qui avait préparé

l'émission avec des conseillers du président - a lancé à son adversaire, dans un laïus un peu trop écrit à l'avance : « Vous faites partie de ceux qui contribuent à la montée de la fièvre dans le pays. Vous attisez les haines et les peurs. »

L'intrigue de *La Fièvre* part d'une altercation entre un joueur de foot (noir) et son entraîneur (blanc) qui plonge la France dans un débat public incendiaire et suscite des tensions dans le pays. Une communicante dépressive, Sam Berger, hantée par le spectre de la « guerre civile », tente d'apaiser la polarisation identitaire alimentée par les algorithmes des réseaux sociaux.

La série a été écrite par Éric Benzckri, qui avait déjà cocréé la série politique *Baron noir*. Or cet ancien militant engagé au Parti socialiste, notamment aux côtés de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon il y a plus de vingt ans, échange régulièrement avec des proches d'Emmanuel Macron. Le conseiller en communication du président, Jonathan Guémas, et celui chargé de la mémoire, Bruno Roger-Petit (sous le feu des critiques pour avoir encouragé la dissolution), apprécient beaucoup cet homme venu, comme eux, de la gauche socialiste et ne sont pas loin de voir des prophé-

ties politiques dans ses scénarios. Jonathan Guémas a même inspiré par son expérience de communicant certaines scènes de *La Fièvre* (tournées avant qu'il rejoigne le cabinet du président), et Bruno Roger-Petit a facilité le tournage de la scène finale à l'Élysée.

« Vous faites partie de ceux qui contribuent à la montée de la fièvre dans le pays. Vous attisez les haines et les peurs »

Valérie Hayer
Tête de liste macroniste aux élections européennes, à Jordan Bardella

Les dialogues de la série sont irrigués d'études politiques et sociologiques qui ont fait référence ces dernières années. Des les premières minutes du premier épisode, on entend l'héroïne parler de « corps social archipésiste » (référence directe aux travaux de Jérôme Fourquet) ou de « déclin de l'unité de la société française ». Sam Berger se voit en rempart contre les passions identitaires qui agitent le pays et veut combattre « ceux qui attisent les braises des deux côtés »,

comme elle le dit dans le troisième épisode, décrivant un affrontement « radicalité contre radicalité ». Dans le même épisode, un ministre de l'Intérieur dépeint en politicien opportuniste et sans grande envergure se félicite d'avoir trouvé, grâce à la communicante, son « nouveau positionnement » : « Je suis le centre raisonnable contre les identitaires des deux côtés. Aucun n'est capable d'accéder au pouvoir, mais, en revanche, ils me permettent de capitaliser. »

Il est frappant de constater à quel point ce dialogue fait écho à la rhétorique d'Emmanuel Macron pour renvoyer dos à dos ceux qu'il appelle « les extrémistes », c'est-à-dire le Rassemblement national et ses alliés d'une part, les partis de gauche rassemblés dans un Nouveau Front populaire d'autre part. Mais transposer ainsi le schéma un poil simpliste de *La Fièvre* au débat politique est périlleux parce que cette logique porte en elle un déni du débat démocratique. En se présentant comme le seul « vote utile » et « républicain » face à des adversaires au programme « déraisonnable », selon les mots du président, celui-ci tente de disqualifier la légitimité même de ses adversaires à porter des projets alternatifs.

Comme si le RN et ses alliés de droite ne tentaient pas d'apporter une réponse aux angoisses sur les fins de mois, la sécurité et l'immigration, mais avaient simplement attrapé « la fièvre ». Comme si la gauche ne portait pas les causes d'une meilleure répartition des richesses ou de la lutte contre les discriminations, mais était elle aussi victime d'une brusque montée en température. Comme si tout le paysage politique était tombé malade, sauf « le bloc central, progressiste, démocratique et républicain », comme l'a présenté Emmanuel Macron dans sa conférence de presse.

Mais, peut-être, le président conçoit-il désormais son mandat à la tête de l'État comme une série télévisée, lui qui, avec cette dissolution ayant stupéfié son propre camp, a subitement donné le coup d'envoi d'une nouvelle saison haletante, au dénouement imprévisible. Dans la deuxième saison de *Baron noir*, diffusée en 2018, la présidente Amélie Dorendeau, empiétrée dans les difficultés, dissout l'Assemblée pour recomposer un parti centriste avec des personnalités de droite et de gauche, et remporte les élections législatives qui suivent. Un scénario qui a tout pour enthousiasmer Emmanuel Macron. ■

À Marseille, le Nouveau Front populaire à l'épreuve des rancœurs fratricides

Mathilde Cellies Le Figaro Marseille

Malgré l'unité affichée à Paris, les guerres intestines continuent de miner la gauche dans la deuxième ville de France.

La photo avait tout pour être belle, en cette journée caniculaire. Un cliché de campagne au bord de la mer, mercredi, devant la plage des Catalans à Marseille, avec des hommes et des femmes de gauche bras dessus, bras dessous, soudés dans un même combat pour les législatives anticipées. Mais alors que tout ce petit monde prend la pose, quelques gouttes de pluie gâchent un peu le décor. Comme un mauvais présage ? Pas de quoi entamer en tout cas les sourires de Benoît Payan, maire ex-PS de Marseille, et de Raphaël Glucksmann, troisième homme des européennes qui a fait spécialement le déplacement depuis Bruxelles pour soutenir deux candidats locaux : Laurent Lhardt, adjoint à l'économie qui brigue la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, et Pascaline Lécorché, secrétaire générale nationale de Place publique qui se présente dans la première circonscription. Autour d'eux se pressent aussi de nombreux cadres de la gauche marseillaise, comme le représentant du mouvement Génération.s ou encore des proches de l'ancienne sénatrice Samia Ghali (ex-PS) devenue deuxième adjointe. En revanche, point de Manuel Bompard, de Sébastien Delogu, ni d'aucun autre mélenchoniste ou responsable local des Insoumis.

«Honnêtement, on n'a pas été invité», reconnaît Manuel Bompard auprès du Figaro. Car si le Nouveau Front populaire tente d'afficher une union solide à Paris, le dialogue est totalement rompu dans la deuxième ville de France, où les inimitiés entre les uns et les autres semblent ancrées et tenaces. «Les liens que j'ai avec LFI, vous les connaissez», lâche Benoît Payan. On vient d'une histoire commune, et nos chemins se sont séparés parce qu'il y a des sujets sur lesquels je ne transige pas et des manières de faire de la politique qui ne sont pas les miennes. Je ne vais pas me transformer en «LFIste» du jour au lendemain. Je ne l'ai jamais été.»

«On s'est fait dépecer»

Il faut dire que la rancune entre LFI et Benoît Payan est lointaine. Elle remonte aux dernières municipales de 2020 lorsque le quadra, qui était encore au Parti socialiste à l'époque, avait œuvré à bâtir une union des gauches pour ravir l'Hôtel de ville à la droite après vingt-cinq ans de règne de Jean-Claude Gaudin. Alors député du coin, Jean-Luc Mélenchon avait feint d'approuver le principe de la démarche, mais il avait réclamé la tête de l'artisan du Printemps marseillais : hors de question pour le chef de file LFI de voir le PS porter cette initiative. Depuis, les deux hommes n'ont jamais enterré la hache de guerre. «Je rappelle que Jean-Luc Mélenchon m'avait demandé de démissionner du Parti socialiste, de passer sous ses fourches caudines pour être candidat à je ne sais quelle élection», souligne, encore amer, Benoît Payan. Résultat : les Insoumis et le reste de la gauche font systématiquement bande électorale à part. Proche de Jean-Luc Mélenchon, le député LFI des quartiers nord Sébastien Delogu profite d'ailleurs de cette hostilité pour mieux esquisser ses ambitions municipales en vue de 2026. Projet dans lequel il considère que sa notoriété soudaine, acquise après avoir déployé un drapeau palestinien à l'Assemblée, pourrait lui ouvrir de nouvelles perspectives.

Dans une sorte de partie de billard à plusieurs bandes, Benoît Payan et ses proches n'hésitent pas non plus à louer les qualités d'un dissident LFI : le député sortant Hendrik Davi, qui compte parmi les victimes de la «purge» orchestrée par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Plutôt que de le reconduire, les Insoumis ont en effet décidé d'investir un autre candidat face à lui dans la 5^e circonscription des Bouches-du-Rhône, Allan Popelard. «J'ai le soutien de toute la gauche locale», clame Hendrik Davi, citant notamment le maire écologiste de secteur et membre de la majorité municipale Didier Jau. «Hendrik Davi est un député qui a bien fait son travail, qui a été clair au soir du 7 octobre, qui a condamné le Hamas, qui s'est toujours battu contre l'antisémitisme et qui a expliqué qu'Adrien Quatennens n'avait rien à faire

à l'Assemblée nationale», applaudit Benoît Payan.

«L'affaire Davi a juste ajouté un bazar de plus là où il y en avait déjà, dans une ville où on a une sacrée habitude à tout monter en épingle», soupire une écolo marseillaise. La semaine dernière, l'hypothèse évoquée par Libération d'une candidature de Jean-Luc Mélenchon a encore électrisé la situation. «Il est probable que si Jean-Luc Mélenchon avait fait ce choix, j'aurais eu moi-même à faire un choix», prévient Benoît Payan, laissant entendre qu'il serait allé au duel : «Vous me connaissez.» S'il ne se présente finalement pas aux législatives, le maire assume de ne pas apporter de soutien automatique à tous les candidats du Nouveau Front populaire.

«Je ferai campagne pour ceux qui ont une manière de faire de la politique qui me correspond, qui est de rassembler plutôt que de diviser ou de brutaliser. Je ne mets pas de «pudeurs de gazelle» sur ma manière de faire et ma manière de penser. Mais devant l'histoire, je prends mes responsabilités», tranche Benoît Payan. «J'appelle chacun à ses responsabilités et à respecter la parole qui a été donnée», répond de son côté Manuel Bompard. On peut avoir un candidat qui, à titre personnel, ne convient

pas. Mais il faut le soutenir et respecter l'accord qui a été signé. Après, je ne vais pas ajouter de divisions à des paroles de divisions comme celles de Benoît Payan, qui laissent entendre qu'on aurait eu, dans une précédente séquence, des bons et des mauvais Insoumis...»

Reste que l'implication de Benoît Payan dans ces législatives a le don d'agacer, y compris au sein même de sa majorité plurielle. Membre actif des négociations du NFP - au point de faire lui-même le déplacement à Paris -, le maire s'est battu pour placer des proches dans des circonscriptions favorables, à commencer par son adjoint, Laurent Lhardt. Quitte d'ailleurs à en évincer d'autres dans le même temps. Selon nos informations, l'adjointe Christine Juste (EELV), a ainsi été investie dans une autre circonscription que celle qu'elle visait. «L'heure pour le moment est au rassemblement, prévient un écolo. Mais le 8 juillet, je vais leur dire. On s'est fait dépecer dans cet accord. Et j'en sors avec une certitude : un socialiste ne changera jamais. Il te marchera toujours sur la tête. Je lui dirai à Benoît Payan ! Les socialistes, je ne leur fais plus confiance.» Au Printemps marseillais, l'été sera chaud. ■

À Marseille, Benoît Payan, maire ex-PS de Marseille (à gauche) et Raphaël Glucksmann (à droite) sont venus soutenir, mercredi, les candidats du Nouveau Front populaire Laurent Lhardt et Pascaline Lécorché (au centre).

MATHILDE CELLIES/LE FIGARO



À Lyon, le 6 juin, avant les élections européennes, des militants du Rassemblement national collent des affiches de leur candidat, Jordan Bardella. JEFF PACHOU/DAPP

que l'hypothèse de voir des racistes arriver au pouvoir peut mobiliser les gens», explique-t-elle.

Dans ces banlieues chics comme populaires, le RN trace sa route au sein d'électorats qui lui sont peu favorables initialement. En sept ans de macronisme, les candidats RN ont vu les comportements des Lyonnais changer sur le terrain. «On n'est plus sur un vote contestataire, mais un vote d'adhésion. Quand je me suis engagé en 2019, sur les marchés, on avait, au mieux, un clin d'œil d'approbation quand quelqu'un prenait notre tract. Aujourd'hui, les gens sont contents de nous voir», assure Tim Bouzon, candidat RN dans la populaire 7^e circonscription du Rhône.

Dans cette ville de banlieue, comme à Rillieux-la-Pape, le vote RN s'est imposé

dans les zones pavillonnaires à côté des grands ensembles, où la vie associative est plus présente. «Le clivage est terrible entre des cités qui votent LFI et des zones résidentielles qui votent RN. Je le vois dans ma ville. Ce sont deux mondes qui ne se côtoient plus. On sent un pays sous tension», déplore Alexandre Vincendet, ancien maire de Rillieux.

À l'Ouest, à Limonest, la poutre a également travaillé. «L'Ouest lyonnais était depuis toujours assez réfractaire à notre vote, c'est une population de notables et les notables sont LR», analyse Michèle Morel, ex-patronne du RN69 et habitante de Tassin. Dans cette banlieue chic lyonnaise, Reconquête a fini de désinhiber le vote d'extrême droite. «Marion (Marchal) a capté un électorat non chic bon genre avec une différence sur le libéralisme économique qui séduit davantage cette catégorie de population», poursuit Michèle Morel.

«Oui, on en connaît des gens LR qui ont basculé RN», confirme Georges,

78 ans, le sac de courses rempli sur le marché de Saint-Didier. Sympathisant LR, lui vote à droite mais n'est pas sûr du bulletin qu'il glissera dans l'urne le 30 juin. «Reconquête a manifestement fini de dédiboliser le Rassemblement national, inscrit aujourd'hui dans un processus inéluctable d'accès au pouvoir», assure Christophe Boudot, ex-patron du RN69, lui aussi passé un temps chez Eric Zemmour. Une lame de fond semblable à celle qui avait couronné LREM en 2017, veut croire le RN.

Comme le parti présidentiel d'ailleurs, celui de Jordan Bardella a misé sur des profils jeunes et sans aucune expérience politique dans le Rhône. Hormis Tiffany Joncour - la responsable départementale candidate dans une 13^e circonscription jugée la plus gagnable -, tous les anciens ont été écartés. Reste à voir si les ancrages locaux, mis en avant par les macronistes sortants mais aussi les candidats PS et LR implantés, résisteront à la marée annoncée. ■

Des quartiers chics aux banlieues rouges, l'effacement du macronisme à Lyon au profit du RN

Justin Boche et Antoine Sillières Le Figaro Lyon

Dans le berceau de la macronie, la vague LREM de 2017 a emporté les bastions de droite et de gauche. Sept ans plus tard, à l'aune des résultats des européennes, les candidats du camp présidentiel sont en position plus que défavorable dans la banlieue chic comme dans l'ancienne banlieue rouge. À l'Ouest, dans les villes de Limonest, Tassin-la-Demi-Lune ou Marcy-l'Étoile, aisées et plutôt préservées de l'insécurité et du déclassement, la liste de Jordan Bardella a dépassé le parti présidentiel d'une courte tête. Dans les quartiers populaires de l'Est, à Vénissieux ou Vaulx-en-Velin, les listes LFI ont devancé celles du Rassemblement national, installé comme deuxième force.

Partout dans le Rhône, le camp présidentiel se trouve submergé ou en passe de l'être. Blandine Brocard, députée apparentée MoDem, reconnaît «un vote contre le gouvernement». «Un isoler défouloir sur un scrutin à un tour», abonde son collègue Cyrille Isaac Sibille. «Il n'y a pas besoin d'être d'extrême droite ou d'extrême gauche pour rejeter M. Macron», éructe ainsi Anne, avocate en droit public de 48 ans encartée LR, sur le marché du bourg de Tassin. Elle n'est pas la seule à faire de ces législatives un référendum contre le président de la République. «Tout le monde a voté Macron en 2017. Là, j'ai l'impression que la macronie, c'est fini. Les gens veulent une gauche ou une droite», analyse Abdelkader Lahmar, candidat du Nouveau Front populaire habitant à Vaulx-en-Velin, dans la 7^e circonscription du Rhône.

Sans une forte participation, peu de chances de voir des triangulaires dans

la métropole de Lyon. Le camp macroniste peut craindre l'effacement. «C'est un scrutin à deux tours qui se jouera au premier», prophétise Alexandre Vincendet. Sur le marché de Bron ce mercredi, le député sortant (Horizons) joue sa deuxième place face au RN. «Si ce n'est pas moi au second tour face à LFI, alors vous aurez LFI à l'Assemblée», répite-t-il à l'envi en distribuant ses tracts. À l'Est comme à l'Ouest, le même leitmotiv résonne chez les candidats de la majorité, jouant la carte du moindre mal. Aucun d'eux n'a toutefois mis la photo d'Emmanuel Macron sur ses affiches de campagne cette fois-ci, alors que tous l'avaient fait en 2017.

«Vote d'adhésion»

Sur les marchés, la dissolution a fait exploser beaucoup de repères et de réflexes politiques. Entre les étals du marché de Bron se croisent électeurs LR favorables à l'union des droites, anciens militants CGT anti-Front populaire, électeurs PS et LR qui iront à la pêche en cas de duel NFP/union ou abstentionnistes revigorés par l'union des gauches. «C'est tout confus. Le «péto» de base n'y comprend plus rien. Macron a fait un cadeau empoisonné à tout le monde avec cette dissolution», déplore Christiane. «Déçue par tous les partis», elle n'ira pas voter le 30 juin.

Dans cet ancien bastion socialiste devenu LR en 2022, Claude, électricité de droite, ira «faire barrage à LFI, plus clivant que le RN». «Oui, s'il faut en passer par là, on en passera par une droite un peu plus «couillue»», reprend Anne à Tassin, attachée aux enjeux de sécurité et au vote LR, qu'elle maintiendra le 30 juin. Neima, elle, n'a pas voté lors des européennes. Sur le marché de Bron avec sa fille, elle dit vouloir aller aux urnes «pour voter Front populaire». «Ça m'a redonné espoir. Je crois

Le Néerlandais Mark Rutte en passe de devenir le futur chef de l'Otan

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Le premier ministre démissionnaire des Pays-Bas a désormais le soutien de tous les membres de l'Alliance, y compris celui de la Roumanie. Il doit prendre ses fonctions le 1^{er} octobre.

Le Néerlandais Mark Rutte est en passe de devenir le prochain chef de l'Otan. Si cette nomination n'est pas encore formellement actée – le Conseil de l'Atlantique Nord pourrait se réunir la semaine prochaine –, elle est acquise depuis que le Roumain Klaus Iohannis a annoncé, jeudi 20 juin, qu'il se retirait de la course et apportait son soutien à son concurrent pour le poste. La Roumanie était, depuis le feu vert de la Hongrie annoncé mardi, le seul pays de l'Alliance à ne pas avoir approuvé la candidature de Mark Rutte.

Pour Jens Stoltenberg, la perspective de cette nomination est forcément un soulagement. Prolongé quatre fois depuis son arrivée à la tête de l'Otan en 2014, en raison notamment de la guerre en Ukraine, il quittera bien ses fonctions le 1^{er} octobre prochain. Soulagement aussi à la Maison-Blanche, où l'on voulait boucler cette affaire avant le sommet de l'Otan à Washington, dans la perspective d'un éventuel retour de Donald Trump. Il s'agissait aussi pour les Américains d'éviter un télescopage avec

les discussions actuelles concernant les « top jobs » de l'UE.

Le poste de secrétaire général de l'Alliance est une sortie par le haut pour Mark Rutte, 57 ans. En poste depuis 2010, il est le chef de gouvernement à la longévité la plus longue aux Pays-Bas. Plutôt jovial, très habile politiquement et redoutable négociateur quand il est question d'argent, il a longtemps été surnommé « Mister Teflon » dans son pays, en raison de son élasticité politique et de sa capacité à se remettre en selle dans les situations les plus complexes et les contextes les plus périlleux. Jusqu'à l'an dernier, rien n'accrochait sur lui.

Ménager Erdogan et Orban

Mais son pragmatisme a fini par lui être reproché. Mis en difficulté par l'explosion du nombre de demandeurs d'asile, déjà affaibli par un scandale plus ancien portant sur les allocations familiales, il avait été contraint d'annoncer en juillet 2023 la convocation d'élections anticipées puis son retrait de la vie politique. Les élections en question ont débouché en fin d'année dernière sur la



Habile politiquement et redoutable négociateur, Mark Rutte (ici, le 13 juin, à Helsinki) a longtemps été surnommé « Mister Teflon » aux Pays-Bas. STIG/AFP

victoire du PVV de Geert Wilders, un parti d'extrême droite avec lequel la formation du très libéral Mark Rutte (le VVD) a finalement fait alliance.

S'il s'apprête à entamer une nouvelle carrière au siège de l'Alliance à Bruxelles – après avoir été cadre chez Unilever, dirigeant de la cinquième économie

de l'UE et enseignant à ses heures perdues –, Mark Rutte est loin d'en avoir fini avec la politique. Elle se fera dans d'autres cercles et à un autre niveau. La campagne qu'il a menée pour obtenir l'assentiment de tous les alliés lui a d'ailleurs donné un aperçu des interlocuteurs, qu'il lui faudra ménager dans

ses futures fonctions. Notamment le Turc Recep Tayyip Erdogan et le Hongrois Viktor Orban, qui ont longtemps retardé sa nomination.

Viktor Orban souhaitait aussi des assurances que la Hongrie ne participerait pas, et ne financerait pas, les activités de l'Alliance en Ukraine. Cet engagement lui avait été donné récemment par Jens Stoltenberg. Mark Rutte a dû les confirmer par écrit dans une lettre au premier ministre hongrois, rendue publique mardi. Pour décrocher le feu vert de la Hongrie, Mark Rutte a aussi été contraint de passer l'éponge sur les entraves à l'État de droit qui se sont multipliées dans ce pays ces dernières années.

Le nom de Mark Rutte, proche d'Emmanuel Macron, membre de Renew comme lui, circulait depuis des mois lorsque lui-même s'est officiellement déclaré, fin 2023. Sa candidature avait très vite reçu l'assentiment des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne.

Une tâche immense

« Il a le profil idéal, estime Camille Grand, directeur du programme défense et sécurité du Conseil européen pour les relations internationales et ex-secrétaire général adjoint de l'Otan. Il vient d'un pays réputé atlantiste, qui a déjà donné deux secrétaires généraux à l'Alliance. Il a réussi à faire passer le budget de la défense de son pays à 2 %. C'est le candidat du point d'équilibre de l'Alliance. Il est ferme sur le soutien à l'Ukraine mais pas à l'autre bout du spectre comme les Baltes. Et il fallait un premier ministre de poids, capable de gérer Trump et de faire fonctionner une organisation à 32. »

La tâche qui l'attend dans ses nouvelles fonctions est immense. En plus de gérer l'ancien président des États-Unis s'il devait être élu, il devra inciter les alliés à augmenter leurs dépenses en matière de défense, coordonner le soutien à l'Ukraine, ou encore gérer les états d'âme des alliés orientaux, à nouveau écartés du poste de secrétaire général.

Le futur chef de l'Otan s'est employé ces dernières années et plus encore au cours des derniers mois à montrer la voie. Sous sa direction, les Pays-Bas viennent de dépasser le seuil des 2 %. Ils fournissent à Kiev des avions de combat F-16, de l'artillerie, des drones et des munitions. ■

Comment l'Ukraine s'est libérée du blocus russe en mer Noire

Cyrille Louis Envoyé spécial à Odessa

Depuis juillet 2023, près de 53 millions de tonnes de céréales et de matières premières ont été exportées au nez et à la barbe de Moscou, à partir des ports d'Odessa et du Danube.

C'est un rare motif de satisfaction dans un contexte chargé de nuages. Alors que l'armée ukrainienne manque de bras, cède du terrain dans le Donbass et a récemment dû déplacer plusieurs brigades pour protéger la ville de Kharkiv, ses stratèges peuvent se féliciter d'avoir mis en échec le blocus russe en mer Noire. Depuis juillet 2023, 53 millions de tonnes de céréales et de matières premières ont été exportées, au nez et à la barbe de Moscou, à partir des ports de la région d'Odessa et du Danube. Les navires de la flotte russe, ciblés par une combinaison de tirs de missiles et d'attaques de drones navals, ont été contraints de se replier à bonne distance. « La situation actuelle n'a plus rien à voir avec celle qui prévalait il y a encore un an », se réjouit le responsable adjoint des ports ukrainiens, Dmytro Barinov.

Son pays revient de loin. Avant l'invasion de février 2022, 160 millions de tonnes de céréales et de marchandises transitaient chaque année par les ports ukrainiens. Mais la Russie, après avoir pris le contrôle en 2014 des cinq terminaux situés en Crimée, a mis la main sur ceux de Marioupol, Berdiansk et Skadovsk au cours des premières semaines de guerre. En déployant une présence menaçante au large d'Odessa, elle a de surcroît contraint les trois ports de la région d'Odessa ainsi que ceux de Mykolaïv et Kherson à cesser leur activité. « Durant les six premiers mois, se souvient Dmytro Barinov, une centaine de navires ainsi qu'un millier de membres d'équipages sont restés bloqués à quai. »

Au cœur de l'été 2022, la Russie se retrouve pourtant contrainte de desserrer l'étau. Le gel des exportations de céréales ukrainiennes a provoqué une explosion des cours et menace de provoquer une pénurie mondiale. Pour l'éviter, la Turquie et l'ONU négocient l'aménagement d'un corridor maritime par lequel pour-

ront transiter les navires transportant une partie du blé produit en Ukraine. En un peu moins d'un an, cet accord permettra à un millier de bateaux de convoier l'équivalent de 33 millions de tonnes à destination de 45 pays. Mais en juin 2023, Moscou choisit de s'en retirer. « C'était un processus imparfait, balaie Dmytro Barinov, que la Russie a constamment entravé malgré ses déclarations de bonne volonté. »

Opérations de dragage

L'Ukraine, de son côté, n'a jamais cessé d'explorer des solutions alternatives. Au tout début de la guerre, elle a développé l'activité de ses trois ports situés sur le Danube, depuis lesquels des navires peuvent gagner le détroit du Bosphore en croisant presque exclusivement dans les eaux territoriales de la Roumanie puis de la Bulgarie. D'importantes opérations de dragage, ainsi qu'un renforcement

des équipes et l'extension des horaires de navigation ont permis de multiplier par six le volume de marchandises exporté par cette voie.

Les forces de Kiev s'emploient dans le même temps à faire reculer la flotte russe en mer Noire. En avril 2022, elles lui portent un coup retentissant en coulant le croiseur Moskva, son navire amiral qui croise alors à une centaine de kilomètres d'Odessa, au moyen de deux missiles de fabrication ukrainienne (Neptune). Quelques semaines plus tard, elles prennent le contrôle de l'île des Serpents, dont Moscou s'était emparé dans des circonstances spectaculaires au tout début de la guerre, et d'où son artillerie et ses drones menaçaient l'embouchure du Danube. Depuis lors, selon le renseignement militaire ukrainien, pas moins de treize navires russes ont été détruits en haute mer ainsi que dans les ports de Crimée ou de Berdiansk. Une vingtaine

d'autres ont été endommagés. L'essentiel de la flotte s'est depuis lors replié sur la mer d'Azov.

« Ce succès a été rendu possible par l'utilisation combinée de drones navals spécialement développés par nos forces, qui ont contraint les navires russes à trouver refuge dans des bases militaires protégées en Crimée ou en mer d'Azov, et de tirs de missiles Scalp (français) ou Storm Shadow (britannique) contre ces cibles désormais vulnérables. En brisant le blocus de la flotte russe, nous avons pu rétablir la liberté de navigation », explique Mykola Bielieskov, chercheur associé à l'Institut national pour les études stratégiques, qui évoque « une prouesse, s'agissant d'un pays qui ne dispose pas d'une marine de guerre digne de ce nom. »

Fortes de ce succès, les autorités ukrainiennes ont annoncé en juillet 2023 l'ouverture d'un corridor maritime sécurisé le long du littoral occidental de la mer

Noire. « Un fonds spécial d'assurance a été constitué avec l'aide du Royaume-Uni, explique Dmytro Barinov, et de strictes consignes ont été données aux transporteurs. Chaque navire doit conserver une certaine vitesse et suivre des coordonnées géographiques précises afin d'éviter les mines. En l'espace de onze mois, plus de 1700 navires ont emprunté ce passage sans être pris pour cible. Seul l'un d'eux a été endommagé, le 27 décembre 2023, par l'explosion d'une mine qui n'a pas fait de victime. « Après une montée en puissance progressive, nous exportons chaque mois 7 à 8 millions de tonnes de blé et de matières premières comme du fer ou de l'acier », poursuit le responsable adjoint des ports ukrainiens. Les importations de marchandises à bord de porte-conteneurs devraient s'intensifier prochainement.

La Russie, mise devant le fait accompli, n'a pas renoncé à son pouvoir de nuisance. Selon les autorités, 39 frappes ont visé les infrastructures portuaires ukrainiennes depuis que Moscou a dénoncé l'accord sur le grain. Vingt-cinq employés ont été tués, 203 bâtiments ont été endommagés et quelque 200 000 tonnes de céréales sont parties en fumée. « Selon le Programme alimentaire mondial, précise Dmytro Barinov, ces stocks auraient permis de nourrir 500 000 personnes durant un an. »

Malgré la menace persistante, une centaine de navires expriment chaque jour l'intention de jeter l'ancre dans l'un des six ports ukrainiens en activité. À terme, Dmytro Barinov espère atteindre un volume annuel de 100 millions de tonnes de marchandises transitant par ces sites. « Les primes d'assurance réclamées aux transporteurs, inabordable il y a deux ans, sont retombées au niveau d'avant la guerre, observe le responsable adjoint des ports ukrainiens. C'est un signe qu'entre risque et profits, notre secteur a fini par retrouver un équilibre. » ■



Des barrières antichar sont installées devant le port fluvial d'Izmail, près de l'embouchure du Danube. ALBERT LORÉS POUR LE FIGARO



Guillaume de Dieuleveult
Envoyé spécial à Jénine

Ce bastion de la lutte armée en Cisjordanie fait l'objet d'incursions répétées et violentes. Les dégâts sont massifs mais la « résistance » ne veut pas plier.

Une odeur pestilentielle flotte dans le camp de réfugiés de Jénine. Les égouts, une fois de plus, ont été mis hors d'usage par le passage des bulldozers blindés, au cours de la dernière incursion de l'armée israélienne. Ça et là, apparaissent des trous béants, creusés pour essayer de régler le problème. Les passants les contournent prudemment. Les eaux usées du camp, environ 11 000 habitants, stagnent là-dessous. La chaleur est implacable. À la surface, tout est détruit. Plus de chaussée, seulement des gravats. Les façades sont constellées d'impact de balles, perforées par des tirs de missiles, noircies par les flammes. Des ouvriers tentent de rétablir l'électricité, coupée depuis que les bulldozers ont fait tomber les poteaux. Des câbles traînent. On ne sait pas à quoi ils sont reliés.

L'opération militaire remonte à quelques jours, mais des étuis de cartouches jonchent encore le sol. Le camp de réfugiés de Jénine est un des foyers les plus actifs de la « résistance à l'occupation israélienne » dans le nord de la Cisjordanie, un territoire militairement occupé depuis 1967. La « Brigade de Jénine » y fait le plein de miliciens. Fusil M16 à la main, pistolet et talkie-walkie à la ceinture, ils ne prennent pas la peine de se cacher. Certains gardent les points d'entrée du camp.

La « Brigade » est une de ces organisations combattantes qui se sont épanouies ces dernières années, bénéficiant de la perte de crédit de l'Autorité palestinienne et de la volonté croissante d'une partie de la jeunesse de prendre les armes contre Israël. Des activistes du Hamas et du Djihad islamique palestinien s'y retrouvent. D'après l'armée israélienne,



Un homme marche le long d'habitations du camp de Jénine détruites par un raid de l'armée israélienne, le 14 juin, dans le nord de la Cisjordanie. MOHAMMAD RASHEED

Le camp de Jénine sous les coups de boutoir de Tsahal

plus de 2 000 attaques « terroristes » ont été menées en Cisjordanie au cours des six derniers mois, « dont beaucoup par des terroristes venant de Jénine. »

Les forces de défense israéliennes emploient les grands moyens pour diminuer cette menace. C'est un travail constant, nécessitant des incursions quasi hebdomadaires dans le camp de Jénine, mais aussi dans d'autres villes de la région : Tulkarem, Naplouse, Kafr Dan, al-Faraj... Le mois de juillet 2023 avait vu la première opération d'envergure à Jénine depuis le milieu des années 2000.

Mais avec la guerre du 7 octobre, le recours aux avions de chasse et aux drones de combat est devenu la règle. Les bulldozers D9 retournent systématiquement les chaussées pour supprimer les mines

artisanales, dont les miliciens truffent les rues du camp. Environ 500 Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, dont une centaine de mineurs, ont été tués depuis le début de l'année, d'après l'Ocha, une agence des Nations unies. Selon Nidal Naghmariyeh, un responsable du camp de réfugiés, 139 personnes ont été tuées à Jénine au cours de cette période.

Les dommages causés aux infrastructures du camp sont massifs. Au moins 130 immeubles seraient détruits, des centaines ont besoin de réparations, toutes les rues sont défoncées. Les opérations militaires se succèdent à un rythme tel que l'UNRWA, l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens, peine à suivre.

Mère de 11 enfants, Ameneh el-Saadi, 55 ans, est assise dans son salon. Mais il

n'y a plus de porte, les fenêtres, détruites, ont été comblées par des films en plastique. « À chaque fois, les Israéliens rentrent chez moi et détruisent tout », se plaint-elle. Quand les alarmes du camp l'alertent de l'imminence d'une opération, elle s'empresse de prendre ses médicaments et part chez sa fille, qui vit en dehors. « Les garçons restent », précise-t-elle.

L'appartement du dessus, où vivait son fils Mohammed, a été ravagé : les portes ont été défoncées à l'explosif, le mobilier incendié. Les murs sont noircis, le sol est couvert de saie. Mohammed est un vendeur de pain : il a une petite échoppe un peu plus bas. Il ne vit plus dans le camp mais y retourne chaque jour pour travailler. Située à un carrefour, sa boutique a été détruite six fois par les bulldozers,

affirme-t-il. Il ne la répare plus et vend ses pitas au milieu des décombres.

L'impact sur la population est très conséquent. « Nous vivons entre deux opérations militaires. Et chaque fois on redoute qu'elles soient plus violentes, plus difficiles à endurer. C'est vraiment fatigant d'être dans cette situation d'attente permanente », se plaint Nidal Naghmariyeh, le responsable du camp. Un dirigeant de l'UNRWA s'inquiète lui aussi de l'impact de ces opérations. Le centre de santé de l'agence a été ravagé par les soldats israéliens en mai, « une violation de notre immunité diplomatique », dénonce-t-il. Il est toujours hors d'usage. L'UNRWA scolarise 2 500 enfants à Jénine. « Depuis le début de l'année, il y a eu 48 jours sans école, à cause des incursions israéliennes », affirme-t-il.

« Nous vivons entre deux opérations militaires. Et chaque fois on redoute qu'elles soient plus violentes, plus difficiles à endurer »

Nidal Naghmariyeh
Responsable du camp de Jénine

Pour beaucoup d'enfants de Jénine, rejoindre les rangs de la « résistance » est un idéal. Des vidéos de propagande, postées par la « Brigade » sur les réseaux sociaux, montrent de tout jeunes garçons prenant la pose, fusil d'assaut à la main, sous le regard de leurs aînés. Les « martyrs » tombés au combat sont enterrés dans deux cimetières qui leur sont dédiés, leurs tombes y sont vénérées.

Abu Anton est le père d'un ces « martyrs » : Mohammed Zubaydeh, tué au cours d'une opération menée en décembre dernier. Agé de 68 ans, cet homme jouit d'un certain prestige dans le camp : en tout il compte, parmi ses enfants, deux « martyrs », plus un blessé et un prisonnier. Lui-même a été arrêté huit fois par l'armée israélienne au cours de sa carrière de militant du Front de libération de la Palestine, une organisation marxiste.

Privé de ses enfants, il reconnaît que la vie est devenue difficile. Mais il refuse de quitter le camp. « On ne subira pas une seconde Nakba, je préfère mourir ici », lance-t-il. Il se dit fier « de nos martyrs, de la résistance : on n'abandonnera jamais le combat ». La porte de sa maison a été perforée par des éclats, il s'en moque. ■

Au Burkina Faso, le règne contrarié du capitaine Traoré

Tanguy Berthemet

Affaibli par les revers militaires, le jeune officier putschiste, au pouvoir depuis moins de deux ans, fait face à des rumeurs de coup d'État.

« Il n'y a rien du tout (...) N'écoutez pas les fake news. Nous sommes là et continuons de travailler pour le bonheur du peuple. » Quand un président se sent obligé de prendre la parole à la télévision pour préciser que tout va bien, c'est que tout ne va pas si bien. Au Burkina Faso, les questions s'accumulent depuis des jours autour du sort du chef de junte, le capitaine Ibrahim Traoré, et de son régime.

Alors qu'il doit fêter les deux ans de son putsch en septembre, le jeune officier semble de moins en moins seréin. Des rumeurs annoncent sa chute assez régulièrement... Comme après que, le 12 juin, une roquette antichar est tirée depuis la présidence pour atterrir au beau milieu de la cour de l'immeuble abritant la Radio Télévision du Burkina (RTB). Les dégâts se limitent à des blessés légers et quelques voitures percées de shrapnels, mais cela suffit à créer un débat de psychose. Les réseaux sociaux s'emballent et détalent, entre autres possibilités, un hypothétique coup d'État. Des vidéos truquées, souvent peu convaincantes, circulent pour dé-

tailler la destitution du président, ou encore sa fuite à l'étranger...

La rumeur enfle d'autant plus vite que le capitaine Traoré reste silencieux et invisible pendant plus de 48 heures. Le 13 au soir, un communiqué de l'état-major, accuse des « individus » de manipulations. Le 14, à la RTB, le président finit par réapparaître, souriant lors d'une opération de don du sang en faveur des militaires. Les images, rapides et muettes, ne rassurent qu'à moitié.

L'idée d'une chute du « IB », ainsi qu'on le surnomme, a pris corps d'autant plus vite qu'elle est crédible. Le 12 juin, les informations très inquiétantes s'accumulent autour de l'attaque la veille d'un camp militaire à Mansila, dans l'est du pays. La base, où avait été déployé récemment un détachement - généralement de 130 à 150 hommes - a été cible d'un raid du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM).

Des djihadistes, affiliés à al-Qaïda, équipés de motos et de camionnettes, ont investi le site dans la nuit du 10. Les autorités n'ont, au matin du 12, plus de contact avec leurs troupes. Incapables

de dépêcher des renforts, elles envoient un avion survoler le site... Celui-ci paraît désert. Dans les jours qui suivent, les pires craintes s'avèrent. Des officiers, anonymes, évoquent « un massacre » et plus de cent morts dans les rangs.

Le 16 juin, le JNIM revendique officiellement avoir tué 107 soldats et fait 7 otages dont ils diffusent des vidéos. Le pillage, toujours selon eux,



aurait rapporté un solide arsenal. Peu après, les premiers témoignages confirment tout à fois la violence de l'assaut du JNIM, la déroute de l'armée et les pertes tant militaires que civiles. « On a entendu des tirs venant de la base militaire. Par la suite, les djihadistes sont venus dans le village. Ils ont tiré sur des civils. Il y a eu beaucoup de morts... beaucoup de morts », a confié un habitant à Radio France Internationale.

Dérive autoritaire

Ce désastre est le pire qu'ait connu l'armée burkinabè, pire encore que celui d'Inata en novembre 2021. Or, la mort des 53 gendarmes avait grandement contribué à la chute du président Kaboré en janvier 2022.

Dans ce contexte, le tir contre la RTB le 12 juin a donc pris un autre relief. Très vite, l'agence burkinabè avait évoqué un « incident de tir ». Sans convaincre. « Cela tombe très mal et la thèse de l'accident est assez difficile à croire. Maintenant, ce n'est pas sans avoir une tentative de coup d'État », estime un ancien diplomate africain.

Le 20 au matin, le capitaine Traoré a pris la parole, de nouveau à la télévision. Après avoir précisé qu'il s'agissait d'un « incident », le président s'en est pris aux « médias menteurs » et aux « manipulateurs », une cible habituelle. Peu auparavant, la chaîne française TV5 s'était vue suspendue pour six mois. La plupart des autres médias français sont déjà interdits et les journalistes locaux sont sous une intense pression. Dans sa dérive autoritaire, le chef de la junte s'attaque également à ces opposants régulièrement victimes de « disparition » et d'arrestation. Se voulant rassurant sur la situation sécuritaire, le capitaine a affirmé, dans cette même intervention, que des avions militaires russes avaient atterri à Ouagadougou avec du « matériel des Nations unies en provenance de Gao et Tombouctou », au Mali. Des rotations confirmées par l'ONU. Mais le matériel, essentiellement des munitions, serait en fait largement voué à la destruction. Les appareils ont en revanche peut-être débarqué les mercenaires russes sur lesquels le président semble compter pour assurer son destin. ■

LE
GRAND JURY

GABRIEL ATTAL
Premier ministre

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL PARIS
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE



Olivier BOST
Pauline BUISSON
Jim JARRASSÉ

RTL
6
LE FIGARO

#LeGrandJury

RTL
6

PHOTO : © HOMAYOUN FIANOR / AGF

Viol antisémite : ce que l'on sait du profil des mineurs incarcérés

Guillaume Poinet

Fugues, incivilités, déscolarisation... Les deux adolescents de 13 ans, livrés à eux-mêmes, connaissaient une dérive inquiétante.

« **C'**est un même perdu et très influençable, il a un pète au casque », lâche une habitante sur le pas de sa porte à propos de son voisin âgé de 13 ans. « On voit qu'il est mal dans sa peau. On sent une rage et une haine dans son regard », poursuit-elle, évoquant sa propension à « claquer les portes » dans la résidence.

Cet adolescent est l'un des deux mineurs suspectés d'avoir violé Axelle*, 12 ans, dans un local désaffecté à Courbevoie (Hauts-de-Seine). La plaignante dénonce également des propos antisémites (« sale Juive ») tenus lors de son agression. Deux mineurs de 13 ans ont été mis en examen et écroués. Un troisième mineur de 12 ans fait quant à lui l'objet d'une mesure éducative judiciaire provisoire prévoyant son placement dans un foyer de la protection judiciaire de la jeunesse.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la victime aurait eu une « amourette » avec le mineur de 12 ans qui, après avoir appris que la jeune fille était de confession juive, serait entré dans une colère noire. Elle lui avait en effet initialement fait croire qu'elle était musulmane. Selon les dires d'Axelle, cette diversion avait pour but de « se protéger » et

d'« éviter toute agression ». Les investigations ont par ailleurs permis de retrouver des images à caractère antisémite, dont une photo d'un drapeau israélien brûlé, sur le téléphone d'un des suspects.

Dans la petite résidence HLM du nord-ouest de l'Île-de-France où vivait un des suspects avec sa mère, les langues se délient. Ici, certains habitants ont évidemment entendu parler du viol sordide de Courbevoie sur les chaînes d'info en continu. « Qu'est-ce que des enfants foutent dehors à 12 ans ? Il n'y a plus d'autorité », fulmine une voisine. L'implication de leur voisin ? « Ça ne m'étonne pas du tout qu'il soit dans ce genre d'histoires », poursuit-elle. « Je ne suis pas surprise, je l'ai vu mal évoluer », abonde un résident, décrivant « une petite frappe mal éduquée qui ne dit ni bonjour ni au revoir ». D'autres, à l'inverse, se montrent très surpris. « Je le croise parfois quand il fait du vélo. C'est un gamin normal. Il n'a pas l'air turbulent. Si on devait donner le bon Dieu sans confession à quelqu'un, ce serait à lui », explique un voisin qui peine à imaginer l'implication de ce blondinet dans des faits aussi sordides.

Une chose semble établie : la famille de l'adolescent était connue dans l'immeuble pour ses incivilités et son manque de savoir-vivre. Disputes et hurlements dans l'appartement, crottes de

chien non ramassées, encombrants laissés dans les parties communes, « jeux » à vélo et en trottinette sur le parking... « Ce sont des gens particulièrement mal élevés qui vivent sans se soucier des autres », résume un habitant.

Mauvaises fréquentations

Le voisinage évoque aussi l'environnement familial instable dans lequel ce petit dernier d'une fratrie de trois frères et une sœur a grandi. Trois enfants sont « issus » du même père, le mis en cause d'un autre homme parti du domicile il y a plus de dix ans. La mère a donc élevé seule ses quatre enfants. Et selon plusieurs témoignages concordants, cette femme, qui travaillait dans le secteur de l'aide à la personne, aurait subi des violences de la part de ses ex-maris - violents et alcooliques -, mais aussi de ses propres enfants. « Il tapait sa mère », assure une voisine. Cette situation aurait conduit les policiers à intervenir au domicile à plusieurs reprises pour protéger la mère de famille.

« Elle essaie de s'en sortir mais elle est totalement dépassée, elle n'a aucune autorité sur lui », explique une autre source. Déscolarisé, l'adolescent était en conflit ouvert avec sa mère. Cette dernière souhaitait en effet déménager en province avec lui pour « l'éloigner de ce

carcan ». Mais le jeune garçon y était farouchement opposé. Face à une juge pour enfants, il aurait même déclaré qu'il préférerait aller dans un foyer plutôt que de suivre sa mère. Preuve de ces tensions, il avait aussi fugué à plusieurs reprises. Il pouvait alors s'évaporer dans la nature pendant plus de quinze jours sans donner aucune nouvelle.

L'adolescent avait, semble-t-il, de mauvaises fréquentations. Selon nos informations, il aurait déjà été placé en garde en vue et aurait été mis en cause dans une affaire de vol de scooter. Le garçon de 13 ans n'était néanmoins pas connu comme un délinquant notoire, selon la mairie de Rueil-Malmaison. « Il n'était pas dans le viseur de la mairie pour des faits répétés, contrairement à certains jeunes qui font l'objet d'un focus », fait-on savoir. Était-il connu pour son antisémitisme ? Difficile à dire à ce stade. Converti à l'islam, il acceptait en tout cas très mal l'homosexualité d'un de ses frères, indique-t-on de sources concor-

dantes. L'autre suspect, 13 ans également, vivait de son côté dans un foyer du nord-ouest de l'Île-de-France. Cet adolescent aux cheveux noirs mi-longs faisait partie de la petite trentaine de jeunes de 12 à 17 ans accueillis dans une belle bâtisse de briques rouges, située dans une rue calme.

« Lors de leur interrogation de première comparution, les mis en cause ont fait de brèves déclarations spontanées, exprimant des regrets vis-à-vis de la victime, sans aborder leur implication dans les faits », soulignait mercredi le parquet de Nanterre. « Un de suspects a un profil inquiétant par rapport aux autres, il n'a pas conscience de la gravité de son acte », confie une source proche du dossier. Les deux mineurs risquent 20 ans pour le viol aggravé, 10 ans si l'excuse de minorité est retenue. Contactées, les avocates des suspects « appellent à la mesure afin que l'instruction puisse se poursuivre sereinement ». ■

* Le prénom a été changé.



L'entrée du local désaffecté où la jeune fille juive de 12 ans aurait été violée, à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine.

BENJAMIN DENEUX/PHOTOWIRE/LE PARISIEN/AXIPP

Le dispositif XXL pour sécuriser les JO est « prêt », selon le préfet de police

Christophe Cornevin

Plan antidrones, renforts du privé... Les préparatifs sont « complètement calés », assure Laurent Nuñez.

« **L**e dispositif de sécurisation est complètement calé, nous sommes prêts, mobilisés et je suis impatient que cela commence » : à 35 jours de la cérémonie inaugurale sur la Seine, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a affirmé ce vendredi avoir verrouillé les ultimes préparatifs d'un plan de bataille hors norme pour assurer la protection des Jeux olympiques et paralympiques. Les détails en ont été dévoilés ce mercredi, lors d'un Conseil de défense à l'Élysée.

Si le terrorisme islamiste est toujours la « préoccupation principale », le préfet de police a rappelé qu'il « n'y avait pas de menace caractérisée sur les JO » et qu'aucune information allant dans ce sens ne lui avait été communiquée par les services de renseignements français, américain ou israélien. Mais la prudence est de mise car la « propagande de l'État islamique et al-Qaïda cible toujours la France et les Jeux ».

Pour la cérémonie d'ouverture, Laurent Nuñez a confirmé que le plan antidrones, qualifié de « très robuste » a été « acté ». Placé sous le commandement de l'armée de l'air et de l'espace, il prévoit « de brouiller et de neutraliser » des engins malveillants tandis que des drones « amis » seront déployés pour avoir une « vision en hauteur » afin de détecter des mouvements de foules ou des groupuscules à risques. Ces derniers pourraient être issus de la frange contestataire de l'ultra-gauche ou de l'écologie radicale. Des caméras « intelligentes », dotées d'algorithmes, compléteront cet arc de surveillance.

« Une doctrine de protection nucléaire, radiologique, bactériologique ou chimique a aussi été calée pour inspecter et intervenir sur chaque site en cas d'alerte », a révélé Laurent Nuñez, précisant qu'il en est même pour la détection d'explosifs, avec l'appui de l'armée et même des douanes.

Sur le terrain, les premiers renforts sont arrivés. Le nombre des patrouilles dans les transports en commun a déjà triple, passant de 100 à 300 sachant que 700 seront à

pied d'œuvre pendant les JO, avec un pic à 850 le 26 juillet prochain, le jour de la cérémonie d'ouverture. Pas moins de 45 000 policiers et gendarmes seront alors mobilisés. La encore, la PP prévoit les « grands moyens » avec un contrôle d'identité systématique lors des accès aux périmètres protégés. Des policiers seront aussi « présents partout » dans les tribunes installées sur les quais des Seine pour recevoir près de 320 000 spectateurs tandis que des tireurs d'élite seront sur les points hauts surplombant la parade.

Un bataillon mobilisé

Toutes les galeries souterraines qui courent dans le ventre de Paris seront sous contrôle tandis que les plongeurs du Génie vont visiter les coques des bateaux et les quais du fleuve. « Mobiliser 10 000 militaires, c'est inédit. Nous n'aurons jamais vu une telle opération des forces armées depuis la Seconde Guerre mondiale sur le territoire », a confié le général Christophe Abad, gouverneur militaire de Paris.

Un bataillon sera mobilisé pour accompagner le protocole des 900 cérémonies de remises de médailles et un campement de 4 500 places, baptisé caporal Alain Mimoun, sera inauguré le 5 juillet prochain sur la pelouse de Reuilly. Sur le front de la sécurité privée, Marc Guillaume, le préfet de région, a assuré que les 22 000 postes d'agents nécessaires sont désormais couverts à 93 %. Environ 4 500 personnes sont en formation pour répondre aux 1 500 à 2 000 agents qui manquent encore. Tous les voyants seraient donc au vert et le préfet de police s'est félicité du bon déroulement du parcours de la flamme olympique : au terme de 36 étapes, les forces de l'ordre ont procédé à 89 interpellations, entravé 110 actions (allant du déploiement de banderoles à des manifestations sauvages) et intercepté 41 drones. Le préfet de police l'assure : seul un événement majeur de type terroriste le contraindrait à se replier en « ultime recours » sur un plan B. ■

SALON DU LIVRE
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
DES PAGES AVANT LA PLAGE

29 & 30 JUIN 2024
PLACE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, PARIS 6^e
DE 10H À 19H
ENTRÉE GRATUITE
70 AUTEURS

Financé par : Jean-Michel Bistacchi, vivendi, LES DIJONNAIS, LIPP, C, B, LETIGARO, TikTok

Pour la Fête de la musique, ce vendredi 21 juin, Thomas Poët, jeune pasteur de 33 ans à l'église évangélique baptiste de Lyon, a organisé avec sa communauté un concert de gospel sur la voie publique : « C'est une façon de nous faire connaître mais nous récusons tout prosélytisme, assure-t-il. Les baptistes ont été les premiers à promouvoir le droit de liberté religieuse dans le Rhode Island en 1663. Nous sommes donc ardemment attachés à la liberté. La foi ne peut pas être imposée, c'est un choix personnel sinon cela ne marche pas. Notre évangélisation est relationnelle : cela signifie que nous encourageons les chrétiens à parler de leur foi d'abord à ceux avec qui ils entretiennent une relation naturelle, dans leur famille, au travail dans leur milieu de vie. Il n'y a rien de forcé, la liberté prime. »

Élevé dans un milieu évangélique, ce chrétien s'était éloigné de la pratique religieuse. À 18 ans, il retrouve la ferveur jusqu'à s'engager, après une expérience professionnelle, dans des études de théologie pour devenir pasteur. Il l'a d'abord été à Marseille, dans un quartier jouxtant celui de la Belle de Mai : « Notre église comptait alors 40 membres et... 14 nationalités ! Nous étions dans un milieu populaire, très peu formé, ce quartier détenant des records de pauvreté et de trafics. Mais quelle joie nous avions de voir l'esprit des gens s'éveiller quand nous creusions ensemble des textes bibliques. J'étais plutôt intello, cette expérience m'a aidé à aimer chacun tel qu'il est. »

Dans le 6^e arrondissement lyonnais, le milieu social n'a plus rien à voir mais le défi pour évangéliser apparaît tout aussi brûlant pour ce passionné de Dieu. Il raconte comment il a récemment baptisé un jeune « venu de loin part, qui avait découvert le Christ en interrogeant Google ». Après une longue quête personnelle, il était venu frapper à la porte de son église pour demander le baptême. Ce jeune converti avait l'embarras du choix : dans l'ancienne capitale des Gaules, les évangéliques disposent de 34 « églises », lieux de culte proprement dit, et une vingtaine d'œuvres sociales ou éducatives. Elles comptent tout autant pour les évangéliques pour qui le triptyque « foi chrétienne-œuvres caritatives-témoignage actif » est insécable.

« La population subit une pression de plus en plus forte, beaucoup vivent des crises identitaires parce que la société ne leur trace plus d'horizon. Nous constatons un mal-être très profond »

Pascal Yau Pasteur

La recette fait mouche. Le monde « évangélique » - à ne pas confondre avec les « évangélistes », les premiers apôtres du Christ - est de loin la branche la plus dynamique du protestantisme. En France, depuis 1950, ils sont passés de 50 000 pratiquants réguliers à 750 000. Ils résistent plus de la moitié du protestantisme français et seraient même proches du million si l'on compte les pratiquants occasionnels. À l'échelle mondiale, le mouvement évangélique, toutes obédiences confondues, représente, pour l'heure, un quart des deux milliards de chrétiens.

En France, cette vitalité s'exprime également par la progression des lieux de culte référencés. Ils sont passés de 2000 à 3000 en moins de quinze ans, soit 50 % d'augmentation. Par comparaison, 2600 mosquées ou salles de prière musulmanes sont comptabilisées par le ministère de l'Intérieur. Quant aux 9618 paroisses catholiques actives (pour 42 258 églises bâties) elles sont désormais fréquentées par moins de deux millions de fidèles chaque dimanche, avec une évolution démographique très défavorable.

L'objectif des évangéliques est d'atteindre 6200 lieux de culte à terme, selon le ratio « un lieu de culte pour 10 000 habitants ». Des sessions « d'implantateurs d'églises » sont organisées chaque année pour préparer des pasteurs à cette aventure, c'est-à-dire créer un lieu de culte à partir de rien. Un autre programme prévoit de former « 1000 pasteurs » dans les dix années qui viennent.

Mais comment s'explique une telle vigueur ? La souplesse et l'imagination jouent pour beaucoup, dans ces milieux convaincus, ultralégers en termes d'institutions, autonomes



Une église évangélique à Perpignan. MICHEL CLEMENTZ / PHOTOPQR/L'IND

Recrutement de pasteurs, construction d'églises... L'irrésistible dynamique des évangéliques en France

Jean-Marie Guénois

En quinze ans, le nombre d'églises évangéliques a bondi de 50 % dans le pays. Le Cnef, leur structure nationale, vient d'adopter la charte de leur engagement dans la société.

pour la prise de décision et la gestion, même si la plupart des communautés sont encadrées et suivies de près par l'État, en tant qu'associations culturelles de type 1905.

À Strasbourg, par exemple, sept paroisses évangéliques sur la vingtaine que compte la ville, se sont associées pour créer « Quai 67 », un café associatif établi en 2018 sur le boulevard de Nancy. Justin Dodson, jeune pasteur américain, explique : « Plus de 70 nationalités cohabitent dans ce quartier et ne se parlent pas. Nous avons donc ouvert notre café avec le slogan "ce savoureux mix de cultures !" Il ne s'agit pas pour nous de faire partie du décor mais de nous mettre vraiment au service du quartier. Concrètement, une centaine de personnes poussent chaque jour la porte de ce lieu chaleureux. Deux cents personnes y suivent des cours de français et nous accompagnons 175 personnes dans leur volonté de s'intégrer dans la société. »

Est-ce que l'on y pratique une annonce explicite du Christ ? Ce jeune pasteur répond : « Non, nous donnons des cours de français et nous aidons ces personnes dans le but de créer du lien. Si quelqu'un nous le demande, nous y répondons avec joie mais ce n'est pas une activité qui vise l'évangélisation comme but ultime. Nous suivons l'exemple du Christ. Si nous ne nous engageons pas dans la société, au service de notre prochain, nous allons manquer quelque chose. »

Une créativité dans les moyens d'action ou de témoignages qui peut aussi apporter son lot de surprises. Justin Dodson, raconte comment un Iranien, converti au Christ, a créé une petite église iranienne avec 35 membres désormais, discrète et fervente, dans la capitale alsacienne.

Ce qui ouvre un autre visage des évangéliques, celui des « églises ethniques ». À Paris, Pascal Yau est le pasteur de l'église évangélique des Chinois. Elle regroupe chaque dimanche, en deux offices séparés, 200 sinophones et 180 francophones, chinois de naissance de deuxième ou troisième génération. Une quarantaine d'églises chinoises évangéliques sont également implantées en région parisienne. Située dans le nord de Paris, celle du pasteur Yau propose éga-

lement des activités sociales pour les sans-domicile et pour les personnes âgées isolées. Ce type d'action n'est pas une option pour cet homme de foi, qui insiste : « Il n'est pas question de faire du prosélytisme. Nous ne parlons de notre foi que si les gens nous le demandent. » Mais il observe : « La population subit une pression de plus en plus forte, beaucoup vivent des crises identitaires parce que la société ne leur trace plus d'horizon. Nous constatons un mal-être très profond. À nous de partager notre privilège : savoir que Dieu aime chacun tel qu'il est. »

« Souhaitant respecter la liberté de conscience de chacun, les protestants évangéliques se refusent à imposer leurs opinions à la nation et se réjouissent de participer à un dialogue constructif au sein d'une société plurielle, dont ils sont citoyens »

Le Cnef

Ce mot « aimer » revient d'ailleurs comme un leitmotiv dans les conversations avec les « évangéliques ». À Valence, le pasteur Jérémie Chamard, 45 ans, ne s'en étonnera pas, puisque son église s'appelle « M » : « "M" parce que "M" représente le verbe "aimer". Dieu nous aime et nous invite à une relation avec lui, pour aimer Dieu de tout son être et aimer son prochain comme soi-même. » Ils sont environ 600 à se retrouver chaque dimanche dans ce lieu né il y a cinquante ans. Il récuse l'idée d'une recette quelconque : « Nous voulons être simplement témoins là où nous sommes pour rendre le message de Jésus accessible au plus grand nombre. D'où le souci de nos églises d'être toujours plus à l'écoute de la recherche spirituelle de nos contemporains, d'être une église ouverte à tous et pertinente, proche des gens. » Sans être inerte pour autant, car, ajoute-t-il : « Notre pôle développement vise à implanter une nouvelle église par an. »

Et ainsi de suite. Chaque église porte le souci d'essaimer là où elle le peut. Le

christianisme évangélique est en expansion mais il affronte en France les problèmes typiques de toute croissance, avec des questions internes ou des sujets externes. De ce point de vue, l'année 2024 marquera un seuil.

À l'intérieur, c'est toujours l'unité du mouvement qui est en jeu. Car les évangéliques sont tout sauf « une » Église uniforme. Il s'agit d'une galaxie de petites communautés très hétérogènes avec des différences assumées, le contraire d'un mouvement unifié. D'où la création en 2010 du Conseil national des évangéliques de France, le Cnef, qui regroupe aujourd'hui 70 % des 3 000 églises évangéliques.

Mais il a fallu dix ans pour réussir à faire émerger cette structure. Stéphane Lauzet, un pasteur qui a œuvré à ce délicat travail d'unité, raconte les difficultés et les réussites dans un petit ouvrage très précis, intitulé *Bâtir des ponts* (Ex-celsis Éditions). Il résume d'une phrase l'insoluble problématique : « Le protestantisme évangélique, remarqué pour son zèle à annoncer l'Évangile, est aussi frappé d'une tendance quasi pathologique au morcellement. » D'où la nécessité pour lui d'avoir créé le Cnef, structure légère, nationale, avec une équipe d'une dizaine de personnes, et départementale.

Un coup œil sur la liste des 33 unions d'églises qui composent le Cnef permet d'en saisir la diversité : s'y côtoient les 530 « assemblées de Dieu », des communautés explicitement africaines, les 117 entités de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France. Un univers éclaté qui semble avoir trouvé son lieu d'unité avec le Cnef même si certains adhèrent en parallèle à la Fédération protestante de France, structure représentative historique créée en 1905.

Près de quinze ans après sa création, le Cnef était justement réuni la semaine dernière à Paris en assemblée générale - en présence d'un représentant officiel du ministère de l'Intérieur, une première - pour valider une charte définissant son action extérieure et publique dans la société française. Ce document en onze points est intitulé « Ensemble engagés dans la société ». Après une dernière consultation du terrain cet été,

il sera définitivement adopté à l'automne prochain.

Sa philosophie se veut sans ambiguïté : « Souhaitant respecter la liberté de conscience de chacun, les protestants évangéliques se refusent à imposer leurs opinions à la nation et se réjouissent de participer à un dialogue constructif au sein d'une société plurielle, dont ils sont citoyens. » Autre vœu : « À l'occasion des échéances électorales nationales, le Cnef propose aux croyants des repères de discernement éthique éclairés par l'Évangile. S'il cherche par-là à stimuler leur réflexion, il refuse pour autant d'en tirer le fil jusqu'à l'isoler en délivrant des consignes de vote. Le Cnef se tient ainsi à distance des postures partisanes. » Dernier point saillant : « Soucieux de partager l'Évangile par un témoignage incarné et dans un esprit de service à l'image du Christ, le Cnef se désolidarise de toute stratégie visant à imposer une hégémonie chrétienne sur la société. »

Erwan Cloarec, pasteur et président du Cnef, explique l'enjeu : « Il s'agit de trouver une juste posture, à distance de la tentation de la conquête ou du pouvoir, et de la tentation du retrait. Ce texte nous encourage à ne pas avoir peur alors que le contexte contemporain pourrait nous y pousser. Il nous aide à oser nous engager sans surplomb, mépris ou jugement mais dans une posture aimante, servante, pour prendre notre place en faisant le bien. » Ainsi ont-ils récemment pris position dans le débat sur la fin de vie, contre l'euthanasie.

Mais pourquoi, dans ces conditions, les « évangéliques » ont encore si mauvaise presse ? Ils ont leur lot d'abus mais dans des proportions égales, voire plutôt moindres, que d'autres entités religieuses. L'explication est ailleurs : « Nous ne sommes pas aux États-Unis ou au Brésil qui comportent une mauvaise image, assure Erwan Cloarec. Les évangéliques représentés dans le Cnef ne développent pas cette théologie de la conquête. Nous sommes au contraire attachés à la liberté de conscience. Dans un contexte minoritaire nous avons toujours été les promoteurs d'une laïcité bien comprise, au service des libertés. Mais pratiquer le culte, c'est aussi agir, s'engager dans la société de manière responsable, l'un n'empêche pas l'autre. » ■

Top 14 : Stade Français-UBB, bataille de styles

David Reyra
Envoyé spécial à Bordeaux

Entre des Parisiens intraitables en défense et des Bordelais très offensifs, la seconde demi-finale s'annonce comme une confrontation de philosophie de jeu.

Ceux qui ont manié le ballon ovale en clubs amateurs se souviennent des consignes de l'entraîneur, chaussettes par-dessus le bas de survêtement : « En place pour un attaque-défense » Un exercice basique pour fluidifier les passes et travailler les plaquages. Eh bien, ce samedi soir au Matmut Atlantique, c'est une séance géante sur ce thème à laquelle vont se livrer Parisiens et Bordelais. Dans le rôle de l'équipe qui défend, plaque, monte haut et serre la ligne, le Stade Français Paris, meilleure défense du championnat avec seulement 49 essais encaissés en 26 journées (contre 67 par les Girondins). Dans le rôle de l'équipe qui attaque, tente des coups, relance de partout, l'Union Bordeaux-Bègles, deuxième meilleure attaque de cette saison de Top 14 (derrière le Stade Toulousain) avec un peu plus de 3 essais inscrits par match. Un secteur offensif dans lequel les « Soldats roses » sont à la peine, plus mauvais élèves de l'année avec seulement 57 essais inscrits, un de moins que le... relégué Oyonnax !

La « Patrouille de France »

L'opposition de styles sera donc complète ce soir à... Bordeaux. Car, hasard de l'attribution du terrain neutre des demi-finales, l'UBB évoluera à domicile. Un facteur de plus qui pousse la plupart des observateurs à faire de Damian Penaud et ses partenaires de jeu de la ligne arrière - surnommés la « Patrouille de France » -, les favoris de cette confrontation face à une équipe qui a pourtant terminé devant eux au classement (respectivement 2^e, à un petit point de l'ogre toulousain..., et 3^e) pour éviter la case barrages. Et retrouver les demi-finales pour la première fois depuis 2015. Année du 14^e et dernier sacre des Parisiens.

Le manager du SFP, Laurent Labit, connaît la rengaine. Elle lui est servie



Le deuxième ligne Paul Gabrillagues est un élément clé de la défense de fer du Stade Français (à gauche). L'ailier international Damian Penaud sublime le jeu d'attaque de l'Union Bordeaux Bègles. ALAIN JOCARD/AFP, ROMAIN FERROCHEAU/AFP



depuis le début d'une saison où son club n'a pourtant jamais quitté le podium du classement, occupant même pendant 16 journées le fauteuil de leader. Paris est ennuyé à voir jouer, ne propose rien, ne s'en sort que par sa grosse conquête et son intraitable défense. Le diagnostic est juste. Mais il y a plusieurs

genres de beauté en rugby et ce ne sont pas les Springboks, doubles champions du monde en titre avec une prise de risques minimaliste, qui diront le contraire. Yannick Bru non plus. « On n'a pas la même philosophie de jeu que le Stade Français. Mais c'est ce qui est bien, dans le rugby : il y a plein de façon d'atteindre

la cible. Tout le monde peut s'exprimer », admet le manager de l'UBB.

Qui confirme le scénario de l'affrontement. « Attaque-défense ? Je pense que c'est un bon raccourci. Chaque équipe va s'appuyer sur ce qui a fait son identité toute l'année. Il ne s'agit pas de changer ce qui fait sa force à deux matchs du terme de la saison. De notre côté, nous croyons dur comme fer à notre identité du jeu, qui nous donne du plaisir en attaquant. C'est ce rugby qu'on a envie d'utiliser parce qu'on est convaincu qu'il nous mènera à la victoire. » Il prend soin, cependant, de glisser un petit message avant d'affronter les rugueux Parisiens, très actifs dans chaque zone de contestation : « Je ne doute pas que l'arbitre permettra à notre rugby de s'exprimer... »

L'UBB favorite parce que plus joueuse, donc ? L'ailier international Louis Biele-Biarrey met en garde. Il n'a pas oublié que, cette saison, son équipe a perdu les deux confrontations contre

Paris (26-30 à domicile, 22-18 au match retour). Et garde un souvenir cuisant du dernier attaque-défense. « C'est ce qui s'est passé à Jean-Bouin il y a quelques semaines. On a beaucoup tenté, beaucoup attaqué et pas beaucoup réussi. Le Stade Français, lui, a fait tout l'inverse. Ils ont beaucoup et très bien défendu. Et, sur les rares ballons qu'ils ont eus, ils ont su tout de suite nous mettre en difficulté. Il faut qu'on apprenne de ce match. À être, nous aussi, plus performants en défense et, sur nos phases offensives, plus précis pour concrétiser nos temps forts. Ce qui n'a pas du tout été le cas la dernière fois... » Avec une pointe d'inquiétude liée à la météo. Il se pourrait qu'il pleuve (fort) ce samedi soir à Bordeaux. Ce qui favoriserait l'équipe qui défend.

Priorité au combat

Face à ce qui ressemble presque à un procès en illégitimité, Laurent Labit, lui, s'emploie à justifier ce jeu restrictif, cette priorité donnée au combat de chaque instant. « On a tout envie de très bien jouer. Mais la construction offensive demande plus de temps. La culture du club était axée, depuis quelques saisons, sur la conquête et la défense. J'ai toujours sauté le très bon boulot fait par nos pré-décesseurs. Le staff de Gonzalo (Quesada) nous a laissé quelque chose qui nous permet d'être là aujourd'hui. On ne partait pas d'une page blanche. On sait qu'il faudra que notre jeu évolue la saison prochaine, on y réfléchit déjà. Mais, aujourd'hui, on cherche un rugby efficace. Et, si on doit aller chercher le Bouchier en jouant comme on a joué toute la saison, on ne va pas s'en priver. » Gagner moche n'est de toute façon pas interdit.

Beaucoup d'équipes se sont cassé les dents, cette saison, sur ce mur rose. « Les adversaires commencent à vouloir nous éviter ou nous redoutent. C'est quand même déjà quelque chose de positif, prolonge le technicien. C'est un compliment pour l'équipe. » Ce que confirme Yannick Bru. « Ce n'est pas un hasard si on n'a pas battu Paris cette saison. Ils nous ont fait déjouer, comme ils font déjouer tout le monde. Mais, quand on a trébuché deux fois contre un même adversaire, on se pose mieux les questions. On a une bonne photo de ce qui va nous être proposé, de ce qu'on est capable de faire et des écueils à surmonter contre eux. » Pour en terminer avec une série noire, l'UBB va en effet disputer sa quatrième demi-finale consécutive en Top 14. Et a perdu les trois premières... ■

Avantage Bordeaux pour l'UBB ?

L'attribution du « terrain neutre » des demi-finales du Top 14 se fait plus d'un an à l'avance. L'UBB savait donc qu'elle avait l'opportunité d'évoluer à domicile (non pas dans son antre de Chaban-Delmas, mais au Matmut Atlantique). « C'était un engagement moral avec nos supporters en début de saison. Une question de respect pour eux qu'on soit qualifiés pour cette demi-finale, reconnaît Yannick Bru. Maintenant que ce pold

est parti, le décor n'importe plus. Les arbitres seront imperméables à la pression du public. » Anecdote, donc ? « Oui et non, précise le capitaine bordelais, Mahamadou Diaby. On avait tous en tête ce rendez-vous à la maison. Si on avait trois mille raisons d'être motivés, c'en était une supplémentaire. Jour devant nos familles et les gens qui nous suivent depuis des années, ça compte. Mais tout cela n'aura du sens que si on remporte la victoire. » D. R.

Rory Kockott, le poison-pilote

Pour mesurer le respect que ses partenaires lui vouent, il suffit de relater la réaction spontanée et collégiale de Paul Gabrillagues, Jeremy Ward et Mathieu Hirigoyen - le capitaine, le rude Sud-Af et le gamin - présents jeudi en conférence de presse au Matmut Atlantique, avant la demi-finale contre Bordeaux-Bègles. À la question « vaut-il mieux jouer avec que contre Rory Kockott ? », trois rires francs et entendus sont tombés. « Vu comment il est pénible, il vaut mieux l'avoir avec nous, reconnaît sans ambages le troisième ligne basque. Rory a énormément d'expérience. Il connaît ce genre de matchs et sait les gagner. Notre équipe est assez jeune, on est tous très excités par ce rendez-vous. Par rapport à ça, il nous amène son leadership, sa mentalité. Je n'en doute pas. Il se sera dominant et très pénible pour l'adversaire samedi soir... »

La réputation du demi de mêlée, vétéran de tant de batailles, n'est plus à faire. À bientôt 38 ans (le 25 juin), le joueur sud-africain (mais sélectionné à 11 reprises sous le maillot du XV de France en 2014 et 2015), éprouve les nerfs de ses adversaires et des arbitres depuis 2011 et son arrivée au Castres Olympique. Horrifiant pour les uns, génial pour les autres, Rory Kockott n'a pas son pareil pour faire dégouliner son vis-à-vis, embrouiller le jeu de l'équipe d'en face. Mais aussi pour planter la banderille qui précède la

mise à mort. Avec son savoir-faire et son esprit exacerbé de compétiteur, Castres a soulé le bouclier de Brennus en 2013 et 2018, David Terrasant tous les Goliath.

« Force de caractère »

Kockott en avait pourtant terminé de tourmenter ses adversaires. Le club tarnais l'avait intégré à son staff la saison dernière, mettant fin à sa carrière de joueur contre son gré. Le destin en a décidé autrement. En début de saison, Laurent Labit, son ancien mentor à Castres, prend les rênes du Stade Français. Qui se retrouve démuné au poste de demi de mêlée entre blessures et arrivée tardive du All Black Brad Weber.

Le futur ex-entraîneur de l'attaque du XV de France prend alors son téléphone. Il raconte. Je connais Rory depuis plus de dix ans, on a gagné ensemble à Castres. Quand on a réfléchi à prendre un joker, je savais que, au fond de lui, il n'avait pas fini de jouer. Alors je l'ai appelé. Il m'a demandé si j'étais fou.

« Non. Tu as quinze jours pour te remettre en forme et venir me rendre service. » Au-delà de ses qualités de joueur et de son état d'esprit de grand compétiteur, je voulais surtout ce qu'il amène aux joueurs dans la semaine : s'entraîner pour être prêt à gagner. » Le danger n'est pas minimisé par l'UBB. L'entraîneur de la défense girondine, Christophe Laussucq, sait de quoi il parle, lui qui est un ancien demi de mêlée. « Le retour qu'il fait, à ce niveau et à son âge, c'est exceptionnel. Ça confirme sa force de caractère. Rory met beaucoup d'engagement dans tout ce qu'il fait et il sera une menace pour nous. À Jean-Bouin, cette saison, il

est directement impliqué dans deux des trois essais qu'on prend. Il crée une opportunité pour faire marquer son équipe puis il marque tout seul. On sait qu'il faudra se méfier de lui. Il amène ce surplus de caractère à son équipe. S'ils l'ont remis sur le terrain, c'est que Kockott apporte quelque chose de différent. »

« Deux boucliers de Brennus »

Laurent Labit confirme. « Quand tu as quelqu'un qui a déjà gagné deux boucliers de Brennus avec une équipe pas programmée pour, c'est que, forcément, tu as quelque chose en toi qui fait que les mecs à côté pensent que c'est possible. Rory sera un élément très important dans notre équipe inexpérimentée à ce niveau de compétition. Il fait partie des quelques joueurs que ses partenaires regarderont quand ce sera dur, attendant quelque chose venant de lui pour les remettre à flot. »

Le sauveur donc, le facteur X qui fera basculer la demi-finale ? Le manager parisien pose un bémol considérant qu'il lui arrive de dépasser la limite avec l'arbitre. « Il joue un rôle très important, y compris avant le match. Mais je vais encore lui redire qu'il faut qu'il joue avec nous et pas contre nous. Avec lui, il faut trouver le bon moment : quand il faut le laisser sur le terrain et quand il ne faut plus qu'il y soit. Parce que, dans son excès d'engagement, son envie de vouloir bien faire, Rory se retrouve parfois à jouer contre son équipe. Il faut qu'il comprenne ça. » ■ D. R.

Le demi de mêlée vétéran du Stade Français éprouve ses adversaires en leur imposant son style engagé. VALENTINE CHAPUIS/AFP

EN BREF

Paris 2024 : la Seine trop polluée à un mois et demi des épreuves

La Seine était trop polluée le 16 juin dernier, à un mois et demi des Jeux olympiques (26 juillet - 11 août), au regard des critères pour y autoriser les épreuves de triathlon et de natation en eau libre, selon les résultats d'analyses publiées ce vendredi. Le préfet de région, Marc Guillaume, s'est dit « confiant, avec le Cojo (Comité d'organisation) » pour les Jeux, expliquant la mauvaise qualité de l'eau par un « contexte hydrologique et météorologique défavorable : pluies, débit élevé, faible ensoleillement, températures en dessous des normes de saison ».

FI: Briatore nommé conseiller chez Alpine

Ancien patron des écuries Benetton et Renault dans les années 1990 et 2000, Flavio Briatore a été nommé « conseiller exécutif » par Alpine. L'Italien signe un inattendu retour en F1 après quinze ans d'absence pour tenter de relancer l'équipe française en difficulté et dos au mur avant le Grand Prix d'Espagne, ce dimanche (15 heures). Vainqueur au Canada à l'issue d'un week-end compliqué, Max Verstappen et Red Bull entendent, eux, démontrer qu'ils restent les patrons, alors que Ferrari espère rebondir.

Cristiano Ronaldo, un neuf qui fait peau neuve

Orlando Vinson

À 39 ans, le capitaine du Portugal est en quête ce samedi de son 15^e but en championnat d'Europe.

Rien à changer ou presque à l'exception de quelques mèches blondes. Vingt après ses débuts à l'Euro 2004, Cristiano Ronaldo a affiché un large sourire lors de l'hymne national contre la Tchèque, mardi dernier. À 39 ans, il participe à son sixième Euro. Un record, tout comme ses 14 buts et ses 26 matchs.

Et CR7 n'a rien perdu de sa rage, comme l'illustre son poing serré en direction du gardien tchèque, bourreau du Portugais avec deux arrêts décisifs, sur le but victorieux de Francisco Conceição en signe de revanche. Un soulagement après un match difficile dans lequel ses partenaires ont assiégé la moitié de terrain adverse (69 % de possession et 704 passes tentées).

La domination stérile des hommes de Roberto Martínez a changé avec les entrées de Gonçalo Inácio et Diogo Jota pour permettre au Portugal de passer en 4-3-3, une tactique qui avait fait des ravages en qualifications, la Seleção terminant avec la meilleure attaque (36 buts).

Dominance aérienne

Ronaldo n'a plus ses jambes de 20 ans qui lui avaient permis de multiplier les débordements et les dribbles sur son côté gauche à l'Euro 2004 (aucun dribble réussi contre les Tchèques). Il capitalise désormais sur son efficacité dans la surface et sa domination aérienne.

« C'est incroyable d'être aussi dangereux à son âge. Chapeau à lui, il est l'un des meilleurs de tous les temps », a reconnu le sélectionneur tchèque Ivan Hasek après la rencontre. Pourtant, la star n'a pas eu l'occasion de se mettre en valeur dans les airs en raison de l'inefficacité des centres portugais (4 centres réussis sur 31) et du bloc très compact des partenaires de Patrick Schick.

Face à la Turquie, ce samedi, les espaces seront plus nombreux. Piégés par les deux des attaquants géorgiens, les centraux turcs se sont fait prendre à plusieurs reprises par les combinaisons



Cristiano Ronaldo (ici, mardi à Leipzig, face à la République tchèque) dispute, à 39 ans, le sixième Euro de sa carrière. JOHN SIBLEY/REUTERS

même et sa place dans le onze lusitanien a été sérieusement menacée par les prestations convaincantes du futur parisien Gonçalo Ramos.

Un rôle de finisseur

Les mois ont passé et l'ancien Madrilène a retrouvé de la stabilité en Arabie saoudite, qui lui a offert un pont d'or pour devenir la tête d'affiche du championnat saoudien, symbole du soft power de la pétromonarchie. Auteur de 44 buts en 45 matchs en club, il a retrouvé sens du but et sa légitimité avec la Seleção. Mais il a surtout trouvé un allié en la personne de Roberto Martínez, le nouveau sélectionneur arrivé en 2023.

Sous sa direction, CR7 est de nouveau indispensable. En témoignent ses 10 buts en 9 matchs lors des éliminatoires. Tandis que Bruno Fernandes a pris les clés du jeu portugais, Ronaldo a accepté un rôle de finisseur en pur numéro 9. Sa relation technique avec le milieu de Manchester United lui permet d'être en position optimale devant le but, comme lors de son duel (perdu) face au portier tchèque après une ouverture lumineuse de Fernandes (31^e).

L'un des rares éclairs de génie du Mancunien, en manque d'inspiration mardi dernier. Le capitaine portugais, lui, été le joueur le plus dangereux, avec 3 tirs cadrés sur 4. Une précision qu'il devra garder contre la Turquie pour tromper la vigilance de Mert Günok et inscrire son 15^e but en championnat d'Europe. L'occasion de devenir le buteur le plus âgé des phases finales et de rajouter une ligne supplémentaire à son incroyable livre de records. ■

Paris 2024 : comment l'Athletica d'Eaubonne a séduit « Team USA »

Thomas Djezzane

Le complexe sportif du Val-d'Oise accueillera certaines stars américaines durant les Jeux olympiques de Paris. Visite guidée.

LeBron James, Noah Lyles ou encore Simone Biles... Cet été, vous pourriez bien apercevoir ces stars américaines du côté d'Eaubonne, une petite commune paisible du Val-d'Oise située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Paris. En effet, l'Athletica - ex-CDFAS (Centre départemental de formation et d'animation sportives) - accueillera en partie la délégation des États-Unis lors des Jeux olympiques. Une véritable satisfaction pour le complexe sportif : « On n'avait pas prévu d'accueillir une telle délégation. Ça contrebalance une grosse frustration, explique au Figaro Arnaud Zumaglia, le directeur général. En septembre 2017, quand on apprend que Paris accueillera les Jeux en 2024, le Val-d'Oise sait déjà qu'il n'y a aucun équipement de compétition sur son territoire. Le département se demande donc comment participer aux Jeux, sans cristalliser la moindre attention. C'est par conséquent une très grande fierté pour nous ! »

L'Athletica n'hébergera pas les athlètes : ceux-ci logeront, comme leurs homologues, au Village olympique, à Saint-Denis. En revanche, ils auront la possibilité de venir s'y entraîner quelques heures voire toute la journée, en dehors de leurs compétitions. Le complexe sportif de 7 hectares se définit comme un « centre d'excellence sportive » entièrement « dédié à la performance » ; il est d'autant plus depuis ses récentes rénovations. Il dispose désormais d'importantes installations adaptées à vingt-trois disciplines olympiques. Pélemèle : l'athlétisme avec (surtout) le stade couvert Stéphane-Diagana ; le basketball, le handball, le volley-ball et les sports de combat - pour ne citer qu'eux - avec le complexe Luc-Albalò ; le football et le rugby à sept avec des terrains extérieurs et en particulier le stade Michel-Hidalgo auquel il sera relié durant les Jeux ; ou encore la natation artistique avec la piscine des Bussy, située juste en face, et qui sera aussi rattachée à l'Athletica pour l'occasion.

Par ailleurs, le complexe parapublic comprend d'excellents équipements de régénération sportive pour optimiser la récupération des athlètes - cryothérapie,

bain chaud-bain froid, hydrojet -, un pôle médical, des salles de travail, un espace restauration et des hébergements. Les athlètes pourront donc s'y entraîner dans de très bonnes conditions, y manger et y récupérer parfaitement... Tout ce qu'il leur faut pour performer le jour J en somme. Et c'est assurément (en grande partie) ce qui a séduit « Team USA ». L'emplacement du lieu a sans aucun doute aussi joué en sa faveur : « On est proche de tout. On est seulement à une vingtaine de minutes de Saint-Denis en bus, s'il n'y a pas de trafic », indique Arnaud Zumaglia, qui a entre autres travaillé au Paris SG avant de prendre les rênes de l'Athletica.

« Les Américains, c'est un levier business qui nous permet de sortir de l'ombre. (...) Ça tombe aussi dans les 30 ans de la structure, qui est en train de changer »

Arnaud Zumaglia

Directeur général d'Athletica

Néanmoins, convaincre la délégation américaine n'a pas été une mince affaire. Pour le comprendre, un petit retour en arrière s'impose. Été 2018, soit quelques mois après l'annonce de l'attribution des JO à Paris. Le CDFAS (il ne s'appelait pas encore l'Athletica) est contacté par une agence chypriote prétendant rechercher des points de chute pour plusieurs délégations olympiques en vue de Paris 2024. Elle lui affirme que les Américains seraient (entre autres) intéressés pour visiter le lieu. La direction est un sceptique mais propose malgré tout un rendez-vous en septembre, après les travaux estivaux. Cependant, contre toute attente, Arnaud Zumaglia voit débarquer à l'improviste plusieurs personnes vêtues de tenues « Team USA »... en août. « Quand on m'a dit qu'il y avait la délégation américaine à l'entrée, au début, je pensais que c'était une blague. Mais quand je suis arrivé devant eux, j'ai compris que c'était réel. Ils m'ont dit qu'ils n'étaient pas loin et



Ce complexe sportif de 7 hectares dispose d'installations (ici, le stade couvert Stéphane-Diagana) adaptées à vingt-trois disciplines olympiques.

qu'ils en profitaient pour passer », se rappelle-t-il avec le sourire. C'est le premier contact direct entre le complexe sportif et la délégation américaine.

Mais loin d'être le dernier. Dans les mois qui suivent, le CDFAS voit (en effet) passer beaucoup de membres du « Team USA ». Quasiment tous les services - comme ceux de la restauration, de la logistique, etc. - viennent visiter les installations. Au printemps 2019, la délégation américaine - qui souhaite avoir l'exclusivité du lieu - signe une lettre d'intention. Cependant, rien n'est officiellement conclu. Ce qui n'empêche pas les représentants américains d'affirmer quelques semaines plus tard, lors d'une visite en France au Cojo (Comité d'organisation des Jeux olympiques), qu'ils s'établiront à Eaubonne lors des Jeux 2024. Arnaud Zumaglia ne s'y attendait pas. Il est à nouveau surpris. Finalement, le contrat entre le complexe sportif et « Team USA » est signé en janvier 2020, soit un peu moins de deux ans après la première prise de contact.

Si la délégation américaine a mis autant de temps avant de se décider, c'est parce qu'elle ne laisse rien au ha-

sard. « Ce qui m'a surpris, même si je m'y attendais, c'est leur niveau d'organisation, de rigueur et de préparation, révèle Arnaud Zumaglia. Sans que cela soit péjoratif, on n'est pas à l'armée et pourtant ils sont organisés comme des militaires, chaque sujet est passé en revue. » Et parmi tous les dossiers évoqués, deux d'entre eux apparaissent comme fondamentaux pour « Team USA ». Premièrement, la sécurité, parce que « ce sont les Américains et que ça remonte jusqu'à de très hautes autorités comme les Renseignements généraux, les services secrets, le ministère de l'Intérieur... », précise le directeur général de l'Athletica. Deuxièmement, la nutrition : « Chaque athlète a un besoin physiologique différent et on doit y répondre, y compris pour les membres du staff qui eux sont loin de faire une diète avec du poulet cuit à la vapeur, indique Arnaud Zumaglia. Il faut que l'on arrive à répondre à tous leurs besoins, avec toutes les particularités, à savoir le grammage, les portions mais tout en apportant une touche française car on est un pays de gastronomie. »

Preuve supplémentaire du (très) haut niveau de préparation des Américains,

ces derniers ont tenu à inviter Arnaud Zumaglia à plusieurs reprises, aux États-Unis, mais aussi à Tokyo en amont des Jeux 2020, et aux Jeux panaméricains organisés au Chili fin 2023, afin qu'il puisse concrètement comprendre leur organisation, et donc leurs besoins, à l'approche et durant de grandes compétitions. Le tout, pour qu'ils soient parfaitement accueillis cet été. Et le directeur général du complexe sportif a été particulièrement surpris par la mentalité américaine : « Le staff est tout le temps là, ils habitent et vivent ensemble. Dans la salle logistique, il y a cinquante écrans pour gérer les transports de tout le monde. Et pour autant, ils fêtent les anniversaires et il y a un tableau de médailles que chacun suit à l'heure près, raconte-t-il. Donc ils ont une capacité à avoir une extrême performance et rigueur professionnelle tout en profitant dans la convivialité de l'instant. »

Si l'Athletica est si excité à l'idée d'accueillir la délégation américaine cet été, c'est notamment parce que cette dernière constitue une formidable opportunité commerciale. « Les Américains, c'est un levier business qui nous permet de sortir de l'ombre », image Arnaud Zumaglia. D'ailleurs, c'est en partie en raison du levier marketing majeur que représente « Team USA » que la structure a choisi de changer de nom il n'y a pas si longtemps. « La visibilité et l'aura que la délégation américaine nous donne à un niveau national, mais aussi international, fait que c'est le bon moment pour switcher. Ça tombe aussi dans les 30 ans de la structure, qui est en train de changer », confie le directeur général du complexe sportif.

Et en toute logique, l'objectif est de profiter de ce coup de projecteur exceptionnel pour « pérenniser la durée de vie du centre, améliorer la qualité de services pour les autres athlètes » mais aussi « rassurer la politique publique qui a mis du financement », révèle Arnaud Zumaglia. Avant d'annoncer : « Notre challenge à nous est là : être le plus séduisant possible pour attirer des équipes et servir le monde sportif. » À l'image des athlètes qui concourent pour des médailles, le centre valdoisien n'aura pas le droit de se manquer cet été durant les Jeux olympiques. ■

À Chartres, l'émouvante ouverture d'un ultime sarcophage mérovingien

Tristan Vey

Ce probable dignitaire religieux reposait sous la dalle de l'église Saint-Martin-au-Val depuis le V^e ou VI^e siècle.

L'église de plan roman de Saint-Martin-au-Val est à la fois imposante, majestueuse et dépouillée. Cinq chapelles absidiales circulaires viennent lui donner de belles rondeurs sur l'arrière et les flancs. La façade principale, très sobre, est flanquée de deux grandes tours coniques qui lui donnent de faux airs de cathédrale. À l'intérieur, un spectacle étrange et fascinant nous attend. La nef est éventrée par une gigantesque fosse de 12 m de long, 8 m de large et près de 2,5 m de profondeur. Cette opération « à cœur ouvert », démarrée en 2013 à la faveur d'un projet de remise aux normes du bâtiment, a mis au jour une vingtaine de sarcophages mérovingiens, alignés comme des osselets. Tels des Lilliputiens farfouillant la cage thoracique d'un Gulliver architectural, une poignée d'archéologues s'affairent autour de la 23^e et dernière tombe de pierre, la quatrième à n'avoir jamais été descellée depuis plus de 1300 ans (les 19 autres ont été pillées, réutilisées ou fouillées entre le XIII^e et le XIX^e siècle). La tension et l'excitation sont palpables.

Bien que la presse et les responsables politiques locaux aient été conviés à 13h45 pour assister à son ouverture en direct, les opérations ont déjà commencé quand les invités arrivent. Une nouvelle fissure s'est en effet formée dans le couvercle en calcaire quand un des manipulateurs s'est appuyé dessus pendant les travaux préparatoires. Le temps est compté. Si la dalle de pierre se fracture et s'effondre dans le cercueil, c'est la catastrophe. Les consignes fusent. Huit paires de bras ne sont pas de trop pour bouger le couvercle qui se fragmente finalement en une dizaine de blocs de plusieurs kilos chacun.

Se dévoile alors au fond de la cuve un squelette aux couleurs sombres parsemé çà et là d'une poussière d'un blanc éclatant. « C'est de la brushite (phosphate hydraté naturel de calcium, NDLR), un minéral qui se forme dans ce type d'environnement et fait éclater les os », explique Émilie Portat, archéo-anthropologue, maître de conférences à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, en charge de l'analyse de ces restes humains. La décomposition très avancée, caractéristique des sarcophages en calcaire (étymologiquement, le terme signifie d'ailleurs « mangeur de chair »), donne aux ossements un air de bois pourri. « Nous devons tout documenter et répertorier sur place, car dès que nous allons y toucher, ils vont se transformer en poussière », explique la chercheuse. Nous avons



L'enjeu de ces fouilles : mieux comprendre l'origine de cette église de Chartres. TRISTAN VEY/LE FIGARO

pas mal de travail, cela va nous prendre au moins plusieurs jours pour effectuer tout cet enregistrement. Il y a beaucoup de choses à comprendre. »

Analyses ADN

La tombe ne présentant aucune épitaphe, personne ne sait pour l'instant à qui elle peut bien appartenir. « Nous savons que c'est quelqu'un d'important, car c'est le sarcophage le plus isolé et le plus proche de la partie la plus sacrée de l'ancienne église mérovingienne – le chœur ou l'avant-chœur – sur laquelle a été bâtie l'actuelle », explique Bruno Bazin, responsable de ces fouilles à la direction de l'archéologie de Chartres métropole. C'est probablement un personnage important de l'église, mais on ne sait pas lequel exactement. « Les historiens savent que des évêques ont été enterrés dans cette église au moins depuis le VI^e siècle. Saint Lubin, le plus célèbre évêque de Chartres, fut notamment inhumé ici à sa mort en 557. Mais on sait aussi que son tombeau fut ouvert et ses reliques déplacées et dispersées au Moyen Âge, cela ne peut donc pas être lui. »

« Après un premier aperçu, nous pouvons seulement dire que nous avons affaire à un individu grand et robuste, au moins 1m85, explique Émilie Portat. Il n'est pas possible de déterminer son âge, ni son sexe

au premier coup d'œil. Il repose sur son dos, avec les mains sur les hanches. Il y a beaucoup de matière organique que nous allons pouvoir analyser. Il semble que de la peau du visage soit préservée et qu'il y ait des traces d'embaumement. » Cela serait en soi une énorme surprise si cela n'avait déjà été découvert sur les occupants des trois autres sarcophages intacts ouverts entre 2013 et 2018 (dont celui d'un bébé, qui contenait aussi des bijoux et des perles). « Il semble que les Mérovingiens utilisaient un baume extérieur pour présenter les corps de leurs élites lors des funérailles », explique Bruno Bazin. Les analyses ont montré qu'il contenait des produits similaires à ceux utilisés par les Égyptiens : myrrhe, cire d'abeille, clous de girofle, sommités florales, etc. »

Malheureusement, le cercueil ne semble contenir aucun objet qui permettrait de faciliter l'identification du corps. Ce dernier repose sur un tissu qui pourrait être celui d'une cape ou d'un matelas funéraire (ou les deux). Les scientifiques vont aussi essayer de voir si une coiffe ou des chaussons ont pu laisser des traces. Toute cette matière organique va être prélevée minutieusement pour être étudiée. Des analyses ADN vont être menées, notamment pour déterminer le sexe et d'éventuels liens de parenté avec les

autres corps qui étaient enterrés ici. Les ossements vont aussi être datés (ils sont a priori du V^e ou VI^e siècle), puis placés dans une ostéothèque. « Nous allons les étudier et les placer en collection, puis voir avec l'évêque s'il souhaite les récupérer, explique Émilie Portat. Nous n'oublions jamais qu'il s'agit d'une personne, nous la traitons avec le plus grand respect. Certains peuvent avoir l'impression qu'il y a une forme de profanation, parce qu'il y a un tabou autour du sujet aujourd'hui, mais nous ne sommes pas enterrés pour l'éternité. À l'époque, la chose était assez claire, et l'on pouvait retourner dans le tombeau pour récupérer le trésor familial. Certains sarcophages étaient même prévus pour être ouverts. »

Si l'ouverture de ce dernier tombeau constituait un moment symbolique important, le chantier de fouilles n'est pas encore terminé. « Nous avons encore deux zones dans lesquelles nous devons mettre au jour les derniers niveaux de sol », explique Bruno Bazin. Aucun autre sarcophage ne devrait s'y trouver. L'enjeu est tout autre : « Nous voulons mieux comprendre l'origine de cette église, qui constitue un cas d'école de la transition entre l'Antiquité et le Moyen Âge », explique le directeur de l'archéologie de Chartres métropole. Nous nous trouvons dans le périmètre du

grand sanctuaire polythéiste de Saint-Martin-au-Val, l'un des plus grands de la Gaule romaine connus à ce jour. » À l'époque, Chartres s'appelait encore Autricum. Capitale du peuple gaulois des Carnutes, sa position centrale en faisait un lieu de rendez-vous pour les conseils druidiques.

La construction du sanctuaire démarra à la fin du I^{er} siècle pour être abandonnée à la fin du II^e. Il fut démantelé au III^e. Une partie des sarcophages de l'église ont d'ailleurs été façonnés avec des pierres prélevées sur le site antique, reconverti en cimetière. C'est vraisemblablement autour de certaines tombes privilégiées que l'église originelle s'est édifiée, peut-être dès le V^e siècle. « Nous aimerions bien atteindre ces niveaux antiques pour retracer toute cette histoire », explique Bruno Bazin.

L'histoire du lieu de culte doit aussi s'écrire au futur. Si l'église n'est plus utilisée depuis 1980, quand les dernières sœurs ont quitté le couvent auquel était rattaché l'édifice actuel, le bâtiment va bien être rénové pour être remis en service, après la fin du chantier de fouilles. Les architectes vont notamment tenter de trouver un moyen de mettre en valeur l'héritage mérovingien mis au jour par les archéologues. Si tout se passe bien, l'église pourrait à nouveau accueillir des fidèles dès la fin de l'année prochaine. ■

La France et la Chine se lancent dans la traque des sursauts gamma

Cyrille Vanierberghe

Un satellite dédié à l'observation des événements les plus énergétiques de l'univers va être envoyé samedi depuis la base de Xichang.

Quelques fois par jour, des bouffées de rayonnements extrêmement énergétiques arrivent des confins de l'univers pour « frapper » notre planète. Les explosions qui leur donnent naissance dégagent une puissance équivalente à plus d'un milliard de milliards de soleils mais en quelques secondes seulement. Cette énergie considérable les rend détectables à des distances de plusieurs milliards d'années-lumière, ce qui offre aux astrophysiciens des informations uniques sur des époques très primitives de l'univers, quelques centaines de millions d'années après le big bang. Appelés sursauts gamma car ils émettent principalement dans cette gamme d'énergie (ils émettent aussi des rayons X), ces flashs vont bientôt être traqués par le télescope spatial franco-chinois SVOM, qui doit être lancé samedi par une fusée Longue Marche 2C depuis la base de lancement de Xichang, dans le sud de la Chine.

Pour étudier ce type d'objets astronomiques si particuliers, il faut non

seulement être capable de les détecter, ce qui demande des capteurs spéciaux, mais aussi être capable de les localiser dans le ciel. Or les grains de lumière émis par ces phénomènes sont tellement énergétiques qu'ils ne sont pas déviés par les lentilles ou les miroirs d'un télescope classique. Pour SVOM, le rôle de la détection des sursauts gamma a été confié à l'instrument français Eclair, un télescope d'un type très particulier, qui fonctionne sur un principe dit de « masque codé ». « Comme on ne peut pas avoir de miroir ou de lentilles, on place une grille avec des motifs irréguliers, qu'on appelle un masque codé, devant notre capteur », explique Cyril Lachaud, enseignant chercheur au laboratoire APC et à l'université Paris Cité. Ce masque va produire des ombres à la surface du capteur, dont la forme et la position vont nous permettre, par le calcul, de déterminer l'origine des rayons lumineux dans le ciel. »

Afin de détecter le plus grand nombre possible de sursauts gamma, le télescope a un champ de vision très large, correspondant à un sixième de la voûte

céleste. « Nous estimons qu'avec ce champ de vision et la sensibilité d'Eclair, nous devrions être capables de détecter un à deux sursauts gamma par semaine », explique Bertrand Cordier, responsable scientifique de SVOM au CEA.

« Nous estimons qu'avec ce champ de vision et la sensibilité d'Eclair, nous devrions être capables de détecter un à deux sursauts gamma par semaine »

Bertrand Cordier
Responsable scientifique
de SVOM au CEA

position avec une précision assez grossière, équivalente à un tiers de la taille de la pleine Lune sur le fond du ciel.

Le satellite est conçu pour se pointer automatiquement dans la direction estimée par Eclair pour braquer un

deuxième télescope sensible aux rayons X. Cet appareil, appelé MXT, est la deuxième grande contribution française au projet. Il sera capable d'affiner la position du sursaut gamma afin de braquer un troisième instrument, le télescope chinois VT, qui cherchera à réaliser une image de l'événement dans le spectre visible. L'ensemble de la procédure ne dure que quelques minutes.

Ces deux derniers télescopes observeront ce que les astronomes appellent l'émission rémanente du sursaut : l'explosion initiale, qui ne dure que quelques secondes, produit des ondes de choc qui vont interagir avec le milieu environnant, donnant naissance à des rayons X, de la lumière visible et des ondes radio. « Cette émission rémanente dure bien plus longtemps, et peut rester observable quelques jours, voire quelques mois après le sursaut », explique Susanna Vergani, chercheuse CNRS à l'Observatoire de Paris. « Pour les sursauts les plus exceptionnels, ceux qui sont produits à très grande distance, quand l'univers était très jeune, l'enjeu

est de réagir assez vite pour pouvoir les observer et les étudier avec les grands télescopes terrestres. »

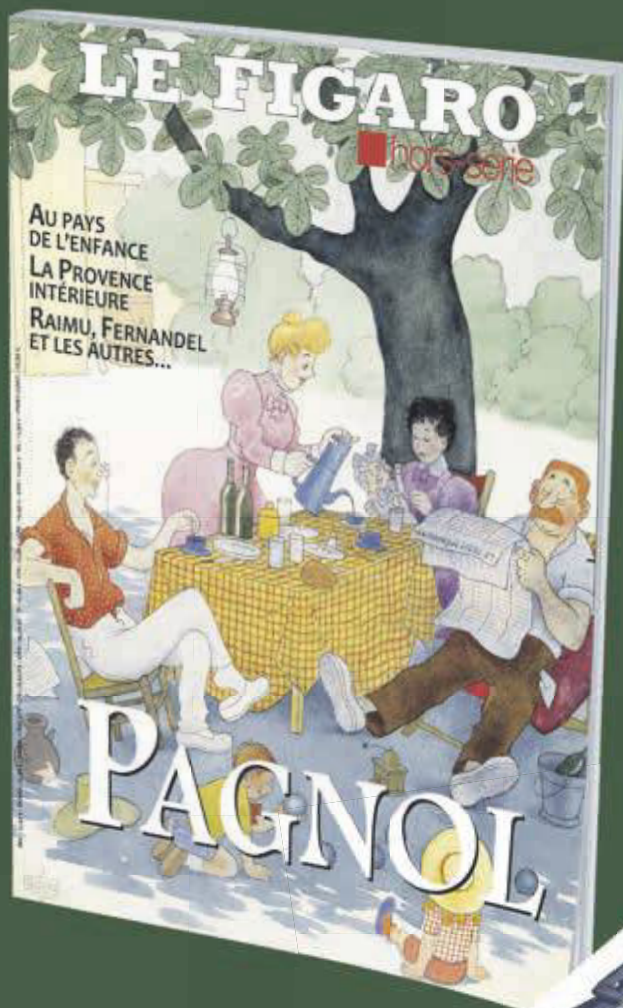
Pour être capable de prévenir le plus vite possible les observatoires, le programme SVOM a organisé une veille permanente, 24h sur 24, 7j sur 7, avec des astronomes qui devront estimer si le sursaut détecté automatiquement par SVOM mérite de plus amples observations. « Nous avons repris le terme d'"avocat sursaut" inventé par la mission SWIFT de la Nasa qui fait cette surveillance depuis 20 ans, car nos spécialistes, du côté français comme chinois, vont devoir plaider comme des avocats auprès de la communauté internationale s'ils considèrent qu'un sursaut gamma mérite de détourner des coûteux moyens d'observation pour être étudiés plus en détail », explique Bertrand Cordier.

« Après le lancement, la mise en service de SVOM va prendre plusieurs semaines, mais nous devrions avoir les premières observations d'Eclair et de MXT à temps pour le 14 juillet », espère François Gonzalez, chef de projet SVOM au Cnes, l'agence spatiale française. ■

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ **hors-série**



MARCEL PAGNOL, L'ÉTERNEL ENFANT DES COLLINES

Cinquante ans qu'il a tiré sa révérence, et pas une ride à son œuvre. Sa saveur est intacte, la profondeur de ses héros inchangée. L'âme de Marcel Pagnol n'a cessé de rayonner sur sa Provence natale, des sentiers du Garlaban à la criée du Vieux-Port, qui bercèrent son enfance avant de lui servir de décor de cinéma. Ses œuvres exhalent la chaleur de l'été, le goût des grandes vacances et le parfum du thym mêlé à la lavande.

Pour célébrer l'anniversaire de sa mort, *Le Figaro Hors-Série* fait revivre en une luxueuse édition le dramaturge, le cinéaste et le romancier étonnant que fut Marcel Pagnol. Le récit de 9 journées de sa vie, le dictionnaire de ses personnages, illustré par les dessins cocasses de son ami Albert Dubout, les coulisses des tournages de « la bande à Pagnol », jusqu'aux adaptations de Daniel Auteuil, font de ce numéro exceptionnel le plus bel hommage rendu à l'artiste provençal. Une cure de jouvence au pays de l'enfance, coloré d'aventures et d'insouciance.



11€
90

116 pages, édition de luxe, en vente actuellement
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook



AGUTTES

Vente en préparation
ARTS D'ASIE
Mercredi 18 septembre 2024

Clémentine Guyot
+33 1 47 45 00 90 - guyot@aguttes.com



LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € Jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € Jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Naissances, Commémorations, Adoptions, Signatures, Baptêmes, Départs en retraite, Fiançailles, Vœux, Mariages, Centenaires, Deuils, Anniversaires, Souvenirs, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noëls, Officiers religieux, Communications diverses, Prise d'habit, Conférences, Jubilé, Thèses, Jubilé sacerdotal, Portes ouvertes, Ordination, Distinctions, Vœux monastiques, Nominations.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

mariages

Le comte François d'AUBERT et la comtesse, née Edith Henrion,

M. Romain MATSCEK et Mme, née Astrid Budan de Russe,

ont la joie de vous annoncer le mariage de leurs enfants

Nicolas et Jehanne

ce samedi 22 juin 2024, en l'église Saint-Martin de Beaune-la-Rolande.

M. Philippe LANFRANC de PANTHOU et Mme, née Sibylle Barreyre,

M. Luc JAKUBOWSKI et Mme, née Sandrine Burnouf,

sont heureux de vous faire part du mariage de leurs enfants

Charles et Kelly

qui sera célébré ce samedi 22 juin 2024, en l'abbatiale de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados).

naissances

Christian de BALBY de VERNON en union avec Guillemette (†)

est heureux de vous faire part de la naissance de son 40^e arrière-petit-enfant

Romane

le 10 juin 2024, chez Maxime et Caroline CORSON

Christian de BÉLIZAL leur arrière-grand-père,

Bruno et Ghislaine de CHAISEMARTIN leurs grands-parents,

ont la joie de faire part de la naissance de

Camille de CHAISEMARTIN

le 29 février 2024, à Washington, chez Adrien et Yasmia

Bruno MARGAIN

le 5 juin 2024, à Londres, chez Maxime et Laure

M. Lionel WOLFF et Mme, née Tiphaine Ménager,

ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Victoire

le samedi 15 juin 2024, à Versailles, chez Édouard et Marie WOLFF

nominations

L'Académie des inscriptions et belles-lettres dans sa séance du vendredi 21 juin 2024 a élu académicien

M. Jean-Michel MOUTON

Agrégé d'histoire, docteur à la Sorbonne et ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (IFAÖ), M. Jean-Michel Mouton est directeur d'études à l'École pratique des hautes études, IV^e section. Il a également professé à l'université Lumière Lyon II. Arabisant, spécialiste de l'histoire et de l'archéologie des mondes musulmans et notamment du Proche-Orient à l'époque des Croisades, il a conduit des fouilles dans le Sinaï, en Libye et en Syrie. Il codirige la mission d'Abū l-Hasan au Liban.

communications

Le diocèse de Nanterre

vous propose à partir du lundi 23 septembre 2024, un cycle de formation d'une durée de trois ans :

Bâtir sur le Roc se former à la théologie pour servir en Église,

le lundi de 20 heures à 22 h 30, à Issy-les-Moulineaux, ou le jeudi de 13 heures à 15 h 30, à Nanterre.

Ouvert à tous. Renseignements et inscriptions : www.batisrurloc.com formation@diocese92.fr

conférences

Les directeurs de Sotheby's et Bordeaux Sotheby's International Realty ont le plaisir de vous convier à une conférence

Prenez soin de vos bijoux et montres : Sotheby's mode d'emploi

animée par Magali Teisseire, directrice du département bijoux, Sotheby's France, et Olivier Valmier, consultant de la région Aquitaine,

le jeudi 27 juin 2024, à 9 heures, autour d'un petit-déjeuner, chez Bordeaux Sotheby's International Realty, 40, cours de Verdun, 33000 Bordeaux.

Places limitées sur réservation : olivier.valmier.consultant@sothebys.com téléphone : 06 79 76 61 90.

deuils

Paris (8^e).

Gilles et Pascale Andréani, son frère et sa belle-sœur, et leurs enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Olivia ANDRÉANI

le 19 juin 2024, dans sa 66^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Romain, à Chirac (Lozère), le mardi 25 juin, à 14 h 30.

Jard-sur-Mer (Vendée).

Mme Marie-France Andrieux, née Barbaut, son épouse, Florence et Véronique, ses filles, Xavier Faure et Benjamin Le Fer, ses gendres, Baptiste et Camille, Juliette et Maxime, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Jean ANDRIEUX

ancien directeur de recherche au CNRS de Châtenay-Malabry, survenu le 20 juin 2024.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le lundi 24 juin, à Limoges.

Gilbert et Anne-Marie Bonifas, ses parents, ses cousins, amis et collègues

ont la grande tristesse de vous annoncer le décès de

Jean-Vincent BONIFAS ingénieur à la Société du Grand Paris,

survenu le 13 juin 2024, à Nice, au domicile de ses parents, à l'âge de 46 ans.

La cérémonie religieuse s'est tenue en l'église anglicane Holy Trinity, à Nice, le 19 juin 2024, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Paris. Perpignan.

M. Bernard Cayron, son époux, ancien auditeur de l'IEDN (Institut des hautes études de défense nationale)

fait part du rappel à Dieu de

Mme Anne-Marie CAYRON

Le service religieux sera célébré le lundi 24 juin 2024, à 9 heures, au crématorium de Perpignan.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Emmanuel et Rodolphe Chevallier, ses fils, Sébastien, Thibault et Gabriel Chevallier, ses petits-fils, Juliette et Maxime Chevallier-Giantsis, ses arrière-petits-enfants,

Patricia Lisette, sa nièce, et ses enfants, Axel et Ambre, parents et alliés

ont l'immense douleur de vous faire part du décès accidentel de

M. Bernard CHEVALLIER commandeur des Arts et des Lettres, conservateur général honoraire du patrimoine,

survenu à Paris (19^e), fauché brutalement par une voiture, dans sa 81^e année.

Le service religieux sera célébré le lundi 24 juin 2024, à 17 heures, en la chapelle de la Fondation Eugène-Napoléon 254, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris (12^e). Un registre sera mis à disposition.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 26 juin 2024, dans le village familial en vallée Bance (Eure).

À la place des fleurs et des couronnes, Bernard aurait souhaité des dons à la Société des amis de Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Elisabeth Caude, directrice des musées nationaux des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte à Ajaccio et des musées de l'île d'Aix et l'ensemble du personnel,

le général d'armée (2S) Bernard Thorette, président de la Société des amis de Malmaison et l'ensemble des membres

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Bernard CHEVALLIER conservateur général honoraire du patrimoine, commandeur des Arts et des Lettres,

ancien conservateur puis directeur des musées nationaux de Malmaison, de Bois-Préau, d'Ajaccio et de l'île d'Aix de 1980 à 2008,

et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie d'obsèques qui sera célébrée le lundi 24 juin 2024, à 17 heures, en la chapelle de la Fondation Eugène-Napoléon 254, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris (12^e).

La comtesse de Moulin Beaufort, sa sœur,

Erick et Brigitte Chombart de Lauwe, son frère et sa belle-sœur, l'ensemble de ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de la

vicomtesse de la CROIX VAUBOIS née

Ghislaine Chombart de Lauwe.

La messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 28 juin 2024, à 10 h 30, en l'église Saint-Esprit de Meudon-la-Forêt, suivie de l'inhumation au cimetière de Parigné-le-Pôlin (Sarthe).

Ammick DUMANS née Mancheron.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église de Gallardon (Eure-et-Loir), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Symphorien-le-Château.

Chevilly (Loiret).

Bertrand Darblay, Agnès Darblay (†), Jacqueline et Raphaël Pignot, ses enfants,

sus petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Mme Nicole Darblay, sa belle-sœur,

et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Eliane DARBLAY née Bimbenet,

le 18 juin 2024, dans sa 99^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 28 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Germain de Chevilly, suivie de l'inhumation au cimetière.

Paris. Dinard. Brest.

Mme Jean-Yves Dilasser, née Jacqueline Péron, son épouse,

M. et Mme Bertrand Dilasser, M. et Mme Philippe Dilasser, M. et Mme Charles Dilasser, ses fils et belles-filles,

Joséphine, Arthur (†), Barthélémy, Constantin, Eugénie, Maximilien, Thais, Louise, Faustine et Étienne, ses petits-enfants,

le général Paul Dilasser, son frère, Agnès et Marie-Madeleine, ses sœurs, ses belles-sœurs et son beau-frère

et toute la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Yves DILASSER

inspecteur général honoraire de la Police nationale, président d'honneur de l'IAHFPN (Association des hauts fonctionnaires de la Police nationale), officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 19 juin 2024, dans sa 83^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris (17^e), le lundi 24 juin 2024, à 14 h 30.

Laurent, Olivier, Fabrice, Vincent, ses fils, Catherine, Michèle, Soizick, Nanja, ses belles-filles, Augustin, Camille, Antoine, Gautier, Florent, Charlotte, Joseph, Maximilien, Félicité, Floris, Marius, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jean-Pierre DOBLER née Doris Scheffer,

survenu le 18 juin 2024, dans sa 97^e année, à Boissy-le-Sec (Essonne).

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis de Boissy-le-Sec. Cet avis tient lieu de faire-part.

En union avec son époux, Jean-Pierre Dumans (†),

Sophie Dumans-Geffroy, Sandrine et Éric Objois, Christelle et Jérôme de Grelling, Fabrice et Stéphanie Dumans, Gregory Dumans, ses enfants,

ses dix-huit petits-enfants, ses six arrière-petits-enfants,

Jean-Louis Bethery,

Chantal, Dominique et Valérie, ses sœurs,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu, à l'âge de 78 ans, le 17 juin 2024, de

Ammick DUMANS née Mancheron.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église de Gallardon (Eure-et-Loir), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Symphorien-le-Château.

Troyes (Aube).

Mme Pierre Dumouisset, sa mère,

M. Remi Dumouisset, son frère,

ses neveux et nièces et leurs conjoints

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mlle Frédérique DUMOUSSET

le 6 juin 2024, à l'âge de 67 ans, à Paris, des suites d'une longue maladie.

Les condoléances peuvent être envoyées à : Mme Anne-Marie Dumouisset, résidence de La Champagne, 10, rue Louis-Ulbach, 28000 Troyes.

Denis Falque Pierrotin, son père,

Françoise Ichon, Béatrice Budin, Marielle Perpin Lehalleur, ses tantes,

ses cousins et cousines

font part du rappel à Dieu de

Guillaume FALQUE PIERROTIN

le 16 juin 2024.

Il a rejoint sa maman,

Odile Gondre Pepin Lehalleur (†) le 17 mai 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Geneviève-des-Grandes-Carrières, 174, rue Championnet, Paris (18^e), suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière de Montmartre.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris (17^e), le lundi 24 juin, à 10 heures.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin de Charly-sur-Marne, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis de Boissy-le-Sec.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin de Charly-sur-Marne, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité.

Charly-sur-Marne (Aisne).

Mme Annie Ferrand, son épouse,

Cécile, Guillaume et Jade, Mathieu et Karolina, ses enfants,

Amélie, Filip, Maksym, ses petits-enfants, ainsi que toute sa famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Bernard FERRAND notaire honoraire,

survenu le jeudi 20 juin 2024, à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 16 h 30, au crématorium du Mont-Valérien, 104, rue du Calvaire, à Nanterre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous sommes priés d'annoncer le décès de

M. Erik FLAMMARION

survenu le 11 juin 2024.

De la part de Cyrill Flammarion, Charles Flammarion, Estelle Flammarion, ses enfants, Christian Flammarion, son frère.

Le gouverneur des Invalides, le directeur, les pensionnaires et les bénévoles de

l'Institution nationale des Invalides

font part avec tristesse du décès du

chef de bataillon (h.) Jacques GASSET

pensionnaire de l'Institution nationale des Invalides,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre des TOE.

Ils lui feront leurs adieux le mardi 25 juin 2024, à 14 h 30, sous le porche de la cathédrale Saint-Louis des Invalides, à Paris (7^e).

Mme Patrick de Grossouvre, née Véronique Delaye, son épouse,

Olivier et Amélie, Philippe et Chetna, Marie-Christine, François et Sofia, ses enfants,

Paul, Jeanne, Gabriel, ses petits-enfants,

ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Patrick de GROSSOUVRE

La messe d'À-Dieu sera célébrée le mardi 25 juin 2024, à 10 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Chartres, 10000 Chartres.

Chartres (Eure-et-Loir).

Catherine et Jean-Yves, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis GUILLAIN ancien maire de Chartres,

chevalier de l'ordre national du Mérite, médaille d'or de la Jeunesse et des Sports, médaille d'or de la ville de Chartres,

survenu le 13 juin 2024, à l'âge de 91 ans, à Chartres.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Chartres, le lundi 24 juin, à 10 heures.

Mme Michel Haberer, née Irène Wolak, son épouse,

Philippe Haberer et Véronique Luneau, Olivier et Stéphanie Haberer, ses fils et belles-filles,

Cédric et Maria Haberer, Manon Haberer et Constant Boduroglou, Justine et Stephen Loy, Alexandre Haberer, ses petits-enfants,

Oscar, Malo et Noé, ses arrière-petits-enfants, Jean-Pierre Haberer, son frère,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Michel HABERER

survenu le 20 juin 2024, dans sa 95^e année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 juin, à 16 h 30, au crématorium du Mont-Valérien, 104, rue du Calvaire, à Nanterre.

Ni fleurs ni couronnes.

1, boulevard Richard-Wallace, 92200 Neuilly-sur-Seine.

LE FIGARO le carnet du jour

MARIAGE

Annoncez-le dans le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr

Paris.

Françoise et Jean-Michel Hocquard, Emmanuelle et Benoit Caderas de Kerleau, Maxence, Calixte et Augustin, Mathilde et Jérôme Hocquard, Arthus, Olympe et Enguerand, ses cousins, M. Paul Faure, son ami,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise HUMEAU

survenu le 15 juin 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, à Paris (20^e), le mercredi 26 juin 2024, à 10 heures, suivie de la crémation, à 11 h 30, en la salle Naumeejan du crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Elle reposera dans le caveau familial, à Villemarechal (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme François Julien, née Nadine Doguin, son épouse,

Gaëlle Julien et Jean Voisin, Isabelle et Marc Lafeuille, Marie et Jean Bécourt Foch, ses filles et leurs conjoints,

Maxime et Minka, Diego, Tanguy, Paul, Romain, Camille, Vasco, Bertille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. François JULLIEN

architecte DPLG,

survenu le 20 juin 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 28 juin, à 14 h 30, en l'église de Tréflex (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Castelnau-le-Lez (Hérault).

Ingrid, son épouse, Olivier et Sophie, son fils et sa compagne, Elsa et Omar, sa fille et son époux, Florian, Clément, Hana, Elyès, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel LENNUYX-COMNENE

École nationale de la France d'Outre-Mer 55, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur,

officier de la Légion d'honneur, croix de la Valeur militaire, grand officier du Mérite civil espagnol,

survenu le 14 juin 2024, dans sa 92^e année, à Castelnau-le-Lez.

Ses cendres seront déposées au cimetière d'Aumessas (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lyon. Loisy (Saône-et-Loire).

Son épouse, Andrée Meunier, née Pegon,

ses deux fils, Hugues et Yves, ses deux petits-enfants, Marc et Marlène, ainsi que toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marc MEUNIER

colonel de réserve, chevalier de l'ordre national du Mérite,

qui nous a quittés à l'aube de ses 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 juin 2024, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Loisy, suivie de l'inhumation au cimetière de Tassin-la-Demi-Lune.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brassat (Tarn).

Geneviève, son épouse, Frédéric et Nicolas, ses fils, Ludovic et David, leurs conjoints, Juliette, Victor et Théophile, ses petits-enfants, Nicole, sa sœur, toute sa famille et ses proches

ont la très grande tristesse de vous faire part du décès de

Alain LENOIR

pupille de la Nation, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier de marine de réserve,

survenu dans sa 84^e année, à Paris, le 19 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Guyor (Tarn).

Gilles et Fabienne Missenard, Véronique et Jacques Leblond, David Missenard (†), Frédéric Joly, ses enfants, Quentin, Guénaëlle, Axelle, Agathe, Romain, Solène, Alexandre, Caroline, ses petits-enfants, et leurs conjoints, Archibald, Arthur, Joseph, Thais, Marcou, Gabrielle, Ferdinand, Andrea, Ava, Maxime, Esmée, ses arrière-petits-enfants,

ont le profond chagrin de vous faire part du décès de

Mme Béatrice MISSENARD

survenu le 17 juin 2024, dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Bruno, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le mercredi 26 juin, à 14 h 30.

Moncontour (Côtes-d'Armor).

M. et Mme Jacques Dutreil, le capitaine de frégate (h.) et Mme Jean-François Montanié, M. et Mme Emmanuel Montanié, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Mme Louis Estève, le capitaine de vaisseau (h.) Jean-Pierre Montanié, Mme Henri Montanié, le contre-amiral (2S) et Mme Benoît Montanié, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

Michèle MONTANIÉ

née Lejay,

survenu le 16 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de Gléon, à Villages-des-Corbières (Aube), le lundi 24 juin, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière familial.

Caroline et Nicolas Mayeur,

Pierre et Pascale Morris, ses enfants, Basile, Tristan, Victor, Théophile, Hadrien et Violette, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Martine MORRIS

née Moureaux,

survenu le 16 juin 2024, à Paris, à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 11 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, Paris (4^e).

Pierre Moulin, son époux, ses 3 filles, ses 8 petits-enfants, son arrière-petit-fils

vous font part avec tristesse du décès de

Charlotte MOULIN

née Lebeurre,

survenu le 19 juin 2024.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église de Saint-Martin-de-la-Brasque (Vaucluse), le mercredi 26 juin, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, un don peut être fait à l'association l'Ilot-maisons-accueil@lilot.asso.fr

Vous pouvez envoyer votre témoignage d'affection à philmoine@fre.fr, 7, rue Belle-Estelle, 84760 Saint-Martin-de-la-Brasque.

Biot (Alpes-Maritimes).

Géraldine Removille, Raphaël Odélin et Claire Castellan, ses enfants,

Apolline, Ewan, Anaé, Elliott, Romy, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène ODELIN

née Pinel,

survenu le 16 juin 2024, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 10 heures, en l'église de Biot, suivie de l'inhumation au cimetière de Biot.

Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Marie-Hélène Perrin, ses fils, Charles et Romain, et son petit-fils

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre, Antoine PERRIN

avocat au barreau de Versailles,

survenu le 16 juin 2024, dans sa 77^e année, à Saint-Germain-en-Laye.

marieheleneperrin@gmail.com

Mme Olivier Puyplat, née Dominique Cibié, son épouse,

Vincent Puyplat, Vanessa et Hervé Puyplat, ses enfants,

Thomas, Arthur, Victor, Félix, Oscar, Inès, Margot Puyplat, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès, en son domicile à Crans-Montana, de

Olivier PUYPLAT

X 60,

survenu le 19 juin 2024.

La messe d'obsèques sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seineau (h.) 90, avenue du Roule, le vendredi 28 juin, à 10 h 30.

Dominique Puyplat, chalet Riant Coteau, 2, allée Katherine-Mansfield, CH-3963 Crans-Montana, dominiquecibié@gmail.com

Palma DAUPHIN, née Durazzo,

Novi. Alger. Pernes-les-Fontaines.

Martine, Henri, Sabine et Anne, ses enfants, et leurs conjoints, Romain, son petit-fils, et sa compagne, les familles Roseau, Karrière, Desmules, Chassaing et Tourte

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Claude ROSEAU

née Karrière,

survenu le 19 juin 2024, à l'aube de ses 94 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 juin, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth de Pernes-les-Fontaines, suivie de la crémation dans l'intimité familiale.

La famille tient à remercier par avance toutes les personnes qui par leur présence, leurs messages s'associeront à sa peine.

Marie-Claude repose à la maison funéraire de Pernes-les-Fontaines.

Condoléances sur registre.

martinroseau@hotmail.fr

L'Isle-Adam (Val-d'Oise).

Régine Rossez, née Sèneschal, son épouse,

ses enfants et petits-enfants

vous font part du décès de

Jean ROSSEZ

né le 23 janvier 1933, à Rabat (Maroc),

École nationale supérieure d'arts et métiers 56, ancien directeur investissements de Peugeot études et recherches,

survenu le 16 juin 2024, à l'âge de 91 ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 24 juin 2024, dans l'intimité familiale, au cimetière de L'Isle-Adam.

Jacqueline Saillet, née de Bazelaire de Lesseux, son épouse,

ses 5 enfants et leurs conjoints, ses 22 petits-enfants et Remy Cayla, ses 28 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard SAILLET

ingénieur général du génie rural des eaux et forêts,

survenu le 20 juin 2024, à l'âge de 94 ans.

Il est maintenant dans la Joie et la Lumière du Seigneur où il a retrouvé sa fille, **Françoise**

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église de Biviers (Isère).

Mme Michel Tandonnet, née Josiane Chêne,

ses filles, Sophie, Hélène, Florence, leurs conjoints et leurs enfants,

les familles Tandonnet et Aubret

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Michel TANDONNET

survenu le 13 juin 2024, à l'âge de 88 ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Justin, à Levallois-Perret, le lundi 24 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

remerciements

Henri-François Dauphin, son fils, le comte et la comtesse Remy Macé de Gastines, son gendre et sa fille, Charlotte Macé de Gastines, sa petite-fille, et toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du rappel à Dieu de

Palma DAUPHIN

née Durazzo,

le 10 juin 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Le Havre (Seine-Maritime).

Mme Gérard Dero, née Nicole Duparc, son épouse,

ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants,

Didier et Sylvie Dero, son frère et sa belle-sœur, ses belles-sœurs, ses beaux-frères et toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Gérard DERO

le 5 juin 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

baron Guy de MESMAY

nous a quittés.

Un soleil s'est éteint.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Nicolas Matière, Thomas Kessler, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Michèle MATIÈRE

née Troupel,

le 9 juin 2024, à Aurillac,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

17, avenue Aristide-Briand, 15000 Aurillac.

François Raynaud, son époux,

Fabien Raynaud et Nicolas Fougeron, son fils et son gendre, Ariane Raynaud et Remy Cayla, sa fille et son compagnon, Marion Crayssac, Charlotte Crayssac, Louis Raynaud-Fougeron, ses petits-enfants,

Régis Arnoux, son frère, Martine Arnoux, sa sœur, et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors décès de

Christiane RAYNAUD

née Arnoux,

le 14 juin 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

messes et anniversaires

À l'occasion du centenaire de la

tutelle de la

Congrégation du Saint-Esprit

et en l'honneur et à la mémoire des

bienfaiteurs-donateurs et testateurs de la Fondation

Apprentis d'Auteuil,

une messe sera célébrée par le père Marc Whelan, délégué général de la Tutelle, en la chapelle Sainte-Thérèse, 40, rue Jean-de-La-Fontaine, à Paris (16^e) (métro Jamin), le mardi 25 juin 2024, à 12 h 15.

Nous serons heureux de vous y accueillir et vous remercions de vous associer à notre prière.

En ce premier anniversaire du rappel à Dieu de

Mme Robert GAULLIER

née Béatrice O'Neill,

une messe sera célébrée le mardi 3 juillet 2024, à 17 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillo, à Paris (7^e).

souvenirs

Le 21 juin 2004, nous quitte,

Mme Antoine BRICHET

née Monique Savary de Beauregard,

épouse en premières nocces le 11 août 1942, du vicomte Jean de Fresnay (†) le 7 janvier 1950,

épouse en secondes nocces le 23 février 1956, de **Antoine Brichet** (†) le 31 décembre 1992.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

De la part de ses quatre enfants.

« Tu es le plus beau cadeau que la vie m'ait fait. »

Il y a dix ans, le 12 juin 2014, le

baron Guy de MESMAY

nous a quittés.

Un soleil s'est éteint.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Il y a dix ans déjà,

Scarlett SANTINI

s'endormait pour toujours à l'aube du premier jour de l'été.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Traverser le temps avec la magie de la pensée et l'aimer encore. Haiku inconnu.

Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end. Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

299€ pour 6 mois
au lieu de 629,40€

LE FIGARO
La culture de la liberté depuis 1826

ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à :
LE FIGARO ABONNEMENT
45 avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

☐ OUI, je m'abonne à la **Formule CLUB** pour **299€** au lieu de **629,40€**, soit 52% de réduction. Je reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi, accompagné des cahiers thématiques et des magazines du week-end. J'accède à leurs versions numériques et aux hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. portable : _____ pour améliorer le suivi de votre livraison

Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail :
E-mail : _____
en majuscules

Je joins mon règlement par : _____ Date et signature : _____

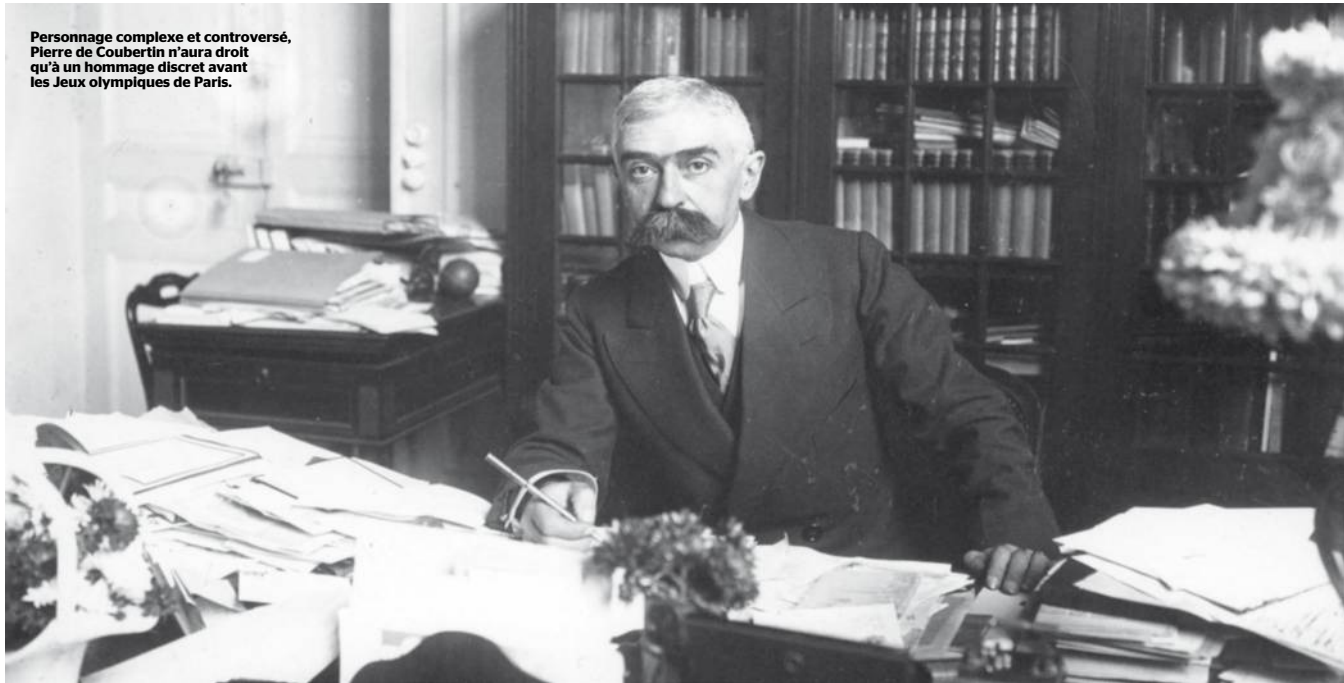
☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro

☐ CB N° _____

Expire fin : _____ FAP2401

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisibles à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ☐ Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>

Personnage complexe et controversé, Pierre de Coubertin n'aura droit qu'à un hommage discret avant les Jeux olympiques de Paris.



ROGERVOLLET

Pierre de Coubertin, ce Français mal aimé par les siens



PAR
Charles Jaigu

Au Musée Grévin, en ce 18 juin 2024, la toute première statue de cire de Pierre de Coubertin a discrètement fait son apparition. Elle le montre en tenue d'avionneur. Il n'a pas 30 ans, les bras croisés, les moustaches châtaines, effilées vers le haut, selon les canons de la mode masculine des années 1890. Moins aristocrate que sur les photos où on le voit en costume de belle étoffe darder ses yeux vifs depuis un visage calme et grave. Dans la vie, Coubertin est un vrai grave, et un faux calme. Cet homme d'une idée fixe ne tient pas en place. Il a tôt compris, lors d'un long voyage anglais, dans les années 1880, que l'éducation à la compétition sportive était le moyen pour son pays de moderniser ses élites. Il a pressenti un langage nouveau et universel : celui des corps au service du dépassement de soi. On lit en épigraphe sur le mur du musée la phrase la plus connue de lui : « *L'important dans la vie, ce n'est point le triomphe, mais le combat. L'essentiel n'est pas d'avoir vaincu, mais de s'être battu.* » Elle sera ensuite ramassée en un slogan qui n'est pas le sien : « *L'important, c'est de participer.* »

Ce message a fait de Coubertin une légende mondiale. Pour de bonnes raisons : sa vision a triomphé. Il fut le premier à imposer l'idée que tous les sports devaient être montrés ensemble - il échouera pour le foot et le tennis. Il fut le premier à mettre en compétition tous les pays, sur le principe d'un pays hôte différencié tous les quatre ans. Cette vista remarquable, doublée d'une ténacité exceptionnelle, ne lui a pas valu la reconnaissance de son pays natal. La France ne lui a remis aucune distinction, pas même la médaille d'éducation physique, qu'il refusa. Hier, c'était parce qu'il avait choisi un siège suisse, et pris, pour des raisons de politique internationale, des précautions de neutralité. Aujourd'hui c'est par peur de célébrer un homme que ses détracteurs décrivent comme misogyne, raciste, et antisémite. Tout cela flatte le vice principal de notre époque : juger avoir-hier avec les critères d'aujourd'hui - et ne retenir que les phrases qui font mal, pas celles qui disent la vérité d'une aventure humaine exceptionnelle. C'est pourquoi Coubertin est régulièrement biffé, annulé, effacé. Et c'est pourquoi, pour les Jeux de Paris 2024, la malédiction continue.

« *What's wrong with the French?* », s'indigne l'historien américain George Hirthler, qui est aussi l'un des conseillers du CIO. On lui doit un roman non traduit en France intitulé *L'Idéaliste*, qui est inspiré de la vie du père des Jeux modernes. What's wrong with Emmanuel Macron ?, pour commencer. Il est l'exemple typique de cet inconfort. Pourtant, l'hôte de l'Élysée aime provoquer et risquer. Mais cette fois-ci, il est resté d'une grande prudence. Ce n'est pas faute d'avoir été sollicité. Il y a deux ans, l'ancien champion Guy Drut et l'académicien Erik Orsenna - un homme de droite et un homme de gauche - ont consigné une

Ce 23 juin, la France célébrera discrètement le discours de Pierre de Coubertin qui a lancé, il y a cent trente ans, l'olympisme moderne. Retour sur un visionnaire attaqué par la « cancel culture ».

proposition de panthéonisation. « *Nous n'avons pas eu de réponses. Il a fallu que je rappelle plusieurs fois. L'Élysée a fini par nous dire que le personnage était trop polémique* », nous raconte Guy Drut. À la décharge d'Emmanuel Macron, le projet avait été apporté au général de Gaulle en 1966, et il n'avait pas donné suite. Exit le Panthéon. Mais cela ne s'arrête pas là. Emmanuel Macron a décliné il y a plusieurs mois l'invitation lancée par l'association de la famille de Coubertin d'assister, ce dimanche 23 juin, à l'hommage qui lui sera rendu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. C'est de là que ce jeune homme de 31 ans avait lancé, en 1894, l'aventure olympique. Il le fit dans l'indifférence générale, ou les sarcasmes. *Le Figaro*, mal inspiré, avait titré : « *Ces jeux ne serviront à rien !* » Ce dimanche, à la Sorbonne, même la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, ne sera pas présente. Ambiance bien différente de celle du 23 juin 1924. Le président de la République, Gaston Doumergue, avait reçu Pierre de Coubertin à l'Élysée. Il l'avait salué d'un toast d'honneur pour sa dernière apparition comme président du CIO, qu'il présidait depuis 1896. Les Jeux de Paris consacraient l'olympisme.

Rayonnement international

Le président du Comité olympique international, l'Allemand Thomas Bach sera, lui, présent. « *Nul n'est prophète dans son pays* », regrette-t-il, lors de notre conversation en français - la première langue de l'olympisme, grâce à Pierre de Coubertin. Thomas Bach regrette le peu d'entrain à saluer le nom de l'aristocrate. En dehors d'un passage de la flamme olympique par le château de Mirville, propriété des Coubertin, près de Paris (le 3 juillet prochain), rien d'ostentatoire ne sera fait en hommage à celui qui décida, en tant que président du CIO, que les JO se tiendraient à Paris en 1924. Il y a un siècle exactement. « *Ce fut un homme exceptionnel dans une époque difficile, il était pacifiste quand les nations étaient belliqueuses, et il a fini sa vie ruiné et sans descendants* (son fils Jacques avait un handicap, sa fille Renée, une santé fragile, NDLR). Il avait tout donné au service de la réalisation du projet olympique. C'est une évidence que, sans lui, les Jeux n'existeraient pas », nous dit

depuis Lausanne l'ancien champion olympique d'escrime des Jeux de Montréal en 1976. « *J'ai connu les années 1970 en Allemagne de l'Ouest et, pour nous, le pacifisme voulait dire quelque chose que l'idéal de Coubertin incarnait* », ajoute-t-il. Ce témoignage en dit long sur le décalage entre le rayonnement international de Coubertin et la prudence de Paris.

Pierre de Coubertin paye au prix fort des saillies typiques de son époque. Sur les femmes, il a théorisé son refus de leur participation au nom de la décence. « *Si des femmes veulent jouer au football ou à la boxe, elles devraient le faire, mais sans spectateurs* », écrit-il, et aussi au nom du natalisme - le sport était censé abîmer les fonctions reproductrices. Rien qui ne soit de son temps. Sur les colonies, il en a fait l'éloge vibrant, typique de la III^e République - et de Jules Ferry en premier lieu. Il y est évidemment question d'une supériorité de la race blanche civilisatrice. Mais il est très choqué par le racisme ordinaire dans le sud des États-Unis. Et il s'indigne des Jeux de Saint-Louis en 1904, où les organisateurs ont prévu des pénalités dans les temps de course pour des athlètes « indigènes ». « *Il y a plusieurs Coubertin* », relève Fabien Archambault, auteur tout récent d'un livre qui récapitule les métamorphoses des Jeux olympiques en douze histoires de médailles (*Les Légendes du siècle*, Ed. Flammarion), et tout d'abord leur américanisation à partir de Los Angeles en 1932. « *Il y a le Coubertin élitiste des années 1890 quand le sport ne concerne qu'une minorité de privilégiés dans les sociétés européennes, le Coubertin des années 1920, dirigeant d'une institution sportive internationale en plein essor, qui comprend que les JO ne survivront que s'ils maintiennent une inflexible neutralité, ce qui explique le dernier Coubertin, arc-bouté sur la pérennité des Jeux, qui défend les JO à Berlin malgré les campagnes de boycott* ». En 1919, Paris lui en voudra beaucoup d'avoir démenagé à Lausanne. Il faut chercher de ce côté-là le début du désamour. Qui sera réciproque : « *La France ne comprend rien à l'esprit olympique* », écrira Coubertin dans ces années-là. C'est malgré tout lui qui pèsera en faveur de la candidature parisienne de 1924, après s'y être opposé.

Pierre de Coubertin est devenu le créateur d'une institution internationale qui est le plus puissant symbole de la mondialisation. Il aura été une sorte de Jean Monnet du sport pour tous, à la fois visionnaire et tatillon. Monnet, de vingt ans son cadet, n'était pas tempêteux, polygraphe et polémiste, mais la comparaison n'est pas ici inutile. Coubertin est un homme de droite libéral, qui regarde vers l'Angleterre et les États-Unis, mais aussi l'Allemagne et le protestantisme - la religion de son épouse. « *Les gens de droite le considéraient comme un socialiste et la gauche se méfiait de sa particule* », résume Alexandra de Navacelle, qui préside aujourd'hui l'association familiale Pierre de Coubertin, et qui s'efforce depuis quelques mois de restaurer l'image de son grand-oncle dans des médias. Qui se souvient qu'en 1935, les organisateurs socialistes de la contre-Olympiade populaire de Barcelone, boycotteurs de celle de Berlin, « *se rattachent haut et fort à la tradition coubertinienne* » ?, écrit l'un de ses nombreux biographes, Daniel Bermond. « *Cela atteste de la complexité d'un personnage conspué, quand il n'est pas incompris* », écrit ce dernier. Au même moment, une conférence internatio-

nale pour le respect de l'idée olympique, où l'on croise Malraux et tous les antifascistes de l'époque, cite elle aussi à plusieurs reprises Coubertin. « *Il tient du talisman intouchable* », conclut le biographe.

Et en effet, à sa mort, en 1937, *L'Humanité* le salue, mais *L'Action française* lui refuse le titre de grand français au motif qu'il a eu tort de faire œuvre internationale. « *Coubertin a souvent été utilisé à front renversé. Au début, il incarne un débat interne à la droite, entre les conservateurs libéraux et les nationalistes, mais dans la seconde moitié du siècle, l'URSS se saisit de son image de porteur de paix. Aux Jeux de Moscou en 1980, son visage est déployé en début de cortège* », souligne Archambault. Ce n'est qu'ensuite qu'une autre gauche, d'abord américaine, va critiquer l'héritage olympique, dénonçant le culte de la performance et le nouvel opium du peuple.

Brutale candeur

Quant à l'antisémitisme, « *il n'entre pas dans ses catégories de pensée* », écrit Bermond dans des chapitres bien documentés. Coubertin met en garde contre « *la haute finance israélienne* », un cliché de l'époque, mais, sans être dreyfusard, il se tient à distance des antidreyfusards, dont son frère militaire est un militant. Il stigmatise « *la haine antisémite* » que répand Drumont, l'auteur de *La France juive*. Et il aura quelques pressentiments à propos de Berlin pour les Jeux de 1936. « *Je ne vois pas bien l'Europe dans cinq ans. Et 1936 pourrait bien jouer le tour de 1916 sous une autre forme* », met-il en garde. Car il avait défendu, en 1914, des Jeux allemands - et il s'était fait traiter de « *sale Boche* ». Quand, en 1931, la décision est prise d'organiser les Jeux à Berlin, il s'y rallie. Ses amis allemands, Carl Diem et Theodor Lewald, le premier marié à une juive, le second converti au christianisme, garantissent à Coubertin la régularité des Jeux.

En cherchant bien, on trouve dans sa correspondance avec le Suédois Sigfrid Edström, membre du Comité olympique, une phrase qui fait mal : « *Je ne sais pas quoi penser de l'Allemagne. Je n'admire pas Mussolini, mais j'admire intensément Hitler. Il est en train de devenir le leader d'une nouvelle Europe* ». Brutale candeur, mais en ce printemps 1934, Hitler n'a pas encore abattu tout son jeu. En cherchant les raisons de cette admiration, Daniel Bermond souligne la solitude de Coubertin, et les efforts pour le séduire des nazis, qui ont besoin de sa caution. « *C'est l'amitié avec Carl Diem qui semble déterminante. Celle aussi de Theodor Lewald qui l'assure de l'appui de son pays pour plaider en faveur de sa désignation pour le Nobel de la paix* », Coubertin en rêve, mais il ne l'aura pas. On connaît la suite de l'histoire. Il n'ira pas aux JO de 1936. Il regrettera solennellement que les phrases en faveur de l'égalité de tous aient été caviardées par Carl Diem. Thierry Grillet, auteur récent d'un *Petit Traité du geste, pour la beauté du sport* (Presse de la Cité) conclut pour nous ce débat passionné : « *Qui n'a rien fait, n'a pas d'ennemis, disant en substance Clemenceau. Aussi le nombre de ceux qui, en France, font aujourd'hui le procès de Coubertin rassure : il a donc "œuvré". D'abord glorifié comme celui, entre autres, qui a fait du français la langue universelle du sport olympique, il est aujourd'hui condamné par une forme anachronique de juridiction politico-morale.* » ■

Quand la gauche traite l'antisémitisme comme un point de détail



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

La question de l'antisémitisme est de nouveau centrale dans la vie politique. Elle l'est depuis le 7 octobre, évidemment, qui a vu l'antisémitisme d'importation implanté dans les banlieues s'activer pleinement, comme on l'a encore constaté avec l'histoire tragique de la jeune fille violée parce que juive. Elle l'est encore plus dans la mesure où LFI a fait le choix de considérer cet antisémitisme comme un carburant électoral. C'est ce qu'on pourrait appeler un antisémitisme stratégique, où le cynisme des uns vient féconder l'aver-sion névrotique des autres.

Cela n'est pas sans lien avec le malaise suscité par le Nouveau Front populaire, dont LFI est le noyau, et qui pousse l'alliance jusqu'au NPA, dont la sympathie pour le Hamas est connue. Sandrine Rousseau a ainsi confessé son malheur de faire front commun avec des antisémites, ce qui ne l'empêche pas de continuer à travailler avec eux. Raphaël Glucksmann, lui-même, ne cache pas son malaise, tout en restant à brandir cette bannière. Delphine Horvieu a même appelé le NFP à se purger de cet antisémitisme, tout en expliquant que, jamais, elle ne pourrait voter RN pour le bloquer.

L'antisémitisme, à gauche, ne serait-il qu'un point de détail ? Certains veulent bien y voir un grave problème, mais pas au point de compromettre son union, plus importante que tout, car seule capable de vaincre « l'extrême droite ». Aucun mal en ce monde ne saurait être plus grand que l'éventuelle arrivée de « l'extrême droite » au pouvoir. Pour cela, il ne faudrait jamais médiatiser ce qui favoriserait cette arrivée – c'est ce qu'on appelle « l'instrumentalisation ». Ce pourquoi ils sont nombreux aussi à se désoler de la médiatisation de l'antisémitisme, qui pourrait troubler la boussole morale de la population.

On retrouve ici une structure de pensée connue au XX^e siècle, où la découverte des crimes du communisme en poussèrent plusieurs, à gauche, à chercher à le sauver de ses fautes sans pour autant en sortir, car le communisme, même criminel, valait mieux en soi que la société qu'il avait répudiée. Il fallait d'abord être de gauche pour avoir le droit de critiquer la gauche. Il fallait d'abord reconnaître la noblesse du communisme pour avoir le droit de pointer ses failles. La gauche, aujourd'hui, traite l'antisémitisme comme elle traitait le goulag hier.

D'autant que la parade a été vite trouvée : la gauche serait bonne par nature, et antisémite par acci-

La gauche peut continuer de chanter l'immigration massive et le multiculturalisme, même si la communauté juive en paie le prix. Car l'immigration massive représente à notre époque le bien absolu : elle rend possible l'interchangeabilité des populations et la dissolution des peuples occidentaux

dent, « contextuellement ». C'est ce qu'ont pu écrire sans gêne Arié Alimi et Vincent Lemire dans une tribune du *Monde*. Cette tribune fait penser aux textes qui, hier, servaient à justifier les pires crimes du communisme. La droite serait fondamentalement antisémite, mais elle porterait un masque laissant croire le contraire – il faudrait pour cela la démasquer. La droite, que l'on nomme extrême droite dès lors qu'elle ne se soumet pas moralement à la gauche, mentirait sur elle-même lorsqu'elle se dit hostile à l'antisémitisme.

On pourrait même dire que moins la droite montre de signes d'antisémitisme, et plus elle le serait dans ses profondeurs. Car elle serait alors en vigilance maximale pour contenir et refouler les affects et pulsions qu'on lui prête. Plus elle est civilisée, plus elle serait barbare. Il n'empêche que les preuves manquent pour documenter cette aversion antisémite, alors que les preuves de l'antisémitisme de gauche ou islamiste viennent à la tonne. Une partie de la presse de gauche n'hésite pas alors à fabriquer des infox pour justifier ce grand récit. Même démenties, elles font le débat public, comme on l'a vu cette semaine.

On retrouve ici la nature profonde du clivage gauche-droite, qui structure encore mentalement bien davantage qu'on ne le dit la société française, et même le monde occidental. La gauche serait par essence bonne, généreuse, moralement supérieure. La droite représente par essence la partie dégradée de l'humanité, la part déchue de l'âme humaine, les vieux restes d'une humanité maudite, antérieure à la révélation de l'émancipation – autrement dit, antérieure à la gauche de droit divin. Nous sommes au cœur d'une conception démonologique du politique.

La gauche peut continuer de chanter l'immigration massive et le multiculturalisme, même si la communauté juive en paie le prix. Car l'immigration massive représente à notre époque le bien absolu : elle rend possible l'interchangeabilité des populations et la dissolution des peuples occidentaux. Pour contenir l'antisémitisme importé, on imposera toutefois aux enfants de France une séance de pédagogie antiraciste, proposition d'Emmanuel Macron, ou on proposera de déconstruire la masculinité toxique de la jeunesse du pays, proposition de Jean-Luc Mélenchon.

Mais on ne stoppera pas l'immigration massive. Car cela voudrait dire qu'on n'est plus de gauche. Et cela n'est tout simplement pas possible. ■

» Lire aussi PAGE 5

Qui peut encore se réclamer du général de Gaulle ?

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le président a-t-il voulu esquiver un « geste gaullien » ? Certains macronistes comparent la dissolution du 9 juin à celle de Mai 68 – qui, à l'époque, s'était soldée par une large victoire du parti gaulliste. Depuis son premier mandat, Emmanuel Macron n'a cessé de multiplier des hommages au Général, de revendiquer son héritage et de s'identifier à lui. Il n'est pas le seul : à chaque élection – nous venons d'en faire l'expérience – les candidats rivalisent de références zélées au grand homme. « Qui est le plus gaulliste ? » pourrait être une enquête sur la course à la légitimité des partis. La carte du Général est le joker de tout homme politique.

Parmi les blasons de l'héraldique française, il y a le vin de Bordeaux, la collection de la « Pléiade », les congés payés, la tour Eiffel... et il y a de Gaulle. Totem de l'imaginaire français, le général hante la mémoire collective. Rien que son nom est déjà une confirmation de sa vocation à incarner la nation. Le premier résistant du 18 juin 1940, l'homme providentiel, le stratège militaire, le libérateur, le père fondateur de la V^e République, le grand écrivain, le décolonisateur, l'orateur inégalé, le prophète, le sage, et même l'incarnation des vertus publiques et privées : il collectionne les titres de gloire. Il a marié la plume et l'épée, la pensée et l'action, et sut exprimer le courage dans le champ physique autant que moral. Personnage préféré des Français dans les sondages depuis les années 1980, on ne compte plus les articles, ouvrages, musées et commémorations qui lui sont consacrés. Un mémorial pharaonique lui est dédié à Colombey-les-Deux-Églises, sa statue trône aux Champs-Élysées, une commune sur dix en France possède sa rue, son avenue, sa place Charles-de-Gaulle, sans compter les places ou avenues du 18-Juin.

Nommez de Gaulle et voici que tout le monde applaudit. Le talisman fonctionne toujours, objet de tous les commerces politiques, de toutes les récupérations. Depuis Mélenchon qui fait de De Gaulle un Insoumis, à l'eurodéputé écologiste

Yannick Jadot faisant le lien entre l'héritage du Général et la question écologique, et jusqu'à Marine Le Pen qui prétend désormais être « sa véritable héritière », tous s'en revendiquent. Le Général superstar l'avait bien prédit : « *Tout le monde a été, est ou sera gaulliste.* »

En Belgique, nous n'avons pas de semblable idole. Le héros national est une fiction qui ne risque pas de verser dans la grandiloquence. Sans origine clairement identifiable, sans âge et presque sans sexe, sans épaisseur, sans gros mots à la bouche, sans tabac ni alcool, vêtu de son éternel pantalon de golf et flanqué d'un fox-terrier, Tintin est parfaitement anodin. Il est certes pétri de talent, ingénieux et raisonneur, courageux et

L'héroïsme du général symbolise à la fois la grandeur retrouvée de la France et les valeurs de la République. Dans une société travaillée par la désunion, qui ne croit plus au socialisme, ni au libéralisme, ni au christianisme, le gaullisme est le dernier ciment de l'unité et du rassemblement

honnête. Mais il ne viendrait pas à l'esprit de reporter à la houppe de sauver le monde comme les super-héros américains, et encore moins de proclamer qu'il y a un pacte vingt fois séculaire entre la liberté du monde et la grandeur de son pays. À chaque album, il se contente de livrer une poignée de malfaiteurs à la police. Une modestie bien belge !

Depuis cinquante ans, la France a mythifié, embaumé, encensé la mémoire de De Gaulle. Comme de la mort du père, la France ne s'est pas remise de celle du général. Celui qui avait tant divisé les Français dans le feu de la guerre d'Algérie, puis en mai 1968, rassemble aujourd'hui la nation sous son ombre géante. La parution des *Mémoires de guerre* (1954) fixe sa consécration liturgique de la même manière que l'avait fait *Le Mémorial de Sainte-Hélène* pour Napoléon dans

les années 1820. Il est devenu ce que Roland Barthes appelle une « mythologie » : une parole choisie par l'histoire, devenue nourriture psychique pour tous.

L'élection d'Emmanuel Macron en 2017 avait fait illusion. La France avait cru au retour de l'homme providentiel. Aucun n'a plus ostensiblement cherché l'inspiration dans la figure du grand homme que lui, que ce soit avec les *Mémoires* mis en évidence sur sa photo officielle, la croix de Lorraine intégrée au logo de l'Élysée, ou la mise en scène, le 6 juin dernier, de la commémoration des 80 ans du Débarquement. Le président sait que la nation a besoin de héros pour se réarmer moralement. L'héroïsme du général symbolise à la fois la grandeur retrouvée de la France et les valeurs de la République. Dans une société travaillée par la désunion, qui ne croit plus au socialisme, ni au libéralisme, ni au christianisme, le gaullisme est le dernier ciment de l'unité et du rassemblement.

Mais, de plus en plus, Macron donne l'impression d'un général accablé qui s'engouffre dans une brèche. Son interprétation du « moi ou le chaos » devient un « moi donc le chaos ». Celui que l'on croyait phénix, ayant fait rêver la France de son bel envol le temps d'une flamboyante mais courte aurore, aura-t-il provoqué d'un battement d'aile furieux, un tourbillon de cendres, consumant les derniers espoirs d'une renaissance ? N'est pas roi philosophe qui veut. Au-dessus de l'histoire en marche, si l'astre qui éclaira jadis le destin d'une nation brille toujours, intact, c'est bien qu'aucun de ses successeurs n'est parvenu à faire valoir ses titres d'héritier.

Finalement, il manque au paysage politique français un homme (ou une femme) politique qui fasse preuve d'un dévouement éclairé et d'une volonté puissante dans l'intérêt général de la République. Quelqu'un comme Charles de Gaulle, en somme. ■

*Diplômée de l'Université libre de Bruxelles et de Kings College London, Catherine Van Offelen est spécialiste des questions de sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest.



CATHERINE VAN OFFELEN

Si Emmanuel Macron multiplie les hommages au Général, et que l'ensemble du spectre politique formule des allusions à l'homme du 18 Juin, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, aucun n'est parvenu à faire valoir ses titres d'héritier, analyse la chroniqueuse d'origine belge*.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25 rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25 rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
samedi de 8h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semaine : 45 € Week-end :
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM partou de l'Écoblanc européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutropisation** : P.P. 0,002 kg/tourne de papier.

LE FIGARO
20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Culture
et sports 10 pages
Sur certaines éditions
Supplément 4
Magazine 172 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Magazine
160 pages

Fourquet et Baverez: « Nous vivons l'aboutissement cathar »

PROPOS RECUEILLIS PAR

Eugénie Bastié et Guilbert Clarisse

LE FIGARO. - Nous vivons depuis dix jours des événements que personne ne pouvait prédire et qui accélèrent la recomposition politique. Comment qualifiez-vous la décision d'Emmanuel Macron ? Vivons-nous un moment de bascule ? JÉRÔME FOURQUET. - Il s'agit d'un moment d'accélération. Nous voyons les choses se faire et se défaire à une vitesse inédite, à l'image de la constitution d'un Nouveau Front populaire en l'espace de 48 heures. Chose inouïe et impensable lorsqu'on se rappelle des invectives échangées entre les différentes listes de gauche dans le cadre des élections européennes, il y a encore quinze jours. La décision du président de la République est stupéfiante. À regarder les annales de notre vie politique, et les effets produits alors que le scrutin n'a pas encore eu lieu, la motivation, ou le calcul, d'Emmanuel Macron interroge.

NICOLAS BAVEREZ. - Comment s'explique-t-elle ? Elle pourrait se justifier par le blocage du système politique. La dissolution est l'une des armes pour y remédier. Elle a été utilisée en Italie lorsque Mario Draghi a perdu le soutien de la coalition qui le soutenait, en Espagne par Pedro Sanchez au lendemain du naufrage des élections régionales, au Royaume-Uni par Rishi Sunak face à son incapacité à gouverner. Mais en France, il s'agit d'une décision insensée. Le pari du président de la République est déraisonnable et perdu d'avance. Il revient à jouer à pile ou face, sans aucune préparation, le destin du pays, au-delà de la survie de sa majorité relative, à la veille des Jeux olympiques et sur fond d'une crise sans précédent depuis les années 1930. La France est rattrapée par la crise de ses finances publiques ; notre économie est à l'arrêt ; la société s'enfonce dans une quasi-guerre civile ; la guerre d'Ukraine se poursuit à l'avantage de la Russie qui constitue une menace existentielle pour l'Europe et la France. La dissolution ne pouvait se justifier que si elle débouchait sur une forme de stabilité, ce qui supposait de l'avoir anticipée. Pour construire le fameux bloc central, il fallait négocier avant et dissoudre à l'automne. La seule logique qui guide cette dissolution est le narcissisme. Il est pour le moins paradoxal de demander aux Français de faire prévaloir la raison sur les passions par un mouvement d'humeur irrationnel.

Le président de la République aurait parié sur un vote RN de protestation, et non d'adhésion. Se trompe-t-il ou a-t-il raison ?

J. F. - Dans l'histoire, la première percée électorale du Front national au niveau national date déjà des élections européennes, en 1984. Le vote protestataire, non résorbé en quarante ans, n'aurait donc cessé de prospérer... Au regard de cette longue histoire, la dimension protestataire de ce vote est évidente, mais il ne faut pas masquer la réelle adhésion aux mesures portées par ce mouvement politique, qui sinon n'aurait pas pu s'ancrer et se développer depuis de si longues années. Dans nos études qualitatives, nous voyons que de nombreux électeurs du Rassemblement national, ou d'autres formations politiques, revendiquent moins une idéologie que par le passé. Mais au moment du vote, les électeurs regardent d'abord le diagnostic porté par les candidats sur l'état du pays et évaluent l'adéquation au leur. Ils vérifient aussi s'ils figurent dans la grande photographie de la France dessinée par le candidat ou la candidate en question. Ces électeurs s'interrogent : « Faisons-nous partie de la photo de famille ? » Il s'agit d'une étape indispensable pour générer « l'empathie de point de vue ». Si les candidats ne réussissent pas cette étape, alors les électeurs ne perdront pas de temps à écouter ou disséquer leurs propositions. Elles seront forcément perçues comme hors-sol vis-à-vis de leurs priorités. La force du Rassemblement national réside dans le fait de générer cette « empathie de point de vue », dans des pans entiers de la société. Alors, si l'état-major du RN n'est pas totalement prêt à exercer le pouvoir, ce n'est pas forcément grave. Les électeurs cherchent d'abord à soutenir une famille politique qui porte un diagnostic cohérent au leur. Marine Le Pen, élue à Hénin-Beaumont depuis plusieurs années, a senti la montée de la préoccupation liée au pouvoir d'achat et s'est positionnée sur le sujet. Historiquement, c'est le premier parti à avoir évoqué la question de l'immigration, sujet qui préoccupe tant de Français, il bénéficie donc d'une prime d'antériorité. Même si certaines de leurs mesures paraissent inapplicables, ce qui compte est d'avoir mis ces thèmes à l'agenda politique. Il faut donc relativiser la dimension contestataire de ce vote.

« Pour construire le fameux bloc central, il fallait négocier avant et dissoudre à l'automne. La seule logique qui guide cette dissolution est le narcissisme. Il est pour le moins paradoxal de demander aux Français de faire prévaloir la raison »

Nicolas Baverez

Essayiste et économiste

Nicolas Baverez, vous avez écrit dans *Le Figaro* que « la France vivait son moment populiste avec dix ans de retard ». L'élection d'Emmanuel Macron et l'hypercentre qu'il a construit, niant le clivage droite-gauche, n'ont-ils pas retardé mécaniquement une catharsis populiste qui s'est produite dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni avec le Brexit, ou aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump ? N. B. - Nous vivons l'aboutissement de quatre décennies de déclin de la France. Comme la classe politique est restée dans le déni, le choc est devenu inévitable. Choc financier avec la montée brutale des taux d'intérêt. Choc social avec l'enchaînement des mouvements insurrectionnels et des violences. Choc politique avec la voie ouverte à une arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Notre pays présentait dès les années 2010 tous les facteurs favorables au populisme d'extrême droite : modèle économique de décroissance à crédit, chômage permanent, paupérisation des classes moyennes, désarroi identitaire, sentiment d'humiliation des Français devant le déclin de la France en Europe et dans le monde. Il a été longtemps protégé par la solidité de la Ve République et par l'appartenance à l'euro. Emmanuel Macron a fait sauter toutes les digues en délégitimant les institutions, en affaiblissant l'État, en détruisant la droite et la gauche de gouvernement et en faisant exploser la dette publique.

Peut-on comparer la dissolution du président de la République au référendum de David Cameron sur le Brexit ?

N. B. - La décision de David Cameron était bien moins dangereuse, même si tout aussi déraisonnable. Nous ne sommes plus en 2016. L'histoire a basculé. La guerre est de retour en Europe. Les empires autoritaires ont engagé une lutte à mort contre les démocraties. La mondialisation a imploré. L'argent n'est plus gratuit. Jouer l'avenir de notre pays sur un coup de dé dans ces conditions est irresponsable. Et ce d'autant qu'Emmanuel Macron n'a jamais pris la peine d'organiser un parti ou une majorité présidentielle, contrairement au général de Gaulle en 1958.

D'un côté, il a formidablement accéléré la crise française sur le plan démographique, économique, social, politique, stratégique. De l'autre, il a désarmé les deux obstacles à une victoire du RN : le respect des valeurs de la République avec son relativisme et l'institutionnalisation de la transgression à la tête de l'État ; le procès en incompétence qui ne tient plus face à la perte de contrôle des finances et de l'ordre publics.

Le Rassemblement national a-t-il toujours les caractéristiques d'un parti d'extrême droite ? N. B. - Il n'y a évidemment pas 31 % de Français d'extrême droite. Le Rassemblement national est devenu un parti central. C'est un parti attrape-tout, en tête dans la quasi-totalité des départements, des classes d'âge et des catégories socio-professionnelles. C'est un parti d'adhésion et non plus de protestation. Par ailleurs, il est le seul à être un autour de ses dirigeants et d'un projet. En guise de « clarification », la confusion est en effet totale dans la majorité présidentielle qui ne sait pas pour qui ni pour quel faire campagne, chez les Républicains éclatés en trois, mais aussi dans le Nouveau Front populaire que seule la mystique de son slogan fait tenir.

Pour autant, le RN n'est ni un parti centriste ni un parti de gouvernement. Comme la percée populiste ne s'est pas faite dans les années 1980, il n'a pas réalisé son « aggrégation », à l'inverse des Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, qui, elle, est favorable aux entreprises, parfaitement intégrée dans le jeu européen, atlantiste, hostile à la Russie et solidaire de l'Ukraine. Le programme économique du RN reste gauchiste et étatiste, construit sur l'envolée des dépenses sociales et des impôts. Il exportera la crise financière française à l'euro, ce qui, joint au retrait du marché européen de l'énergie et à la mise en place de la double frontière, implique une rupture avec l'Union. Enfin, la proximité avec la Russie conduirait nos alliés à mettre la France au ban des démocraties.

Ces derniers jours, Jordan Bardella s'est exprimé sur l'égalité hommes-femmes, en affirmant qu'« en France, la femme est libre et elle le restera ». Pourquoi le vote Rassemblement national a augmenté dans l'électorat féminin ? J. F. - En 2019, Jordan Bardella obtenait 28 % chez les hommes et 19 % chez les femmes. Il y avait donc un différentiel de 9 points, spécifique à la famille politique du Rassemblement national. Au soir du 9 juin 2024, le vote est désormais à parité, avec un bond de 13 points dans l'électorat féminin et de 3 points seulement dans l'électorat masculin. L'essentiel de la progression au niveau national est le fait de ce bond dans l'électorat féminin. Celui-ci a deux caractéristiques : il représente la moitié de la population, et est homogènement réparti sur le territoire, d'où la progression du RN quasiment partout en France. Pourquoi ? La stratégie de banalisation et de respectabilisation mise en place par Marine Le Pen depuis des années, notamment à l'Assemblée nationale, a rassuré une partie de l'électorat féminin. Jordan Bardella insiste aussi sur une autre dimension, celle de l'inquiétude sécuritaire croissante d'une partie de l'électorat féminin face au risque d'agression physique ou sexuelle. Marine Le Pen disait : « Il ne fait pas bon d'être une femme, Juif ou homosexuel dans certains quartiers de France. » Dans l'électorat juif, une bascule politique s'opère aussi sur la question sécuritaire.

« En 2019, Jordan Bardella obtenait 28 % chez les hommes et 19 % chez les femmes. Il y avait donc un différentiel de 9 points, spécifique à la famille politique du Rassemblement national. Au soir du 9 juin 2024, le vote est désormais à parité »

Jérôme Fourquet

Essayiste et politologue

De leur côté, les grandes métropoles résistent à la poussée du RN. Les pommons économiques du pays sont en contraste avec la « France périphérique ». Ce décalage, cette fracture entre les élites et une partie grandissante de la population, est-il une spécificité française ? N. B. - La trahison des élites et le fossé creusé avec les Français sont indiscutables. La polarisation de la population et des territoires se traduit au plan électoral. Le RN est dominant dans les zones rurales ainsi que les villes moyennes et petites, moins présent dans le cœur des métropoles. LFI est fortement implanté dans leur périphérie. Cette divergence s'observe aussi aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En revanche, en Italie, Giorgia Meloni a réussi à s'implanter fortement dans les grandes villes. L'Italie est très décentralisée et urbanisée. Son système politique est à la fois parlementaire, ce qui permet d'intégrer les extrêmes, et imbriqué avec le monde des entreprises. Il n'y a jamais eu de dislocation entre, d'un côté, l'extrême droite, et de l'autre, le monde de l'entreprise et les grandes villes. Ainsi Mario Draghi a accompagné la

GRAND ENTRETIEN

Comment expliquer la décision sidérante d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale ? Le vote RN est-il un vote d'adhésion ou de protestation ? La victoire du Nouveau Front populaire plongerait-elle la France dans le chaos économique ? Celle du Rassemblement national dans la guerre civile ? Quinze jours après le choc politique de la dissolution, les deux essayistes analysent la bascule historique que nous vivons.



tique de quatre décennies de déclin de la France»

transition du pouvoir à Giorgia Meloni et a mis son autorité à son service pour lui permettre de gérer l'économie, de s'intégrer dans le jeu européen et d'affirmer sa légitimité sur la scène internationale, comme on l'a vu lors du G7 et du Conseil européen.

J. F. - L'Italie est plutôt singulière. L'écart entre ce que Christophe Guilluy appelle la « France périphérique » et la France des métropoles, se retrouve en effet dans les principales démocraties occidentales. À Paris, la liste de Jordan Bardella aux élections européennes obtient 8,5 %, pour un total national de 31 %. On observe cette même structuration géographique aux États-Unis, avec le vote Trump. Par exemple, à la dernière élection présidentielle, Donald Trump a obtenu 7 % des voix à Washington DC, contre 47 % au niveau national. Au Royaume-Uni, le vote pro-Brexit augmentait en fonction de la distance à Londres. En Allemagne, les métropoles les plus dynamiques demeurent aussi réfractaires.

Dans un pays centralisé comme la France, Paris n'est plus en phase avec le reste du pays. Avant, la capitale pouvait être à droite ou à gauche, mais le différentiel avec la moyenne nationale ne dépassait pas quatre, cinq ou six points. Le Rassemblement national, ne pouvant pas percer dans les grandes métropoles, a installé son hégémonie dans la France périphérique. Dans les nombreuses zones où le Rassemblement national obtient 40 % ou plus, la grille de lecture qui domine est celle de ses électeurs. Le décalage est flagrant et s'accroît avec la capitale.

Aujourd'hui, on parle d'une tripartition de la vie politique française. Cependant, le clivage droite-gauche ne réapparaît-il pas ? En effet, le bloc central est démographiquement plutôt fragile : son électorat est principalement composé de citoyens aux revenus très élevés, or la France s'appauvrit, et reste plutôt âgée. Ce bloc central n'est-il pas voué à disparaître ?

J. F. - Vous indexez la disparition du bloc central sur la moyenne d'âge des électeurs, mais ce bloc pourrait perdre son assise avant même la disparition de cet électorat âgé ! Les questions politiques sont des questions de dynamique. Le bloc central a toujours existé en France, incarné par François Bayrou. Cependant, ce dernier n'est jamais parvenu à agréger l'aile strauss-kahnienne du Parti socialiste et l'aile juppiste de la droite afin de constituer un bloc qui pèse significativement pour accéder au second tour d'une élection présidentielle. Le bloc central ne disparaîtra pas, mais sous l'effet de l'hémorragie de certains de ses soutiens, il est menacé de rétrogradation en deuxième division. Le parti des Républicains a vécu ce phénomène.

« Emmanuel Macron a commis une erreur majeure en liquidant, avec la droite et la gauche de gouvernement, l'ancrage démocratique du pays. La démocratie résiste là où le clivage droite-gauche subsiste »

Nicolas Baverz

Essayiste et politologue

Les équilibres sont instables, et l'avenir nous en montrera l'évolution. À gauche, un Nouveau Front populaire s'est reconstitué face à la menace du fascisme. Dans leur terminologie, ils reprennent les événements du 6 février 1934 et la création du Front populaire en 1936, à partir d'une demande de la base militante, similaire à la convergence des cortèges socialiste et communiste qui s'était effectuée au cri d'« unité ! unité ! » en 1934. La menace du fascisme fait se rabibocher des gauches irréconciliables, mais reste à voir la longévité de cet accord. En effet, il y a un grand écart entre Philippe Poutou et François Hollande !

Un clivage gauche-droite, aujourd'hui radicalisé, ne réapparaît-il pas ?

N. B. - Non, nous sommes dans un moment de confusion extrême. Emmanuel Macron a commis une erreur majeure en liquidant, avec la droite et la gauche de gouvernement, l'ancrage démocratique du pays. La démocratie résiste là où le clivage droite-gauche subsiste. Aucune expérience de troisième force centrale, au milieu des extrêmes, ne se termine bien : les extrêmes finissent toujours par l'emporter. Aujourd'hui, le RN incarne ainsi l'ordre et la stabilité. Son substrat idéologique n'est plus révolutionnaire, même s'il repose toujours sur la fusion hautement inflammable des passions nationales, identitaires et sociales. La sortie de la crise démocratique passe par la reconstitution des classes moyennes et d'un débat entre une gauche et une droite républicaines. Nous n'avons pas le droit de renoncer et de désespérer. Cela reviendra mais nous n'y sommes pas.

De nombreux artistes et sportifs prennent position contre le Rassemblement national au nom de l'antifascisme et la lutte contre

l'extrême droite. Ce discours porte-t-il encore dans les tréfonds du pays ?

J. F. - Ce discours ne porte pas pour les 31 % d'électeurs de Jordan Bardella. Néanmoins, ces déclarations peuvent avoir un impact sur une partie de la jeunesse dépolitisée et consommatrice des réseaux sociaux, et tout est bon à prendre dans le cadre d'une campagne aussi courte. De plus, la coalition de gauche s'appelle le Nouveau Front populaire. L'objectif est d'agréger des personnes de divers horizons pour faire barrage. Cet électorat a deux aspirations profondes : l'unité et l'efficacité face à la montée de l'extrême droite. Le score du RN aux élections européennes a créé un choc dans les états-majors de gauche, mais surtout dans l'électorat de gauche. En vue du contexte et du calendrier annoncé par le président de la République, l'argument du barrage à l'extrême droite renaît.

« Le bloc central ne disparaîtra pas mais sous l'effet de l'hémorragie de certains de ses soutiens, il est menacé de rétrogradation en deuxième division. Le parti des Républicains a vécu ce phénomène »

Jérôme Fourquet

Essayiste et politologue

De nombreux commentateurs évoquent la possibilité d'un chaos économique en cas d'application du programme du RN ou du Nouveau Front populaire. Qu'en pensez-vous ?

N. B. - Le président de la République a choisi une élection éclair qui s'organise autour de la politique pure et d'une course à la démagogie du quoi qu'il en coûte. Alors que les marchés et nos partenaires européens nous ont placés sous surveillance, personne ne regarde à la dépense. Même le bloc central, qui se place sous le signe de la raison économique, multiplie les promesses, à hauteur de 1 à 1,5 % du PIB. Du côté du RN, les mesures de pouvoir d'achat et de hausse des salaires portent sur 3 à 3,5 % du PIB. Du côté du Nouveau Front populaire, on atteint des sommets avec 150 à 180 milliards de dépenses et 80 milliards d'impôts supplémentaires. Le tout s'applique à un pays dont le déficit et la dette publics s'élèvent à 5,5 et 110,6 % du PIB, les dépenses et les recettes publiques à 58 et 52,5 % du PIB. En comparaison, les déficits des années 1982 à 1984 étaient de 2,5 à 2,6 % du PIB et la dette publique française représentait 26 % du PIB en 1984, ce qui n'a pas empêché le pays de se trouver au bord d'une intervention du FMI. Or, on se trompe en pensant que les hommes politiques n'appliquent jamais leurs projets : ils sont pris au piège de leur démagogie comme on l'a vu en 1981 ou en 1997 avec la loi des 35 heures. La mise en œuvre de ces programmes provoquerait une crise financière majeure qui contaminerait les banques et les assurances, puis l'euro, car la France, contrairement à la Grèce, possède une dimension systémique. La France emprunte déjà plus cher que le Portugal. Elle ne disposera d'aucune indulgence de la part des marchés et de nos partenaires. À nous de décider si nous voulons que la France soit dirigée par une troïka composée du FMI, de la Commission européenne et de la BCE.

Les Français ont-ils conscience de l'endettement du pays ? Croient-ils aux promesses du Nouveau Front populaire ou celles du Rassemblement national ?

J. F. - Les Français ont toujours été fâchés avec la macroéconomie, mais avaient quelques repères. En 2007, François Bayrou avait fait campagne sur la dette (souhaitant inscrire dans la Constitution l'interdiction de présenter un budget en déséquilibre de fonctionnement) et avait obtenu 18 % des voix. Deux lignes de défense avaient été désignées aux Français : il ne fallait ni perdre la note AAA de la France, ni que la dette atteigne 100 % du PIB. Les deux dernières crises ont fait voler ces repères en éclat. Lors de la crise de la dette souveraine en 2008, la France a été dégradée. Et lors de la crise du Covid, le « quoi qu'il en coûte » a fait exploser la barre des 100 %. Aujourd'hui, la dette s'élève à 110 % du PIB. Les Français regardent leurs chaussures et constatent que le sol ne s'est pas ouvert sous leurs pieds. Ils en déduisent alors que ces chiffres ne sont pas si graves. La seule question politique qui vaille est la suivante :

le responsable politique peut-il brancher la pompe et arroser ? Il y a l'idée qu'on peut « prendre l'argent là où il est », chez Bernard Arnault par exemple. Celle-ci correspond au programme du Nouveau Front populaire.

Si le Rassemblement national arrive au pouvoir, craignez-vous des violences, voire une forme de guerre civile, à l'issue de ces élections ?

N. B. - La France en vit déjà une en Nouvelle-Calédonie, où l'ordre est très loin d'être rétabli. La situation risque d'être très difficile et pourrait mettre en péril non seulement la paix civile mais aussi l'État de droit.

J. F. - La tension est très forte dans le pays. Si le Rassemblement national gagne ces élections, le Nouveau Front populaire continuera-t-il de manifester dans la rue ? En 2007, lorsque Nicolas Sarkozy accède à la présidence de la République, il y a trois nuits d'émeutes dans certaines banlieues françaises, pour s'opposer à l'arrivée au pouvoir du candidat du « Kar-cher ». Depuis, la température a augmenté dans le pays.

Après les élections législatives, les Jeux olympiques commencent. Emmanuel Macron a affirmé en marge du G7, au sujet des Français : « Je pense qu'ils n'ont pas envie d'avoir des JO qui se présentent mal. » Il espère que les Français tiendront compte de cette donnée au moment de voter...

N. B. - Tous les calculs du président de la République se sont révélés faux. Il espérait que le centre s'unirait, il est désuni. Il comptait sur la désunion de la gauche, elle est unie, au moins facialement. Il misait sur le ralliement des LR, ils ont imploré. Penser que les Français vont voter en fonction des Jeux olympiques, perçus comme ceux d'Emmanuel Macron et d'Anne Hidalgo, témoigne de la déconnexion complète vis-à-vis de la réalité et du déni systématique dans lequel s'est installé le président de la République. Cela ne pouvait pas bien finir, et c'est en train de s'achever en tragédie.

J. F. - Emmanuel Macron place les Français devant leur responsabilité. Mais d'aucuns peuvent se demander : qui les a placés dans un tel dilemme ? Marine Le Pen l'a souligné dans un message récent : Emmanuel Macron se posait en rempart contre le chaos, mais c'est lui qui installe le chaos.

N. B. - Des jeux et de la dette, c'est une forme de mépris ultime envers le citoyen. Tout dépend aujourd'hui de l'esprit de responsabilité des Français. Raymond Aron rappelait très justement que « le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal mais entre le préférable et le détestable ». ■

Retrouvez une version filmée de ce débat sur Figaro TV et sur la chaîne

YouTube du « Figaro ».

Nicolas Baverz est essayiste et chroniqueur au « Figaro ».

Auteur notamment de « La France qui tombe » (2004)

et « Démocraties contre empires autoritaires »

(Éditions de l'Observatoire, 2023).

Jérôme Fourquet est directeur du département

Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop.

Dernier livre paru : « La France d'après. Tableau

politique » (Seuil, 2023).



Christophe Clanet : « Les interactions sportifs-chercheurs induiront de nouveaux records »

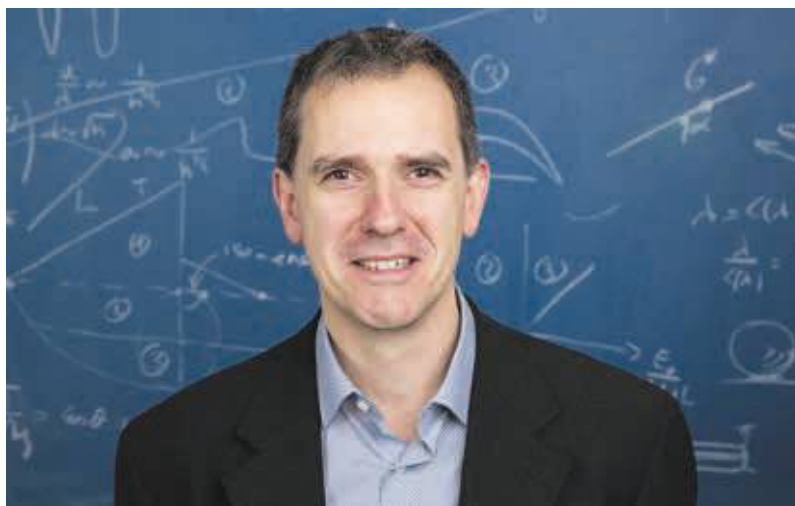


PAR
Marie-Laetitia
Bonavita

Le physicien décrypte les lois de la performance sportive, valables pour plusieurs dizaines de disciplines. De nombreux athlètes s'en inspireront lors des Jeux olympiques de Paris.

Comment l'athlète américain Bob Beamon a-t-il réalisé son record du saut en longueur lors des Jeux olympiques de 1968 de Mexico ? Par quel moyen le Brésilien Roberto Carlos est-il parvenu à tirer un coup franc à 35 mètres du but gardé par Fabien Barthez en 1997 ? Des interrogations auxquelles répond, avec beaucoup de pédagogie, Christophe Clanet, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'École polytechnique, mais aussi petit-fils de tennisman, fils de skieur et père d'un footballeur, milieu défensif (n° 6), et de deux cyclistes. Avec les physiciens Caroline Cohen, Marc Fermigier et David Quéré, il publie *Physique Olympique. Les sports expliqués par la science*, chez Albin Michel.

LE FIGARO. - Qu'est-ce que la parabole du champion ?
CHRISTOPHE CLANET. - La parabole



« Le secret du fameux coup franc du footballeur Roberto Carlos, en 1997, est que la trajectoire du ballon n'est pas un cercle mais une spirale », explique Christophe Clanet. JÉRÉMY BARANDE/ÉCOLE POLYTECHNIQUE

du champion est l'histoire d'un saut en longueur mythique : aux Jeux de Mexico, en 1968, Bob Beamon améliora le record du monde de 55 cm avec un saut à 8,90 m. La parabole est aussi la courbe suivie par un objet lancé et soumis à la seule gravité comme un boulet de canon, un ballon de basket ou un sauteur en longueur. La physique nous apprend que vitesse d'envol et angle de départ conditionnent la longueur du saut, l'angle optimal étant de 45°. Beamon décolle à 21°, loin de cet idéal mais contrairement à un canon que l'on peut orienter à volonté, vitesse et angle sont liés pour un sauteur : plus il va

vite, plus l'angle est petit. Cette fois, Beamon trouva l'optimum pour réaliser la « parabole du champion ».

Quel est le secret du fameux coup franc du siècle du footballeur Roberto Carlos en 1997 ?

Le secret de ce coup franc est que la trajectoire du ballon n'est pas un cercle mais une spirale. La différence entre ces deux types de trajectoire ne se voit quasiment pas pour des coups francs tirés à 20 mètres des buts, mais elle devient perceptible, et même essentielle, quand le tir vient de 35 mètres, comme dans le cas qui nous oc-

cupe. Un gardien de but professionnel tel que Fabien Barthez connaît très bien les trajectoires circulaires et il les prévoit quand il place son mur et se positionne dans sa cage. Mais une spirale est bien autre chose : le ballon revient alors de plus en plus vers le but, effet presque irréel pour le spectateur mais pour le goal aussi... Et difficile à travailler à l'entraînement car très peu de joueurs savent frapper des coups francs lointains avec à la fois beaucoup de vitesse et beaucoup de rotation, condition pour réussir un tel coup franc.

« Léon Marchand a la caractéristique de nager plus vite en profondeur qu'en surface. Il a donc intérêt à maximiser la durée de ses coulées. [...] Comme la coulée est une ondulation du corps où les bras ne bougent pas, il garde des forces quand il arrive à la surface »

Tous les athlètes sautent aujourd'hui en « Fosbury ». C'est à dire ? Le « Fosbury flop » a permis à l'Américain Dick Fosbury de remporter le concours olympique du saut en hauteur à Mexico en 1968 en passant 2,24 mètres. Avec cette technique de saut, l'athlète s'enroule autour de la barre en la laissant dans son dos. L'enroulement lui permet de passer au-dessus de la barre tout en maintenant son centre de gravité en dessous, ce qui permet de gagner une quinzaine de centimètres par rapport au saut ventral utilisé par tous les autres sauteurs à l'époque. Ça a été un choc considérable de voir gagner un tel iconoclaste, qui faisait tout à l'envers... Fosbury arrêta la compétition après ce coup d'éclat, mais sa technique diffusa aussi lentement que sûrement : si à Munich en 1972 le podium masculin est encore ventral, la médaille d'or féminine est déjà une adepte de Fosbury ; et aujourd'hui 100 % des compétiteurs le sont, chez les femmes comme chez les hommes.

Quel est le gain des longues coulées de Léon Marchand ?
Léon Marchand a la caractéristique de nager plus vite en profondeur qu'en surface. Il a donc intérêt à maximiser la durée de ses coulées. Comme celles-ci sont limitées réglementairement à 15 mètres, sa nage sous-marine est proche de la limite et il gagne du temps à chaque bout de bassin. Et comme la coulée est une ondulation du corps où les bras ne bougent pas, il garde des forces quand il arrive à la surface.

Y a-t-il un lien entre le poids d'un haltérophile et la masse qu'il soulève ?
Oui, et c'est pour cela qu'il y a des catégories de poids : cinq, aux Jeux de Paris, pour les hommes comme pour

les femmes. Les records montrent que la masse soulevée augmente avec le poids de l'haltérophile mais cette augmentation n'est pas proportionnelle : si le Chinois Li Fabin (61 kg) soulève 141 kg, le Géorgien Lasha Talakhadze (170 kg) arrache 223 kg, bien moins que les 393 kg que donnerait une relation de proportionnalité. On montre dans notre livre qu'il existe une masse d'athlète pour laquelle la masse soulevée est maximale avant de décroître pour des athlètes plus lourds. Avec ses 292 kg, le sumo Orora Satoshi ne pourrait donc pas battre le record de Talakhadze : c'est qu'il faut non seulement soulever une barre, mais se soulever soi-même...

Les déficients visuels seront parmi les personnes en situation de handicap accueillies aux Jeux paralympiques. Comment exercer sa capacité à distinguer l'origine d'un son ?

Les épreuves pour les déficients visuels aux Jeux paralympiques comprennent l'athlétisme (courses, saut, lancers), le judo, le cyclisme en tandem, le cécifoot (foot à 5), la natation, le goalball, l'équitation et même le tir à l'arc ! Un guidage acoustique est actif dans la plupart de ces disciplines. Au cécifoot par exemple, le handicap est le même pour tous (un bandeau opaque couvre les yeux), le ballon contient des grelots qui permettent sa localisation et l'un des entraîneurs se place derrière le but adverse de façon à indiquer par sa voix où il faut tirer. La localisation de l'origine du son, qui vient de la très petite différence de temps entre l'arrivée du son entre les deux oreilles, se travaille, et bien sûr tout spécialement chez les aveugles.

Depuis 1980, les Jeux olympiques sont parvenus à une quasi-équité entre les deux sexes. Les performances entre les hommes et les femmes sont-elles comparables ?

Il y a eu beaucoup de chemin parcouru : aux Jeux de Moscou en 1980, les femmes ne représentaient encore que 22 % des concurrents... Et l'égalité parfaite sera atteinte pour la première fois à Paris, où se mesureront 5 250 hommes et 5 250 femmes. Nous avons consacré un chapitre à la question de la comparaison des performances homme-femme. Souvent à l'avantage des hommes en athlétisme (avec des écarts de 10 à 20 % que l'on explique physiologiquement), la performance devient comparable ou même à l'avantage des femmes en gymnastique ou en équitation, épreuve mixte où c'est une cavalière allemande, Isabell Werth, qui est la plus titrée de l'histoire, avec 12 médailles olympiques, dont 7 en or. Et la comparaison devient impossible quand les épreuves ne sont pas les mêmes, comme aux lancers où les projectiles ont des masses différentes. Enfin, se développent de plus en plus d'épreuves par équipes mixtes (à la course ou en triathlon, par exemple) où la question de la performance ne se pose plus et où des choix tactiques (qui faire courir en premier, par exemple) la remplacent de façon bien plus stimulante.

Par rapport aux records établis ces dernières années, peut-on encore repousser les limites physiologiques et techniques ?

La réponse est oui et les exemples ne manquent pas. Dans notre livre, un chapitre intitulé « Anecdote ou accessoire » souligne l'évolution des records en natation. On y montre que l'utilisation des lunettes (officiellement autorisée en 1976) a fait battre des records sur les longues distances (800 m femmes et 1 500 m hommes) ; et ce parce qu'elles ont permis d'allonger les séances d'entraînement jusqu'à des longueurs limitées par l'inflammation oculaire liée au chlore. Un accessoire pas si anecdotique, donc ! Ailleurs, nous discutons comment la forme des plots de départ en natation, en évolution constante depuis leur apparition en 1936, a permis d'augmenter la vitesse d'entrée dans l'eau des nageurs et par ricochet d'améliorer les records. Ces deux exemples, lunettes et plots de départ, montrent que les records sont une quête de perfection qui repose sur un grand nombre de détails. Les interactions sportifs-chercheurs induiront de nouveaux exploits. Comme il y aura toujours un détail à améliorer, les records seront toujours battus. ■

MARCO VASCO
VIVRE SON VOYAGE L'ESPRIT LIBRE

SUIVRE SON COEUR

Laissez-vous inspirer par nos créateurs de voyages. Bénéficiez d'un programme optimisé en tout point. Disposez de notre assurance annulation. Et respirez. Vous êtes déjà en vacances !

01 76 64 74 90
www.marcovasco.fr

Agence de voyages personnalisés
PARIS - LYON - MARSEILLE - RENNES

LE FIGARO

économie



LE GRAND TÉMOIN
YOSHUA BENGIO : « L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE RISQUE DE HEURTER LA CLASSE MOYENNE » **PAGE 26**

TÉLÉVISION
LES DROITS DU FOOTBALL FRANÇAIS DANS L'IMPASSE **PAGE 28**



Taxes, impôts, ISF... l'inquiétude des épargnants

Les programmes du RN et surtout du Nouveau Front populaire prévoient une explosion des prélèvements obligatoires. **PAGES 22 ET 23**

> FOCUS

DÉLAIS DE PAIEMENT : BERCY INFLIGE 30 MILLIONS D'AMENDES

Entre janvier et mai, la Répression des fraudes (DGCCRF), qui dépend du ministère de l'Économie, a lancé 138 procédures de sanction à l'encontre d'entreprises n'ayant pas respecté les délais pour régler les factures à leurs fournisseurs. Le montant total des amendes et pré-amendes infligées se chiffre à près de 30 millions d'euros.

Renault arrive en tête de liste avec une amende qui atteint 2 millions d'euros, suivi d'Ikea (1,86 million), du sidérurgiste ArcelorMittal (1,5 million), d'Eurodisney (1,3 million), de la banque HSBC Continental Europe (1,27 million) ou encore de la société spécialisée dans le commerce de gros de matériel électrique SAS Vestas (1,1 million), pointe du doigt la DGCCRF. Et de préciser que ces sanctions résultent de contrôles réalisés essentiellement en 2023.

Selon les règles en vigueur, le délai de paiement d'une facture ne doit pas dépasser soixante jours. « Si une baisse des délais de paiement inter-entreprise a pu être constatée en 2022 et ce, pour les entreprises de toutes tailles, les grandes entreprises réglaient majoritairement en retard leurs fournisseurs (55%), malgré des capacités financières conséquentes », explique la Répression des fraudes.

Les retards de paiement « sont préjudiciables à la compétitivité et à la rentabilité des entreprises » prestataires pour les entreprises clientes, « en fragilisant leur trésorerie », explique la Répression des fraudes, qui a contrôlé les délais de paiement de 248 entreprises, dont quatre publiques, et a constaté des anomalies dans près de 28 % des cas.

MANON MALHÉRE

La Chine menace l'Europe d'une « guerre commerciale »

La Chine hausse le ton dans sa rhétorique d'affrontement commercial avec l'Europe. « La partie européenne continue d'intensifier les frictions commerciales et pourrait déclencher une "guerre commerciale" », affirme un porte-parole du ministère du Commerce chinois dans un communiqué. « La responsabilité incombe entièrement à la partie européenne », poursuit le

document. Ces déclarations témoignent de l'insatisfaction de Pékin après l'annonce de droits de douane allant jusqu'à 48 % sur les véhicules électriques de certains constructeurs chinois soupçonnés de dumping par l'Union européenne (UE). Le régime de Pékin a déjà répliqué à la mesure en lançant une enquête sur les importations de

viande de porc de l'UE, accusée elle aussi de dumping. Mais les professionnels du secteur automobile chinois ont demandé au gouvernement de répondre en ciblant les importations de grosses cylindrées à moteur thermique, ce qui viserait essentiellement les voitures allemandes.

Cette passe d'armes est intervenue quelques heures avant l'arrivée du

ministre de l'Économie allemand à Pékin. Une visite visant à expliquer aux autorités chinoises la position défensive de l'Union européenne. Robert Habeck, membre des Verts, a par ailleurs évoqué la nécessité d'une remise à plat de la stratégie commerciale de l'Allemagne vis-à-vis de la Chine, affirmant que « tôt ou tard », il allait falloir la revoir. **F.C.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

PRÊT-À-PORTER
Camaïeu, Naf Naf : la difficile relance des marques

PAGE 25

LA SÉANCE

DU VENDREDI 21 JUIN 2024

CAC 40
7628,57 -0,56%

DOW JONES
39115,19 -0,05%

ONCE D'OR
2345,00 (2320,00)

PÉTROLE (Brent)
85,580 (85,690)

EUROSTOXX 50
4912,71 -0,71%

FOOTSE
8237,72 -0,42%

NASDAQ
19794,68 +0,21%

NIKKEI
38596,47 -0,09%

L'HISTOIRE

Bugatti lance son bolide hybride Tourbillon, à 4,5 millions d'euros

C'est en Alsace, à Molsheim sur les terres de Bugatti, que 350 invités de marque ont assisté jeudi soir à la présentation grandiose de « Tourbillon », la nouvelle création du fabricant de « supercars ». Sa puissance est exceptionnelle : 1800 chevaux pour atteindre 445 km/heure en vitesse de pointe. Son prix aussi : 4,5 millions d'euros hors options. Ce Tourbillon ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de la marque, enclenchée depuis l'arrivée au capital du constructeur croate Rimac en 2021. Propriété du groupe Volkswagen depuis 1998, alors dirigé par Ferdinand Piëch, le petit-fils du fondateur de Porsche, Bugatti avait lancé avec succès la Veyron, la Chiron, puis des modèles dérivés de ces deux voitures. Le groupe allemand a cédé finalement

le contrôle à Rimac, en conservant 45 % du capital. Le croate s'est alors donné pour mission d'électrifier progressivement ces voitures d'exception. Il amorce ce virage en douceur en hybridant cette nouvelle voiture capable d'atteindre les 100 km/h en moins de 2 secondes, les 200 km/h en moins de 5 secondes et les 400 km/h en moins de 25 secondes ! Sa motorisation, inspirée de la Formule 1, a été réinventée avec un moteur V16 de 1000 chevaux renforcé par trois moteurs électriques apportant un supplément de puissance de 800 chevaux. Tourbillon possède

une petite batterie rechargeable d'une autonomie de kilomètres. Son design intérieur est inspiré de l'horlogerie d'art. La production de ce bijou doit démarrer en 2026.

Mais la série de 250 voitures a déjà trouvé preneur. ■

VALÉRIE COLLET



Washington boute les logiciels de Kaspersky hors des États-Unis

Le nœud s'est resserré d'un coup autour de l'éditeur de logiciels de sécurité Kaspersky. Le département du Commerce a interdit l'utilisation de ses antivirus sur le territoire américain ainsi que toute mise à jour des produits déjà installés. Tout juste a-t-il accordé à l'entreprise russe jusqu'au 29 septembre, le temps pour ses clients de se retourner.

« La Russie a montré qu'elle avait la capacité et l'intention d'exploiter des sociétés russes telles que Kaspersky pour collecter et exploiter les informations personnelles des Américains », a justifié Gina Raimondo, la secrétaire américaine au Commerce. Cette interdiction s'applique aussi aux sociétés affiliées, filiales et sociétés mères de Kaspersky Lab, l'une des grandes références mondiales dans le milieu de la sécurité informatique avec 400 millions d'utilisateurs dans le monde et 270 000 entreprises. Par ailleurs, les autorités améri-

caines ont annoncé des sanctions économiques contre douze responsables de l'entreprise. Kaspersky, qui se défend depuis des années de toute proximité directe avec les autorités russes, a dénoncé une sanction « prise sur la base du climat géopolitique actuel et de craintes théoriques » qui bénéficiera en fin de compte à la cybercriminalité. Elle n'exclut pas de porter l'affaire en justice. De son côté, le Kremlin condamne une mesure de « concurrence déloyale ».

Le logiciel phare de Kaspersky avait déjà été interdit d'usage au sein des agences fédérales américaines en 2017. Plusieurs pays européens, dont la France, ont pu mettre en doute la confiance envers l'éditeur. Même si en Europe, Kaspersky Lab est une société de droit britannique et que son principal centre de recherche est en Israël, elle a un siège social et d'importantes capacités de R&D en Russie.

INGRID VENGARA

Danièle Guinot, Anne-Hélène Pommier et Jorge Carasso

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, les appels affluent chez les professionnels de la gestion de patrimoine.

De la stupeur et des tremblements... L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, le président de la République, a plongé le pays dans l'incertitude. Passé les premiers moments de sidération, certains Français ont commencé à tenter de se projeter dans l'avenir et à s'inquiéter pour leur épargne. « La dissolution a fait figure de bombe atomique. Il y a de la stupefaction et beaucoup d'interrogations », constate Jérôme Rusak, à la tête du cabinet de gestion de patrimoine L&A finance.

Depuis près de deux semaines, les appels d'épargnants inquiets affluent chez les banquiers, les conseillers en gestion de patrimoine (CGP) ou les assureurs. Ils souhaitent savoir ce qu'ils doivent faire de leur bas de laine. La Bourse de Paris a dévisé (-6 % entre le 10 et le 14 juin), faisant perdre en un mois aux boursicoteurs tous les gains engrangés depuis le début de l'année. Et le taux de l'emprunt d'État français à 10 ans, l'OAT, un temps en hausse, s'est écarté de celui de la dette souveraine allemande (Bund). « Les clients appellent leurs conseillers, souhaitant sécuriser leur allocation d'actifs pour traverser au mieux l'instabilité liée à la période électorale, voire anticiper les impacts de la prochaine loi de finances », explique Hugues Aubry, membre du comité exécutif de Generali France, chargé du marché de l'épargne et de la gestion de patrimoine. « Il n'y a pas de mouvement de panique », précisent néanmoins tous les financiers. « Depuis quelques années, les crises de plus en plus fréquentes et violentes se succèdent. Les Français s'y sont habitués, même si aujourd'hui leur inquiétude est vive », souligne un banquier privé.

L'inquiétude est montée d'un cran en fin de semaine dernière avec la présentation des programmes économiques des deux partis en tête des sondages : le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire. « Le programme de la gauche est radical mais clair, et celui du Rassemblement national bouge tout le temps, cela crée beaucoup d'incertitude », avance un banquier. C'est le contrat de législature de la gauche, qui propose un allouement général de la fiscalité, qui fait le plus peur. Les questions sur la fiscalité sont d'ailleurs celles qui reviennent le plus souvent dans les réseaux bancaires, les banques

privées ou chez les CGP. « La plupart des épargnants se demandent quelle sera la pression fiscale sur leurs placements », confirme Gauthier Haem, directeur du développement chez Yomoni.

Parmi les mesures repoussoirs, la possibilité d'un retour de l'ISF, une réforme de la fiscalité sur les héritages, l'abandon de certaines niches fiscales ou encore une hausse des taxes sur les placements, avec la suppression de la « flat tax » (30 % de fiscalité maximale), mise en place sous la présidence Macron. Sans oublier le retour de l'exit-tax et un accroissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches, qui mécaniquement augmentera la note fiscale des contribuables. « Certains épargnants veulent savoir si les mesures fiscales proposées par les uns et par les autres peuvent être rétroactives », ajoute Jérôme Rusak.

« Le programme de la gauche est radical mais clair, et celui du Rassemblement national bouge tout le temps, cela crée beaucoup d'incertitude »

Un banquier

Le spectre d'une crise de la dette en France inquiète ceux qui ont des actions et des obligations françaises, ainsi que les détenteurs d'assurance-vie. « Nous recevons des appels de clients nous demandant quel sera l'impact d'une hausse du taux de l'OAT et de l'écartement du spread avec l'Allemagne sur leurs fonds en euros », explique un assureur. Ils posent également beaucoup de questions sur les garanties du produit, ses caractéristiques et la fiscalité de l'assurance-vie. Parfois les craintes sont plus diffuses. « Les clients n'ont pas forcément tous les mécanismes macroéconomiques en tête, mais ils comprennent que la France est en train de se faire dégrader », note Stéphanie Cohen, présidente du courtier en ligne Altaparis. Tout cela alimente l'anxiété, avec un pouvoir d'achat qui est déjà en baisse et des craintes sur leur épargne. « Les sociétés de gestion qui conçoivent des portefeuilles d'actions et d'obligations sont elles aussi assaillies de questions. « Les CGP nous appellent à leur tour pour nous demander ce qu'il y a précisément dans



Taxes, ISF, Bourse, héritage... : Français s'inquiètent pour leur

nos portefeuilles, quelles actions ou obligations, reconnaît un gestionnaire de fonds. Les questions vont redoubler d'ici les élections.

« Pour les clients les plus inquiets, la question de mettre son argent à l'étranger se pose », relève Jérôme Rusak. De plus en plus d'épargnants aisés envisagent d'ouvrir un contrat d'assurance-vie au Luxembourg, plus clément sur le front fiscal. « Les pays qui ont toujours vanté une forme de stabilité fiscale, comme le Luxembourg, la Suisse, offrent aux investisseurs une meilleure capacité à se projeter dans le temps, à connaître les règles et donc à faire les bons choix », constate Souleymane-Jean Galadima, directeur général du gestionnaire de fortune en ligne Sapians.

15 milliards d'euros

Recettes, dès la première année, de l'impôt sur la fortune prévu par le Nouveau Front populaire (NFP).

15 milliards d'euros

Recettes annuelles, estimées par le NFP, de sa taxe sur les superprofits.

150 milliards d'euros

Montant des dépenses nouvelles sur deux ans, annoncées par le NFP.

17 milliards d'euros

Recettes attendues par le NFP sur son nouvel impôt sur les « successions dorées ».

Les clients les plus fortunés n'excluent pas, eux, de quitter la France, à l'issue des élections. « Ils sont souvent perdus. Certains évoquent déjà l'idée d'une expatriation », avoue un gestionnaire de fortune. « Le lendemain de l'annonce de la dissolution, j'avais un message d'un client qui m'a dit : "On y va, on transfère tout en Suisse" », abonde un gestionnaire de fortune dans un family office. D'autres pourraient également être dans ce cas. « Si la flat tax est remise en cause sur les produits financiers, si l'ISF revient à l'ordre du jour, pesant sur l'immobilier, les actifs financiers, la question de garder ses actifs en France et de rester en France va se poser, avance Patrick Thiberge, directeur général de Meilleurtaux Placement.

Les acheteurs immobiliers se précipitent chez leur courtier et leur banquier

Dernière ligne droite avant la hausse des taux d'intérêt ? La dissolution, et le flou politique qu'elle entraîne, pousse en tout cas les acheteurs qui ont un projet immobilier déjà bien avancé à accélérer. « On reçoit des appels de clients qui veulent absolument figer leur taux, raconte Benjamin Attal, directeur d'une agence du courtier Vousfinancer, à Hyères. Ils ont peur que le coût des crédits ne remonte brutalement. » Les offres du moment, autour de 3,50 % sur vingt ans, n'ont rien d'extraordinaire. Mais c'est déjà mieux que les 4,30 % qui avaient cours en fin d'année dernière. Et les acheteurs ne veulent pas prendre de risque de voir le coût de leur emprunt s'envoler. « Ils essaient de faire en sorte d'obtenir les taux de la semaine dernière plutôt que ceux de la semaine prochaine », synthétise Frédéric Violeau, porte-parole des Notaires de France, et notaire à Caen. Il voit ses clients ayant signé le compromis faire le forcing auprès de leur banquier.

Déjà, certaines banques ont enclenché la marche arrière après plusieurs mois de baisse de taux. La Banque postale a remonté en juin sa grille de 0,10 point. Une première depuis fin 2023. Et ce ne sera peut-être pas la seule. Les obligations

d'État français à 10 ans, qui servent de boussole aux crédits immobiliers, ont bondi dans le sillage de l'annonce de la dissolution, creusant l'écart avec le Bund allemand, son équivalent outre-Rhin. Les taux français se sont depuis à nouveau assagis, mais pour combien de temps ? La baisse des taux directeurs de la BCE, de 0,25 point en juin, qui devait donner un bol

« Les emprunteurs essaient de faire en sorte d'obtenir les taux de la semaine dernière plutôt que ceux de la semaine prochaine »

Frédéric Violeau Porte-parole des Notaires de France et notaire à Caen

d'oxygène supplémentaire au crédit, n'aura peut-être pas l'effet escompté. Les professionnels sont en tout cas plutôt pessimistes. « On tablait déjà sur un crédit immobilier à 3 % d'ici la fin de l'année. On n'y sera sans doute pas », constate Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vousfinancer.

Cette perspective a de quoi inquiéter alors que le marché commençait à reprendre son souffle

après des mois d'atonie. Car si ceux qui ont déjà signé un compromis mettent les bouchés doubles, ce n'est pas le cas de ceux dont l'achat d'un logement est encore à l'état de projet. Eux retardent désormais leurs visites, en attendant de voir quelle direction prendront les taux de crédit et quelle sera la politique fiscale à l'issue des élections. « Ils attendent de savoir à quelle sauce ils seront mangés », résume Benjamin Attal, de Vousfinancer. Pour près d'un patron d'agence immobilière sur deux, il y a d'ailleurs un avant et un après-dissolution dans le comportement des acheteurs, selon un sondage réalisé par le réseau L'Adresse auprès d'une centaine d'agents immobiliers de l'enseigne.

Reste un amortisseur : les banques veulent relancer la machine après une année 2023 noire où la production de crédit s'est effondrée de près de 40 %. « On a interrogé nos partenaires bancaires, le discours n'a pas changé : ils continuent de prêter », constate Maël Bernier, porte-parole du courtier Meilleurtaux. Mais tout dépendra de l'appétit des ménages pour l'immobilier, dans le nouveau contexte politique qui émergera des élections. Ceux qui espéraient une relance du marché immobilier cette année sont désormais dans l'expectative. ■ J.C.

Impôts : l'exorbi

Anne de Guigné

« Vous pouvez lever la main les milliardaires, que je vous remercie ! » La petite plaisanterie de Boris Vallaud, député PS sortant et représentant du Nouveau Front populaire, au cours d'une audition devant des organisations patronales jeudi, n'a pas rencontré de grand succès auprès du public. La coalition de gauche, si elle arrive au pouvoir dans la foulée des prochaines législatives, entend en effet taper largement ceux qu'elle appelle « les riches », tout comme d'ailleurs les entreprises. Son mantra : revenir sur les « cadeaux fiscaux » faits par la majorité macroniste depuis sept ans. En réalité, si nombre de leurs propositions alourdissent effectivement la fiscalité fiscale des Français les plus aisés, certaines toucheront aussi les classes moyennes.

au programme, selon le chiffrage officiel de la coalition présenté ce vendredi : 150 milliards de nouvelles dépenses d'ici à deux ans, exclusivement financées par l'augmentation de la pression fiscale. L'arsenal mis en œuvre impressionne par sa variété : accroissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches, mais aussi de la contribution sociale généralisée (CSG) - un impôt prélevé sur les revenus d'activité, les revenus de remplacement, les revenus du patrimoine et les revenus de placements -, suppression de la flat tax, retour de l'exit tax, rétablissement d'un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) renforcé



MISOLATIONPHOTOSTOCK/ADORE

L'annonce de la dissolution a fait perdre en un mois aux boursicoteurs tous les gains engrangés depuis le début de l'année à la Bourse de Paris.

les épargne

D'autant plus qu'il y a eu ces dernières années de très belles réussites d'entreprises françaises, et que le nombre de millionnaires en France, financièrement parlant, a dû fortement augmenter par rapport à il y a 10 ans ou encore plus y a 20 ans.

En attendant de savoir quel parti dirigera le pays ou si une majorité claire sortira des urnes le 7 juillet, les Français sont soudainement devenus très frileux. « Les clients nous demandent, avec ce qu'il se passe en ce moment, si c'est une bonne idée d'investir », raconte Guillaume Berthiaux, président de Sofidy Gestion privée. D'autres préfèrent jouer la carte de la prudence. « L'incertitude politique créant de la volatilité, les épargnants souhaitent da-

vantage sécuriser leur épargne en diversifiant leurs actifs, en investissant davantage à l'international ou sur des produits structurés, par exemple », explique Hugues Aubry.

De façon générale, l'attentisme prédomine. « Certains de nos investisseurs qui s'apprêtaient à refaire des investissements sont attentistes. C'est normal. Ils avaient fait leurs calculs, et ils vont peut-être devoir les reprendre eu égard à la fluctuation des marchés, à l'évolution de la fiscalité... », avance Souleymane-Jean Galadima. Ailleurs, certains épargnants viennent de stopper net des projets d'investissement dans

« Certains de nos investisseurs qui s'apprêtaient à refaire des investissements sont attentistes. C'est normal. Ils avaient fait leurs calculs, et ils vont peut-être devoir les reprendre eu égard à la fluctuation des marchés, à l'évolution de la fiscalité... »

Souleymane-Jean Galadima
Directeur général du gestionnaire de fortune en ligne Saplans

la pierre. La période d'attentisme pourrait durer. « Il y aura probablement une période de flou assez longue le temps que l'Assemblée nationale avec une éventuelle majorité décide d'une nouvelle loi de finances », prévient Souleymane-Jean Galadima. Pour autant, « comme toujours en période d'instabilité, on peut s'attendre à ce que les Français épargnent davantage, prévoit Hugues Aubry. En attendant d'avoir plus de visibilité, ils placeront probablement leur argent en priorité sur des produits de très court terme, Livret A, Sicav monétaires, voire simplement sur les comptes courants, comme on l'a vu pendant le Covid. »

En attendant, les experts de la gestion de patrimoine, recommandant à leurs clients de ne pas paniquer pour leur épargne en faisant des arbitrages hâtifs ou en cédant des actions ou son assurance-vie. « L'incertitude politique créée de la volatilité à court terme, mais elle n'impacte pas durablement les marchés financiers », avance Olivier Raingeard, directeur des investissements chez Neulize OBC. Entre 2016 et 2023, le CAC40 a gagné 106 % et l'indice américain S&P500 plus de 165 %. Certains gestionnaires de patrimoine préconisent d'attendre le vote de la prochaine loi de finances en fin d'année. Elle précisera les orientations fiscales et économiques du prochain gouvernement, des clés indispensables pour revoir sa stratégie de placement. ■

tante facture de la gauche

avec un volet climatique... Ces mesures seraient instaurées en trois vagues d'ici à 2026, selon un calendrier précis, ont détaillé, vendredi, les membres de la coalition chargés des aspects économiques.

Malgré ce large éventail de nouveaux dispositifs fiscaux, Éric Coquerel, député LFI et actuel rapporteur de la commission des finances, a d'abord assuré que « 92 % des Français ne verront pas leur fiscalité transformée ». Autant dire, si ses calculs sont exacts, que les 8 % restant sentiront passer la facture. Dès les prochains mois, les impôts augmenteraient de 30 milliards d'euros, 15 milliards au titre du nouvel ISF et 15 milliards, des superprofits, afin de financer les mesures d'urgence de la coalition - à savoir la hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires, l'abrogation immédiate des réformes des retraites et de l'assurance-chômage, la gratuité intégrale de l'école publique (cantine, périscolaire, fournitures, transport) et la revalorisation de 10 % des aides aux logements.

Ambition de « changer la vie »

2025 serait ensuite le temps des « bifurcations » pour le Nouveau Front de gauche. Étape qui nécessiterait 100 milliards d'euros de nouvelles dépenses fléchées vers des embauches d'enseignants, une garantie d'autonomie pour les jeunes gens, la production d'énergies renouvelables françaises ou encore l'intensification de la rénovation thermique des bâtiments... À cet horizon, « afin de ne pas aggraver les comptes publics, mis dans une situation dangereuse par la politique

économique d'Emmanuel Macron, de nouvelles recettes sont mobilisées, exclusivement auprès des plus riches », veut rassurer le programme.

Dans le détail, ces recettes proviendront de la suppression « des niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes » (25 milliards d'euros), d'un impôt sur « les successions dorées » qui instaurerait notamment une transmission maximale de 12 millions d'euros (17 milliards de recettes), la mise en place du nouveau barème pour l'impôt sur le revenu et la CSG (5,5 milliards) et enfin la suppression de la flat tax (3 milliards d'euros).

2025 et les bifurcations passées, le Nouveau Front de gauche propose ensuite à ses électeurs d'entrer dans deux années de « transformation » qui porteront la belle ambition de « changer la vie ». Cette nouvelle existence reposera sur le développement du transport ferroviaire, le recrutement massif de fonctionnaires, l'augmentation du budget de la Culture, le soutien à l'agroécologie... « L'achèvement de cette troisième phase portera le montant des dépenses publiques supplémentaires totales à la fin de l'année 2027 à 150 milliards d'euros », précise alors le Nouveau Front populaire.

À ce moment, les recettes fiscales seront complétées par un nouvel impôt sur les bénéfices des multinationales (26 milliards d'euros), les taxes sur les entreprises qui ne respecteraient pas les nouveaux critères d'égalité salariale entre les femmes et les hommes (10 milliards) et une nouvelle taxe sur les transactions financières (3 milliards). ■

Le Niger prive le français Orano d'une grande mine d'uranium

Elsa Bembaron

Depuis le putsch de juillet dernier, les relations entre l'État français et le pays africain n'ont cessé de se dégrader.

Le couperet est tombé. Le Niger a retiré le permis d'exploitation de l'importante mine d'uranium d'Imouraren (Nord) à l'entreprise française Orano, malgré le lancement récent de travaux sur le site. Les relations entre l'exploitant présent au Niger depuis 50 ans et les autorités se sont tendues après le putsch du 26 juillet dernier. Le site avait d'abord été fermé, avant de rouvrir cet automne, puis de fermer à nouveau. L'exploitation avait dû être interrompue, faute de pouvoir approvisionner le site en matériaux nécessaires à son fonctionnement. Mais aux difficultés de terrain se sont ajoutées des contingences politiques. Ressortissants français interdits d'entrée sur le territoire nigérien, fermeture de l'ambassade... Et désormais, retrait du permis d'exploitation.

La décision met fin à une aventure qui remonte à la fin des années 1950, avec la découverte d'uranium dans le sous-sol nigérien par le Bureau des recherches minières et géologiques (BRGM), alors en quête de cuivre! « Orano prend acte de la décision des autorités du Niger de retirer à sa filiale Imouraren SA son permis d'exploiter le gisement, et ce malgré la reprise des activités sur site conformément aux attentes qu'elles avaient exprimées », a fait savoir le groupe français. Les réserves du site sont estimées à plus de 174000 tonnes, avec une capacité de production annuelle de 5000 tonnes sur une quarantaine d'années.

Le 12 juin, Orano avait annoncé le démarrage de travaux préparatoires à la mise en exploitation de ce gisement, en réponse à la demande des autorités locales. Des infrastructures avaient été rouvertes depuis le 4 juin pour accueillir les équipes de construction et faire avancer les travaux. Le groupe dit « s'inquiéter de l'impact négatif qu'aura cette décision de retrait du permis d'exploitation du gisement sur le développement économique, social et sociétal de la région ». Orano emploie près de 900 salariés dans le pays, dont 99 % de nationalité nigérienne. Le groupe ne s'interdit pas de contester la décision du retrait du permis d'exploitation devant la justice nationale ou internationale.

Combustible recyclé

En marge de la publication de ses résultats annuels en février, son directeur général, Nicolas Maes, avait pris soin de relativiser l'importance de la production nigérienne d'uranium à l'échelle mondiale : 1800 tonnes sur 70000 tonnes. L'année dernière, seules 1200 tonnes ont été expédiées depuis le Niger. Le pays pèse 15 % de la production du combustible, un poids « significatif mais qui n'est pas de nature à mettre le système en péril », avait-il alors expliqué.

La production d'électricité en France repose à près de 70 % sur son parc nucléaire. L'accès à l'uranium reste donc une pierre angulaire de la politique énergétique française. Orano dispose d'autres accès à l'uranium, notamment

au Canada et au Kazakhstan, et lorgne un gisement en Mongolie. Le groupe mise aussi sur le recyclage de la matière pour réduire la dépendance nationale aux importations d'uranium. En mars, le gouvernement avait annoncé la construction d'une nouvelle usine de fabrication de combustible recyclé (MOX) à la Hague (Manche). Les sites d'Orano devront permettre de « réduire de 25 % la consommation d'uranium en France et de 75 % les déchets ultimes, ce qui est bon pour l'environnement », avait alors expliqué le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

La relance du nucléaire dans le monde devrait toutefois se traduire par une flambée des besoins en uranium. L'Association mondiale du nucléaire (WNA) a estimé qu'ils pourraient passer de 63000 tonnes par an en 2023 à 130000 tonnes en 2040. Paradoxalement, les inquiétudes ne portent pas sur les ressources minières mais sur les capacités industrielles disponibles pour traiter la matière. Point positif « le volume de ressources récupérables d'uranium (uranium de retraitement, NDLR) serait plus que suffisant pour produire le combustible requis », note la WNA dans son dernier rapport. Certaines start-up du secteur travaillent à la mise au point de réacteurs qui seraient capables de fonctionner avec du combustible réenrichi presque à l'infini. « Boucler le cycle » selon l'expression consacrée, permettrait de n'utiliser que de la matière recyclée pour alimenter ces réacteurs de quatrième génération. ■



Des topographes du groupe Orano travaillent sur le site d'Imouraren. Le Niger a retiré à l'entreprise française le droit d'exploiter cette mine d'uranium. MAURICE ASCANI/ORANO

Framatome obtient un financement pour remplacer le nucléaire russe en Europe de l'Est

Bonne nouvelle pour la filière nucléaire française mais aussi pour la souveraineté énergétique européenne. Framatome, une filiale d'EDF, vient d'obtenir un financement de 10 millions d'euros de l'Union européenne afin de poursuivre le développement d'un combustible adapté aux réacteurs russes (VVR) exploités en Europe.

La filière nucléaire russe a échappé aux sanctions mises en place par l'Europe depuis le début de la guerre en Ukraine. Ce qui n'empêche pas les pays européens de tenter de trouver des solutions pour réduire leur dépendance aux produits russes dans ce domaine. Les plus exposés sont les anciens pays du bloc de l'Est, dont les centrales nucléaires existantes sont de technologie russe, VVR donc ; elles fonctionnent avec un combustible sensiblement différent de celui utilisé dans les centrales de technologie française. Dans l'Hexagone, tous les réacteurs destinés à la production d'électricité sont des réacteurs à eau pressurisés (REP).

Le projet de Framatome pour le développement d'un combustible VVER 440 européen, dit Save (Framatome Safe and Alternative VVER European project, pour un projet européen sûr et alternatif) est financé dans le cadre du programme Euratom de recherche et de formation. Il rassemble 17 parties prenantes dont quatre exploitants : le tchèque CEZ, Fortum (qui exploite notamment les deux réacteurs VVR-440 de la centrale de Lovisa en Finlande), le hongrois MVM Paks et le slovène Slovenské Elektrarne.

Accord de licence

« Framatome est le seul fournisseur de combustible en mesure de garantir une solution 100 % européenne et souveraine, comprenant une conception, une fabrication et une chaîne d'approvisionnement de composants 100 % européens », a déclaré Lionel Gaiffe, senior executive vice-président de la Business Unit Combustible de Framatome. Fin 2021, le groupe français avait signé un accord de licence avec son homologue russe Rosatom lui permet-

tant de produire du combustible VVR. Dans le cadre de cet accord, Framatome a aussi la possibilité de qualifier son propre design pour alimenter les centrales de conception russe.

La demande des pays de l'Est ne concerne pas que le combustible. Ils s'approvisionnent aussi de plus en plus en pièces détachées pour leurs centrales auprès de Framatome. L'entreprise française a par exemple livré des pompes de refroidissement de réacteurs en Bulgarie. Les enjeux sont clairs : il faut « éviter toute interruption des services essentiels et réduire les risques liés aux importations hors Union européenne », résume Framatome. Aux enjeux géopolitiques s'ajoutent la sécurisation et la pérennisation de la production d'électricité nucléaire, et donc bas carbone, en Europe. C'est aussi, pour le groupe français, le moyen de remplir ses carnets de commandes et d'alimenter sa propre croissance. L'année dernière, Framatome a enregistré un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros, en croissance de 9,1 %. ■

E.B.

Marielle Vitureau A Vilnius

La guerre en Ukraine pousse les trois pays limitrophes de la Russie à investir dans ce secteur. En privilégiant en particulier la haute technologie.

Dans la banlieue de Tallinn, Raul Rikk fait le guide dans les locaux de Milrem Robotics. Cette société créée il y a plus de 10 ans produit des véhicules autonomes. Désormais ils ont surtout un usage militaire. « Ce sont des véhicules de soutien à l'infanterie, ils sont dirigés à distance. Il y a une plateforme entre les deux chenilles, on peut y installer des armes, des moyens de communication », explique le directeur du développement des capacités. Aujourd'hui, l'armée estonienne en teste trois et une quinzaine sont déployés sur le front en Ukraine. Cette société est l'un des fleurons de l'industrie militaire estonienne. L'extension récente de son site de production lui permet de produire 500 véhicules par an.

Le secteur de la défense est en plein boom dans les trois pays Baltes. Pour preuve les chiffres donnés par Kalev Koidumäe, à la tête de l'association estonienne qui regroupe 143 sociétés dans l'industrie de la défense : « En 2022, les recettes des sociétés de l'industrie de la défense étaient de 250 millions d'euros ». D'après les premières estimations, ce chiffre devrait atteindre 340 millions, dont 200 à l'exportation pour l'année dernière. Ce n'est pas uniquement Milrem Robotics qui tire ces chiffres vers le haut, mais aussi de nombreuses sociétés travaillant dans le domaine de la cyberdéfense.

Dans ces trois pays limitrophes de la Russie, la guerre à grande échelle lancée contre l'Ukraine par Moscou le 24 février 2022 a dégradé la situation de sécurité pour longtemps. Le conflit en Ukraine dicte aujourd'hui les nombreuses décisions qui sont prises dans la région. « Quand les gens pensent à la défense, ils pensent aux tanks, aux munitions, et nous n'avons pas beaucoup de cette industrie conventionnelle », relève Indrek Sirp, conseiller spécial pour l'industrie de la défense au ministère estonien de la défense. Comme le relève Tomas Jermala-vichius, chercheur au think-tank ICDS,



Un véhicule à chenilles sans pilote développé par la société estonienne Milrem Robotics. MILREM ROBOTICS

L'industrie de défense des Baltes se met en ordre de bataille

« L'Estonie a maintenant besoin de choses qui tirent, explosent et anéantissent ». « Il nous faut des capacités de défense que nous n'avions pas », souligne Indrek Sirp. Dans les trois pays Baltes, l'industrie de la défense prend désormais cette direction avec l'installation dans la région de sociétés produisant des munitions.

Le 3 juin, la Lituanie a donc signé un accord avec l'allemand Rheinmetall pour l'implantation d'une usine de production d'obus de 155 mm. « Ce que je peux dire est que les investissements seront au moins de 180 millions d'euros », précise Ausrine Armonaitė, la ministre de l'Économie. Depuis 2021, de nombreuses dispositions ont été approuvées par le gouvernement pour faciliter les investissements conséquents, notamment un taux d'imposition nulle pendant 20 ans sur les bénéfices. Le ministère letton de la Défense a lui créé

une société publique qui a reçu 41 millions d'euros de la part de la Commission européenne pour la fabrication de munitions. Selon le média public letton LSM, la production devrait commencer fin 2024.

Développement de la robotique

« Nous sommes un peu en retard par rapport à la Lettonie et la Lituanie », concède Kalev Stoicescu, à la tête de la commission de défense au Parlement estonien. Les députés devraient bientôt voter des amendements à la loi sur les armements pour que des explosifs à des fins militaires puissent être produits en Estonie. L'Estonie a aussi comme projet la création d'un parc industriel destiné au secteur de la défense. « En août 2025, la construction devrait commencer », indique Indrek Sirp.

Pour développer la recherche et le développement dans le secteur de la défense, la première ministre estonienne a annoncé la création d'un fonds d'investissement doté de 50 millions d'euros. « Le gouvernement est intéressé pour investir dans l'industrie de défense plutôt pour produire des composants high-tech », relève Kalev Stoicescu. Une nécessité pour Raul Rikk. « Nous avons besoin d'acheter ce qui est sur le marché, mais quelle est l'étape d'après ? », s'interroge-t-il, d'autant plus que selon lui « la Russie ne dort pas » en ce qui concerne le développement de la robotique sur les champs de bataille. « Nous devons être en avance sur notre adversaire potentiel si nous voulons gagner », estime encore le directeur de Milrem Robotics.

Malgré un secteur de petite taille, le fait que l'Estonie prenne part à de

nombreux projets du Fonds européen de défense prouve « l'excellence » du pays dans ce domaine, souligne le chercheur d'ICDS. En début d'année, le centre national pour les investissements dans la défense et la société BalticWorkBoats ont pris la tête d'un consortium de 23 sociétés européennes pour développer dans les 4 prochaines années le prototype d'un vaisseau semi-autonome.

L'association estonienne des sociétés de l'industrie de la défense ambitionne 1 milliard d'euros de recettes pour l'ensemble de ces membres en 2030. Alors que le pays est entré en récession et que les Estoniens font face à de nouveaux impôts, le secteur de la défense draine, lui, de l'argent, mais les sociétés qui viendront s'installer devront forcément penser exportation, le marché local étant bien trop restreint. ■

L'impôt, levier clé pour sortir l'Afrique de la pauvreté

Clara Galtier

Le continent doit mieux capitaliser sur ses ressources pour lutter contre le réchauffement climatique et la pauvreté.

Le constat est connu. L'Afrique est à la fois le continent le plus pauvre de la planète et le plus vulnérable au réchauffement climatique. Sept des dix pays les plus exposés au monde sont africains. Le défi est bien de concilier la lutte contre la hausse des températures avec le développement économique. Si les estimations sur les besoins de financement varient selon les sources, les montants restent colossaux. La Fondation Mo Ibrahim, qui vient de publier un rapport intitulé « Les besoins financiers de l'Afrique : où sont les ressources ? » évalue le déficit global à 450 milliards de dollars par an, soit 15 % du PIB africain. « Cette somme ne représente que 0,4 % des 120 000 milliards de dollars d'actifs gérés par les investisseurs institutionnels mondiaux », souligne le fondateur, milliardaire et philanthrope anglo-soudanais, Mo Ibrahim.

Face à ce gouffre, l'argent venu de l'extérieur n'y suffit pas. L'aide publique au développement ne représente que 10 % des ressources financières. Et la majeure partie des fonds sont en outre circonscrits à la santé et à l'éducation. Quant aux investissements étrangers (IDE) l'Afrique n'attire que 3,3 % du volume mondial en raison d'une perception du risque « hystérique », pour reprendre la formulation de représentants africains.

Le continent doit plus que jamais compter sur lui-même pour combler le déficit, renforcer la stabilité macroéconomique et augmenter l'épargne intérieure. « Nous sommes arrivés à un point où le continent ne peut plus uniquement s'appuyer sur ses partenaires pour financer son développement. Il nous faut un programme basé sur nos ressources et nos atouts », appelle Mo Ibrahim. L'Union africaine a calculé que la mobilisation des ressources domestiques devrait couvrir en moyenne entre 75 % et 90 % des besoins financiers pour mettre en œuvre l'Agenda 2063, plan directeur qui vise à transformer la région en puissance mondiale.

Les émissions souveraines sont l'un des leviers, met en exergue la fondation qui œuvre pour une bonne gouvernance en Afrique. Depuis leur entrée sur le marché en 2007, les pays africains ont levé plus de 160 milliards de dollars de dette. « Malgré des conditions difficiles, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Bénin ont réussi à émettre 4,85 milliards de dollars récemment », appuie le rapport. Le bémol étant que peu de pays arrivent à lever de la dette et les taux d'intérêt sont élevés, restreignant leur capacité d'endettement. En moyenne, ces pays paient cinq à huit fois plus pour se financer sur les marchés internationaux que les pays développés.

Les coûts de financements sont liés à leur capacité de rembourser la dette, elle-même corrélée aux recettes fiscales.

C'est bien là que le bât blesse. Les pays africains lèvent trop peu d'impôts. Le montant des recettes fiscales par rapport au PIB est de 15,6 % sur le continent, contre 34 % pour les pays de l'OCDE. Il est même inférieur à 10 % au Nigeria et en République démocratique du Congo. En Afrique, aussi, le consentement à l'impôt n'est pas élevé, qui s'explique en partie par l'insuffisance des services publics.

Au Kenya, la récente décision des autorités de mettre une TVA de 16 % sur le pain et le carburant, impôt particulièrement dommageable aux plus pauvres – après avoir déjà augmenté l'an dernier l'impôt sur le revenu et les cotisations santé et ce dans un contexte inflationniste – a déclenché de violentes manifestations, qui ont fait jeudi un mort et 200 blessés.

La faiblesse de l'impôt s'explique par la prévalence du secteur informel qui représente jusqu'à 85 % de l'économie dans certains pays et qui de fait échappe à la taxation. Pour élargir l'assiette fiscale, l'expérience montre que la digitalisation des finances publiques est efficace. La Côte d'Ivoire a ainsi réussi à augmenter entre 20 % et 30 % le nombre de contribuables. Les recettes totales de l'Afrique

en 2024 (578,6 milliards de dollars) ne représentent que 5 % de celles de l'Europe, pour une population deux fois plus importante. En 2024, cinq pays concentrent à eux seuls la moitié des impôts collectés : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et le Nigeria. Les Nations unies et l'OCDE ont lancé depuis dix ans une initiative « Inspecteurs du fisc sans frontières » qui aide les pays à améliorer leurs services fiscaux en envoyant des experts pour assister les équipes locales.

« Nous sommes arrivés à un point où l'Afrique ne peut plus uniquement s'appuyer sur ses partenaires pour financer son développement. Il nous faut un programme basé sur nos ressources et nos atouts »

Mo Ibrahim Fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

La coopération internationale est aussi essentielle pour lutter contre l'évasion fiscale. « Le paiement d'un impôt minimum sur les sociétés, actuellement promu par le G20, est un bon début, mais il doit

fonctionner pour le continent africain en garantissant que lorsque de la valeur est extraite ou générée en Afrique, l'impôt minimum soit payé sur le continent », soulignent les auteurs de l'étude. C'est tout l'enjeu des revenus tirés de l'exploration pétrolière, gazière et minière. Plusieurs pays africains ont revu ces dernières années leur code minier. Le continent veut également mettre un terme aux sorties illégitimes de capitaux, évalué à 100 milliards de dollars par an, le double du montant de l'APD. Développer des instruments financiers pour atténuer les risques, comme les outils de couverture de change et les produits d'assurance contre la fuite des capitaux sont des étapes essentielles.

Autres ressources dormantes à activer, pointe la fondation, les actifs verts : les États africains peuvent capitaliser sur leurs immenses ressources naturelles. L'exemple le plus significatif étant le bassin du Congo, qui abrite le seul puits forestier net de carbone au monde. Le développement de projets verts – comme la préservation de la forêt – peut générer des crédits carbone, et ainsi apporter des revenus. L'Afrique a le potentiel d'étendre son marché des crédits carbone 19 fois d'ici à 2030, en générant jusqu'à 6 milliards de dollars de revenus et 30 millions d'emplois, évaluent les auteurs. ■

Camaïeu, Naf Naf... La très difficile relance des marques de prêt-à-porter moribondes

Mathilde Visseyrias

En perte de vitesse depuis des années, elles ne peuvent renaître qu'à minima.

Camaïeu, qui a laissé sur le carreau 2600 employés à l'issue d'une faillite retentissante, va faire son retour le 29 août avec Celio.

Moins de deux ans après sa disparition. Le leader du prêt-à-porter pour homme n'a repris aucun des 500 magasins de l'enseigne, ni même les salariés. Pour 1,8 million d'euros, il a racheté les actifs immatériels de Camaïeu, c'est-à-dire la propriété intellectuelle de la marque, les logos et les noms de domaine des sites web, avec l'intention de se lancer dans la mode pour femme.

« Toutes les grandes marques internationales font de l'homme, de la femme, et même de l'enfant. Celio ne pouvait pas rester à faire que de l'homme », explique Sébastien Bismuth, président de Celio et Camaïeu. Pour pérenniser l'avenir du groupe, nous lançons une ligne femme, qui s'appellera "be camaïeu" et viendra compléter les collections pour homme. Cette ligne s'appuie sur la notoriété énorme de Camaïeu, qui a été un leader du prêt-à-porter féminin en France jusqu'en 2019. »

Le nouveau Camaïeu revu et corrigé par Celio proposera des basics (pull, t-shirt, pantalon), déclinés en plusieurs couleurs, à un prix moyen d'une trentaine d'euros. L'idée n'est pas de rivaliser avec la fast fashion, capable de vendre des articles à quelques euros, mais de faire renaître une marque qui avait trouvé son public, avec « des produits du quotidien, pratiques et de qualité ».

« Camaïeu est l'alter ego féminin de Celio. Nous prenons des risques maîtrisés », poursuit Sébastien Bismuth. Lorsque Camaïeu a disparu des radars, la marque comptait plus de 500 magasins. « Des magasins qui se cannibalisaient entre eux », rappelle le dirigeant. Pas question de revenir en arrière. D'ici trois à quatre ans, l'idée est de lancer « be camaïeu » dans une cinquantaine de points de vente Celio, en remodelant le parc existant avec des transferts de boutiques et des agrandissements. Ils seront 11 points pour commencer le 29 août, principalement dans des centres commerciaux (Les Trois Fontaines à Cergy Pontoise, Westfield Rosny 2, ...). De façon marginale, quelques magasins 100 % dédiés à la femme ouvriront aussi. D'abord en test. Deux sont déjà annoncés : l'un à Compiègne, dans un ancien magasin... Camaïeu ; l'autre à Vélizy 2 pour six mois, dans un magasin éphémère. « L'enjeu n'est pas la course à la taille, mais de créer une forme de singularité », insiste Sébastien Bismuth. Nous assumerons de faire des choix sur le rythme des renouvellements des collections, la largeur d'offre. On en fera moins, mais mieux. » Une équipe de 25 personnes a été recrutée, mobilisée depuis un an et demi sur le projet.

Comme Camaïeu, d'autres marques, torpillées par la crise du prêt-à-porter et

une gestion vouée à l'échec, vont tenter de renaître. Elles sont aujourd'hui l'ombre d'elles-mêmes. De rares - repreneurs voient malgré tout l'opportunité de les relancer. Lourdemment endetté, Naf Naf vient d'être ainsi repris par un fournisseur turc, Migiboy Tekstile. Celui-ci s'est engagé à sauvegarder 521 des 586 emplois et à conserver une centaine de boutiques en propre. Une nouvelle inespérée pour une enseigne en redressement judiciaire depuis septembre. Mais tout le monde s'interroge : quelle est la botte secrète de Migiboy Tekstile, pour redonner des couleurs à cette marque abîmée par plusieurs années de descente aux enfers ? Déjà placée en redressement judiciaire en 2020, Naf Naf appartenait depuis au groupe franco-turc SY International, qui n'a pas réussi à la remettre sur pied.

Camaïeu, Naf Naf, Kookaï... Ces marques ont souvent connu un développement très fort dans les années 1980, au moment où la consommation de vêtements a explosé. Mais plus personne ne reconnaît leur style dans la rue. « Des investisseurs veulent visiblement jouer la carte de la nostalgie et leur ancienne notoriété pour les relancer », avance Olivier Salomon, directeur associé au cabinet de

conseil AlixPartners. Cela peut avoir du sens, à condition d'investir massivement. Mais personne ne le fera. » Naf Naf avait marqué les esprits avec des campagnes de publicité (Le grand méchant Look), que la jeune génération n'a pas connues. Quelle est la taille de ses fans ? « Le ris-

« Nous venons de vivre trois ans de décrochage dans la mode. Je suis d'un naturel optimiste, mais il faut rester réaliste quant à l'ampleur de la transformation que nécessite leur relance »

Céline Pagat-Choain Associée experte distribution mode et luxe chez Kéa, cabinet de conseil en stratégie

que est de s'adresser à d'anciens clients, qui ont vieilli, sans en recruter de nouveaux clients, poursuit Olivier Salomon. En plus, personne ne veut s'embarasser avec des coûts fixes élevés. J'ai bien peur que ces marques, à défaut de disparaître, réapparaissent de façon très modeste. »

Renaitre à minima. Voilà le nouvel horizon. Ces marques au tapis avaient

généralement entre 200 et 400 points de vente. Leurs repreneurs n'en conservent généralement qu'un tiers. Et parfois bien moins. En novembre, à l'issue d'une procédure de cession, le groupe Antonelle-UJA (Antonelle, Un jour ailleurs) s'est ainsi contenté de reprendre 16 des 121 magasins de Kookaï, et 70 emplois sur 220.

« Ces marques n'auront plus le maillage national qu'on leur a connu », insiste Céline Pagat-Choain, associée experte distribution mode et luxe chez Kéa, cabinet de conseil en stratégie. Nous venons de vivre trois ans de décrochage dans la mode. Je suis d'un naturel optimiste, mais il faut rester réaliste quant à l'ampleur de la transformation que nécessite leur relance. »

Le succès de certaines enseignes (à commencer par Inditex, avec ses Zara, Bershka, Stradivarius...) sert de boussole : il est à la fois une source d'inspiration et de différenciation. Il s'agit de créer une forme de singularité, en proposant une alternative aux leaders mondiaux (Zara, H&M), pense Céline Pagat-Choain. Il faut aussi clarifier l'offre, investir dans son image, restructurer en permanence son réseau de magasins... Bref, assumer une

phase d'investissement majeur, pour aller vite et fort.

En 2020, le groupe Beaumanoir (Cache Cache, Bonobo, La Halle, Carol...) a repris à la barre du tribunal 366 magasins La Halle et 2500 salariés de La Halle, ancienne pépite du groupe Vivarte. Aujourd'hui à la tête de 2,2 milliards d'euros de volume de ventes, il sait le prix à payer pour redresser une marque en difficulté, quand bien même elle a eu son heure de gloire. « Il a fallu trois ans pour remettre La Halle dans son marché et faire en sorte que la marque gagne à nouveau de l'argent », raconte Roland Beaumanoir, son président. Nous avons transformé une quarantaine de magasins sous l'enseigne Vib's (qui regroupe plusieurs de nos marques) et repositionné l'offre en éliminant les références qui se vendaient mal. » Les ventes de La Halle progressent aujourd'hui de 5 %. Dans un marché en baisse, c'est significatif. Mais au prix d'un travail colossal et de lourds investissements. « Si c'était à refaire, nous le referions, assure le dirigeant. Mais il faut savoir que nous avons réinvesti près de 20 millions par an dans La Halle. Racheter pour presque rien une entreprise au tribunal, peut paraître tentant. En réalité, c'est très cher. » ■



Lourdemment endetté, Naf Naf vient d'être repris par un fournisseur turc, Migiboy Tekstile. Celui-ci s'est engagé à sauvegarder 521 des 586 emplois.

Les entreprises, attentistes, reportent leurs embauches

Thomas Engrand

Depuis la décision inattendue d'Emmanuel Macron, les chefs d'entreprise ont gelé les projets d'embauches.

« Nous avons brutalement gelé nos projets d'embauches », « c'est la sidération », « nos clients sont en pause donc nous aussi... » Jeudi matin l'inquiétude dominait parmi les chefs d'entreprise réunis à la Salle Gaveau pour écouter les partis présenter leur programme économique. Tous voient d'abord l'immense incertitude qui a saisi le pays au soir du 9 juin. Comme tous les Français, les patrons ont découvert avec stupeur le choix du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale. Les conséquences économiques sont évidemment difficiles à quantifier ; mais une chose est sûre, il n'y a rien de pire pour des dirigeants qui ont besoin de stabilité et de visibilité pour se développer. « Beaucoup de chefs d'entreprise ont d'ores et déjà suspendu des décisions d'investissements et d'embauches », re-

levait le président du Medef, Patrick Martin, ce jeudi, dans les colonnes du Figaro. « Lorsque l'on écoute nos entreprises, la première crainte c'est l'instant présent », dit-on aussi au sein du patronat. « Nos adhérents attendent de nos dirigeants qu'on protège leur outil de travail dans un climat social et économique apaisé », a également prévenu le président des entreprises de proximité (UZP) Michel Picon.

Dans le meilleur des cas, le flou prendra fin au soir du deuxième tour des élections législatives, dimanche 7 juillet. L'attentisme aura alors duré un mois. Or, sur les 365 journées que compte une année, « aucune n'est négligeable », souligne Yannick L'Horty, économiste au CNRS. « Il y a environ 100 000 mouvements par jour ouvré sur le marché du travail. Sur un mois, le chiffre monte donc à deux millions environ. »

Selon la dernière étude sur les mouvements de main-d'œuvre de la Dares, l'organisme de statistiques du ministère du Travail, 6 371 000 contrats de travail ont été signés dans le secteur privé au quatrième trimestre 2023. « En 2020, au début de la crise Covid, les embauches s'étaient totalement arrêtées. La France avait perdu 8 points de PIB pour trois mois de confinement cumulé », illustre Yannick L'Horty. La situation d'aujourd'hui, bien que handicapante, n'en est pas moins très différente : « Nous n'assistons pas à un gel intégral. Les projets d'embauches déjà débutés sont finalisés », poursuit l'économiste.

Climat moribond

L'heure n'est pas à compter le nombre d'emplois perdus sur ce mois de juin. Mais la crainte de voir cette période provoquer un ralentissement durable,

dont les effets se feraient sentir lors des prochains trimestres, existe. « Le numérique souffre déjà. Les fusions-acquisitions dans le secteur sont à l'arrêt. Et les carnets de commandes ne se remplissent plus », prévient Audrey Louail, fondatrice du groupe numérique Ecritel et présidente de l'association d'entrepreneurs CroissancePlus. Or, sans carnet de commandes, ce sont les nouvelles embauches qui en pâtiront dans les mois à venir.

Pour ne rien arranger, ces nouvelles turbulences surviennent dans une période déjà moribonde. « La situation n'était déjà pas brillante ces derniers mois avec un taux de croissance très faible », alerte Laurent Giovachini, président de la fédération d'entreprises Syntec. Le taux de chômage connaît une remontée continue depuis le début d'année 2023. Après avoir atteint un palier à 7,1 %, il

gravite aujourd'hui autour des 7,5 %. C'est du côté des défaillances que la tendance est la plus inquiétante. Sur douze mois, plus de 60 000 faillites ont été répertoriées fin mai par la Banque de France, dépassant pour la première fois la tendance de long terme pré-Covid.

Mais le plus dur est peut-être à venir pour les patrons. « Tout cela peut être très vite oublié, veut croire Laurent Giovachini, à condition qu'on retrouve un gouvernement stable. » À moins de dix jours du premier tour, cette option n'a jamais paru aussi hypothétique. Selon l'étude Ifop-Fiducial pour Le Figaro, LCI et Sud Radio, publiée le 20 juin, le Rassemblement national (RN) obtiendrait 34 % des voix, contre 29 % pour le Nouveau Front populaire et 22 % pour le bloc central. À la clé, le risque d'une chambre ingouvernable pendant les deux prochaines années. ■

LE GRAND TÉMOIN

YOSHUA BENGIO

PRIX TURING (2018) POUR SES RECHERCHES SUR L'IA

Propos recueillis par
Claudia Cohen et Chloé Woitry

Fondateur de Mila, le centre de recherche en intelligence artificielle de l'université de Montréal, Yoshua Bengio est considéré comme l'un des « pères » de l'IA moderne. Ses recherches en deep learning (apprentissage profond) ont été couronnées en 2018 du prix Turing, l'équivalent du Nobel d'informatique, qu'il a partagé avec le Français Yann Le Cun et le Britannique Geoffrey Hinton. Inquiet de l'impact social de l'IA, le scientifique plaide pour un développement responsable et régulé de ces technologies.

LE FIGARO. - L'IA va-t-elle profondément bouleverser le marché du travail ?

YOSHUA BENGIO. - Les scénarios des économistes sont variés et il est difficile de savoir lequel sera le bon. Certains sont catastrophistes et clament qu'une partie de la population pourrait se retrouver sans emploi d'ici dix ou trente ans. D'autres affirment que l'IA va créer de nouveaux emplois et je suis d'accord avec cette vision. Mais il y aura une période de transition, et nous savons que les transitions sur le marché de l'emploi sont toujours pénibles, car ceux qui vont occuper ces nouveaux emplois ne seront pas les personnes qui ont perdu le leur. L'autre grand problème est le recul de la valeur économique du travail humain. Si l'IA se rapproche de l'intelligence humaine, elle deviendra capable de faire la même chose pour moins cher. Le plus tentant pour la maximisation du profit des entreprises sera alors l'automatisation. Mais est-ce que cela sera le meilleur choix pour la société ? Personnellement, je pense que l'on devrait beaucoup plus insister sur les applications scientifiques de l'IA, et les progrès que cela apportera à la médecine ou bien à la protection de l'environnement. Ce sont des avancées qui ne sont peut-être pas rentables à court terme, mais qui seront bénéfiques à tous.

Est-on face à une potentielle bombe sociale ?

Pour beaucoup d'analystes, le fait que les ouvriers aient perdu leur place éco-

Le « parrain » de l'IA moderne s'inquiète de l'impact sociétal de cette technologie si son développement n'est pas encadré.

« La classe moyenne risque d'être heurtée par l'intelligence artificielle »

nomique dans les pays occidentaux est l'une des causes des mouvements de rejet de la démocratie et des discours scientifiques. Je pense de même que la classe moyenne dans certains pays risque d'être heurtée par l'intelligence artificielle. Il faut regarder la trajectoire, et il est assez certain que l'on se dirige vers des machines aussi intelligentes que nous. Dans combien de temps ? Je ne sais pas. Mais sur cette trajectoire, il y aura des problèmes sociaux.

Certains entrepreneurs en IA clament qu'elle va libérer les humains des métiers pénibles, voire du travail tout court, et conduire à une véritable société de loisirs...

Quel serait le sens de notre vie si tout pouvait être fait par des machines ? C'est une grande question, mais je pense qu'il y a des choses dont on ne voudra

pas se départir. Si vous allez voir un psy, vous ne voudrez pas parler à un robot. Si je vais à l'hôpital, je veux bien sûr que les médecins utilisent la technologie, mais aussi qu'un humain me prenne par la main quand je souffre. Et il y a un autre aspect où je pense que l'on ne pourra jamais remplacer l'humain par la machine : ce sont nos choix démocratiques. Qu'est-ce qui est acceptable, moral ? Ce sont des choix humains. Il y a un autre enjeu, celui des déséquilibres internationaux. Aujourd'hui, la conception des IA les plus avancées est concentrée dans une poignée d'entreprises, presque toutes américaines. Les gouvernements des pays où elles siègent pourront toujours taxer leurs profits et les redistribuer à la population. Mais que va-t-il se passer si tout le travail que l'on externalise aujourd'hui dans les pays en développement de-

vient automatisé et robotisé ? Ce sera pour eux une perte sèche, et je doute que les États-Unis financent un revenu universel au reste de la planète.

Que pensez-vous de la tendance dans la tech à vouloir doter les IA de traits de personnalité ?

C'est une pente glissante. À court terme, ces assistants virtuels sont sympathiques. Mais plus l'IA se comportera comme un humain, plus les risques de confusion seront grands. À long terme, le débat pour savoir s'il faut ou non donner des droits à l'IA se posera. Gagneront-elles des droits moraux, voire un droit à l'existence ? C'est une question qui m'inquiète, car nous allons être tentés de donner ces droits à la machine si elle finit par nous ressembler. Nous risquons de développer de l'empathie pour elle, car nous la penserons dotée

BIO EXPRESS

5 mars 1964
Naissance à Paris.

1993
Fonde Mila, institut de recherche en IA, à l'université de Montréal.

2018
Colaureat du prix Turing, le « Nobel de l'informatique », pour ses travaux sur le deep learning (apprentissage profond).

2024
Nommé dans la liste du *Time* des 100 personnes les plus influentes au monde pour ses positions sur l'IA.



ANDRÉE JACOB / AFP

de conscience. Il va falloir faire attention.

Vous rencontrez de nombreux gouvernements. Quels messages cherchez-vous à transmettre ? Mon discours est qu'il y a encore beaucoup d'incertitudes autour de l'évolution future de l'IA et il faut donc appliquer un principe de précaution afin d'éviter des dommages significatifs. Avant de construire une centrale nucléaire, vous devez démontrer scientifiquement aux pouvoirs publics qu'elle ne va pas exploser. Nous n'avons rien de tel pour l'IA. Il faut forcer les entreprises à démontrer que ce sur quoi elles travaillent ne va pas causer des dommages graves pour la société, le pire scénario étant celui de la perte de contrôle. Cela ne veut pas dire publier les secrets industriels. Mais les régulateurs, les scientifiques indépendants, doivent avoir un droit de regard en forçant ces entreprises à documenter ce qu'elles font.

Êtes-vous inquiet de voir que les grands groupes tech attirent les meilleurs chercheurs en IA au détriment de la recherche publique ?

Oui. Il est vital pour une société de se doter d'une capacité de compréhension des IA les plus puissantes. Cela veut dire des expertises, des chercheurs, des ingénieurs qui travaillent directement ou indirectement pour le public. Mais pour les étudiants en IA, la tentation de partir dans le privé est grande. C'est là que sont les emplois et ils gagneront quatre à cinq fois plus qu'un professeur d'université. Et un point central est l'accès à la puissance de calcul. Aujourd'hui, à l'université, il y a des choses qu'on ne peut simplement plus faire. Entraîner les plus gros modèles est impossible car cela coûte des milliards. Mais même expérimenter avec ces modèles devient compliqué. C'est pourquoi le gouvernement canadien vient d'annoncer un plan de 2 milliards de dollars en infrastructures IA pour aider les chercheurs universitaires et les start-up. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

LUCIAN DOROBANTU Pull&Bear

Responsable de la division internationale d'Europe du Nord d'Inditex, à la tête de la filiale russe jusqu'à sa sortie du marché en 2023, Lucian Dorobantu récupère les rênes de la marque Pull&Bear. Il remplace José Pablo del Bado Rivas, cadre historique, membre du comité de direction, qui quitte le groupe espagnol de textile.

MARC CHACHEREAU Netatmo

Netatmo, filiale du groupe Legrand dédiée aux solutions intelligentes pour la maison, confie la direction de la recherche et du développement à Marc Chachereau. Par le passé, il a exercé pendant plus de vingt ans en tant que leader en R&D dans l'industrie, notamment auprès de Schneider Electric et Eaton.

NATHALIE KERHOAS Bleu-Blanc-Cœur

Réunie en assemblée générale, la démarche qualité Bleu-Blanc-Cœur s'est transformée en société coopérative d'intérêts collectifs (SCIC) pour s'ancrer dans l'économie sociale et solidaire. Les membres ont élu à l'unanimité comme présidente Nathalie Kerhoas. D'origine et de formation agricole, elle a intégré l'association en 2000, quelques mois après sa création.



Deux ex-Danone promus au sein de la coopérative laitière Sodiaal

Ils se croisent aujourd'hui chez Sodiaal, mais auraient pu se rencontrer lors de leur expérience Danone. Renaud Chamonal (à gauche) s'est illustré dans le marketing, Romain Deurbergue (à droite), dans la finance. La coopérative Sodiaal confie au premier la responsabilité de la filiale Fromages et, au second, de la marque Candia. En travaillant dans une friperie, à l'adolescence, Renaud Chamonal s'est intéressé à la gestion d'entreprise. Il a logiquement candidaté aux écoles de commerce, y percevant également l'opportunité de réaliser son rêve de parcourir le monde. Au terme de son cursus à l'ESC Pau, il a débuté comme chef de secteur de Procter & Gamble. Il y a évolué jusqu'en 1999 avant de s'accorder une pause d'un an afin de voyager sac au dos. De retour dans l'Hexagone l'année suivante, il a rejoint L'Oréal. En 2002, il souhaitait rejoindre Lyon, sa ville natale. Cap sur Blédina, propriété de Danone. En parallèle, il a racheté une ferme avec son épouse et, ensemble, ils ont lancé un centre équestre. Seule une offre en or aurait pu le pousser à quitter ce coin de paradis : le groupe a réussi, en 2010, en lui soumettant la perspective de s'expatrier et de gravir les échelons. Il s'est envolé pour la Bulgarie, où il a endossé la direction gé-

nérale de la branche de Danone dès 2012. Les missions successives l'ont ensuite mené en Asie centrale, puis en Algérie. En 2019, il a de nouveau cédé aux sirènes de la capitale des Gaules, y récupérant les rênes de l'activité en magasin bio d'Ecotone, connu pour Bjorg, Bonnetterre ou Alter Eco. La proposition de Sodiaal a finalement séduit ce petit-fils d'éleveurs laitiers, amateur de bonne chère.

Capacité de se projeter

Quant à Romain Deurbergue, littéraire dans l'âme, il a découvert son attrait pour les chiffres à HEC. Il a commencé auprès de Pfizer en 2002, en quête d'un domaine vecteur de sens. Aussi a-t-il été enchaîné avec Rentokil, arrivant au sein de Danone en 2012, à l'heure où la multinationale tenait à se recentrer sur les enjeux de santé. Il a notamment participé à l'intégration d'Alpro et WhiteWave. Il a en définitive rallié Candia en 2020, en tant que directeur financier. Il en loue le modèle, qui lui assure de l'autonomie et la capacité de se projeter sur le long cours. Éric Forin, patron d'alors, l'a ainsi considéré en bras droit, lui transmettant naturellement le flambeau. Parmi ses priorités figurent la défense de la rémunération des agriculteurs et le redéploiement sur la crème et le beurre.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

MARION BEYRET Stellantis



Stellantis recrute Marion Beyret comme directrice de la communication et des affaires publiques, à compter du 2 septembre. Elle exerçait auparavant à des responsabilités similaires chez Air France-KLM après avoir œuvré comme attachée de presse d'En marche, de la présidence de la République, puis conseillère presse et communication du ministère de la Transition écologique et solidaire jusqu'en 2022. Elle endosse un poste fraîchement créé par le constructeur auto, alliant communication et affaires publiques.

HUGUES HEDDEBAULT Air Caraïbes

La compagnie aérienne Air Caraïbes nomme Hugues Heddebault directeur commercial et affaires publiques. Précédemment, il a occupé des postes de direction chez Air France-KLM, notamment directeur régional pour la Méditerranée, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, puis directeur de la transformation commerciale.

MATHILDE VAUCHERET Levi's

Après trois mois d'intérim, Mathilde Vaucheret est confirmée par Levi's au poste de vice-présidente marketing pour la région Europe. Auparavant, elle était passée par Philips.

À la recherche de placements à l'abri des turbulences politiques

Hervé Rousseau

Les prochaines semaines s'annoncent hautement risquées sur les marchés action. Quelques précautions permettent de limiter les risques.

La dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron et la confusion qui règne depuis dans le paysage politique français débordent sur les marchés financiers. Les investisseurs, et singulièrement les investisseurs internationaux, peu au fait des subtilités de la vie politique française, ont fui massivement la Bourse de Paris. Le CAC 40, détenu à environ 40 % par des investisseurs étrangers, a perdu plus de 6 % dans la semaine qui a suivi. Cette semaine, l'indice phare a repris un peu de hauteur. Mais la défiance reste forte. Les volumes échangés sur le CAC 40 ont pratiquement fondu de moitié ces derniers jours.

Face à cette situation inédite, les repères du passé ont volé en éclats. Certaines valeurs refuges ne jouent plus leur rôle protecteur. La dette publique française subit ainsi le contrecoup de la hausse des taux. Les opérateurs se sont massivement détournés de la dette française redoutant un dérapage des dépenses publiques et le taux de l'obligation assimilable du Trésor français (OAT) à dix ans a fait un bond en avant. Or la valeur des obligations qui évolue en sens inverse des taux d'intérêt a chuté. Autre conséquence pour les épargnants français, avec la hausse des taux, l'or, actif sans rendement, perd également de son éclat.

Il existe toutefois des havres de paix. La monnaie suisse, championne des « devises refuge » a rebondi d'environ

3,5 % par rapport à l'euro depuis début juin. Une appréciation qui s'explique « avant tout par les incertitudes politiques en Europe », explique Thomas Jordan, le président de la BNS (Banque nationale suisse). Sur les marchés d'actions, la tempête boursière s'est essentiellement « concentrée sur l'Europe et singulièrement sur la Bourse de Paris et plus encore sur certains secteurs particulièrement exposés à un changement de majorité politique comme les banques, les services aux collectivités ou l'audiovisuel », constatent les spécialistes d'Amplegest. Les autres grandes places boursières mondiales ont été pratiquement épargnées. Wall Street a ainsi continué de voler de record en record. Pour Christopher Dembik, stratège chez Pictet AM, en cette période de stress sur le marché français, « il faut plus que jamais diversifier son portefeuille à l'international ». Pour ce spécialiste, les États-Unis ou le Japon devraient rester à l'écart de ces turbulences.

L'expertise des gérants

Pour aborder ces marchés complexes et lointains, il peut être judicieux de se tourner vers des fonds d'investissement spécialisés afin de profiter de l'expertise des gérants. Une autre solution consiste à investir dans des ETF, ou fonds indiciels cotés. L'offre de trackers (l'autre nom des ETF) est extrêmement diversifiée. Ces fonds qui répliquent un indice permettent d'investir sur pratiquement tous les marchés et de déployer des stratégies très variées. Ils offrent égale-

ment une grande souplesse. Cotés en Bourse en continu, comme une action, ils permettent de prendre position en un éclair et de faire volte-face aussi vite. L'agitation politique française n'affecte pas les tendances de long terme qui ont porté les marchés mondiaux à des sommets historiques cette année.

Pour les professionnels, le potentiel de l'intelligence artificielle est ainsi loin d'être épuisé. Tandis que la confusion régnait en France, cette semaine, le champion Nvidia est d'ailleurs devenu la première capitalisation boursière mondiale. La lutte contre le réchauffement climatique et l'électrification des économies restent aussi au centre des stratégies de nombreux professionnels. « Schneider Electric, Air Liquide ou Saint-Gobain, au centre de ces enjeux, se sont vivement redressés cette semaine », note un gérant. Alors qu'un nouveau gouvernement doit sortir des urnes le 7 juillet, il n'y aura sans doute pas de trêve estivale à la Bourse de Paris. Les marchés ne prennent en effet pas de vacances. Pour passer le cap de l'été, bon nombre de professionnels recommandent de renforcer la poche de liquidité, désormais bien mieux rémunérée.

Depuis quelques années, les possibilités d'intervention sur les marchés sont devenues plus accessibles grâce notamment aux courtiers en ligne. À côté du classique ordre d'achat à cours prédéterminé, il existe toute une gamme d'ordres de Bourse, permettant de limiter la casse lorsque le temps tourne à l'orage sans avoir les yeux rivés en permanence sur les cours. Il est ainsi possible de passer un ordre limite. Plutôt que d'acheter un titre, puis de se laisser balotter par les humeurs de la Bourse, cet outil permet de passer simultanément un ordre d'achat et un ordre de vente à un cours déterminé à l'avance. Dès ce seuil atteint, le titre est automatiquement vendu et la plus value sécurisée. Pour éviter d'être emporté par la baisse, il existe les ordres « stop loss ». Si le titre perd, par exemple, plus de 10 %, la position est automatiquement coupée et le titre vendu. ■

Les investisseurs redoublent de prudence avant les élections

Évolution de l'indice CAC 40, en points



Source : Bloomberg

LA SÉANCE DU VENDREDI 21 JUIN

LE CAC											
	IND	%VAR	HAUT IND	%BAS IND	%SCAP	%D		IND	%VAR	HAUT IND	%BAS IND
ACCOR	38,48	-126	39,23	38,22	0,636	-11,21	LMVH	717,3	+0,52	719,5	710,4
AIR LIQUIDE	162,88	-0,86	164,5	162,18	0,3	-7,52	MICHELIN	37,22	-0,75	37,74	37,22
AIRBUS	148,58	-0,12	149,1	147,54	0,244	+6,3	ORANGE	9,562	+0,36	9,616	9,51
ARCELORMITTAL SA	21,97	-1,88	22,41	21,79	0,698	-14,43	PERNOD RICARD	130,75	-0,72	132,2	130,65
AXA	30,56	-12,3	31,16	30,39	0,424	+3,63	PUBLICIS GROUPE SA	101,7	+0,49	102,05	100,95
BNP PARIBAS ACTA	59,33	-13	60,48	58,72	0,556	-5,21	RENAULT	48,66	-2,99	50,1	48,2
BOUYGUES	31,46	-0,25	31,65	31,17	0,877	-7,8	SAFRAN	202,5	-0,44	204,5	202,1
CARREFOUR	186,45	-127	190,65	186,25	0,48	-1,22	SAINT GOBAIN	73,12	-3,61	75,54	73,12
CREDIT AGRICOLE	13,77	-0,83	13,91	13,74	0,583	-6,87	SANOFI	87,62	-0,56	88,78	87,14
CREDIT AGRICOLE	13,77	-0,83	13,91	13,74	0,583	-6,87	SANOFI	87,62	-0,56	88,78	87,14
DANONE	58,54	+99	58,8	57,5	0,659	-0,24	SCHNEIDER ELECTRIC	226,5	-1,18	228,8	224,5
DASSAULT SYSTEMES	34,55	-131	35,09	34,44	0,262	-21,89	SOCIETE GENERALE	22,1	+3,38	22,35	21,95
EDENRED	41,57	-0,7	41,59	41,07	0,583	-23,22	STELLANIS NV	19,028	-0,26	19,312	18,89
ENGIE	13,725	-144	13,775	13,535	0,884	-13,78	TELECOMFRANCE	38,015	+107	38,08	37,41
ESSILORLUXOTTICA	208,9	+0,05	210,8	208,8	0,208	+5,03	THALES	100,7	-1,95	102,4	100,45
EUROFINS SCIENT.	52,74	-0,94	53,36	52,38	0,355	-10,58	TOTALENERGIES	156,6	-0,67	159,2	156,35
HERMES INTL	21,61	-1,41	21,97	21,50	0,138	+12,62	UNIBAIL-RODAMCO-WE	61,77	-0,87	62,29	61,41
KERING	320,1	+125	320,4	315,8	0,125	-9,77	UNIBAIL-RODAMCO-WE	73,48	-0,16	74,26	73,1
L'OREAL	440,65	-0,45	442,7	438,45	0,114	-2,22	VEDIJA ENVIRON	28,75	-1,44	29,25	28,75
LEGEND	93,36	-0,79	94,04	93,16	0,277	-0,79	VINCI	101,8	-0,59	102,2	100,85
							VINCI	9,79	-1,31	9,96	9,786

LES DEVISES			1 EURO=			L'OR			VEILLE		
	MONNAIE										
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,6076	AUD		Lingot 1kg			20 156,16		+16,7%
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4696	CAD		Lingot 100g			17 610,61		+16,6%
CHINE	YUAN		7,8225	CNY		Lingot 50g			3 579,31		+16,6%
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG		0,8654	HKD		Lingot 25g			712,76		+16,7%
JAPON	YEN		160,82	JPY		20F NAPONLEON			185,12		+16,7%
SUISSE	FRANC SUISSE		1,103	CHF		20F SUISSE			437,77		+16,7%
ETATS-UNIS	DOLLAR		1,0719	USD		20F SUISSE			422,86		+16,7%
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,366	TND		SOUVERAIN			546,55		+16,7%
MAROC	DIRHAM		11,03	MAD		KRUGGERAND			2 334,59		+16,7%
TURQUIE	NOUVELLE LIRE TURQUE		35,125	TRY		50 PSEOS			2 788,51		+16,7%
EGYPTE	LIVRE EGYPTEIENNE		51,25	EGP		10 DOLLARS			1140,83		+16,7%
CHINE	YUAN		7,8225	CNY		20 DOLLARS			2 280,66		+16,7%
INDE	ROUPIE		89,6225	INR							
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		144,0891	DZD							

QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier

Comment ouvrir un contrat d'assurance-vie pour un mineur ?

Le livret A est souvent le premier produit d'épargne ouvert par les parents pour leurs enfants. Beaucoup ignorent qu'ils peuvent aussi prendre une assurance-vie en leur nom. Elle vise à mettre une épargne à la disposition de l'enfant dès sa majorité, pour l'aider à financer ses projets ou ses études. Un produit parfait pour compléter un livret A et un livret jeune.

Si toutes les assurances-vie classiques peuvent être souscrites pour des mineurs dès la naissance, certaines compagnies proposent des contrats spécialement conçus pour eux. Dans les deux cas, l'enfant n'a pas la capacité d'adhérer seul. « Les deux parents, en tant que représentants légaux, doivent signer », assure Laurent Desmoulière, directeur de l'ingénierie patrimoniale chez Meeschaert Gestion Privée. De même, « les versements complémentaires, arbitrages ou rachats ne pourront pas être exécutés sans l'aval des deux parents », pointe Valérie Bentz, responsable des études patrimoniales à la banque UFF.

saire de votre enfant ou lors d'événements particuliers (fêtes de fin d'année, obtention du brevet...). Ces primes sont considérées comme des présents d'usage, non imposables. Vous pourrez ainsi faire grossir l'épargne de votre enfant avec deux ou trois versements par an. Les contrats sont accessibles pour quelques dizaines ou centaines d'euros. Privilégiez les enveloppes sans frais d'entrée car ceux-ci réduisent la somme investie. « Attention, pour être considéré comme un présent d'usage, le montant versé ne doit pas être excessif par rapport à votre patrimoine et vos revenus, alerte Sarra Maddens, ingénierie patrimoniale à la banque Degroof Petercam. La qualification de présent d'usage a été confirmée par la jurisprudence lorsque les sommes données n'excèdent pas 2 % à 3 % du patrimoine du donateur. » En dehors de tout cadeau, les sommes sont assimilées à des dons taxables au-dessus d'un certain seuil. Chaque parent peut donner 100 000 € sans payer de droits, tous les quinze ans, et ainsi anticiper la transmission de son patrimoine. Pour les grands-parents, la limite sera moindre : 31 865 € chacun. Il faut juste déclarer le don au fisc (avec l'imprimé n° 2735).

1 Existence-ils des contraintes particulières ?

Si l'enfant a 12 ans, son consentement est aussi requis. « L'imprimerie dans la souscription permet de le sensibiliser à la gestion financière de son placement et le prépare à s'en occuper seul une fois majeur », souligne Joseph Choueifat, fondateur du courtier Goodvest. En raison de la minorité du souscripteur, la clause bénéficiaire doit désigner obligatoirement ses héritiers légaux. Dès ses 18 ans, il peut choisir d'autres personnes. « À son décès, ses bénéficiaires seront peu taxés, au même titre que ceux d'une assurance-vie souscrite par un adulte », rappelle Pascal Lavielle, responsable de l'ingénierie patrimoniale de BNP Paribas Cardif. Les sommes correspondant aux primes versées (avant ses 70 ans) seront transmises sans droits jusqu'à 152 500 €. Ensuite, elles subiront un prélèvement de 20 % (puis 31,25 % au-delà de 700 000 €).

2 Les versements sont-ils taxés ?

Le plus simple est d'ouvrir un contrat et de l'alimenter à l'anniver-

3 Que se passe-t-il à la majorité de l'enfant ?

Une fois devenu majeur, l'enfant peut disposer de son contrat, sauf si les parents en décident autrement. Il est désormais libre de le gérer comme bon lui semble ou d'y puiser pour financer ses projets, dans des conditions fiscales attractives. « Après huit ans de détention, la part des plus-values comprises dans les sommes retirées est exonérée d'impôt chaque année dans la limite de 4 600 €, ou 9 200 € si le titulaire est marié ou pacsé », relève Pascal Lavielle. Ouvrir un contrat avant les 10 ans de son enfant permet donc de prendre une décision fiscale et de lui assurer cet avantage une fois majeur. Au-delà de ces limites, les gains sont taxés à 7,5 %, puis à 12,8 % sur la fraction des primes supérieures à 150 000 €. S'ajoutent systématiquement les prélèvements sociaux. « Si l'enfant est fiscalement indépendant et non imposable, il a le plus souvent intérêt à choisir l'imposition au barème progressif, en intégrant les gains du contrat dans sa déclaration de revenus », conseille Pierre-Yves Bachelier, ingénieur patrimonial de Maif solutions financières. Même si le contrat a moins de huit ans, l'option pour l'impôt sur le revenu reste plus favorable que le prélèvement forfaitaire de 12,8 % si son taux marginal d'imposition est de 11 %. ■

RENAUD BERNARD

à suivre sur [lefigaro.fr/bourse](https://www.lefigaro.fr/bourse)

■ Les matières premières et les produits dérivés

■ Le crible des sicav et des fonds

■ Les cotations en direct sur iPhone



LA VALEUR DU JOUR

Gilead : le titre bondit après des essais concluants sur le sida

Un traitement encore en développement du laboratoire américain Gilead serait parvenu à prévenir dans 100 % des cas le risque d'être infecté par le VIH. Après cette annonce, le titre de la société s'est adjugé 8,46 % jeudi ; vendredi, il avançait encore de plus de 5 % en séance. Ces résultats sont issus du programme « Purpose », décrit par Gilead comme « le plus vaste et le plus complet jamais effectué en matière de traitement préventif du sida ». Ce programme comprend cinq essais cliniques menés dans le monde.

Ce premier volet - Purpose 1 - a porté sur 5 300 femmes, âgées de 16 à 25 ans et vivant en Afrique du Sud et en Ouganda. « Avec zéro infection et 100 % d'efficacité, le lenacavir a démontré son potentiel de nouveau moyen de prévention du VIH », avance le laboratoire. Selon lui, deux injections par an de lenacavir se sont révélées, au terme de l'étude

Purpose 1, être plus efficaces que la prise quotidienne de traitement préventif Truvada. Il faut désormais démontrer l'efficacité du traitement sur les hommes. Les résultats du second volet - Purpose 2 -, réalisé auprès d'hommes, sont attendus fin 2024-début 2025.

Pour les analystes de Mizuho Securities, « le lenacavir pourrait être un important moteur de croissance pour Gilead - quelque chose que le marché attendait si impatientement pour cette action - à moyen et long terme ».

Gilead est spécialisée dans les traitements et la prévention du sida. L'entreprise a développé douze traitements liés au VIH depuis trente-cinq ans. Le laboratoire commercialise déjà des traitements préventifs (Truvada et Descovy). Truvada étant à avoir été autorisée aux États-Unis en juillet 2012. Le Truvada est efficace à 92 %, mais sa prise quotidienne peut être oubliée. ■

Droits télé : le football français vit-il au-dessus de ses moyens ?

Caroline Sallé

Alors que la Ligue n'a toujours pas de diffuseur, une commission d'enquête du Sénat s'interroge sur l'avenir des clubs.

« Quelle couleur vous préférez pour le mur ? » Si Jean-Pierre Elkabach avait interviewé les dirigeants de la Ligue de football professionnel (LFP), il aurait sans doute usé de sa célèbre punchline pour évoquer le mur sur lequel les droits télé de la Ligue 1 risquent de venir se fracasser.

Le pire n'est jamais certain. Mais à huit semaines du coup d'envoi de la nouvelle saison du championnat de France, sa probabilité augmente, alors qu'aucun diffuseur n'a encore été trouvé. Inquiet, le ballon rond tricolore tente malgré tout de garder espoir. « Au moment où on se parle, je ne suis pas utopiste, mais je reste optimiste », a assuré jeudi Jean Pierre Caillot, le président du stade de Reims lors d'une audition de la commission d'enquête du Sénat sur la financiarisation du football professionnel français. « Vous êtes à une table de poker, a voulu dramatiser de son côté le président du RC Lens, Joseph Oughourlian. Ce n'est pas un endroit d'enfants de cœur où les gens se font des cadeaux. Ce sont des négociations très âpres et très dures. » Il y a, en somme, une partie en cours, il faut attendre la fin des discussions, « les cartes ne sont pas jouées », a insisté Jean-Michel Aulas, ex-président de l'Olympique Lyonnais et désormais vice-président de la Fédération française de football (FFF).

Activer un plan B

Gare à ce que la méthode Coué ne se transforme pas en méthode couac... Car les joueurs ne se bousculent pas autour de la table. Les géants de la tech ne sont pas entrés sur le terrain, comme espéré. Diffuseur depuis 2021 de l'essentiel de la compétition, Amazon a rendu ses crampons et annoncé la fin de son passe Ligue 1. Depuis le début, Canal+ regarde la partie en cours du haut des gradins. De son côté, beIN Sports attend prudemment sur le banc de touche. Quant à Dazn, seul acteur à avoir formulé une première offre autour de 500 millions d'euros, puis une seconde plus proche des 400 millions, la plateforme est pour l'instant interdite de stade par la LFP.

Difficile, dans ces conditions, de faire grimper les enchères. Le plan d'affaires de la Ligue prévoyait des recettes de droits télé à hauteur de 1,1 milliard pour la saison 2024-2025, dont 863 millions d'euros pour les droits domestiques. On en est loin.

Même Vincent Labrune, son président, n'y croit plus. Devant le comité exécutif de la FFF, il a indiqué viser à présent les 500 millions d'euros, selon *L'Équipe*. Faute de diffuseur, il est aussi en train d'activer un plan B : une chaîne 100 % Ligue 1 distribuée principalement par les opérateurs télécoms que sont SFR, Orange, Free ou encore Bouygues, et commercialisée 20 euros par mois. La première année, Vincent Labrune espère en retirer 540 millions d'euros, sur une base de 2 millions d'abonnés à t-1 il indiquait au *Monde*. La chaîne aurait même le potentiel pour séduire 3 millions d'abonnés à 25 euros par mois. « Ils sont partis du principe que des matchs comme Metz-Le Havre feraient plus d'audience que PSG-Barcelone en Champions League. C'est très audacieux », ironise un bon connaisseur du football français. Le 16 avril dernier, le quart de finale retour de Ligue des champions entre le FC Barcelone et le PSG avait attiré 2,36 millions de téléspectateurs sur Canal+ Foot...

Créer une chaîne implique de « trouver

une rédaction, produire des matchs et cela coûte près de 50-60 millions par an. Il faut en outre supporter des coûts d'acquisition de clients qui peuvent représenter plus d'une centaine de millions d'euros », calcule un autre. « Je vois mal les opérateurs télécoms mettre un minimum garanti pour aider la Ligue. SFR tente de se désendetter, Orange poursuit son recentrage sur son activité de FAI... », observe Philippe Bailly, le président de NPA Conseil. « Le plan B de la Ligue, c'est du vent », tranche un autre expert.

Situation précaire

Dans l'hypothèse où la Ligue trouverait en extremis un ou des diffuseurs prêts à déboursier 400 millions à 500 millions d'euros par an, la situation du football français restera précaire malgré tout. L'instance doit commencer à rembourser les fonds d'investissement CVC, actionnaire (13 %) de sa nouvelle société commerciale LFP Media. Dès la saison prochaine, CVC devrait ponctionner 13 % des sommes perçues. Mais pas seulement. « En principe,

le fonds doit aussi récupérer deux années de dividendes différés pour un montant évalué à 105 millions d'euros », rappellent les sénateurs Laurent Lafon (UDI) et Michel Savin (LR), respectivement président et rapporteur de la commission d'enquête de la Chambre haute. Au bout du compte, il ne restera pas grand-chose dans les caisses à redistribuer aux clubs français.

Dans le contexte actuel très chaotique, le ballon rond tricolore ne pourra pas compter sur la mobilisation des politiques pour se tirer d'affaire. En février dernier, lors d'un dîner à l'Élysée, Emmanuel Macron a tenté de faire amicalement pression sur l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad Al-Thani, pour que beIN Sports se positionne. Il a échoué et maintenant « les politiques ont la tête ailleurs. Le niveau d'écoute sur ce dossier risque d'être très faible. Tant que les législatives ne sont pas passées, aucun n'a le poids pour pousser une solution », considère Philippe Bailly.

Après le fiasco Mediapro, le rachat à la casse des droits télé par Amazon et l'ap-

pel d'offres infructueuses pour les cinq prochaines saisons, « la vraie question est de savoir si le football ne vit pas au-dessus de ses moyens », interroge Laurent Lafon. Aujourd'hui, le championnat vaut vraisemblablement entre 400 et 500 millions d'euros ». Loin des 863 millions attendus. « Pour équilibrer leur budget, certains clubs vont devoir continuer à vendre leurs meilleurs joueurs, au détriment de la qualité de la Ligue 1 », analyse Michel Savin. « Si le football veut atteindre le milliard d'euros de droits télé, il doit devenir plus attractif et mettre en œuvre des réformes structurelles », estiment les deux sénateurs.

« Cette histoire de droits télé, c'est coup de bluff sur coup de bluff. On arrive au terme de la partie et l'instant de vérité risque de se faire au détriment des clubs », s'inquiète un bon connaisseur du dossier. « À nouveau, le football français s'est vu plus beau qu'il n'était. L'atterrissage va être violent », pronostique un expert des droits sportifs. ■



La Ligue prévoyait des recettes de droits télé à hauteur de 1,1 milliard d'euros pour la saison 2024-2025, dont 863 millions d'euros pour les droits domestiques. On en est loin : un seul acteur a formulé une offre, autour de 500 millions. LAURENT SANSON/DPPI VIA AFP

Comment les opérateurs télécoms vont profiter des JO de Paris

Lucas Mediavilla

Orange, SFR et Bouygues proposent des forfaits adaptés pour les millions de touristes qui vont venir en France.

« Orange est prêt, Orange est là. » À quelques semaines du début des Jeux olympiques de Paris, le premier opérateur télécoms français est passé à l'offensive. Mardi, depuis le chantier des Invalides où se tiendra une poignée d'épreuves, le groupe a communiqué l'ensemble de son dispositif commercial pour l'événement. L'afflux de touristes prévu dans la capitale, et globalement en France, est une opportunité de vendre des forfaits aux clients étrangers. Et particulièrement aux consommateurs non-européens, puisque les frais d'itinérance ont été supprimés dans l'Union européenne en 2017. Allemands, Belges, Italiens, Espagnols, Polonais, etc. pourront dès lors utiliser leurs forfaits d'origine pour passer des appels, envoyer et recevoir des SMS ou utiliser leur connexion internet.

Ce n'est pas le cas des clients américains, asiatiques, africains qui viendront à Paris. 1 million d'extra-Européens sont attendus pour les Jeux olympiques et paralympiques qui s'ajouteront au flux traditionnel de touristes de l'été. Dans un pays comme la France, qui accueille chaque année 80 millions de touristes, la manne des frais d'itinérance, ou « roa-

ming », a toujours été considérée comme stratégique par les opérateurs locaux. C'est une activité à forte marge, puisque le prix de revient de ces forfaits, relativement chers par rapport à ce que payent les consommateurs français, s'applique sur un réseau déjà déployé.

Deux euros par SMS envoyé ou par minute d'appel passée, une quinzaine d'euros par mégaoctet de data consommé... La facture peut s'envoler très vite pour le client lorsqu'il utilise son mobile hors forfait. De façon astucieuse, tous les opérateurs ont déployé au sein de leur catalogue de nouvelles typologies d'offres avec appels et SMS illimités ainsi qu'un volume contingenté de données mobiles. Dans la perspective de Paris 2024, Orange, qui est partenaire de l'événement, a ainsi toiletté son offre Orange Holiday Europe Max, en présentant une série de 4 forfaits allant de 1 Go à 100 Go et facturés entre 5 et 50 euros, avec une durée de validité de 7 à 28 jours. Les appels sont illimités depuis et vers l'Europe, et plafonnés entre 30 minutes et 2 heures en dehors. Selon Jean-François Fallacher, le directeur général d'Orange France, les revenus de roaming d'Orange pourraient dépasser les 100 millions d'euros cette année grâce aux JO.

Les concurrents d'Orange ne sont pas en reste. Pour cet été, SFR a annoncé en début de semaine le lancement d'un forfait valable 30 jours, et donnant accès à 60 Go de données pour 34,99 euros, des appels illimités en Europe et jusqu'à 2 heures vers le reste du monde. Du côté de Bouygues Telecom, un forfait lui aussi valable 30 jours sera commercialisé pour 42 euros. « Cela restera moins cher que du hors forfait, mais ce n'est quand même pas donné. C'est la poule aux œufs d'or », insiste un connaisseur du secteur.

Réseau de distribution moulté

Pour s'assurer que leurs offres trouvent bien des clients en face, les trois opérateurs vont également muscler leur réseau de distribution. SFR va multiplier les encarts publicitaires sur les sites de réservation d'hôtels, de vols ou de location de voiture pour les consommateurs prévenants qui voudraient souscrire avant d'arriver en France, mais aussi dans les aéroports parisiens (Roissy et Orly). Orange, de son côté, qui sera le seul à pouvoir utiliser les logos des Jeux olympiques, va renforcer ses points de vente actuels et proposer 70 points de vente supplémentaires dans les bureaux de tabac, kiosques, etc.

L'opérateur, qui a déployé une large infrastructure mobile pour éviter la saturation, disposera également de la meilleure couverture mobile. Orange a d'ailleurs fait basculer une série de ses clients sur des forfaits 5G de façon gratuite jusqu'au 8 septembre. Une façon d'éviter la congestion sur son réseau 4G et faire découvrir à ses abonnés la 5G en espérant qu'ils y restent.

Free ne prévoit pas d'offre spécifique pour les clients extra-européens lors des Jeux olympiques, même si les touristes peuvent se rendre dans ses boutiques ou ses bornes pour activer des forfaits valables un mois. Xavier Niel regardera quand même la période avec beaucoup d'intérêt. Dans son holding personnel NJJ, le milliardaire héberge une application mobile, GoMoWorld, spécifiquement dédiée aux touristes qui voyagent et qui a déjà 200 000 utilisateurs, en majorité des Américains, des Britanniques et des Canadiens. « Nous sommes très agressifs par rapport à nos concurrents. Nos offres vont de 3,99 à 19,99 euros, avec 50 Go proposés pour cette offre. À partir du 15 juillet, on va monter à 75 Go », indique Héléoise Abraham, la directrice de GoMoWorld.

Une autre start-up. Kolet, attaque également ce segment. « On se position-

ne plus en amont du voyage avec une stratégie ciblée sur les acteurs du voyage. Lorsque le voyageur atterrira, normalement, il a déjà installé notre eSIM avec sa data. Il n'a pas besoin de s'arrêter au stand Orange ou SFR s'il est satisfait », insiste Jeremy Gotteland, patron de Kolet. La start-up proposera des offres entre 3,99 et 29,99 pour jusqu'à 20 Go de données. D'autres opérateurs virtuels, comme le français Transatel (filiale du japonais NTT Docomo) et son application Ubiqui, voudront eux aussi participer à la fête. L'essor de carte SIM virtualisée, ou eSIM, qui sont présentes chez la plupart des fabricants de téléphones, facilite l'essor de ce type d'acteurs. Le client peut activer depuis son propre pays son forfait et ses options sans avoir à récupérer une carte SIM en urgence dans le pays où il vient d'arriver.

Reste à savoir dans quelle mesure les touristes ayant prévu de voyager auront connaissance de ces dispositifs, relativement nouveaux. Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free toucheront par ailleurs une part des ventes dégragées par ces opérateurs virtuels, qui utilisent leur infrastructure pour apporter la connexion mobile et leur rétrocèdent des revenus dits « de gros ». ■



LE FIGARO et vous

STYLE

CHEZ DIOR, UN ÉTÉ 2025 PORTABLE, SOPHISTIQUE ET DÉSIRABLE. DU VRAI LUXE **PAGE 31**



DISPARITION

DONALD SUTHERLAND, COMÉDIEN CAMÉLÉON ET FIGURE DU NOUVEAU CINÉMA HOLLYWOODIEN **PAGE 38**

Dries Van Noten, l'adieu aux podiums



Une page de l'histoire de la mode se tourne : à 66 ans, « Dries » l'Anversois, créateur de l'intime, passionné de Bacon, des couleurs et des fleurs, présentera son dernier défilé ce soir, à Paris. **PAGE 30**

Dries Van Noten
durant le défilé
de l'été 2019, à Paris.

Entretien avec Mika, en vedette aux Chorégies d'Orange **PAGE 32**



« Le Birgit Kabarett » vote pour la dérision

Florence Vierron

Au Théâtre du Rond-Point, cet ensemble reprend les codes du cabaret pour un spectacle inspiré de l'actualité politique. Désopilant.

La philosophie ou l'École normale supérieure ouvrent toutes les portes. Sur la scène de la salle Jean Tardieu, Julie Bertin et Jade Herbulot se présentent en maîtresses de cérémonie, un boa bleu-blanc-rouge autour du cou. Est-ce parce que les fondatrices du Birgit Ensemble ont dû entièrement réécrire leur spectacle après les « événements » des élections européennes qu'elles mettent un peu de temps à se chauffer et à trouver le bon

rythme ? Mais une fois sorti d'une ambiance salle des fêtes, le spectacle est lancé et ne se contente pas d'enfoncer des portes ouvertes.

Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen, Gabriel Attal, Jordan Bardella, Raphaël Glucksmann, Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin, Rachida Dati... Toute la classe politique s'invite sur le plateau. Pour les incarner, quatre comédiennes-chanteuses (Eleonore Arnaud, Pauline Deshons, Anna Fournier et Marie Sam-

bourg) se glissent sur le côté de la scène afin d'enfiler perruques, lunettes, veste, cravate. Les transformations physiques sont parfois époustouflantes, la gestuelle aussi vraie qu'à la télévision.

Au centre de la cible

Aucun des derniers rebondissements des deux semaines écoulées n'est oublié. L'équipe a écouté tous les journaux à la radio, lu toute la presse quotidienne, regardé toutes les interventions télévisées. Le cavalier seul du prési-

dent, la nouvelle union de la gauche, le match Attal-Bardella, la trahison de Ciotti, le spectacle est journal d'actualité à lui seul. Chapeau au parolier Romain Maron dont les ménages ont dû chauffer depuis le 10 juin. La partition musicale composée par Grégoire Letouvet (au piano) est enlevée, et avec son complice contrebassiste (Alexandre Perrot), ils font corps avec les chanteuses.

Ursula von der Leyen est au bord de la crise de nerfs, elle appelle Emmanuel Macron et Olaf

Scholz pour se rassurer. Raphaël Glucksmann se prend pour le nouvel homme fort de l'arène politique française. On lui rappelle qu'il a été élu député européen. Tels des enfants terribles, Gabriel Attal et Jordan Bardella inondent les réseaux sociaux de leurs faits et gestes alors qu'il est l'heure de commencer un débat. Le panorama ne serait pas complet sans les Jeux olympiques à venir. Entre alors en scène une Anne Hidalgo ahurie mais combative, surtout quand déboule sa rivale de tou-

jours, Rachida Dati, parfaitement décomplexée.

Tout tombe à l'exact centre de la cible, tellement au centre qu'on en vient à trouver la réalité presque plus caricaturale que le spectacle. Après deux heures de rires, on se demande qui se moque de qui : Le Birgit Kabarett qui raille à la perfection une classe politique déboussolée ou la classe politique qui joue avec nos institutions ? ■

Le Birgit Kabarett,
au Théâtre du Rond-Point (Paris 8°),
jusqu'au 23 juin.

Propos recueillis par
Mathieu Morge Zucconi

Des «Six d'Anvers» qui ont changé la mode dans les années 1980, il était le dernier représentant. Styliste instinctif, coloriste hors pair, jardinier dans l'âme, «Dries» se retire des podiums après son ultime défilé ce samedi soir, à Paris.

Dans son bureau du port d'Anvers, Dries Van Noten reçoit, depuis quelques semaines, les journalistes venus recueillir les dernières confidences sur un métier de créateur qu'il pratique passionnément depuis trente-huit ans. Hâlé, chic et sobre comme un Flamand, vêtu intégralement de bleu marine comme à son habitude, il s'exprime d'une voix douce, posée, n'évite aucune question. Et revient, avec honnêteté et une pointe de nostalgie, sur ses débuts, sa singularité dans le paysage de la mode, son rapport à la couleur et sa passion pour le vêtement. À 66 ans, il viendra saluer pour la dernière fois, ses amis, ses pairs, ses fans qui auront la chance d'assister à son dernier défilé, ce samedi soir, à La Cour-neuve.

LE FIGARO. - Comment vous sentez-vous à l'approche de votre dernier show, avant de prendre votre retraite ?
DRIES VAN NOTEN. - Il y a beaucoup d'attente autour de ce défilé de la part du public, mais aussi de la mienne, car j'ai envie de bien faire, de finir en beauté. Je passe par de nombreuses émotions, différentes et contradictoires : un jour, je suis sûr de ma décision, l'autre, je me demande si j'ai fait le bon choix !

C'est la suite logique de la prise de participation majoritaire par Puig de la marque en 2018. À l'époque, j'approchais de la soixantaine et je savais que je ne ferais plus ce métier à 70 ans : ma manière d'être un créateur de mode est plus qu'un emploi à temps plein, c'est une passion, c'est toute ma vie... Je voulais m'assurer de l'avenir de ceux qui ont toujours travaillé à mes côtés, mais je me suis aussi demandé si «ma» maison avait suffisamment d'héritage pour proposer à quelqu'un de reprendre le flambeau - perpétuer le nom s'il n'y a pas une colonne vertébrale solide ne vaut pas le coup, à mon sens. J'avais l'habitude de dire que nous étions «une grande petite entreprise», et qu'il était temps de devenir «une petite grande entreprise» - nous n'avions alors ni boutique en ligne, ni magasin physique en Chine, deux étapes indispensables pour le développement d'une marque de mode de nos jours. Mais cette croissance ne devait pas avoir lieu aux dépens de notre philosophie. Si je n'avais pas la certitude que l'entreprise qui porte mon nom était entre de bonnes mains chez Puig, j'aurais sans doute continué.

Les réactions à votre annonce ont été nombreuses. Avez-vous été surpris par ces signes d'amitié de la part du public et de vos pairs ?
Très surpris. Je sais que nous avons bonne réputation auprès du public, que nos clients nous sont fidèles. Mais je n'aurais jamais pensé que tant de personnes réagiraient à cette annonce ! Outre les messages sur les réseaux sociaux, ce qui m'a profondément touché, c'est de recevoir des lettres de personnalités de l'industrie que j'ai toujours admirées, mais aussi d'un client qui, depuis mes débuts, s'est offert chaque année une pièce Dries Van Noten, ou de cette cliente me disant que j'avais considérablement influencé sa carrière, car mes vêtements lui donnaient confiance en elle. Ces témoignages montrent le rôle que la mode occupe dans la vie des gens.

En quarante ans de métier, vous avez construit une entreprise solide en vendant des vêtements. Une rareté dans une industrie où les accessoires sont rois.
J'ai toujours vu les choses de cette manière : les vêtements sont essentiels, et les accessoires sont... accessoires. D'ailleurs, tout ce que je fais défilé est vendu en boutique. J'ai toujours eu un intérêt pour le business, créer un vêtement n'a de sens

MARLENE DANIELS

que si quelqu'un l'achète et le porte. Le contraire serait aussi absurde qu'un boucher cuisinant les plus beaux gâteaux du monde... qui se révéleraient immanquables ! Si ces dernières années, nous avons développé les sacs et lancé une collection de parfums et de maquillage, aujourd'hui, plus de 90 % de notre chiffre d'affaires vient encore de la mode, du vêtement. C'est ce que j'aime le plus et là où je me sens le plus créatif. Je trouve un peu triste que tant de gens se contentent aujourd'hui d'un tee-shirt et d'un jean pour mettre toute leur attention sur un sac à main de marque !

Cette passion pour le vêtement vous vient-elle de votre histoire familiale, vous qui êtes petit-fils de tailleur ?
Cela vient surtout du fait que je suis belge ! Nous, Belges, avons les pieds sur terre. Pour nous, les vêtements se portent. Et à ce titre, j'apprécie autant de réaliser un pantalon pour le quotidien qu'une robe du soir. J'ai toujours cherché cette tension entre garde-robe du jour et du soir, des éléments venant de l'univers du sport et des pièces plus sophistiquées, du plus accessible au plus cher. Par ailleurs, je ne suis pas un fanatique du total look : je n'ai rien contre les gens qui portent un tee-shirt Uniqlo sous nos vestes (rires) !

On parle souvent de vous comme d'un coloriste hors pair...
J'aime m'amuser avec la couleur. Certains créateurs travaillent avec les formes, mais, personnellement, je pars de la matière. Et couleur et matière sont liées : une teinte peut être sublimée sur un tissu, et affreusement sur un autre ! C'est assez naturel, intuitif chez moi, comme les imprimés. J'ai besoin de couleur : le monde n'est pas en noir et blanc ! L'exposition Francis Bacon à la Tate Modern, en 2008, a profondément inspiré ma collection suivante, mais aussi changé mon rapport à la couleur. Elle m'a ouvert les yeux sur les émotions qu'elle pouvait susciter chez les gens. Un vêtement qui ne me fait rien ressentir ne m'intéresse pas.

Lorsque vous avez commencé, il y a près de quarante ans, que rêviez-vous d'accomplir ?
Je n'avais ni rêves ni plans pour construire mon entreprise. Nous étions un groupe d'amis (les «Six d'Anvers», soit DVN, Dirk Bikkembergs, Ann Demeulemeester, Marina Yee, Dirk Van Saene et Walter Von Beirendonck, NDLR), de jeunes designers ambitieux qui avaient participé à des concours et créé quelques collections. Il y avait un intérêt pour ce qu'il se passait à Anvers. Nous avions chacun à nos côtés un four-nisseur qui nous aidait à fabriquer : Ann avait un spécialiste de la lunette, Dirk un fabricant de chaussures, et moi, une usine pour fabriquer de la mode masculine. J'avais également un fournisseur de pull, car je dessinais une ligne commerciale pour eux. Je me suis donc lancé avec une collection de costumes pour homme. Nous faisons showroom commun. Le premier jour, personne n'est venu. Le deuxième, nous avons distribué des flyers pour inciter à venir voir les «Six d'Anvers», car nous avions compris que nos noms étaient imprononçables pour la plupart des gens ! Barney's New York (le grand magasin américain) est venu voir ma collection et puis voilà ! J'ai pris mon temps : j'ai fini mes études en 1981, ma première collection a été présentée en 1986 et j'ai attendu cinq ans de plus pour venir défilé à Paris. Je voulais que mon premier défilé ait l'air professionnel !

Il avait seulement l'air professionnel ?
C'était en réalité beaucoup d'improvisation ! Mais je ne me suis jamais mis de barrières. Pour ce galop d'essai parisien, j'ai demandé un coup de main à un ami, Étienne Russo (devenu, avec son entreprise Villa Eugénie, l'un des producteurs de défilés les plus importants). Il organisait des événements dans des discothèques à Bruxelles et connaissait des gens qui travaillaient dans la lumière, le son... Les modèles étaient professionnels pour certains, d'autres venaient d'un casting de rue. Et ça a fonctionné !

Quels créateurs vous inspiraient alors ?
J'ai commencé mes études de mode en 1976. La couture était en train de perdre de sa superbe. Un an plus tôt, Armani et Versace se lançaient. Ce fut une révolution : leur utilisation des cuirs, du lin... L'esthétique était drastiquement différente, à l'homme comme à la femme, et je me souviens avoir été très impressionné. Puis vinrent Claude Montana, Thierry Mugler, Vivienne Westwood. Mais aussi les Nouveaux Romantiques, puis les Japonais qui firent l'effet d'une déflagration au début des années 1980 à Paris, avec l'incroyable collection Hiroshima de Comme des Garçons. Chaque année apportait quelque chose de nouveau, une esthétique inédite. Les photos de Bruce Weber et Peter Lindbergh illustraient l'époque. La mode était fantastique ! Aujourd'hui, c'est bien plus ennuyeux. La nouveauté, la surprise ont totalement disparu. Tout est trop calculé à mon goût.

Qu'est-ce qui rend la mode belge différente des autres ?
Comme je le disais plus tôt, nous avons les pieds sur terre. Quand je fais une collection, je ne suis jamais déconnecté de la réalité. Chaque vêtement doit avoir une valeur intrinsèque, fonctionner seul. Ceci étant dit, nous sommes tous différents. Ce que faisait Ann Demeulemeester n'avait rien à voir avec mon travail. Mais de nombreux amateurs de mode mélangaient nos pièces et se les appropriaient.

Comment avez-vous réussi à cultiver votre singularité dans une industrie qui tend à s'uniformiser ?
Ne pas vivre dans une ville de mode aide. Anvers n'est pas Milan ou Paris. Et si aujourd'hui, dès que vous ouvrez votre ordinateur, vous êtes connecté avec le monde entier, dans les années 1990, on était vraiment à l'écart ! J'aime faire partie de la frénésie de la mode... pendant quelques jours. Et j'apprécie d'autant plus de garder une distance saine. Par exemple, quand il y a quelques années, toutes les marques ont

Dries Van Noten dans son bureau, à Anvers, le 10 juin dernier.



Hélène Guillaume

«Dries», message personnel

Le travail de Dries me fait penser aux belles maisons sur le bord du canal à Amsterdam. On entreperçoit les murs blancs cassés avec un élément XVIII^e siècle, une touche exotique, un tableau plus moderne... Et puis cette lumière du Nord. Comme une composition avec des objets hétéroclites, qui, contre toute attente, recréent un accord», nous avait dit un jour le parfumeur Frédéric Malle. Chez Dries Van Noten, dont le grand-père était «retourneur de vestes», une silhouette n'était jamais une tendance, ni un concept. Mais de vrais vêtements que l'on a portés, et reportés, parce qu'ils participent de l'intime et racontent ses inspirations en sourdine. Au fil des années et des saisons, on s'est adonné à ses jupes longues qu'on disait encore ethniques, ses clachs de fuchsia et de tangerine, ses vestes militaires et ses mohairs, ses joggings de soie, ses velours dévorés, ses robes imprimées... On a applaudi les clin d'œil (sur podium) à ses partenaires, des fournisseurs de laine peignée britannique aux ateliers de broderie en Inde qui étaient ses collaborateurs historiques. On a aimé ses références à la marquise de Casati et à Visconti, sa rigueur et le sens terrien chers à sa ville d'Anvers, sa passion des azalées sauvages et de la rose Van der Pinocchio, ses hommages à Francis Bacon et à La Leçon de piano. «Dans mon métier, on peut se nourrir sur le plan créatif auprès de multiples sources d'inspiration, exactement comme un colibri se nourrit d'une multitude de fleurs», confiait-il il y a quelques années au Figaro.

Au Figaro, justement, au fil de plusieurs générations de rédacteurs habitués des défilés, il était notre préféré. Non par habitude, ni par dogme, mais parce que régulièrement, ses défilés nous «cueillaient», il était notre jardin secret, notre jardin partagé avec tous les amoureux de sa mode cosmopolite et ancrée, teintée de mélancolie, de chlorophylle et de plat pays.

commencé à vendre des précollections (de printemps et d'automne), je n'ai pas suivi le mouvement, car ce n'est tout simplement pas ma manière d'approcher la création. J'ai besoin de six mois pour créer les collections selon ma méthode ! De même, je n'utilise pas de logo, je ne fais pas de publicité. Une fois, dans les années 1990, nous en avons passé une dans un magazine : seulement, tous les autres qui nous avaient soutenus sans rien avoir en retour, n'ont pas apprécié... J'avais l'impression de perdre plus que je ne gagnais.

Pensez-vous qu'il y ait toujours de la place pour une mode singulière ?
J'en suis convaincu. L'échange beaucoup avec les étudiants de l'Académie d'Anvers, et je suis agréablement surpris par leur état d'esprit. Il y a quelques années, tout le monde voulait travailler dans une grande maison, faire des shows spectaculaires ! Mais la tendance s'est un peu inversée, les groupes ont aujourd'hui tellement de pouvoir que les nouvelles générations commencent à se construire en opposition. De plus en plus de jeunes gens veulent monter des affaires à taille humaine, entre amis, créer des collections réduites ou un seul accessoire... L'observe un regain d'intérêt pour le «petit» qui se trouve intéressant. Pour cette génération, tout n'est pas que célébrités et défilés grandiloquents.

Quel conseil donneriez-vous à un jeune cherchant à se lancer ?
Prendre le temps. Trop de jeunes gens veulent aller trop vite, il y a une autre voie.

Et maintenant, qu'allez-vous faire ?
En réalité, je ne ferme pas complètement la porte de Dries Van Noten, je continuerai de conseiller la maison, notamment pour la beauté, mais aussi les collections, le design de boutiques... Ce ne sera pas une retraite classique, j'aurai du pain sur la planche ! Mais je vais aussi davantage profiter de mon jardin, ici, à Anvers ! ■

Chez Dior, ce que veulent les hommes

Matthieu Morge Zucconi

Vendredi, Kim Jones revisitait l'héritage de la maison de l'avenue Montaigne avec un très beau prêt-à-porter, moderne et sans tapage. Faisant écho aux collections inspirées mais réalistes signées Amiri, Yohji Yamamoto, Junya Watanabe ou encore Hed Mayner.

Chez Dior, la veille du show, Kim Jones nous parle de Dries Van Noten, confie qu'il veut lui envoyer un mot avant son dernier défilé. Dries Van Noten, lui, a souvent parlé de Christian Dior et de cette veste Bar qu'il avait découverte durant ses études et qui l'avait profondément marqué, lui le Flamand pourtant plus proche de l'univers punk de Vivienne Westwood et du conceptuel à la Comme des Garçons. Mais il semble qu'on revienne toujours à Monsieur Dior... Comme Jones, qui, depuis son arrivée dans la maison, en 2018, a sans cesse revisité, dépoussiéré, traduit au masculin aussi, le patrimoine du fondateur.

Ce vendredi, dans la «tente» grise installée dans les jardins du Val-de-Grâce, le Britannique de 50 ans montre pourquoi, depuis plus d'une décennie, il trône au sommet de la mode masculine. Hier chez Louis Vuitton, aujourd'hui chez Dior, il sait réinterpréter l'héritage puissant d'une grande maison française sans aucun passivisme. «Les archives ont toujours été importantes pour moi, reconnaît-il. Je pioche sans cesse des idées dans l'œuvre incroyable de Christian Dior, j'aime cette dimension stricte, j'y trouve une forme de pureté que je peux ensuite revisiter comme je l'entends. Cette saison, je voulais aussi célébrer les liens entre la mode et l'art tels qu'ils les percevait.» D'où le rapprochement avec le céramiste sud-africain Hylton Nel, 83 ans, dont les chats naïfs habillent, en version géante, le podium, mais aussi, sous forme de broderies, les vêtements. C'est également en argile cuite qu'ont été réalisés les cols «petits fichus» inspirés d'une collection Dior de Saint Laurent en 1960 (autre période qui l'inspire énormément) - on doute de les voir un jour en boutique, mais ils donnent un charme fou à l'allure. Le reste? Purement et simplement, du beau prêt-à-porter, à l'instar des superbes pardessus en lainages de costumes légers, des petits blousons de travail, des shorts en seersucker gaufrés à se damner, des vestes quatre boutons que n'auraient pas reniés certains créateurs japonais, des costumes stricts en haut, relax en bas, portés sur des tricotés de peau, ou d'une veste en cuir rose pâle qui nous donnerait envie d'oser (enfin) la couleur. Le tout avec les accessoires qui vont bien, les minisacs Saddle, les bottes de motard...

Une garde-robe, certes réservée à une clientèle de privilégiés pouvant dépenser jusqu'à 5 000 € dans un blouson, mais surtout un chic sans tapage. «J'avais envie de me détacher des concepts des précédentes saisons (en janvier dernier, il avait présenté une collection hommage à Norev, NDLR) pour proposer à nos clients un vestiaire portable, avec des formes et des pièces nouvelles. Nous vendons aujourd'hui beaucoup de mode masculine, et nos clients sont toujours plus nombreux. Je veux continuer à leur proposer des choses excitantes.» Voilà ce qu'on peut attendre d'un géant du luxe comme la maison de l'avenue Montaigne. Pourtant, ces derniers temps, une partie de la presse se délecte des rumeurs de départ qui l'entourent... «J'aimerais que les gens arrêtent de spéculer autour de mon avenir, de colporter des rumeurs. Ce métier est assez difficile comme ça. J'ai envie de me concentrer sur ce que je fais bien.» On confirme : lorsqu'il s'agit de présenter de la mode masculine désirable, efficace, et commercialement viable, Kim Jones a peu d'équivalents.

Pour beaucoup, Amiri, ce sont des jeans slims déchirés et une esthétique rock californienne. Pourtant, depuis

plusieurs saisons, l'Américain Mike Amiri, 47 ans, a profité de son arrivée dans le calendrier des défilés parisiens pour faire évoluer son esthétique : plus contemporaine, plus haut de gamme, aussi. Si bien que certains observateurs voient en lui un potentiel candidat pour reprendre la direction artistique d'une grande maison... Et pourquoi pas ? Il a en tout cas réussi la prouesse de construire une vraie marque de luxe à l'américaine en partant de rien, atteignant, dit-on, dans les 500 millions de dollars de chiffre d'affaires. Bref, tout sauf un effet ballon de baudruche. Pour l'été 2025, Amiri revisite l'allure «jazz» (tout un symbole, quand on sait combien cette musique a lié Paris et les États-Unis), avec des vestes croisées à carure large brodées de cristaux, des néolavallières courtes, des chemises à col cubain portées sur débardeur et chaînes en or (on ne peut plus tendance), des vestes hybrides entre le vêtement de travail et le tailleur Chanel... Un point de vue référencé et une silhouette élégante, américaine mais pas cliché, franchement rafraîchissante.

On ne fera pas à Yohji Yamamoto l'affront de le comparer à d'autres mais même lui cède, ces derniers temps, au casting de stars. Bon, reconnaissons-le, en juin chich chez d'autres : la saison dernière, en janvier, Wim Wenders, cette saison, Charlotte Rampling. Autant d'amis de la maison, proches du créateur qui, à 80 ans, continue de fasciner son public de fidèles. Le temps lourd à Paris et le public compact dans la salle finissent de créer une ambiance étouffante. Qu'importe, il déroule sa partition purement yohjiesque : de longs manteaux noirs, des découpes ingénieuses, des vestes qui se boutonnent et se reboutonnent pour en modifier la forme et l'allure, des cotons lavés et des teintes de blanc, de noir, de bordeaux... Voilà qui devrait plaire aux fans du japonais. Ici, pas de chasse à la tendance, juste une esthétique perfectionnée pendant des décennies.

Comment réinventer un truc aussi vu et revu (et codifié) qu'un smoking ? Réponse en une trentaine de looks chez Junya Watanabe. Les garçons en liqette et nœud papillon marchent sur un tapis rouge, d'un pas déterminé dans leurs souliers vernis. Ils portent certes l'éternelle veste à revers en satin, mais ici en patchwork de denim, à incrustations de tartan, ou portée avec un jeans ample et délavé. Et soudain, on a envie d'un smoking, même si l'on n'a pas prévu de monter les marches du Palais des festivals de Cannes dans un futur proche. On pense presque à l'esthétique rock d'un Hedi Slimane, lorsque la jambe des pantalons s'affine et se raccourcit, mais aussi avec ce casting à cheveux longs légèrement sales au regard masqué derrière des lunettes très Velvet Underground. Même les ensembles en denim blanc (cosignés avec Levi's) s'endossent sur chemise et avec nœud papillon, quand les tee-shirts de groupes de musique sont reconstruits avec des inserts d'écharpes en soie... Bravo !

Récemment, après un défilé, Sophie Jordan, responsable des achats homme du site Mytheresa, nous disait que «les silhouettes oversized mais portables ne (s'étaient) jamais aussi bien vendues auprès d'une clientèle masculine qui ne s'intéresse pas forcément à la mode». L'effet Balenciaga sans doute, mais aussi le regain d'intérêt pour les costumes «mous» que faisait Giorgio Armani dans les années 1980 et qui ont véritablement révolutionné la mode jusqu'à devenir une référence constante dans les collections actuelles. Voilà qui de-



Dior



Amiri



Hed Mayner



Junya Watanabe

vrait faire les affaires de Hed Mayner : le designer israélien de 38 ans a construit sa marque sur ces formes démesurées, gonflant les proportions d'archétypes du vestiaire masculin. C'est une idée simple comme bonjour, mais il le fait avec sensibilité et maîtrise. «Je cherche

à sculpter le vêtement, à ce que des éléments décoratifs comme un col deviennent des éléments de structure, explique-t-il. Mais ce n'est pas juste un concept : je veux que l'on puisse porter ces vêtements et vivre dedans.» Les vestes croisées, les pantalons à rayures craie généreux à

souhait, les pardessus en gabardine, les bermudas à pinces et les gilets de reporter sont comme XXL, mais parfaitement portables. D'ailleurs, prise à part, chaque pièce peut entrer dans la garde-robe d'un homme qui ne serait pas nécessairement une «fashion victim». ■

Bonhams CORNETTE de SAINT CYR

Bonhams est le leader sur le marché européen des Arts d'Asie
Prenez contact avec nos experts

Bonhams prépare ses prochaines ventes aux enchères à Paris, Londres, New York et Hong Kong. Nos spécialistes se tiennent à votre disposition pour une estimation gratuite et confidentielle de vos œuvres et objets d'art à Paris ainsi que dans toute la France.

Contactez-nous
Bonhams Cornette de Saint Cyr
+33 1 42 61 10 10
caroline.schulten@bonhams.com
csc.bonhams.com

27 MILLIONS D'EUROS CUMULÉS CHEZ BONHAMS EN EUROPE POUR LES VENTES D'ARTS D'ASIE, DONT 15 MILLIONS REMPORTÉS PAR LA VENTE DE LA COLLECTION JULES SPEELMAN EN JUIN 2024 À PARIS.

Les prix mentionnés comprennent les frais acheteurs. Plus de détails sur csc.bonhams.com

BRETT LLOYD/ARTISTE - @HLDONNEL AND @STEVENSON_ZADDOIR - AMIRI: HED MAYNER; YANIS VLAMIS

Mika : « La rencontre avec le monde de l'opéra a changé ma vie »

Propos recueillis par **Thierry Hillérié**

L'artiste pop se produit pour la première fois aux Chorégies d'Orange avec orchestre et chœur symphoniques. L'occasion d'évoquer avec lui sa formation classique, et sa passion du lyrique.

Retour aux sources ? Ou déclaration d'amour à un univers qui ne l'a jamais vraiment quitté ? Le 23 juin, Mika se déploie en format symphonique. Sur la grande scène du théâtre antique d'Orange. Accompagné par l'Orchestre national d'Avignon et le Chœur Région Sud (préparé par Michel Piquemal !). Une première participation aux Chorégies, pour cet artiste multifacette qui, dès son premier album, *Life in Cartoon Motion*, empruntait aux opéras de Mozart la ritournelle de l'un de ses tubes les plus fameux (*Grace Kelly*). Rencontre avec celui qui se définit lui-même, non sans humour, comme « un ténor frustré avec une voix de baryton faussetiste. »

LE FIGARO. - Après l'Opéra royal de Versailles et la Philharmonie de Paris en 2021, vous faites ce week-end vos débuts aux Chorégies d'Orange. Que vous inspire ce haut lieu du lyrique ? MIKA. - Beaucoup d'excitation, mais c'est aussi un peu intimidant. Car l'histoire de ce lieu est tellement liée à l'histoire de l'opéra ! Et j'ai entendu tellement de choses sur l'ambiance particulière qui règne ici, sur le fait que les gens n'écourent pas pareil ! Le fait d'être en extérieur, dans un tel cadre, change la manière dont on digère la musique qui parvient jusqu'à nous. Sans compter que se produire devant 7 000 personnes, ce n'est pas rien.

Même quand on vient de la pop ? Oui. Il n'y a rien de plus délicieux que de se passer d'oreillette, comme je le



« Se produire devant 7 000 personnes, ce n'est pas rien », observe Mika. ANTHONY GHINASSIA VIA LES CHORÉGIES D'ORANGE

fais lors de ces concerts symphoniques. M'adapter instinctivement à l'acoustique d'un lieu et aux différentes textures qui m'accompagnent est quelque chose que j'ai appris très tôt grâce à ma for-

mation classique. Dans le classique, tout est question de textures. Et j'ai toujours été fasciné de voir à quel point on pouvait jouer avec ces dernières. Un simple changement de position naso-

pharyngale apporte une couleur, une nuance, une émotion différente. C'est quelque chose d'usuel dans le classique, beaucoup moins dans la pop.

D'où vient cette passion de l'opéra ?

De ma mère. Elle avait une vraie passion pour le lyrique. Lorsque nous vivions à Paris, on allait toujours à l'Opéra à Noël. Que ce soit pour du ballet ou un spectacle lyrique. Ensuite, de moi-même. J'ai toujours eu une fascination pour la mélodie et l'origine des sons. Quand j'avais quatre ans, mes parents m'ont offert un violon. Ils sont sortis de la pièce le temps que je l'essaie, et quand ils sont revenus je l'avais brisé en mille morceaux. Ils m'ont demandé en hurlant pourquoi j'avais fait ça. Je leur ai répondu que je ne voyais pas où était la faute. Je ne cherchais pas à la détruire. Juste à comprendre d'où venait le son. Je suis resté cet enfant, toujours à chercher comment la mécanique de l'émotion rejoint celle du son.

À quel moment cela est-il devenu plus concret ?

Vers huit ans. Quand mes parents ont compris que j'avais besoin de me dédier à la musique pour surmonter mes problèmes à l'école. Des problèmes liés au harcèlement que je subissais, et à ma dyslexie. Je n'allais plus en classe. Mes parents ont fait venir un professeur de piano d'origine russe qui enseignait au Trinity College. Lorsqu'il a compris que je n'arrivais pas à lire les notes, il a envoyé sa femme. C'est elle, après m'avoir entendu chanter, qui a convaincu mes parents que je devais me concentrer sur le chant. On a commencé par trois cours par semaine, puis quatre heures par jour. Et les choses sont allées crescendo. Au bout de six mois, une personne m'avait entendu à proposé que je passe une audition pour chanter comme enfant choriste dans un spectacle à Covent Garden. C'était *La Femme sans ombre*, de Strauss, dirigé par Bernard Haitink. Avec des décors de David Hockney, et dans la distribution des légendes comme Gwyneth Jones ou Jane Henschel ! Une page d'histoire de l'opéra en train de s'écrire. Et du haut de mes huit ans, j'étais dedans. Cette rencontre avec le monde de l'opéra a changé ma vie. J'ai compris que le chant pouvait sauver. Me sauver moi. Me permettre de m'exprimer. Et surtout de reconstruire mon propre système de valorisation, détruit par les difficultés à l'école.

Comment avez-vous surmonté vos problèmes de dyslexie ?

Je chantais tout à l'oreille. J'avais honte de mes limites de solfège, et peur que les chefs découvrent que je n'arrivais pas à lire les notes. Alors je demandais à mes amis choristes de me chanter ma partie et je l'enregistrais sur des cassettes que j'écoutais dans mon walkman. Cela a forgé le musicien que je suis devenu, car je suis devenu capable de mémoriser rapidement la moindre ligne instrumentale ou vocale. Même dans des musiques réputées difficiles. C'est comme ça que je me suis retrouvé à chanter énormément d'opéras : de Mozart à Hindemith, en passant par Britten. Parallèlement à cela, je faisais partie d'une Schola Cantorum qui chantait la messe tous les dimanches. Je participais à des comédies musicales du West End, faisais des voix pour des pubs ou des émissions. Même pour British Airways. Des engagements que me trouvait le propriétaire d'un studio de Soho, qui à la demande de ma mère me rémunérait en heures d'enregistrement pour mes propres maquettes. C'est comme ça que je me suis retrouvé à écrire mes propres chansons. Je n'étais qu'un gosse. Parfois je me disais que j'aurais préféré manger des chips devant la télé. Mais avec le recul, je réalise que ça m'a apporté une liberté stylistique incroyablement. Et de n'avoir peur d'aucune musique.

Puis il y eut le Royal College of Music...

Qui commença par me refuser. Après mon échec, mes parents m'avaient inscrit à la London School of Economics. Je me souviendrais toujours ma première journée là-bas. J'avais dépensé 485 pounds en livres. Tout sentait le neuf. Jusqu'au tapis bleu électrique de l'amphi. J'ai failli me trouver mal. Je me suis dit : « Elle est où la poussière ? Le chaos ? La tension ? Le plafond qui tombe ? » J'ai filé au Royal College of Music où j'ai attendu que le directeur du département vocal, Neil Mackie, formidable ténor adoubé par Peter Pears en personne, sorte et se dirige vers sa voiture. Là je l'ai supplié. Lui ai expliqué que s'il ne me redonnait pas une chance, je retournerais à la London School of Economics, que ce serait la fin de tout. Et il a bien voulu me réentendre en audition. Ce moment aussi a changé ma vie.

En quel sens ?

J'ai compris assez vite que je pourrais travailler toute ma vie mais que jamais je ne chanterais Brahms comme certains camarades, qui sont du reste devenus de grands chanteurs d'opéra. Pourtant, nous avions le même amour viscéral de la musique et de la mélodie. La même ambition de toucher par l'émotion. Il fallait juste que cela s'exprime différemment. Je devais trouver ma propre voix. Cela m'a décomplexé. Tout en étudiant le classique avec un appétit féroce, en côtoyant la bibliothèque où je m'abreuvais de vinyles et découvrais chaque jour de nouvelles œuvres qui plus est à une époque où le renouveau baroque était en pleine explosion, j'écrivais mes chansons en secret. Je travaillais comme serveur pour avoir de quoi enregistrer mes maquettes, sur lesquelles je faisais intervenir tous mes amis musiciens et chanteurs classiques, que je payais en bières. C'est comme ça que s'est forgée mon identité sonore, nourrie de tous ces univers. Plusieurs d'entre eux sont encore des partenaires réguliers et amis. Comme Ida Falk Winland, soliste de l'opéra de Göteborg, qui fera le déplacement à Orange.

Trouvez-vous le temps de cultiver cette passion comme spectateur, malgré vos nombreux projets et engagements ?

Je ne peux imaginer ma vie sans. Mon rêve serait de vivre dans un théâtre. D'avoir une salle à moi, qui cultiverait la contamination par l'excellence entre disciplines artistiques. Je sais bien que cela ferait polémique, mais c'est ainsi que je vois le prolongement naturel de ma carrière. ■

« Mika philharmonique », le 23 juin aux Chorégies d'Orange.

UN
ÉTÉ
AU
HAVRE

L'ART
PARCOURT
LA VILLE

ART CONTEMPORAIN
ET EXPOSITIONS

DU 22 JUIN AU
22 SEPTEMBRE 2024

UNETEAUHAVRE.FR

Juste au Bout du Monde - Fabien Météau - © photo : Martin David

Le Havre
HAROPA PORT
Cité de la Mer
SEAFRIGO
Cité de la Mer
IDEAT
nova
madame
BFM
Méditerranée

Henri Cartier-Bresson, portrait d'un photographe

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Landerneau

À Landerneau, le Fonds Leclerc expose le maître de l'instant décisif. L'homme réputé insaisissable et son œuvre célébrissime sont décryptés avec fraîcheur et pédagogie.

Henri Cartier-Bresson, l'homme invisible ? Le maître de la photographie, né en 1908 dans une famille de grands industriels du textile à Chanteloup-en-Brie (Seine-et-Marne), s'est forgé la réputation d'un homme farouche, fuyant les objectifs des autres, quitte à se mettre en colère s'il était cerné. Souvent cette distance a été interprétée comme un phénomène de classe, voire une nature impérieuse. Ce haut gentleman, que le reportage au bout du monde, de la Birmanie au Mexique, de la Chine révolutionnaire à l'Inde de la Partition, de Cuba au Japon, ne semblait jamais chiffonner, incarna l'Olympe de la photographie par son autorité naturelle, puis par son prestige.

Pour cette plongée en 300 photos dans soixante-dix ans d'une carrière jonchée de chefs-d'œuvre, le Fonds Hélène et Édouard Leclerc de Landerneau (FHEL) propose au contraire de faire revivre Cartier-Bresson, au fil des ans, face à son œuvre. Cette confrontation, simple et efficace, donne la mesure d'un homme imperturbablement aux aguets du réel, mort en 2004, à 95 ans, à Montjustin, en Provence.

Le voici, du jeune homme au vieux maître, qui sert de guide à son exposi-

tion. Elle est d'un didactisme ludique et souple, grâce à l'épure de son commissaire, Clément Chéroux, ancien de Beaubourg et du MoMA devenu directeur de la Fondation HCB, et à la scénographie fraîche de Laurence Fontaine. Quelque 23 portraits, parfois minuscules comme une photo d'identité sur un passeport ou une carte de presse, deviennent des visages héroïques sur des colonnes dont chaque couleur annonce un chapitre.

Œil perdu dans la foule

Rouge pour « Le sel du surréalisme » et son autoportrait déformé comme un effet de miroir dans un palais des glaces. Mordoré pour « L'obsession géométrique » et l'art de la composition avec un jeune Cartier-Bresson s'inspirant du nombre d'or, dandy de salon photographié par George Hoyningen-Huene à New York en 1935. Vert pour le « Fou du Mexique », photoreporter concentré comme un athlète avant le saut, au visage crispé dans la prise de vue et son instant décisif. Jaune vif comme « La Chine communiste » d'où il a tiré nombre de clichés exemplaires pour *Life*.

Le voir ainsi regarder ses propres images rappelle la nature solitaire et la poésie intrinsèque du photographe, cet œil perdu dans la foule qui voit ce que



Washington, États-Unis, 1957, par Henri Cartier-Bresson. HENRI CARTIER-BRESSON/FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM PHOTOS

les autres regardant à peine (*Barrio Chino, Barcelone, Espagne, 1933*, et son vendeur de fruits qui somnole et ressemble au graffiti derrière lui). Il en ressort une intense sensibilité, car chaque brassée d'images correspond à une tranche de vie que le talent magnifie et scelle dans l'histoire de la photographie (*Washington DC, États-Unis, 1957*, et ses deux jeunes Noirs sur un pont, emblèmes de la lutte pour les droits civiques, avec le Capitole au loin comme une île inaccessible). Qu'il photographie un enfant jouant à l'aveugle à Valence en 1933, la foule des Anglais débraillés à Trafalgar Square recouvert de papiers journaux contre la pluie, plutôt que le roi George VI tout juste couronné à Londres, le 12 mai 1937, ou deux vieilles en noir passant comme des Parques sous deux caryatides dans les rues d'Athènes en 1953, Cartier-Bresson s'impose autant par son regard que par son point de vue.

La distance est innée. L'humour est là, plutôt par ce que les Britanniques appellent l'*understatement*. Comme il est dans l'exposition, presque en chair

et en os, à chaque tournant de sa carrière, chaque image semble naître avec lui sous vos yeux. Au Mexique, en 1934, il photographie les fameuses amantes emmêlées de Mexico, les prostituées au visage peint qui jaillissent des fenêtres comme les personnages d'un tableau, mais aussi la grâce d'une jeune fille qui incarne toute l'histoire latino-américaine (*Juchitan, 1934*), le travailleur, tout en courbes, qui s'endort dans l'embrasement d'une fenêtre grillagée (*San Andres Tuxtla, 1963*). « Photographier, c'est mettre sur la même ligne de mire la tête, l'œil et le cœur », disait Henri Cartier-Bresson.

Voir et revoir

Cette première exposition photographique au FHEL de Landerneau réussit à alterner icônes et inédits sans noyer le visiteur sous l'avalanche de tirages et d'explications érudites, risque majeur des expos photo. De par sa volonté manifeste de toucher le grand public, elle garde cette fraîcheur et cette vertu éducative d'un sujet bien digéré. Ceux qui avaient trouvé froide la rétrospec-

tive Cartier-Bresson au Centre Pompidou, dix ans après sa mort, à l'hiver 2014, seront ici étonnés de le redécouvrir et requinqués par son punch.

Même l'homme intimidant y gagne en modestie. « Cartier-Bresson voulait rester anonyme pour pouvoir travailler incognito, à son aise, au milieu de la foule. Le film de Gjon Mili, qui le saisis en train de photographier le Nouvel An chinois à New York, le montre dans le geste même, se hissant sur la pointe des pieds, exécutant ainsi La Danse du photographe, rapide et gracieuse », explique Clément Chéroux. « La puissance des images de Cartier-Bresson tient à l'association entre le très géométrique, le très construit, le très tenu, et l'inconscient surréaliste, une place laissée au hasard, au rêve, qui sont presque à l'opposé. De cette façon de photographier naît une tension dialectique. » Voir et revoir, une vraie expérience qui n'est jamais ni tout à fait la même ni tout à fait une autre. ■

« Henri Cartier-Bresson », jusqu'au 5 janvier 2025 au FHEL à Landerneau, Finistère. Catalogue FHEL (39 €).

À Rouen, vertigineux « Tristan et Isolde »

Christian Merlin

Cette échappée wagnérienne aussi radicale que magnifiquement chantée fait naître une rare émotion, même si elle déroute une partie du public.

Cela faisait longtemps que l'on n'avait été à ce point happé par un spectacle. Venue d'Anvers, la production du *Tristan et Isolde*, de Wagner, que vient de présenter l'Opéra de Rouen ose la radicalité, et parvient ainsi au cœur de l'œuvre. C'est troublant, dérangeant, et une bonne partie du public n'a pas accepté l'aventure, les rangs se vidant à chaque entracte. Il faut dire que le cinéaste Philippe Grandrieux ne lui facilite pas la tâche en termes de narration et que l'on a été jusqu'au bout en renonçant aux surtitres : on ne racontera pas d'histoire réaliste.

Celle de Tristan et Iseut, légende immémoriale, est supposée connue, surtout à Rouen qui peut se retourner sur une tradition wagnérienne séculaire, malheureusement perdue en peu de décennies. Mais *Tristan*... ne raconte pas d'histoire ! L'intrigue se résume en trois phrases, le reste est une méditation poétique sans action qui se déroule entièrement dans l'orchestre et l'intériorité des personnages. Il n'y est question que d'une chose : transcender l'espace et le temps. C'est ce qu'ose Philippe Grandrieux en plongeant les personnages dans un noir très étudié, qui laisse entrevoir une silhouette ici, une forme là. Il projette des vidéos montrant une image rêvée de la femme : un corps en suspens, réduit à un cri à l'acte I, à une transe en stroboscopie au II, à un sommeil flottant au III. C'est tout. Pas de jeu d'acteurs, juste le chant et la musique qui déploient comme jamais leur force d'envoûtement sans se laisser distraire par l'anecdote. C'est le rêve de Wagner quand il déclarait : « J'ai inventé

l'orchestre invisible, que n'ai-je inventé le théâtre invisible. » Grandrieux fait confiance au vertige de la musique et de l'inconscient : il fallait oser, c'était peut-être trop intense pour un public non préparé à l'avance.

Une volupté et une transparence captivantes

Une telle invitation ne pouvait marcher qu'avec un orchestre et des voix de premier ordre. C'est là qu'intervient le directeur musical Ben Glassberg. Pour son premier *Tristan*, le trentenaire britannique métamorphose l'Orchestre de l'Opéra de Rouen, regroupé, cette fois-ci, avec l'Orchestre régional de Normandie. Il en obtient une volupté et une transparence captivantes, au service d'une pulsation aussi fluide que sensuelle, sans le moindre temps mort. Sans parler du phrasé admirable de Fabrice Rousson au cor anglais.

Une grande exécution wagnérienne rendue possible par un plateau étonnant. La Brangäne claire et habitée de Sasha Cooke, le Kurwenal rugueux à souhait de Cody Quattlebaum convainquent plus que le Marke prometteur mais encore jeune de Nicolai Elsberg. Mais tout tourne autour du couple protagoniste. Le Tristan de Daniel Johansson stupéfié par l'endurance et la projection d'une voix percutante et timbrée. Quant à l'Isolde de Carla Filipeic Holm, elle éclaire toutes les facettes de ce rôle monstrueux, uniquement par la puissance et les couleurs d'une voix à qui rien ne fait peur. Un spectacle hors de toute routine pour une œuvre hors norme. ■

Le 22 juin à l'Opéra de Rouen.

PYRAMIDE PRÉSENTE

LE BHOUTAN VOTE POUR LA PREMIÈRE FOIS
LE PAYS DU BONHEUR NATIONAL BRUT
S'INITIE À LA DÉMOCRATIE

« AUSSI ÉMOUVANT QUE DRÔLE,
UN FILM QUI SONNE JUSTE DE BOUT EN BOUT »
LE FIGARO MAGAZINE ★ ★ ★

LE MOINE ET LE FUSIL

UNE COMÉDIE DE
PAWO CHOYNING DORJI
APRÈS « L'ÉCOLE DU BOUT DU MONDE »

AU CINÉMA LE 26 JUIN

Nouvel Obs | Courrier international | SENS CRITIQUE | Les Echos | UGC DÉCOUVRIR

FANTASTIQUE CÔTE ATLANTIQUE !

Profitant d'un climat doux et de plages de sable fin, le littoral atlantique mêle harmonieusement nature et océan. Trois professionnels de l'immobilier nous présentent des biens hors du commun où il fait bon vivre.

Par Stéphanie de Balorre



La Rochelle, 145 m², 996 000 €



Morgan Michaud, Coldwell Banker
06 21 48 56 91

Bâtie à proximité des parcs, cette maison « comme un loft » profite d'une adresse prestigieuse proche du marché et de l'allée du Mail. Véritable œuvre d'art, la bâtisse à la façade en cuivre et zinc est contemporaine et chaleureuse. Elle ouvre sur une pièce de vie hors du commun avec un mur vitré donnant sur un extérieur arboré avec piscine. L'escalier en acier mène à un palier majestueux avec puits de lumière, suite et atelier d'artiste de près de 35 m². Toiture végétalisée.



Vannes, 400 m², 2 288 000 €



Gwennola Bothorel, GB-IMMOBILIER DE PRESTIGE - 06 88 73 06 71

Cette maison de maître exceptionnelle à l'architecture méticuleusement préservée et unique a été construite en 1900, à quelques pas du port de Vannes et à proximité des écoles, des restaurants et des commerces. Entièrement rénovée avec un soin minutieux et un souci du détail remarquable, c'est un lieu de résidence idéal, bâti au cœur d'un jardin paysager clos de murs avec une annexe où deux voitures peuvent se garer. Douze pièces, six chambres, une salle de bains, trois salles d'eau.



Bordeaux 500 m², Entre 3 000 000 € et 5 000 000 €



Julie Lecomte, Monique Lecomte Immobilier - 06 74 94 85 87

Cette villa d'architecte d'exception est composée d'une vaste entrée, d'une réception de 140 m² avec cuisine sur-mesure ouvrant, par une vue à 180°, sur le jardin paysagé et la terrasse avec piscine, de 4 belles suites dont 1 master de 60m². Au sous-sol, garage 8 véhicules, salle de cinéma, salle de sport et buanderie. Calme absolu, prestations irréprochables, lignes épurées et minérales. Construite en 2021 par un architecte de renom. De plain-pied sur une parcelle de 1200 m².

Les Hespérides
Résidences-Services®

Sopregim, commercialisateur des Hespérides depuis 1999

DES RÉSIDENCES DE STANDING DANS LES PLUS GRANDES VILLES DE FRANCE

Paris 12 - Paris 15 - Paris 16 - Paris 17 - Neuilly-sur-Seine - Levallois-Perret - Versailles
Boulogne-Billancourt - Nogent-sur-Marne
Saint-Germain-en-Laye - Issy-les-Moulineaux
Montrouge - Rueil-Malmaison - Bordeaux
Lyon 6 - Lyon 7 - Lille - Montpellier - Nîmes
Aix-en-Provence - Nice - Cannes - Le Cannet
Marseille - Angers - Rennes - Pau

LES HESPÉRIDES BROTEAUX À LYON
Opportunité ! Beau 2P 51 m², balcons, climatisation, cave, box : 198 000 € FAI
3 P 77 m², terrasse 12 m², vue dégagée sur jardin, clim., cave, enové : 295.000 € FAI

LES HESPÉRIDES SAXE-GAMBETTA À LYON
Opportunité ! 3P 67 m², étage intermédiaire, cave, box. A rafraichir : 189.500 € FAI

LES HESPÉRIDES DE L'ESPLANADE A MONTPELLIER
Superbe 3P 69 m² avec balcon, en excellent état.
Vue dégagée sur jardin, climatisation, cave : 240 000 € FAI
2P 53 m², balcon, refait à neuf, vue dégagée sur jardin, clim., cave : 135.000 € FAI

Toutes nos disponibilités sur www.sopregim.fr

SCANNEZ MOI

UNE MARQUE ALTAREA

Vente, Location, Gestion - Studio, 2 et 3 pièces - : 06 29 85 31 94 - 01 76 61 05 21

KelRénov
Kel DPE ? Kel travaux ? Kel aides ?
L'appli qui simplifie la rénovation énergétique

Estimer votre DPE en 3 min

Disponible en version web, iOS et Android

PUBLICITÉ

APPEL A CANDIDATURES ET APPEL D'OFFRES PAR L'ETAT REPRESENTE PAR L'AGRASC

L'ETAT, représenté par l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués (AGRASC), cède, en appel d'offre sous pli cacheté, deux lots de copropriété (indissociables l'un de l'autre) dépendant d'un ensemble immobilier sis à PARIS Seizième Arrondissement (75016) 38 avenue Foch, dont la désignation ci-après n'a qu'une valeur strictement indicative :

Lot de copropriété un (1)
Un appartement en rez-de-chaussée avec jouissance exclusive d'un jardin, au premier étage un appartement en duplex, emplacement de stationnement, 2 caves, un appartement de service en rez-de-chaussée.

Lot de copropriété deux (2)
Au deuxième et troisième étage un appartement en duplex, deux caves, emplacement d'automobiles, un appartement de service.

A titre purement informatif, et sans que cela engage l'Etat, à ce stade, il est indiqué une superficie globale pour les deux lots de copropriété de : 1233,42 m²
Ces superficies n'ont donc qu'une valeur strictement indicative.

Informations complémentaires, Calendrier prévisionnel du déroulement de l'appel à candidatures puis de l'appel d'offres consultables sur :

<https://137notaires.com>

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°3864

RCH JEUX

MACHINE AGRICOLE

DIGNITES DE BAINS

ELLE USE DE MOYENS HABILES

AUSTERE

CA FAIT DES LUSTRES!

DÉS- CENDENT

FILAI TEL UN LAPIN

EXPRIMER FIGURER

DISTANCE EN MER

IL PREND LES DUCS

ELLE ASSURE LE TRANS- PORT PARISIEN

ACCESSOI- RES DE COURT

DEBLOQUE

HUILE BENITE

DU GENRE PARESSEUX

CHIFFRES ROMAINS

BIGARRER

CRÊCHE DES ANONAUX

TICKET POUR PARTIR ET REVENIR

DÉCAPTE L'ANBRE

LARGE OU- VERTURE

EXISTE VRAIMENT

DOCTEUR EN BREF

GESTE DÉS- INTERESSE

DÉPIT DE JEUNE

PLATE- FORME D'ENTREE

ORGANI- SATION PACIFIQUE- ASIATIQUE

POUR CREER UN LIEN

ANIMAL QUI CHASSE

DEVENUE PIQUANTE

TRES EPRIS

RANCH ARGENTIN

FAIT LE RAP- PORTEUR

HEP! DISCRET A TOUT PROX

CERTAINS PENSENT L'AVOIR INUSE

GÂTEAU DU SUD-OUEST

BEAUCOUP

ARBRES A TISANES

RENDEU PLUS MAIGRE

ENGENDREE

ENONCEE A HAUTE VOIX

CACHES

BOUCHA A L'ENQUET

REDEVENU UTILE

MÈTRE PAR SECONDE

BRUIT SEC

A L'UNOU AELLE

MEASURE A L'ETRAN- GER

REGAL DES ANES

LAGUNES COMBLEES

CRID'AD- MIRATION

SYN- DICALISTE

ENCERCLE

ADRESSE D'UN SITE

IL EST DIFFICILE A PLAQUER

À LE

CLASSER

FÈS Y EST IMPERIALE

AUTRE NOM DU COL OFFICIER

ÉCHINE

FERVENT DISCIPLE

BON ORATEUR

PAIN CONSACRE

L'IRAN D'ANTAN

PRO- VOQUES RAYON DE SOLEIL

FORT ET ABONDANT

IL SE PRÊTE AUX EX- PERIENCES

ADVER- SAIRE DE LETAT

BEUF SAUVAGE

IL SE PRÊTE AUX EX- PERIENCES

ADVER- SAIRE DE LETAT

BEUF SAUVAGE

NEST PAS UTILISE POUR MODERER

CERTAINS PENSENT L'AVOIR INUSE

GÂTEAU DU SUD-OUEST

BEAUCOUP

ARBRES A TISANES

RENDEU PLUS MAIGRE

ENGENDREE

ENONCEE A HAUTE VOIX

CACHES

BOUCHA A L'ENQUET

REDEVENU UTILE

MÈTRE PAR SECONDE

BRUIT SEC

A L'UNOU AELLE

MEASURE A L'ETRAN- GER

REGAL DES ANES

LAGUNES COMBLEES

CRID'AD- MIRATION

SYN- DICALISTE

ENCERCLE

ADRESSE D'UN SITE

IL EST DIFFICILE A PLAQUER

À LE

CLASSER

FÈS Y EST IMPERIALE

AUTRE NOM DU COL OFFICIER

ÉCHINE

FERVENT DISCIPLE

BON ORATEUR

PAIN CONSACRE

L'IRAN D'ANTAN

PRO- VOQUES RAYON DE SOLEIL

FORT ET ABONDANT

IL SE PRÊTE AUX EX- PERIENCES

ADVER- SAIRE DE LETAT

BEUF SAUVAGE

IL SE PRÊTE AUX EX- PERIENCES

ADVER- SAIRE DE LETAT

BEUF SAUVAGE

NEST PAS UTILISE POUR MODERER

IL PEUT ETRE AERIEN

METTRE A L'ABRI

BÊTE A DORMIR

ADJECTIF NUMERICAL

UN JULES UN PEU SPECIAL

CHAPEAU A HENDAYE

BRAQUES, POINTES

DEVENIR PLUS CALME(S)

IRONIE MÉ- PRISANTE

CENTILITRE

ANCIEN ETAT

GRISES

POSTURE DE YOGA

D'UN PAYS D'EUROPE

AMATEUR DE BOMBES

GRAND TITRE

LIEU ECOSAIS

PLUTOT MONS- TRUEUX

ESSENCE D'UN METRE

PIERRE D'AILLE

BON OU MAUVAIS GENIE

ESPACE RESERVE AUX COMBATS

ECHA- FAUDE

DIANA

CHANGER LE TON

CINEMA ET BD

ROUE A GORGE

LEGUME BIBLIQUE

LA TERE- BENTHINE EN EST

QUI VA PEUT-ETRE ALLER TROP LOIN

DEVANT LE HOC PAS DEVANT LE NIC

ELLE NOUS MENE EN BATEAU

VERS MELUN

GUITARE A QUATRE CORDES

LA FIN DE L'INFINI

PALAIS RUSSE

BOIS TRES RESISTANT

TRAVERSE

IL EST CHAUD ET SA- BLONNEUX

PETIT FILM MUSICAL

CARRE DE TERRE

VEDETTE

ÉQUIPE SPORTIVE

FAIT ENTENDRE

AGREMENT DU MIDI

HERÉTIQUE

POÈME DE VIRGILE (L)

QU'INE SONT PLUS LE RENFERME

ACHAT A L'AVANCE

COLLIERS DE FER

DES- EQUILIBREE

IL MET A MAL LES ROIS

RENDRE UNE SAUCE HOMOGÈNE

LA CLÉ DES SONGES

LETTRE DE GRECE

DEFLEURIE

S'AFFALER AU SOL(S)

QUI RESTE SI- LENCIEUSE

FIN DE NON- RECEVOIR

DIGESTS

CONCÈDE

ACCEPTÉ

COGNAS

FINAIDE

NOTE À L'UNISSON

POÈLE OU WOK

CORSE OU SICILE

LONGUE BANDE DE PAPIER PEINT

CONTRAIRE A LA MORALE

AËTE A MEME

IL JOUE AVEC UN JEU DE CLES

FAIT UNE FAVEUR

LES SERVENT D'ABRI

BEAUX JOURS

PEU VIF

AVANT L'HEURE

LE JUDOKA SY LAISSE TOMBER

TIGE DE MAINTIEN D'UN AVIRON

JOLIES FLEURS DE CORATIVES

IL PEUT ETRE AERIEN

METTRE A L'ABRI

BÊTE A DORMIR

ADJECTIF NUMERICAL

UN JULES UN PEU SPECIAL

CHAPEAU A HENDAYE

BRAQUES, POINTES

DEVENIR PLUS CALME(S)

IRONIE MÉ- PRISANTE

CENTILITRE

ANCIEN ETAT

GRISES

POSTURE DE YOGA

D'UN PAYS D'EUROPE

AMATEUR DE BOMBES

GRAND TITRE

LIEU ECOSAIS

PLUTOT MONS- TRUEUX

ESSENCE D'UN METRE

PIERRE D'AILLE

BON OU MAUVAIS GENIE

ESPACE RESERVE AUX COMBATS

ECHA- FAUDE

DIANA

CHANGER LE TON

CINEMA ET BD

ROUE A GORGE

LEGUME BIBLIQUE

LA TERE- BENTHINE EN EST

QUI VA PEUT-ETRE ALLER TROP LOIN

DEVANT LE HOC PAS DEVANT LE NIC

ELLE NOUS MENE EN BATEAU

VERS MELUN

GUITARE A QUATRE CORDES

LA FIN DE L'INFINI

PALAIS RUSSE

BOIS TRES RESISTANT

TRAVERSE

IL EST CHAUD ET SA- BLONNEUX

PETIT FILM MUSICAL

CARRE DE TERRE

VEDETTE

ÉQUIPE SPORTIVE

FAIT ENTENDRE

AGREMENT DU MIDI

HERÉTIQUE

POÈME DE VIRGILE (L)

QU'INE SONT PLUS LE RENFERME

ACHAT A L'AVANCE

COLLIERS DE FER

DES- EQUILIBREE

IL MET A MAL LES ROIS

RENDRE UNE SAUCE HOMOGÈNE

LA CLÉ DES SONGES

LETTRE DE GRECE

DEFLEURIE

S'AFFALER AU SOL(S)

QUI RESTE SI- LENCIEUSE

FIN DE NON- RECEVOIR

DIGESTS

CONCÈDE

ACCEPTÉ

COGNAS

FINAIDE

NOTE À L'UNISSON

POÈLE OU WOK

CORSE OU SICILE

LONGUE BANDE DE PAPIER PEINT

CONTRAIRE A LA MORALE

AËTE A MEME

IL JOUE AVEC UN JEU DE CLES

FAIT UNE FAVEUR

LES SERVENT D'ABRI

BEAUX JOURS

PEU VIF

AVANT L'HEURE

LE JUDOKA SY LAISSE TOMBER

TIGE DE MAINTIEN D'UN AVIRON

JOLIES FLEURS DE CORATIVES

LE FIGARO Jeux

Alignez les lettres, repérez les chiffres, déplacez les cartes...

11 JEUX À DÉCOUVRIR

DISPONIBLE SUR Google play

Télécharger dans l'App Store

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

G	A	B	B	O	T	I	D	S	L	B	R	G	M	M	
G	R	A	V	E	R	P	A	R	T	I	C	U	L	I	E
G	R	E	N	A	D	E	S	A	N	D	I	N	A	R	
G	A	R	N	E	M	E	N	T	S	A	N	E	S	P	
N	O	T	E	S	R	A	R	I	S	S	I	M	E	S	
A	I	G	U	R	A	T	A	G	E	E	T	E	U	L	
S	A	R	A	B	A	L	A	D	E	R	A	I	P	O	
G	E	N	I	T	E	U	R	C	O	R	V	E	E	C	
U	T	E	R	E	U	S	A	E	R	I	E	N	C	A	
F	R	E	R	E	E	V	A	S	E	E	A	M	A	N	

Les combattants du bout du monde au service de la France libre

Blaise de Chabattier

Le documentaire « Le Bataillon du Pacifique » retrace l'épopée de ces patriotes qui ont participé héroïquement à la lutte contre les nazis.

« **L'**anéantissement de notre pays par la monstrueuse avalanche de fer et d'acier des panzerdivisions est pour nous, Français du Pacifique, l'anéantissement moral total. La France à genoux, cela, nous ne l'acceptons pas. » Tels sont les mots écrits par Roger Ludeau, en juin 1940, dans son journal de bord. La position de ce jeune Néo-Calédonien, âgé alors de 19 ans, reflète bien l'état d'esprit de ces populations du bout du monde qui sont parmi les premières à répondre à l'appel du 18 juin. Leur ferveur patriotique est le fil rouge du riche documentaire de Sandra Rude intitulé sobrement *Le Bataillon du Pacifique*.

Ainsi, dès le 22 juillet 1940, les Nouvelles-Hébrides se rallient-elles à la France libre. Suivies, le 2 septembre, par les Établissements français de l'Océanie, qui comprennent l'actuelle Polynésie et Wallis-et-Futuna, puis, le 19 septembre, par la Nouvelle-Calédonie. De quoi ravir le général de Gaulle, que l'on voit alors à l'écran déclarer : « C'est avec fierté que je m'adresse aux populations françaises et indigènes (...). Je suis convaincu que les terres alliées du Pacifique sont destinées à jouer dans cette guerre un rôle capital. »

En effet, au sein du bataillon du Pacifique, les 600 engagés volontaires (300 Calédoniens et 300 Polynésiens) d'origine européenne mais aussi autochtone, notamment kanake, tout juste formés au maniement des armes, se révéleront être

Des soldats néo-calédoniens engagés dans le bataillon du Pacifique.

de formidables combattants. À l'image du jeune Roger Ludeau, donc, de Nouméa, dont les confidences rédigées dans son journal intime sont lues en voix off tout au long du film, tout comme celles de plusieurs autres soldats du bout du monde.

Le succès décisif de Bir Hakeim

Après deux mois d'escala en Australie, les nouveaux résistants de la France libre embarquent pour le Moyen-Orient. En Égypte, les Britanniques ont besoin de renforts pour repousser l'invasion des troupes italo-allemandes depuis le Libye. À la tête de l'Afrika Korps, Rommel veut s'emparer du canal de

Suez pour empêcher les Anglais de se ravitailler. Après six mois d'entraînement en Palestine, ce sont 3700 Français libres, dont ceux du bataillon du Pacifique, qui pénètrent en Libye.

À la mi-février, ils sont chargés par les Britanniques d'aller occuper Bir Hakeim, une place située à 80 km au sud de Tobrouk. Il s'agit d'un point d'appui situé dans le désert qui doit permettre d'interdire aux nazis de progresser vers l'est. « Maintenant, il nous reste à attendre la grande offensive que nous devons contenir ou nous faire massacrer sur place. Cela, nous le savons et nous l'avons tous accepté pour les six lettres du mot France », note le soldat des antipodes Édouard Magnier. Après quinze jours de résistance acharnée, l'ordre est donné

de quitter Bir Hakeim. Grâce à l'héroïsme des hommes du général Koenig, l'Égypte et le canal de Suez sont sauvés.

Ensuite, incorporé au sein de 100 000 Français libres, le bataillon du Pacifique participe à la campagne d'Italie, puis au débarquement en Provence. « Ça, c'est la France. Maintenant, si je me fais descendre, je serai chez moi. Et tous les copains étaient dans le même état d'esprit », écrit Maurice Meunier après avoir, le 17 août 1944, posé le pied pour la première fois de sa vie sur le sol métropolitain, à Cavalaire. ■

« Le bataillon du Pacifique »
Dimanche, à 22 h 55, sur France 5
Notre avis : ●●●●



MEDIA/KA

La vérité sur la dame de Bad Dürrenberg

Simon Cherner

La fouille d'un site préhistorique, bâclée au début de l'ère nazie, a été reprise avec méthode par une équipe allemande d'archéologues.

Allemagne, mai 1934. Lors de menus travaux dans un parc de Bad Dürrenberg, à l'ouest de Leipzig, un ouvrier fend la terre et découvre un squelette humain. Il repose au fond d'une fosse, à quelques centimètres de la surface. Une tombe ancienne. Une hache en pierre est exhumée lors d'une fouille bâclée et c'en est fait du mystérieux occupant de la sépulture : ici reposait un guerrier préhistorique.

L'histoire aurait pu s'arrêter là. Elle se déroule cependant dans les semaines qui précèdent la Nuit des longs couteaux. Le III^e Reich naissant élébrise les sciences allemandes. Un archéologue et un anthropologue d'appoints fascistes sont frappés par la découverte de Bad Dürrenberg. Ils pensent reconnaître un Aryen primitif, un fantassin nordique de l'âge de pierre, inhumé par les siens dans

une région qui devait, par conséquent, être un foyer européen de la race aryenne. Les années passent, le régime nazi s'effondre et le squelette du « guerrier », jadis encensé par les séides de Hitler, est redécouvert dans un musée de la région. Le fier guerrier était en réalité une guerrière, enterrée avec un nourrisson. L'aberration éclate au grand jour dans les années 1950, jetant définitivement le discrédit sur la tombe. Le malentendu de sa récupération politique écarté, reste cependant une énigme. Qui était donc la dame de Bad Dürrenberg ? C'est précisément ce qu'une équipe de recherche allemande a tenté de comprendre en retournant, à partir de 2019, sur ce site funéraire rompromis.

Christian Stiefenhofer a pris un malin plaisir à instruire, dans son très bon documentaire, *La Tombe de la chamane*.

Une énigme du Mésolithique, ce qui s'apparente à un « cold case » policier. L'enquête scientifique plonge, sur le terrain comme en laboratoire, sur l'identité de cette femme disparue dans les derniers millénaires de l'âge de pierre, avant que les populations du Néolithique n'adoptent un mode de vie sédentaire. L'examen de ses ossements livre pourtant un premier paradoxe.

Aryanité fantasmée

Pour une chasseuse-cueilleuse, la dame n'avait guère la musculature de l'emploi. Sa tombe regorgeait en revanche d'objets précieux, de colliers, de dents d'auroch, de sanglier et de cerf, de bois de chevreuil, de coquillages et autres carapaces de tortue. Soit l'une des tombes les plus riches d'Europe pour son époque, celle du mésoli-

thique, vers 9000 ans avant notre ère. Impossible, cependant, en l'état actuel des connaissances, de penser à une reine, faute de forte hiérarchie sociale avérée en ces temps. Plusieurs indices suggèrent cependant aux archéologues l'hypothèse d'une chamane ou d'une guérisseuse.

Sur place, l'étude renouvelée du site d'inhumation, rebouché aussitôt après la fouille bâclée de 1934, a permis de relever la présence de quelque 200 personnes à l'enterrement ; qui plus est, un dépôt d'offrandes, découvert à proximité, atteste d'une fréquentation de la tombe jusqu'à six siècles après le décès de la dame de Bad Dürrenberg. D'autres indices étaient cachés dans le corps même. Les vertèbres de la défunte indiquent une malformation qui pourrait avoir favorisé l'état de transe. Et puis il y a ses

dents, percées, sans doute au prix d'une effroyable souffrance. Signe initiatique de courage ou de distinction.

Au vu de l'efflorescence d'indices, les chercheurs allemands développent des arguments posés et expliquent en bons pédagogues, aidés par les dernières technologies, le chemin de leur théorie chamannique. L'époque d'une attribution dogmatique à une arianité fantasmée est bien révolue. D'autant plus que la défunte, l'ADN le prouve, n'était pas une blonde aux yeux bleus, mais avait la peau brune des chasseurs-cueilleurs de son temps. ■

« La Tombe de la chamane. Une énigme du Mésolithique »
Samedi, à 22 h 30, sur Arte
Notre avis : ●●●●

PLEIN ÉCRAN

« Elle me résistait, je l'ai assassinée... »

Par ces mots au mari, l'amant sauve l'honneur de sa maîtresse, son amour de toujours, qui l'a imploré de l'occire. Nous sommes en 1831, en pleine répétition d'Antony d'Alexandre Dumas, au théâtre Saint-Martin à Paris. Dans la salle, une femme applaudit. C'est George Sand. Le critique Sainte-Beuve l'invite à venir saluer le dramaturge, qui assure la mise en scène de son œuvre, et la célèbre comédienne Marie Dorval. « Vous mourrez si tragiquement madame qu'on se tuerait pour vous faire revenir à la vie », lui déclare, flatteuse, la future auteur de *La Mare au diable*, redingote grise, chapeau et canne, mais cheveux longs lâchés, en lui faisant le baisemain. Le début d'une relation passionnée entre les deux artistes...

« La séquence manque de rythme. C'est la générale, on joue la première demain, il faut créer une forme d'effervescence, je vous veux comme des abeilles qui butinent », lance le réalisateur Rodolphe Tissot (Clèves, Ainsi soient-ils), avec force explications précises à l'appui - positions, gestes, intonations... Ce mercredi 22 mai, il est à la mi-temps du tournage de *La Rebelle : les aventures de la jeune George Sand*, une série pour France 2. La scène est en fait filmée dans la salle du Théâtre Jacques Cœur de Bourges, qui a



CAROLINE TREBESSETTY

Nine d'Urso et Barbara Pravi sur le tournage de cette fiction en quatre épisodes, créée et produite par Georges-Marc Benamou.

conservé ses atours rouge et or. Mais, pour éviter les anachronismes, c'est l'hôtel de ville de Vincennes, avec son escalier monumental, qui servira de décors pour le hall, et le château de Dampierre dans les Yvelines pour les loges. Le château d'Hodebert en Indre-et-Loire accueille, pour sa part, les scènes se déroulant au château de Nohant, domaine de la romancière, transformé en musée mais trop petit pour accueillir un tournage.

L'esprit de Jane Campion

Ces quatre épisodes sont dans la lignée des *Aventures du jeune Voltaire* (2021), déjà créée et produite par Georges-Marc Benamou (*La Peste*). « France Télévisions souhaitait prolonger la collection avec une autre figure de génie insolent, qui bouscule les codes, les conventions de son époque, l'écriture aussi, note Henri Helman, scénariste. George Sand avait gagné son procès en divorce, c'est historique ! Elle a dû ensuite l'ouïr pour s'imposer en tant que femme comme écrivain... C'est une lecture politique, sociale et romanesque au regard des rebondissements de sa vie sentimentale. »

« Je connaissais mal George Sand, je la trouvais austère, confie Nine d'Urso (vue dans la série *Balenciaga*), qui lui prête son élégance naturelle. J'ai découvert ses années parisiennes. Elle a changé beaucoup d'orientations, politique, sexuelle, c'est un caméléon. Née Aurore Dupin, elle modifie son prénom mais assume complètement d'être une femme. C'est d'autant plus moderne et fluide qu'elle ne se grime pas. » Face à elle, Marie Dorval est interprétée par la chanteuse Barbara Pravi, dans son premier rôle de composition. « Cette femme était à ce moment-là au summum de son art, analyse la chanteuse et actrice. Elle a donc des attitudes de star mais cette scène de séduction doit être subtile. »

C'est la première série d'époque de Rodolphe Tissot, qui s'en empare avec la volonté de dépoussiérer le biopic historique, notamment pour rendre la dynamique de ces jeunes gens rebelles et avides de faire bouger les choses. « On peut vite être écrasés par les costumes, les décors, faire quelque chose de trop cadré, respectueux, estime-t-elle. J'ai notamment songé à Bright Star ou Portrait de femme de Jane Campion. Et pour la musique, la partition joue le jeu du romantisme de l'époque mais avec un certain décalage. J'ai cherché à retrouver l'énergie de cette femme qui bouscule le monde. » ■

L'éternelle modernité de George Sand

Céline Fontana

Reportage, à Bourges, sur le tournage de « La Rebelle : les aventures de la jeune George Sand », série pour France 2 avec Nine d'Urso dans le rôle-titre et Barbara Pravi en Marie Dorval.



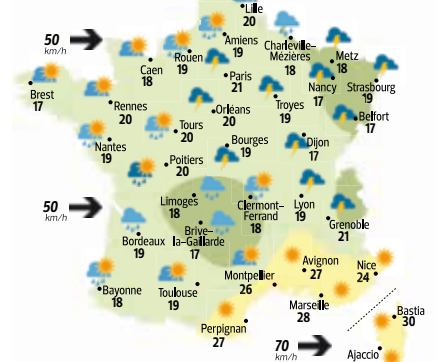
Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



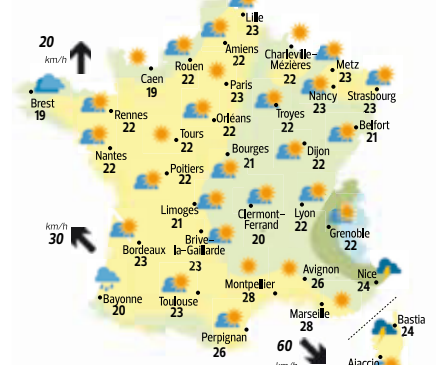
ÉPHÉMÉRIDE St-Alban

Soleil : Lever 05h47 - Coucher 21h58 - Pleine Lune

SAMEDI



DIMANCHE

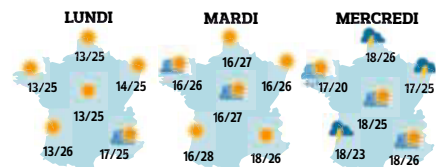


T (en °C)

<10 0 10 20 30 30+40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	20/25	AMSTERDAM	14/19	ATHÈNES	25/35
BARCELONE	20/25	BELGRADE	25/36	BERLIN	17/23
BERNE	13/17	BRUXELLES	13/19	BUDAPEST	22/28
COPENHAGUE	15/17	DUBLIN	11/21	LISBONNE	16/27
LONDRES	14/22	MADRID	15/31	PRAGUE	18/24
RABAT	18/25	ROME	23/30	TUNIS	22/30

21.10
Mask Singer
Divertissement

Prés. : Camille Combal. 2h15. La finale. Inédit. L'heure de la finale est arrivée pour les enquêteurs ainsi que pour les célébrités restantes qui vont pouvoir dévoiler leur véritable identité.

23.25 Mask Singer. L'enquête continue. Divertissement. Inédit. **00.20 Vendredi.** tout est permis avec Arthur. Divertissement. VTEP 4.

CANAL+

21.05
Rugby : Top 14
Sport

Demi-finale : Stade Français Paris - Bordeaux-Bègles. En direct. Pour se qualifier pour cette demi-finale, l'Union Bordeaux-Bègles a pris le meilleur sur le Racing 92 sur le score de 31 à 17, le 16 juin dernier.

23.02 Canal Rugby Club le débrief.



19.26 La folie du camping-car. Doc.

21.08 Le sang de la vigne Série. Policière. Fra./Blg. 2015. Saison 4. Avec Pierre Arditi, Massacre à la sulfateuse. En Avignon, Benjamin et France procèdent à l'estimation d'une propriété viticole, mais deux des trois sœurs à la tête du domaine ignorent le projet de vente.

23.04 Le sang de la vigne. Série.

france.5

20.03 C'Hebdo la suite. Talk-show.

21.00 Échappées belles Magazine. Prés. : Sophie Jovillard. 1h30. Spéciale JO Paris 2024. Inédit. À quelques semaines des Jeux olympiques 2024 à Paris, Sophie Jovillard part à la rencontre de sportifs, de chefs cuisiniers, d'artistes et de gardiens du patrimoine urbain.

22.31 Échappées belles. Magazine.

france.2

21.10
La Fête de la musique
à Reims

Concert

Prés. : Laury Thilleman et Garou. 3h35. La musique est à l'honneur avec ce concert exceptionnel animé par Laury Thilleman et Garou. Ce rendez-vous organisé à Reims, est mis en scène et chorégraphié par Kamel Ouali.

00.45 Fête de la musique 2021 : best of. Prés. : Garou et Laury Thilleman.

arte

20.50
Il était une fois le musée
du Louvre
Documentaire

Fra. 2021. 1h34. Frédéric Wilner retrace l'histoire du musée, reflet du destin de la France et de l'Europe, à travers ses œuvres iconiques.

22.30 La tombe de la charmane : Une énigme du mésolithique. Doc.



17.10 La petite histoire de France.

21.10 La petite histoire de France Série. Humoristique. Fra. Avec Maxime Gasteuil. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France.

RMC

DÉCOUVERTE

19.10 Alaska : La ruée vers l'or. Doc.

21.10 Filc story Documentaire. Fra. 2023. 1h25. Gendarmerie en région lyonnaise 3. À quelques kilomètres au nord de Lyon, dans le département de l'Ain, les 180 gendarmes de la compagnie de Trévoux sont sans cesse en alerte.

22.35 100 jours avec la police municipale de Perpignan. Doc.

france.3

21.10
Meurtres à...
Série. Policière

Fra. 2023. Saison 9. Avec Alexandre Brasseur, Stéphane Freiss. Meurtres à Pont-Aven. Vingt ans après la mort d'un artiste peintre, sa fille enquête sur de nouveaux homicides aux côtés du policier qui menait les investigations à l'époque.

22.40 Meurtres à... Série. Policière. Meurtres à Saint-Malo.

6

20.50
Football : Euro 2024
Sport

2^e journée. Groupe E : Belgique - Roumanie. En direct. Dans ce match contre la Roumanie, les joueurs du plat pays emmenés par leur attaquant Romelu Lukaku veulent absolument prendre des points.

23.00 100% Euro. En direct



19.15 Burger Quiz. Jeu.

21.15 Columbo Série. Policière. EU. 1978. Saison 7. Avec Peter Falk, Nicol Williamson, Kim Cattrall, Joel Fabiani. Jeu de mots. Un psychologue réputé est soupçonné d'avoir voulu éliminer son assistant et meilleur ami, après avoir dressé ses deux dobermans à l'attaque.

22.45 90° Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.00 Historiquement Show. Mag.

20.50 Enquêtes au Moyen Âge Documentaire. GB. 2013. 1h30. 2 épisodes. Direction Towton, où pourrait se situer une chapelle construite par Richard III d'Angleterre, pour commémorer la victoire d'Édouard IV en 1461 pendant la guerre des Roses.

22.20 Les derniers jours de Toutankhamon. Documentaire.

L'essentiel
du dimanche

21.10 Titanic Film. Drame sentimental. EU/ Mex. 1997. Réal. : James Cameron. 3h14. Avec Leonardo DiCaprio, Kate Winslet, Billy Zane, Bill Paxton. Une centenaire, rescapée du naufrage du Titanic, se remémore la passion amoureuse qu'elle eut connue à bord du transatlantique britannique, et son naufrage.

france.2 21.10 Sage femme Film. Comédie dramatique. Fra./ Blg. 2017. Réal. : Martin Provost. 1h57. Avec Catherine Deneuve, Catherine Frot. Une sage-femme renoue malgré elle avec la femme exubérante et égoïste qui a provoqué la mort de son père quand elle l'a quitté trente ans plus tôt.

france.3 21.10 Les enquêtes de Vera Série. Policière. GB. 2021. Saison 11. Avec Brenda Blethyn, Kenny Doughty. La voie de la guérison. Angela Konan, une assistante sociale qui s'occupait de reloger d'anciennes toxicomanes, est retrouvée morte dans un coin reculé d'un parc national.

CANAL+ 21.05 Handball, une histoire de familles Sport. Fra. 2023. Réal. : Clément Brin. 0h40. Naissance d'une nation. En 1984, la France est la 30^e nation mondiale au handball. Daniel Costantini, alors professeur d'EPS, prend les rênes de l'équipe de France : les Barjots sont nés !

21.20 Le bossu Film. Aventures. Fra./Ita/All. 1997. Réal. : Philippe de Broca. 2h01. Avec Daniel Auteuil, Fabrice Luchini, Vincent Perez, Marie Gillain, Yann Collette. Un chevalier errant, respectueux du code de l'honneur, se bat pour rendre son duché à la fille d'un ami assassiné, qu'il a recueillie tout enfant.

6 20.50 Football : Euro 2024 Sport. 3^e journée. Groupe A : Suisse - Allemagne. En direct. L'Allemagne est déjà qualifiée pour les 8^{es} de finale après sa victoire contre la Hongrie 2-0. La Suisse a pris une grosse option aussi suite à son match nul 1-1 face à l'Écosse. La première place du groupe A est donc en jeu dans cette 3^e journée.

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6638

HORIZONTALLEMENT

1. Nuit dans l'ombre. - 2. Pris de remords. - 3. Arrêts des boissons. - 4. Elle est bonne tout en haut de Marseille. Membre ancien. - 5. En partie submergée. Réduire les forces. - 6. Elle refusait d'être privée de dessert. Prendre les forces. - 7. Dans la matrice (In). Entrée en scène. - 8. Pauvre verlainien. - 9. S'enroule quand on le touche. Font le tour du jardin. - 10. Prend des libertés. Son gave arrose Lourdes. - 11. Donne une interprétation haut de gamme. - 12. Inconditionnels du plus-que-parfait.

VERTICALEMENT

1. D'un bijou turquoise. - 2. Tu l'as dit, bouffies. - 3. Opérer la jonction. Recouvrent le bidet. - 4. Bel et bien foutue. Imite une vache ou une baleine. Sort avec indignation. - 5. Moins touristique que son homophone azuréen. Remplit les trous et vide les centres, en un sens. Plancher des vaches. - 6. Drupes verdâtres. Refusait la confession. - 7. Brûlures intestinales. Part en jet. - 8. Il en fallait deux pour faire cinq as. Entre le titre et la matière.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6637

HORIZONTALLEMENT 1. Bressane. - 2. Remparts. - 3. Omblies. - 4. Upérisee. - 5. Salera. - 6. Sil Osât. - 7. Allen. SI. - 8. Ilette. - 9. Lese. Bel. - 10. LU. Troll. - 11. Esseulée. - 12. Selenies.

VERTICALEMENT 1. Broussailles. - 2. Rempailleuse. - 3. Embellies. SI. - 4. Spire. Étérée. - 5. Salliront. Run. - 6. Arisas. Eboli. - 7. Ntce. As. Elée. - 8. Essentielles.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGER L'APPLICATION



SUDO KU

RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 4764

FACILE

5	7			2	4			
				1	9	6		
			2	4	5	1	7	
			8	6			1	3
	3	5	1	7	9	4	8	
1	4			5	2			
2		1	5	3	6			
9	6		8					
	8	4				7	5	

GRILLE 4765

DIFFICILE

3					6	5		
		5			1			
		2	8	1				
				9		8		
				1	2	5		
	4			3		7		
		4	9	8				
		6			8			
1	8				4	2		

GRILLE 4766

DIABOLIQUE

1	8							
			3	6	7			
	3	8	1	9			4	
					2	7	3	
	7	6	2	8				
		5					4	
				5	8	3		
2	3							

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

Un vrai requin, celui-là

Coup de poker

Matière de pagn

On le bat puis le fête

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

SOLUTION DES MOTS MÉLANGES
LE MOT À TROUVER EST : HANGAR.

DONALD SUTHERLAND

Le caméléon de Hollywood

« **O**n survit à tout sauf à la mort », avait-il un jour déclaré non sans humour à l'orée des années 1990 alors qu'il était encore au faite de sa carrière. Avec sa silhouette de dandy canadien, du haut de son mètre quatre-vingt-dix, avec son regard bleu, son sourire éclatant, Donald Sutherland s'est éteint à l'âge de 88 ans à Miami après avoir lutté contre une longue maladie. Avec un brin de lucidité et pas mal de désinvolture, lui-même se décrivait ainsi : « Une mâchoire proéminente, des yeux bleus exorbités, un sourire chevalin et des oreilles décollées. »

C'est son fils Kiefer Sutherland qui a annoncé la triste nouvelle ce jeudi 20 juin sur les réseaux. « C'est le cœur lourd que je vous annonce la mort de mon père, Donald Sutherland. Personnellement, je pense que c'est l'un des acteurs les plus importants de l'histoire du cinéma. » Ce en quoi l'interprète de Jack Bauer dans la série *24h Chrono* ne se trompe absolument pas.

Après soixante ans d'une carrière aussi foisonnante que mouvementée, riche de plus de 200 films, le chirurgien rigolard

Olivier Delcroix

L'inoubliable Casanova de Fellini, révélé dans « Les Douze Salopards », avait fini par séduire la jeune génération en patriarcat cruel dans la saga « Hunger Games ». L'acteur canadien s'est éteint à 88 ans.



Donald Sutherland, à Paris, en 2012.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARALE LE FIGARO

et antimilitariste de M.A.S.H. a prouvé qu'il était comme les acteurs de sa génération, Al Pacino, Robert de Niro, Robert Duvall, Dennis Hopper ou Dustin Hoffman, une figure légendaire du cinéma hollywoodien des années 1970-1980.

Né le 17 juillet 1935 à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick (Canada), le jeune Donald McNichol Sutherland connaît une enfance heureuse, néanmoins mar-

quée par quelques maladies graves, dont une hépatite et la poliomyélite. À l'âge de 14 ans, cet adolescent rêveur qui se destinait à la sculpture entame des études d'ingénieur à Toronto. Rapidement, ce fils d'un employé du gaz de Saint John et d'une mère professeur de mathématiques bifurque vers d'autres horizons. Il s'essaye à plusieurs métiers : sculpteur, marionnettiste, animateur radio, disquojockey... En 1963, c'est à Londres à l'âge de 28 ans qu'il décroche son premier rôle dans le film *Autour du monde dix fois*, de Wolf Rilla. Les dés sont jetés. Sutherland enchaîne les rôles et les films. En 1967, il incarne dans *Les Douze Salopards* de Robert Aldrich un assassin aussi cinglé qu'imprévisible aux côtés de Charles Bronson, Lee Marvin ou John Cassavetes. Le succès est immédiat. Véritable Fregoli, Sutherland confie à l'époque « aimer porter des masques. J'adore me grimer. Je réclame le droit de tout oser. »

On le retrouve trois ans plus tard dans la comédie satirique *M.A.S.H.* de Robert Altman où il donne la réplique à Elliott Gould. Le long-métrage qui moque les excès guerriers des Américains en Corée est primé à Cannes. Suivront le film de guerre *De l'or pour les braves* signé Brian G. Hutton avec Clint Eastwood, et bien sûr le thriller politique paranoïaque *Klute* d'Alan J. Pakula (1971). Sutherland y incarne un détective privé tendre et désabusé chargé d'enquêter sur la disparition d'un ami, et qui s'attache aux pas de l'envoûtante Jane Fonda, call-girl aussi torturée que mystérieuse. Il soutient Fonda dans sa campagne contre la guerre du Vietnam. C'est à cette époque qu'il tourne l'étrange et effrayant *Ne vous retournez pas* (1973) de Nicolas Roeg avec Julie Christie. L'intrigue de ce giallo, adaptée du roman de Daphné du Maurier, raconte l'errance vénitienne hivernale d'un couple en deuil après la mort de leur petite fille en ciré rouge.

Comme le déclare l'acteur à l'époque, « je ne fais pas exprès de jouer des personnages dramatiques ou inquiétants. J'agis d'instinct, sur un coup de cœur. Je suis le contraire d'un intellectuel. » Alors qu'il tourne en Italie, à Parme, le Novecento de Bertolucci où il joue une brute fasciste à la méchanceté froide, Federico Fellini vient lui rendre visite. Le cinéaste italien le veut pour son *Casanova* (1976). Ce sera son rôle le plus abouti. Les deux hommes ne se comprennent pas. Tant pis. Ou tant mieux. Sutherland se soumet à la volonté

du « Maestro ». Il se rase les cheveux, les sourcils, s'affuble d'un faux nez et d'un faux menton. Fellini a une idée dans la tête. Sa vision de Giacomo Casanova est aux antipodes de l'image d'Épinal de l'extravagant séducteur poudré, perruqué, qui écume la lagune vénitienne au cœur du XVIII^e siècle. Donald Sutherland y est magnifique. « Ce tournage aura été pour moi l'expérience la plus profonde que j'aie jamais faite », reconnaîtra-t-il des années plus tard.

Mais Donald Sutherland est déjà ailleurs. Bête de cinéma, marié trois fois, père de cinq enfants, il incarne un Afrikaner prenant conscience des horreurs de l'Apartheid en Afrique du Sud dans *Une saison blanche et sèche* d'Euzhan Palcy, en 1989, aux côtés de Marlon Brando. La même année, il s'amuse à donner la réplique à Sylvester Stallone dans le film de prison *Haute Sécurité* de John Flynn. Il interprète un psychopathe incendiaire dans *Backdraft* de Ron Howard en 1991.

« Je ne fais pas exprès de jouer des personnages dramatiques ou inquiétants. J'agis d'instinct, sur un coup de cœur. Je suis le contraire d'un intellectuel »

Donald Sutherland

En 2000, Clint Eastwood pense à lui pour *Space Cowboys*, où Eastwood rend hommage à des pionniers de l'aviation moderne tels Chuck Yeager, qui n'ont pas pu participer à la conquête spatiale. James Gray s'en souviendra dans *Ad Astra* (2019), où il embarque Donald Sutherland aux côtés de Brad Pitt dans une odyssée de l'espace intimiste aussi poétique qu'oppressante. Pourtant, la jeune génération redécouvre l'acteur dans la saga *Hunger Games* adaptée des romans à succès de Suzanne Collins. En 2012, devenu à 77 ans un beau patriarcat à barbe blanche, Donald Sutherland endosse la déroque terrifiante et suave du président Coriolanus Snow face à Katniss Everdeen (Jennifer Lawrence). Cinq films sortent dont le dernier en novembre 2023, mais sans le président Snow.

Donald Sutherland l'avait lui-même prédit, en 2004 : « J'ai débuté en dingue assassin, je finirai en père céleste à barbe blanche. » No comment. ■



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Cloporte (klo-por-t') n. m.
Crustacé à propos de qui Le Maire dit c'est assez.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a qualifié des conseillers du président de la République de cloportes. Le mot signifie probablement celui qui clôt sa porte, allusion à l'attitude de ce petit animal qui se recroqueville sur lui-même quand on le touche. Faut-il le préciser, dans la langue française, le cloporte se métamorphose facilement : il désigne un individu méprisable. À en croire le ministre, depuis des lustres le cloporte de cabinet va clopin-clopat dans les allées du pouvoir. Portable rivé à l'oreille, il porte beau. On pourrait le tenir pour rien : des clopinettes. Hélas pour la sérénité de la vie politique, le cloporte colporte des informations. Il ne fait pas que ça : il les importe, il les exporte. Le cloporte est rapporteur. Il est insupportable. Le Maire n'en dira pas plus : le sujet des cloportes est clos. Mais son message est clair : qu'ils prennent la porte. ■

HUBLOT

OFFICIAL WATCH
EURO2024

HUBLOT

BIG BANG & GEN3
UEFA EURO 2024™